

مركز الامم المتحدة

« L'Economie » : l'assurance-chômage en déroute

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14737 - 6 F

MARDI 16 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Premier pas à Rio

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui s'est achevée dimanche 14 juin à Rio-de-Janeiro après deux semaines de travaux, nous aura au moins offert une image historique : cent dix-sept chefs d'Etat et de gouvernement, du président Bush à Fidel Castro, posant sur la même photo, après s'être succédé à la même tribune. Rien que pour cet instant privilégié, sans précédent, le Sommet de la Terre valait d'être réuni.

Il est symbolique que ce consensus soit intervenu pour débattre de l'avenir de la planète - et de ses habitants - maintenant que la guerre froide est enterrée. Ce n'est plus tant la sécurité militaire qui préoccupe les grands de ce monde que les menaces d'un double déséquilibre : l'explosion démographique du Sud et son cortège de misères, face au repli des riches sur leur pré carré ; l'indéfectible érosion des ressources naturelles sous la pression des hommes. Il fallait au moins une conférence planétaire pour marquer cette prise de conscience.

MALGRÉ son intitulé très ambitieux, la conférence de Rio n'a pas permis aux cent cinquante-dix-huit délégations nationales de se pencher sur des questions précises comme la protection de la faune, de la flore, la pollution atmosphérique et la forêt. Jamais l'ONU n'avait réuni tant de pays pour examiner un dossier commun. Il y a eu peu de commodes secondaires : la protection de la nature et de l'environnement en général. On comprend mieux aujourd'hui que protéger l'environnement revient à protéger l'homme.

Certains ne manqueront pas de constater que, à une prise de conscience écologique mondiale à bien en lieu à Rio, elle ne s'est pourtant pas traduite par des engagements convaincants.

HORMIS quelques chèque distribués au dernier moment par des pays nantis, tous les textes qui comportaient des contraintes ont été édulcorés, voire retirés. La convention sur la biodiversité, par exemple, heurtait aussi bien l'industrie pharmaceutique des pays riches que l'indépendance nationale des pays du Sud. Elle a donc été rebaptisée pour satisfaire tout le monde, y compris les Etats-Unis, qui ne l'ont finalement pas signée. Les dossiers soumis à la conférence ont montré que chaque pays, en matière de protection de l'environnement, peut se transformer en accusé et en accusateur. D'où la consécration finale et la peur d'affrontements Nord-Sud.

Le Sommet de la Terre, de toute façon, n'aura été qu'un premier pas. On ne pourra en faire le bilan qu'au terme de la décennie, lorsqu'il sera possible de juger les résultats des engagements pris - ou refusés - à Rio.

Lire page 14

- Un consensus inattendu entre pays du Nord et du Sud par DENIS HAUTIN-GURAUZ
- M. Mitterrand plaide pour l'« obligation d'assistance mutuelle écologique » par ALAIN ROLLAT

M0147 - 0616 0 - 6,00 F



Sommet américano-russe à Washington

M. Bush et M. Eltsine signeront une « charte de coopération »

Le président George Bush et son homologue russe Boris Eltsine auront des entretiens mardi 16 et mercredi 17 juin à Washington. A cette occasion, les deux chefs d'Etat signeront une « charte de coopération et d'amitié » devant présider au nouveau cours des relations américano-russes. MM. Bush et Eltsine devraient aussi pouvoir annoncer un accord portant sur une nouvelle réduction des armements nucléaires stratégiques.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'événement devrait être le premier grand sommet de la nouvelle ère dans les relations américano-russes, presque une « fête » de l'après-guerre froide. Mais l'atmosphère paraît bien terne. Le sommet, qui doit réunir à Washington, les 16 et 17 juin, les présidents George Bush et Boris Eltsine, ne semble guère, lui, bouleverser les foules.

Il est vrai que les deux hommes se sont déjà entretenus à Camp David en février et que les rencontres entre dirigeants américains et russes ont singulièrement perdu de leur charge politique et émotionnelle : elles ne mettent plus aux prises des ennemis mais des « partenaires » qui entendent, cette fois,

conclure leur réunion par la signature d'une « charte de coopération et d'amitié » ou d'un code de bonne conduite devant présider au nouveau cours des relations américano-russes.

Cela seul ne suffit pas à expliquer l'apathie de l'opinion. A tort ou à raison, il y a, finalement, la perception que les choses n'ont pas autant changé qu'on veut bien le dire dans les milieux officiels. On avait clairement que la fin de la guerre froide ouvrirait une ère de « l'apaisement des conflits régionaux ». De ce nouvel ordre mondial, les Américains ne perçoivent qu'une chose : les images de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, le conflit le plus brutal, le plus impitoyable que l'Europe ait connu depuis 1945.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 6

Le colonel Kadhafi et les Occidentaux

La Libye alterne menaces et conciliation

Réuni, depuis samedi 13 juin, à Syrte, le Congrès général du peuple, qui tient lieu de Parlement, a dénoncé la demande d'extradition de deux Libyens présentée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour l'attentat de Lockerbie. Le colonel Kadhafi, dont le pouvoir paraît toujours solide, devrait préciser son attitude devant l'assemblée, alors que la presse officielle suggère un changement radical à l'égard des Occidentaux.

TRIPOLI

de notre envoyée spéciale

Décidément, la Libye est déterminée à soumettre le monde au régime de la double écossaise à propos de l'affaire de Lockerbie, tantôt laissant entendre qu'elle pourrait extradier ses deux ressortissants soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat contre l'avion de la PanAm, tantôt s'y refusant.

Sireulacre de démocratie, puisque la quasi-totalité des journaux officiels le point de vue officiel : l'hebdomadaire *Al Jamahiriya*, organe des « comités révolutionnaires », s'en est pris, dimanche 14 juin, au secrétaire général du Congrès général du peuple - qui tient lieu de Parlement, -

M. Abdel Razzak Al Soussa, pour avoir suggéré, la veille, que les deux suspects libyens, MM. Abdelbasset Al Megrahi et Al Amine Khalifa Fhama, ne pouvaient pas, en vertu de la loi, être livrés aux Etats-Unis ou à la Grande-Bretagne, qui les réclament. M. Al Soussa « ne représente que lui-même », a affirmé l'hebdomadaire. Son discours ne constitue pas la position unanime du peuple libyen, car le Congrès du peuple n'a pas encore fini de rédiger ses résolutions.

Les débats de cette session annuelle du Parlement, réuni à Syrte, doivent, en principe, durer plusieurs jours.

MOUNA NAÏM

Lire la suite page 4

Magistrats d'un jour

Des jurés d'assises favorables à un appel de leurs décisions

POITIERS

de notre envoyé spécial

Un mythe vient de mourir. Brutallement. Il s'est assésiné à Poitiers, le 13 juin, par ceux-là mêmes auxquels il accordait pourtant une protection totale depuis plus de deux cents ans. Réunis pour la première fois en France, une cinquantaine de jurés ayant siégé en 1991 dans les cours d'assises de la Vienne, des Deux-Sèvres, de la Vendée et de Charente-Maritime se sont prononcés en faveur de l'instauration d'une juridiction d'appel qui pourrait corriger leur décision.

Le fait est désormais accepté : le peuple peut se tromper. L'adage *Vox populi, vox Dei* a perdu son sens. Le législateur devra en tenir compte.

MAURICE PEYROT

Lire la suite page 13

Le débat sur la révision constitutionnelle et le traité de Maastricht

L'Europe aux forceps

par Jean-Marie Colombani

Ceux qui craignent que naisse une Europe par défaut, que perdure une Europe de la résignation, peuvent dormir tranquilles. La tournée prise par le débat sur le traité de Maastricht les assure au moins d'une chose : si le « oui » l'emporte, il marquera l'avènement d'une Europe aux forceps ! C'est dire que les difficultés, pour ses partisans, ne font que commencer : dans un premier temps, en effet, le « non » du Danemark a ravivé toutes les peines, a fait surgir tous les non-dits, a permis de mesurer, de l'Allemagne à l'Angleterre en passant par le Gers, que l'Europe a cessé d'être de soi.

Mais, passé ce premier mouvement négatif dû à l'onde de choc dannoise, et à la condition que ne

viens pas s'y ajouter une perturbation plus forte encore venue d'Irlande, le problème va être de faire naître cette Europe débâchée, asséchée, de transformer cette épreuve en moment fondateur d'une grande idée.

Pour y parvenir, il sera d'abord nécessaire de mettre un terme à la confusion française. Bon sang ne saurait mentir : l'affaire européenne réduite à ses dimensions hexagonales et tâtée d'apparat comme une bonne occasion de censurer le président. C'est le calcul d'un homme comme Charles Pasqua, pour qui le « vote contre », qu'il prouve désormais, est d'abord un vote sanction. Au demeurant, cette attitude d'opposition systématique ne saurait surprendre M. Mitterrand : il l'a lui-même pratiquée pendant un quart de siècle !

Lire la suite page 11



Un entretien avec le premier ministre du Québec

M. Bourassa estime qu'il n'y aura pas de gagnant en cas de nouvel échec constitutionnel

page 6

Euro 92 : la politique des petits points

Après son match nul contre l'Angleterre, l'équipe de France de football conserve ses chances de qualification

page 15

Les fantômes de Vichy

Un film de fiction centré sur le couple Pétain-Laval (Jacques Dufilho-Jean Yanne) se tourne en ce moment à Vichy. La station thermale, qui connaît un important plan de relance afin de retrouver son statut de « reine des villes d'eau », essaie en vain, depuis cinquante ans, d'oublier justement la période de collaboration. La population accueille bien le tournage du film, mais rappelle combien cette mauvaise image, qu'elle juge injuste, lui colle à la peau. Ce qui explique l'annulation d'une ville, bouc émissaire idéal de la mauvaise conscience de la France.

Lire le reportage de MICHEL GUERRIN, page 16

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

ANNY DUPEREY

Le voile noir

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 6 DH; Tunisie, 750 ML; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Chili, 100 PTA; Espagne, 180 PTA; Grèce, 220 DR; Hongrie, 1,20 H; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 F; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F SWE; Suisse, 15 KRS; Tchécoslovaquie, 1,50 TSK; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Blandine Kriegel

« La République est un moment indépassable de notre développement politique »

« La notion d'Etat de droit est devenue aujourd'hui l'idéologie dominante. N'est-ce pas dans l'histoire française une idée récente et n'est-elle pas radicalement contraire à toute une partie de nos traditions ? »

— C'est tout à fait exact. Dans les années 70, la théorie dominante était celle du social, de l'autogestion, de l'auto-institution du social. Des idéologies très opposées par ailleurs, le marxisme, le libéralisme, le gauchisme, convergent pour faire de l'Etat le mauvais objet en brandissant le slogan « La société contre l'Etat ». On ne faisait aucune différence entre les divers types d'Etat. On s'accordait à voir dans le « trop d'Etat » le mal universel. Cette conception trouvait une caution dans la doctrine prestigieuse de l'Ecole des Annales qui avait répudié le temps court de l'histoire bataille et de l'histoire politique, au profit du temps long de l'histoire économique et sociale. On pensait ainsi pouvoir réduire la politique à l'économie, la culture aux mentalités, et immerger l'histoire sociale dans une anthropologie générale. Il n'y avait pas d'histoire des Etats, il n'y avait qu'une histoire des sociétés. Or, par un retournement spectaculaire, à la fin des années 80, on s'est mis, avec la même unanimité, à défendre l'Etat et à invoquer l'Etat de droit.

— L'Etat de droit : un terme que j'ai réintroduit dans l'Etat et les esclaves, en lui donnant un sens ostensiblement différent de celui qu'il avait revêtu chez les juristes prussiens (*Rechtsstaat*) qui l'avaient utilisé au dix-neuvième siècle. Auparavant, il avait pratiquement disparu du vocabulaire politique et figurait peu dans la tradition juridique française attachée au légitimisme, c'est-à-dire au primat de la loi sans contrôle, et qui lui prêtait l'idée, chère à Carré de Melberg, d'un « Etat légal ». Personnellement, je pourrais m'estimer satisfait de cet extraordinaire succès qui me dépasse très largement. Je n'ai été que l'annonciatrice du retour à l'idée d'Etat de droit et de celles qui lui sont connexes, République et démocratie. Ces idées nouvelles témoignent de la renaissance de la philosophie politique et d'un changement d'époque, de la fin du paradigme du social, de la compréhension de ce que la question sociale n'est pas tout, et de l'apparition, ce cette fin de vingtième siècle, de la question fondamentale du développement politique.

— Mais quelle est la véritable réalité de cet Etat de droit, universellement prôné ? Ne se passe-t-il pas quelque peu de mots ?

— Sans doute. Il ne suffit pas de brandir le terme d'Etat de droit comme un manteau de Nod pour laver les Etats de tous leurs péchés. Il faut reconnaître que, bien souvent, l'appellation contrôlée d'Etat de droit est devenue un slogan publicitaire pour défendre l'Etat tout court et l'Etat tel qu'il est, c'est-à-dire une institution politique complexe à l'intérieur de laquelle coexistent des éléments d'Etat de droit avec des aspects plus archaïques. Car l'Etat de droit, cette forme d'organisation qui arbitre le lien civil par la loi, garantit les droits individuels et soumet le pouvoir aux lois, est une création récente. Apparu sous l'Ancien Régime, il a dû composer avec des formes politiques plus anciennes, impériales et féodales. Michel Foucault a montré que le sort réservé par l'Etat aux premiers et aux fins résultait de ce qu'avait été l'Etat de police au dix-septième siècle. Aujourd'hui, les Etats de droit, tous les Etats de droit, sont imparfaits.

— En France, par exemple, notre Etat demeure un Etat largement administratif qui ne connaît pas de véritable séparation des pouvoirs, pas d'indépendance du pouvoir judiciaire, au moment même où la demande de justice grandit. Une part importante des décisions politiques est monopolisée par les grands corps, et notre citoyenneté reste plus capacitaire que démocratique. Autant il était indispensable, naguère, lorsqu'un individu abusivement tué les Etats, de marquer le label de qualité qui séparait les Etats de droit des Etats despotiques, autant il est nécessaire, aujourd'hui, d'analyser avec précision ce qui éloigne encore notre organisation politique d'un véritable Etat de droit. D'autant que ceux qui, hier, croyaient devoir détruire l'Etat, sont devenus aujourd'hui les bénéficiaires du service public et de l'Etat administratif. Ils déplorent le recul de l'Etat comme la cause majeure de la crise politique et nous exposent gravement, avec la même unanimité et la même absence de point de vue historique que par-devant, que la

Blandine Kriegel, professeure de philosophie politique à l'université Lyon-III, née le 1^{er} décembre 1943 à Neuilly-sur-Seine, appartenant à la génération formée dans les années 60 à la double école de l'épistémologie et du marxisme althusserien. Après avoir suivi l'enseignement de Georges Canguilhem et collaboré aux recherches de Michel Foucault, elle ne tarde pas à rompre avec le marxisme en s'orientant vers la philosophie politique et la redécouverte de l'importance du droit. Son intérêt pour l'épistémologie de l'histoire et la généalogie du droit politique de la société moderne l'a conduite progressivement à une double activité de recherche en histoire et en philosophie politique au CNRS, qui s'engrangent dans la formulation de deux questions : l'origine de l'histoire savante moderne, l'origine de la liberté politique moderne. Dans un premier essai, l'Etat et les esclaves (Paris, 1979, 3^e éd. Payot, 1987), elle ramène à l'ordre du jour la notion d'Etat de droit promise à un grand



panacée se trouve dans la restauration de l'Etat républicain sous la forme mythologisée de la Troisième République. On a gardé la même histoire et la même philosophie.

— Mais quelles sont alors la véritable histoire et la véritable philosophie de l'Etat de droit ?

— On ne les dégage pas sans écartier une mauvaise histoire et une mauvaise philosophie. Mauvaise histoire. L'Etat de droit n'est pas la réassociation à travers les âges d'une forme unique qui serait apparue dès l'Antiquité avec le droit romain. Certes, le droit romain est d'une manière plus générale, la civilisation antique, d'Aristote à Cicéron, nous ont légué des choses admirables. L'idée même de République (*res publica*) est la transcription romaine de la définition aristotélicienne de la *politeia*, la société civile qui s'élève au-dessus du bien commun. Claude Nicolet a montré l'importance de la romanité dans la vie politique et, notamment, dans la définition du métier de citoyen. Mais, comme l'ont justement souligné Léo Strauss et Michel Villey, le droit moderne ne procède pas du droit antique, les droits de

« La philosophie politique moderne est une philosophie de la loi naturelle »

l'homme ne viennent pas du droit de Rome. Le droit romain, qui est pour l'essentiel un droit privé, ne comporte pas l'idée moderne d'un droit politique séparé de la propriété et hostile à la guerre. Ce droit-là ne vient pas du *Digeste* ni du *Corpus Juris Civilis*, mais plus simplement des Ecritures. Le droit moderne ne provient pas d'une politique de répartition du droit romain mais, au contraire, d'une répartition du droit romain accomplie par les monarchies française et anglaise contre le Saint-Empire romain germanique et ses législateurs glostiers du droit de Justinien ; par les monarchies qui ont construit un droit tout à fait différent, un droit jurisprudentiel, fondé sur leur histoire propre, elle-même mise en référence avec l'histoire biblique créatrice des valeurs de notre société.

— Cette distinction est fort importante parce que la lutte entre le droit romain et le droit nouveau est à l'origine de toute la révolution qui a précédé à l'instauration des Etats modernes et qui est au fondement de la doctrine de l'Etat et de la doctrine des droits de l'homme. Avec des avancées et des reculs, l'Etat de droit s'est déve-

loppé en s'opposant ou en coexistant avec les formes politiques anciennes. Il lui a fallu quelquefois plusieurs siècles avant que ses idées ne s'inscrivent à l'Etat civil de l'histoire. Ainsi, la Déclaration française d'août 1789 a été inscrite définitivement dans nos textes de droit positif qu'en 1946, et elle n'est contrôlée que depuis 1971. Contrairement à ce qui s'écrit dans de mauvais manuels, le droit politique, ce vicaire des plus du droit romain que l'Etat moderne se prétendait, n'est pas le droit romain germanique.

— Mauvaise philosophie. On met volontiers en rapport l'instauration de l'Etat de droit et les droits de l'homme avec l'apparition de la philosophie du sujet qui est, croit-on, la philosophie de la modernité. On rapporte la formation du droit politique à la décision d'un sujet, lui-même coupé de la nature et de l'ordre de la loi par l'empire de sa volonté. Cette philosophie a trouvé sa dernière et éblouissante expression dans le positivisme juridique, la philosophie du juriste autrichien Hans Kelsen. Selon Kelsen, le droit n'est pas une norme de la nature, mais une norme humaine, purement humaine. Le sujet du droit est toujours, selon son expression, « le sujet d'un pouvoir juridique, celui qui a la capacité par excellence de créer ou d'appliquer des normes ». Pour Kelsen, la personnalité juridique par excellence est celle de l'Etat. On en arrive ici au point maximum de tension entre une certaine philosophie de l'Etat souverain et la philosophie de l'Etat de droit, qui inclut les droits de l'homme. Car on peut à la rigueur fonder le droit de l'Etat le droit de l'Etat souverain sur une décision de la volonté en répétant à l'envi, comme Carl Schmitt (1) l'a fait avec délectation, que « l'Etat, non la vérité, fait la loi ». Mais pas les droits de l'homme. La philosophie des droits de l'homme n'a pas été — historiquement — et ne peut pas être — logiquement — une philosophie du sujet.

— Les philosophes qui ont élargi les droits de l'homme (Hobbes, Spinoza, Locke) n'ont nullement instauré la sûreté, la liberté de conscience, la propriété, l'égalité à partir d'un arrachement à la nature. C'est tout l'inverse : comme l'a dit Hobbes, le droit à la sûreté ne provient pas d'une liberté, mais d'une obligation, d'une loi de nature, découverte par la raison, qui pense à ce qu'il faut faire contre sa vie. La philosophie des droits de l'homme est fondée sur l'idée selon laquelle il existe une nature humaine qui comporte des lois. La philosophie politique moderne est une philosophie de la loi naturelle.

— Je mesure bien ce qu'une telle proposition peut avoir de choquant, dans la mesure où l'idée de loi naturelle nous est parvenue après un long passage sous les « calcitraires » au dix-neuvième siècle comme une théorie contre-révolutionnaire, conservatrice et néo-thomiste, où l'idée de nature était invoquée contre la démocratie et la

modernité. La loi naturelle, c'était le combat pour les valeurs autoritaires et la préservation de l'ordre de l'Ancien Régime. Dans ce combat, le modèle de la nature est le modèle aristotélicien, légué par la scolastique médiévale, d'un monde fini et hiérarchisé qui justifie l'inégalité. Mais les théoriciens de la philosophie moderne ne sont pas aristotéliciens. Contemporains de Galilée et de Newton, ils empruntent à la science moderne l'idée d'une nature avec la loi d'un univers infini où l'exigence mathématique conduit, en même temps, à définir des lois de rapports entre les êtres et à décrire l'égalité fondamentale des conditions.

— Ajoutons que la philosophie du sujet ne garantit nullement l'adhésion aux droits de l'homme. Que l'on songe à Fichte, le philosophe du sujet, le philosophe du moi absolu, qui dans ses fameux *Discours à la nation allemande* a débuté par l'apostrophe cithère : « Je m'adresse à des Allemands, rien qu'à des Allemands, et je ne leur parle que des Allemands, rien que des Allemands. » C'est dans la philosophie romantique allemande, à partir de Fichte, que s'exprime avec toute sa force l'idée d'un droit fondé sur le sujet.

— Aussi bien, un peu de nature nous ramène à l'Ancien Régime, beaucoup de nature nous en éloigne. Par ailleurs, comment fonder les droits inaliénables de l'Etat, qu'il soit homme, femme ou enfant, contre tous les cultes, les mœurs, les traditions ? Comment même justifier le caractère universel de la prohibition de l'inceste sans faire référence à une nature humaine générique ? Si les droits de l'homme dépendaient d'un déssein de la volonté du sujet, ils seraient désespérément occidentaux.

— Résumons-nous. Certes, le débat a formidablement progressé en évacuant les apories du marxisme et des philosophies sociales du dix-neuvième siècle, mais nous n'irons pas loin, si nous ne reconnaissons pas la nature créatrice du droit qui s'est émancipé de son modèle romain pour devenir un instrument de libération des peuples et si nous ne restons à une philosophie du sujet qui n'a le caractère d'universalité, inscrit dans les rapports objectifs de l'humanité, du droit.

— Mais cette philosophie politique ne reste-t-elle pas abstraite ? A-t-elle des prolongements concrets dans les problèmes aujourd'hui posés par l'Europe ou par l'intégration sur la République ?

— Le débat sur l'Europe et la République concerne très directement la philosophie politique. Les adversaires de l'union politique européenne opposent en effet la nation à la fédération, en dépitant la perte de souveraineté, d'indépendance politique que la seconde entraînerait inévitablement pour la première. On ne leur répondra pas en rétorquant, comme le fait le courant dominant des partisans de l'union européenne, que nous devons dépasser les nations et la politique par le marché et la règle

succès. Puis sa recherche aboutit, avec la publication de sa thèse les *Historiens et la monarchie* (Paris, PUF, 1988, 4 vol.), à une reformulation complète des origines de l'histoire savante. Loin de prendre sa source dans les Lumières du dix-huitième siècle, qui l'auraient plutôt atténuée, l'histoire savante est née un siècle plus tard des besoins de la monarchie de conférer un fondement documentaire à l'établissement d'un Etat « juridifié ». Et, paradoxe plus grand encore, les partisans de l'histoire savante sont les bédouins de Saint-Maur, une congrégation religieuse... Parallèlement, Blandine Kriegel a poursuivi sa philosophie politique une défense et illustration du rôle de l'Etat de droit : les Chemins de l'Etat (Paris, Calmann-Lévy, 1986), les Droits de l'homme et le droit naturel (Paris, PUF, 1986, rééd. en 1988). M. Mitterrand lui a confié un rapport sur la modernisation de l'Etat. Blandine Kriegel dirige aujourd'hui la revue *Philosophie politique* (PUF).

juridique. Hier, on voulait croire que l'histoire humaine se réduisait à l'économie et au social. Aujourd'hui, on voudrait penser qu'elle se résume à l'économie et au droit. C'est une illusion. On ne peut jamais contourner la politique parce que, comme le disait Raymond Aron, « l'histoire est tragique » et parce que la politique est le lieu de l'action, à la mesure de la liberté et de la faillite de chaque individu. On ne peut pas non plus oublier l'histoire. Les Etats-nations se sont édifiés contre la monarchie universelle du Saint-Empire romain germanique où le César-papisme, la théocratie impériale de l'empereur, coexistait de fait avec le maintien de particularismes ethniques, corporatistes ou régionalistes. L'Empire était déjà

« Il y a, dans la tradition républicaine, un mouvement de dérive vers le pouvoir personnel »

une fédération, mais une fédération de petites ethnies. Et les nations existent. Elles ne sont pas fondées sur le seul contrat mais sur un « esprit général » (Montesquieu) ou sur une « âme des peuples » (Russet, Fustel de Coulanges). La nation est un mixte indécomposable de traditions et d'inventions qui dépend du serment renouvelé de chaque génération de continuer et de réformer l'héritage des mœurs et des valeurs. Aujourd'hui, la majorité des peuples européens de la Communauté souhaitent l'union géopolitique et les partisans de la France seule et du repli identitaire seront sans doute déçus. Mais tant qu'on n'aura pas annoncé la vraie couleur du développement politique européen, on risque de décevoir : que se substituent à la centralisation politique réalisée par les Etats de droit à l'échelle des nations une sorte d'empire, avec un despotisme éclairé — l'administration européenne — et des corporations régionales, à l'échelle de l'Europe. Le danger se trouve, à mon sens, dans le face-à-face et la coexistence qui pourraient se prolonger, des nationalismes ethniques et de l'Empire. L'Europe restée dans les relevés d'ethnisme régionalistes trop organiques et trop étroites entrées en contact par la formation d'un mauvais universel qui refait l'impasse sur une politique démocratique et républicaine. Loin de refuser l'Europe, il faut vouloir ce que l'Etat-nation a apporté de mieux à sa construction. Et le mieux, ce n'est peut-être pas l'em-

pyon d'Etat administratif que l'on retrouve dans la Commission de Bruxelles, mais le contrôle par le suffrage universel, la République et la démocratie politique ne suffira pas à résoudre le mal français.

— République et démocratie : certains les opposent. Peut-on les mettre sur le même plan ?

— Les deux idées sont complémentaires. L'idée de République est réapparue sous l'Ancien Régime avec la publication des *Six Livres de la République* de Jean Bodin, en 1576, et elle a été puissamment portée d'un mouvement de décentralisation de la société par substitution de l'intérêt général aux privilèges. La formation républicaine a fait progresser l'égalité, c'est pourquoi elle est si populaire chez les Français, qui se sont identifiés à la République. Ajoutons qu'on doit à l'idée républicaine la centralisation politique, qui a établi l'unité et l'indépendance nationale, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui a institué la laïcité, et, enfin, la mise en place d'un Etat-providence qui a assuré, avec l'assistance sociale et la redistribution, la fin de la misère. L'ensemble de ces réussites exceptionnelles a couronné une sorte de religion politique qui nous empêche de voir les difficultés, les maux, les incertitudes, les fragilités de la République. Or celles-ci, dans la mesure où elles expriment avec les dérives bonapartistes, le boulangisme, le viehysme, une véritable compulsion de répétition, ne peuvent être dues au hasard. Il y a dans la tradition républicaine un mouvement de dérive vers le pouvoir personnel. Son assise se trouve, à mon sens, dans la matrice même du droit politique républicain : la doctrine du pouvoir souverain qui est la pierre d'angle de l'Etat.

— Telle qu'elle a été imaginée par Jean Bodin, la souveraineté est absolue, déesse des lois. Elle repose sur la volonté d'un sujet légal, l'Etat. Certes, la volonté collective exprimée par les assemblées nationales sera supérieure à la volonté du monarque, mais l'idée même de la volonté d'un sujet légal entraîne une tendance à entraîner une dérive autoritaire. Par nature indivisible, le pouvoir souverain de peut se conjuguer avec la séparation des pouvoirs et ne laisse donc pas de place à l'indépendance du pouvoir judiciaire. Davantage, derrière l'affirmation de la volonté souveraine, l'Ancien Régime revient subrepticement. Non seulement parce que la doctrine y a trouvé son origine, mais parce que la volonté, qui n'est jamais que la volonté, finit toujours par s'accommoder du réel, une fois qu'elle s'est brisée sur lui. Il n'y a rien de tel qu'un despotisme bonapartiste réussi, pour finalement faire sa paix avec les corporations de l'Ancien Régime et empêcher le développement d'une citoyenneté démocratique. C'est tout le tragique de la République. Faut-il pour autant condamner la centralisation politique accomplie par elle ? Eh bien, non ! car la République est un moment indépassable et encore aujourd'hui indispensable de notre développement politique. Il faut en dire, au moment où certaines forces autoritaires commencent de relever la tête, mais il reste aussi à démocratiser la République, à établir la séparation des pouvoirs, à redonner vie à la citoyenneté et à élargir la base de la décision politique.

— S'il est vrai que le commencement est la moitié du tout, revenons donc à Aristote et à sa définition de la République. Sous la forme d'une taxilogie, le grand penseur fait un lapsus très éclairant. Ayant expliqué que la République désigne l'objet de la vie politique légitime, le bien commun, l'intérêt général, il lui reste encore (*Politique* III, 7) à désigner son gouvernement. Aussi expose-t-il qu'une République peut être monarchique ou aristocratique lorsque le monarque ou les meilleurs ont en vue, non l'intérêt d'un seul ou de quelques-uns, mais l'intérêt général. Mais, lorsqu'il s'agit de désigner le gouvernement du grand nombre, le philosophe se borne à dire que la République est République. Tradisons : si seul le gouvernement du grand nombre peut vraiment défendre l'intérêt général, cela signifie que seule la démocratie peut véritablement instituer la République.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) La théorie de la révolution conservatrice allemande.

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : «révolte populaire» dans la plus grande des îles anglo-normandes

Certains parlent même d'une « République » de Jersey...

La destitution récente par Londres de M. Vernon Tames, le deuxième magistrat de Jersey, a déclenché une crise dans la plus grande des îles anglo-normandes. L'intéressé, promu héros populaire, songe à devenir « président ».

LONDRES

de notre correspondant

C'est probablement la douleur de ces îles méridionales, et aussi le physique à la Pagnol de l'intéressé, qui sont à l'origine de la « crise ». Toujours est-il que si M. Vernon Tames, bailli adjoint de Jersey, a été démis de ses fonctions par Sir John Sutton, lieutenant-gouverneur et représentant de la reine, c'est en raison du terme « *président* », officiellement utilisé de sa... paresse. Magistrat, il se voit reprocher d'avoir laissé s'accumuler de nombreuses affaires en souffrance, le retard dépassant parfois deux ans et demi. Ce faisant, Sir John a déclenché une belle révolte, dont nul ne se hasarde à prévoir les conséquences futures.

Dès le lendemain de cette décision historique - c'était le 12 mai - une foule d'un millier de personnes a envahi Royal Square, à Saint-Hélier. Du jamais vu depuis que Jersey a été libérée de la présence allemande, en 1945. Certains manifestants entourent Sir John en acclamant des slogans quasi sécessionnistes : « *Retournez en Angleterre* ! » Soutenu par cette fronde, Vernon Tames a en profité : « *Nous n'avons pas été libérés : d'abord nous avons eu les Allemands pendant cinq ans, maintenant nous avons les Anglais depuis quarante-cinq ans, nous disant ce que nous devons faire. La coupe est pleine !* » Et d'annoncer qu'il prendrait la tête d'une campagne pour obtenir la révision des liens institutionnels avec Londres.

Premier objectif, la séparation des fonctions du bailli, qui est à la fois le premier magistrat de l'île et le leader de l'Assemblée parlementaire locale, le States. Le bailli exerce donc des pouvoirs considérables dans une île qui bénéficie d'un statut de très large autonomie vis-à-vis du Royaume-Uni. Néanmoins, tout

comme le bailli adjoint et le procureur général, il est nommé par Londres. Le titulaire du poste est Sir Peter Cill. C'est lui qui a permis d'éviter cette solution extrême qui ne fait l'affaire ni des uns, ni des autres.

C'est en effet à Londres que Sir Peter est allé demander la « tête » de son adjoint. Les deux hommes se connaissent bien : nés dans l'île, ils ont longtemps été associés dans le même cabinet d'avocats, avant de se séparer. Sir Peter, ancien d'Oxford, est un patricien, alors que Vernon Tames, « *homme du peuple* », a poursuivi ses études grâce à une bourse. Bref, la « crise » eut un peu le règlement des comptes. Le second assure que son supérieur était jaloux de sa popularité. Du coup, Sir Peter, qui devait bientôt prendre sa retraite et être remplacé par Vernon Tames, a décidé de demeurer à son poste...

Les effets tranquillisants du tourisme

La population de Jersey, octroyée par l'oukaze londonien, a pris fait et cause pour le petit juge, se mobilisant contre la puissance britannique : au-delà d'une réduction de la tutelle royale, il est question, selon Vernon Tames, d'être démocratiquement le premier « président » de Jersey, voire d'instaurer la République...

Pour cause d'activité touristique, la révolte, par accord tacite, semble pourtant contenue. Parfois fiscal pour de nombreuses sociétés étrangères et pour sa population, Jersey vit de sa réputation. L'écho de manifestations populaires, voire d'une « *crise institutionnelle* », aurait pour effet d'entamer la richesse de l'île et celle de ses 85 000 habitants.

Mais les liens se préparent : en juillet, le « héros national » se présentera à une élection au poste de conseiller, ce qui lui permettra de retrouver un statut de parlementaire au States. Une fois remis en selle - et si la fièvre populaire n'est pas retombée - il fera campagne. Avec ce slogan : « *Tames for President* ».

LAURENT ZECCHINI

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

M. Schönhuber réélu président du parti des Républicains

L'ancien Waffen SS Franz Schönhuber, seul candidat en lice, a été triomphalement réélu, samedi 13 juin, président du parti d'extrême-droite les Républicains, par le congrès national, réuni pour la première fois depuis l'unification, à Deggendorf, en Bavière, fief historique du parti. Part des récents succès électoraux de sa formation au Bade-Wurtemberg et à Berlin, et désormais débarrassé de son écho dure néo-nazie, M. Schönhuber a fait part de l'ambition de son parti : entrer au Bundestag lors des élections fédérales de 1994. Son parti s'est efforcé d'apparaître pendant le congrès comme une formation fréquente, prenant ses distances avec les éléments violents de l'extrême-droite allemande. - (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS

M. Bush rejette les accusations démocrates sur son aide à l'Irak avant l'invasion du Koweït

Accusé par des membres démocrates du Congrès d'avoir laissé l'Irak utiliser de l'argent prêt par les États-Unis pour acheter des armes à l'URSS, avant l'invasion du Koweït, le président George Bush a réitéré, samedi 13 juin, avoir jamais cherché à « *renforcer la capacité militaire de l'Irak* ». La pré-avis avait été accordé pour l'achat de céréales américaines.

S'exprimant à Rio-de-Janeiro, en marge du Sommet de la Terre, M. Bush a accusé les démocrates, « *frustrés* » de ses succès lors de la guerre du Golfe, de mener une « *chasse aux sorcières* » politique.

KENYA

Un mort dans un attentat à la bombe à Nairobi

La police a indiqué, samedi 13 juin, qu'un attentat à la bombe avait fait un mort et quatre blessés, le veille, dans un bar du centre de Nairobi. Cet attentat - le cinquième depuis le début de l'année dans la capitale kenyane - a été revendiqué par un interlocuteur anonyme se réclamant de l'armée des opprimés (ou service) de Dieu, qui a notamment demandé la fin des violences interethniques dans l'ouest du pays.

Dans un rapport d'une vingtaine de pages, rendu public vendredi à Nairobi, le Conseil national des Églises avait dénoncé ces violences et des atrocités commises avec l'aval de certains dirigeants. - (AFP.)

ITALIE : Identification des empreintes génétiques de l'un des assassins présumés du juge Falcone. - La police italienne a indiqué, dimanche 14 juin, avoir déterminé les empreintes génétiques de l'un des auteurs de l'attentat à la bombe qui a coûté la vie au juge anti-mafia Giovanni Falcone, grâce à l'analyse de résidus de salive sur des mégots de cigarette retrouvés à l'endroit présumé du déclenchement de l'engin. - (AFP, Reuters.)

AFRIQUE

TUNISIE : après son refus de se soumettre à la nouvelle loi sur les associations

La Ligue des droits de l'homme est sous le coup d'une dissolution

TUNIS

de notre correspondant

Depuis samedi 13 juin à minuit, la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) est sous le coup d'une dissolution « *de plein droit* » en vertu de la nouvelle loi sur les associations. Jusqu'à la dernière minute, on avait cru que le compromis laborieusement élaboré avec le pouvoir, pendant des semaines de négociations, allait permettre d'éviter cette solution extrême qui ne fait l'affaire ni des uns, ni des autres.

L'accord auquel une majorité du comité directeur de la Ligue s'était rallié consistait à « *geler* » les activités de certains de ses membres à la direction de partis politiques. Ainsi, la LTDH se serait trouvée en conformité avec l'une des dispositions essentielles de la nouvelle loi qui interdit le cumul des responsabilités politiques et associatives. Les débats très animés au sein des instances supérieures de la Ligue n'ont pas réussi à vaincre

l'intransigeance de quelques-uns de ses dirigeants. La majorité a dû, à contre-cœur, se plier à cette démarche suicidaire qui n'était sans doute pas dénuée d'arrière-pensées politiciennes.

M. Moncef Marzouki, président de la LTDH, a lancé un appel au chef de l'État pour que la loi contestée soit « *rapportée* », tout en rappelant qu'il avait engagé une procédure devant le tribunal administratif. Cette pénible affaire paraît due à la précipitation et l'échec du pouvoir pour imposer la nouvelle loi sur les associations, d'une part, et les contradictions internes au sein de la LTDH, liées à une politisation excessive des débats, d'autre part.

La disparition de la LTDH, créée en 1977 - la plus ancienne ligue du monde arabe - risque de nuire à l'image du régime. Le pouvoir en est conscient. « *C'est pourquoi, nous avons tout mis en œuvre pour éviter ce coup de théâtre* », a déclaré M. Moncef Marzouki. La majorité des dirigeants de la Ligue déplore tout

autant cet échec mais certains d'entre eux n'excluent pas la possibilité d'une « *initiative légale* » qui permettrait de prendre le relais de l'action de leur organisation défunte.

MICHEL DEURÉ

Un journaliste de RFI temporairement détenu. - Une journaliste de Radio France Internationale (RFI), M^{me} Farida Ayari, a été arrêtée sans explication, vendredi 12 juin, dès sa descente d'avion à l'aéroport de Tunis-Carthage, puis relâchée dans la journée de samedi après une intervention du Quai d'Orsay. Elle a pu poursuivre son voyage en direction de la Libye. Un porte-parole du Comité contre la répression et pour les libertés publiques en Tunisie, a souligné que M^{me} Ayari, de nationalité tunisienne, « *avait à plusieurs reprises abordé la question de la répression en Tunisie sur RFI* ».

La Libye alterne menaces et conciliation

Suite de la première page

L'une des cinq commissions formées à l'issue de la réunion d'ouverture, samedi, est chargée de la politique étrangère. C'est la seule dont les débats ne sont pas retransmis en direct par la télévision. Il est vrai que M. Al Soussa, comme le dit Al Jamahiriya, n'est « *qu'un simple fonctionnaire qui préside un comité chargé de la rédaction des résolutions* ». Mais il n'en est pas moins vrai que dans ce système complexe et unique en son genre de démocratie « *directe* », le Congrès général n'est qu'une chambre d'enregistrement des décisions des comités populaires de base, qui ont absorbé leurs travaux il y a quelques semaines.

Pour leur part, les dirigeants libyens ont réitéré sur la même ligne de défense depuis le début de l'affaire : non à l'extradition vers les États-Unis des deux présumés coupables, qui à la remise de ces suspects à des parties « *neutres* ». Le colonel Kadhafi semble, en effet, avoir pour souci d'obtenir l'assurance que l'interrogatoire des deux suspects se limitera au seul attentat de Lockerbie et ne débouchera pas sur l'ouverture d'autres dossiers qui, *in fine*, mettraient en cause l'appareil de l'État tout entier.

Embargo sur le pèlerinage

Ah, qui croit ? Al Jamahiriya, qui avait osé il y a une semaine, critiquer la politique panarabe du colonel Kadhafi et proné une ouverture vers les États-Unis ou bien M. Al Soussa, qui accusait, samedi, depuis la tribune du Congrès, « *les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France de mener une croisade contre les Arabes et les musulmans, en vue de dominer totalement le régime du Proche-Orient* » ?

Selon des diplomates occidentaux en poste à Tripoli, il n'est pas douteux que l'article d'Al Jamahiriya n'est pas le fait du hasard ni l'opinion du citoyen ordinaire. Riposter si vite au président du Parlement implique, à les en croire, que la Libye a l'intention d'annoncer quelque chose qui lui paraît pouvoir satisfaire les États-Unis et la Grande-Bretagne. Si cette hypothèse est avérée, le colonel Kadhafi devrait intervenir rapidement devant le Congrès pour tenter de changer le cours des choses.

« *La Jamahiriya n'est pas responsable de cet attentat* », avait assuré M. Al Soussa. Elle exprime ses *profonds regrets pour les victimes innocentes ; elle demeure disposée à coopérer* (avec tous ceux qui le veulent) *pour trouver une solution juste, fondée sur le droit international*.

CONGO : limogeage de maires et préfets pour fraudes électorales. - Le premier ministre, M. André Milongo, a confirmé, par un décret rendu public, vendredi 12 juin, à Brazzaville, le limogeage des maires de six municipalités et des préfets des neuf régions du Congo, qui avaient favorisé des fraudes, lors des élections locales et municipales du 3 mai. Ces sanctions avaient été décidées par le Conseil supérieur de la République (CSR), organe législatif durant la période de transition. - (AFP.)

nal (...) et soutient tout effort qui permettrait un tel règlement. » Ce discours avait échauffé les espoirs de ceux - nombreux - pour qui les récents commentaires d'Al Jamahiriya paraissaient annoncer une modification de l'attitude de Tripoli, soumise, depuis le 15 avril, à un embargo aérien et maritime.

Parmi les délégués au Congrès, l'humeur était aussi militante que celle de M. Al Soussa. « *Ce sont des accusations créées de toutes pièces contre la Jamahiriya. Il ne faut pas qu'ils (les deux Libyens) soient extradés* », nous ont affirmé Mme Adila Abdel Bari Al Dib et M. Khaled al Khatir. « *Le peuple libyen a toujours su résister aux agressions* », extérieures, a renchérit un autre « *député* », M^{me} Rahma Al Amine. L'ambassadeur de Libye en France, M. Saad Al Mijber, membre lui aussi du Parlement, nous a tenu un discours plus enflammé encore : « *Libye qui se défend, exprime son opinion dans Al Jamahiriya. Ce n'est pas le point de vue officiel. Nous avons toujours résisté, et nous résisterons encore* ».

A en croire des habitants de Tripoli et des sources occidentales, la mise en quarantaine partielle du pays par la communauté internationale n'a pas, à ce jour, gravement affecté le rythme des déplacements et du coût du voyage par la route vers un pays arabe pour y prendre l'avion.

« La lumière »

Les choses seraient autrement plus difficiles si l'embargo devait être étendu aux exportations pétrolières, qui assurent à la Libye 90 % de ses revenus. Pour le colonel Kadhafi, en tout cas, l'embargo est « *un signe de la faillite du système politique international* ». « *Si l'on continue à ce rythme, l'univers tout entier va se transformer en une énorme prison. La Libye est aujourd'hui soumise à l'embargo ; l'Irak aussi ; et la Libye, et qui sait, demain peut-être, la Syrie et le Liban, le Soudan et, pourquoi pas, la Corée (du nord) et la Chine...* », s'est-il exclamé devant la Conférence internationale des Vents, réunie elle aussi à Syrte et qui s'est voulue une « *alternative* » au Sommet de la Terre à Rio.

Coincidence ou préméditation ? On pencherait plutôt pour la seconde : deux conférences « *internationales* » ont tenu leurs assises, la semaine dernière, en Libye - l'une sur l'environnement, l'autre

sur les droits de l'homme, - et les médias locaux les ont présentées comme la preuve du soutien dont jouit le colonel Kadhafi à travers le monde. Chez lui, en tout cas, sa position ne semble guère menacée. La télévision, à plusieurs reprises au cours du week-end, a montré le colonel détendu et souriant, donnant l'accolade à des habitants de Syrte, inaugurant une exposition d'art figuratif ou intervenant à la tribune de la Conférence internationale des Vents.

M. Al Soussa l'avait porté aux nues dans son discours, affirmant, sous les applaudissements des « *députés* », que « *l'unité arabe demeure l'objectif de la Libye et sera réalisée sous l'ombre d'un drapeau sous la conduite du Guide* ». Au mur de la grande salle de la fédération, où se réunissait le Congrès général, des slogans en lettres blanches sur fond vert allaient plus loin encore dans l'hommage au colonel Kadhafi : « *Le peuple libyen 1969-jour de la prise du pouvoir par le colonel Kadhafi* » est le saut qui pousse dans nos veines, le pouls qui rythme nos cœurs, la lumière qui jallit pour dissiper les ténèbres profondes de l'humanité ».

Autant que l'on puisse interpréter ses silences, le citoyen libyen paraît assez indifférent à cette agitation. Dans Tripoli, sortie, dimanche, de la traversée de trois jours éternelle pour le fœt d'Al-Adha, qui commémorait le sacrifice d'Abraham, des affiches tournant en dérision les États-Unis à l'occasion du vingt-deuxième anniversaire de l'évacuation des forces américaines étaient placardées sur les murs : ici, un GI, la banquette éjectée en baluchon, tête de mort sous le casque ; là, une barque qui dérive, drapée d'Amérique, godasses et gourdes jetées dans le fond.

Sur la carnie, quelques badauds se faisaient tirer le portrait, sans rire, dans un décor que n'aurait pas désigné Andy Warhol : un montage d'objets les plus hétéroclites, d'une vasa des années 60 à un livre en peluche sur fond de rosier rouge artificiel. Il n'empêche que, il y a quelques jours, un diplomate occidental s'est fait interpellé haut et fort, dans la rue, par un Libyen : « *Qu'attendez-vous, lui a-t-il lancé, pour nous débarrasser de ce régime ?* »

MOUNA NAIM

Le prix Kadhafi pour les droits de l'homme au profit de la lutte contre le sida. - Remis, dimanche 14 juin, dans un palais de Tripoli, le prix Kadhafi pour les droits de l'homme sera consacré, cette année, à la construction en Libye d'un centre de lutte contre le sida sur le continent africain. Créé en 1989 et doté de 250 000 dollars, ce prix a été successivement décerné à M. Nelson Mandela, aux enfants de l'Infidèle et aux Américains.

TCHAD : un Jaguar s'est écrasé à Ndjamena. - Un Jaguar de l'armée de l'air française, en école technique à Ndjamena, s'est écrasé dans la capitale tchadienne, le 13 juin. Le service du presse des armées, à Paris, a précisé que le pilote, basé à Bangui (Centrafrique), était indonésien. D'autre part, la ligne tchadienne des droits de l'homme a indiqué samedi que les Tchadiens expulsés du Nigeria le 28 février et détenus dans plusieurs prisons du pays (le Monde du 4 avril) étaient au nombre de trois cents, et que certains d'entre eux avaient été exécutés. - (Reuters.)

ALGÉRIE

Le ministre de l'Intérieur dément les rumeurs de « désertions massives » dans l'armée

Les huit principaux partis d'opposition ont critiqué, samedi 13 juin, la décision de M. Mohamed Boudiaf, président du Haut Comité d'Etat (HCE) de créer un « *Rassemblement patriotique* ». « *Ce Rassemblement nous éloigne davantage de la transition démocratique. Tel qu'il est présenté, un retour à une conception gauchiste comme celle de la commune chinoise et de la Jamahiriya libyenne* », a déclaré M. Ali Ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS).

De son côté, M. Larbi Belkheir, ministre de l'Intérieur, a indiqué qu'une élection présidentielle pourrait être organisée d'ici à la fin de l'année s'il y avait un retour au calme. Il a démenti les rumeurs de « *désertions massives* » au sein de l'armée mais reconnu qu'un « *groupe* » de militaires avait pris le maquis dans la région de Lakhadria, à 70 kilomètres à l'est d'Alger, avant d'être « *neutralisés* ».

Bombes à Alger

et Constantine

D'autre part, une bombe artisanale a explosé, jeudi, à l'intérieur de la grande mosquée d'Alger, quelques heures avant l'arrivée de M. Boudiaf, à rapporté, dimanche, la presse locale. Deux bombes artisanales ont endommagé, vendredi, à Constantine, un commissariat de police et un poste de gendarmerie. Enfin, selon le quotidien Alger républicain, une autre bombe artisanale, destinée à faire sauter un train de voyageurs, a été découverte entre Constantine et Biskra, avant son explosion. - (AFP, Reuters.)

Figure marquante de la lutte pour l'indépendance

Omar Oussedik est décédé à Alger

La télévision algérienne a annoncé, samedi 13 juin, la mort d'Omar Oussedik à Alger. Agé de soixante-deux ans, il était considéré comme une figure marquante de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie.

Adhérent au mouvement nationaliste en 1942, arrêté en 1948, emprisonné et torturé à Blida, il avait été libéré en 1951, et rejoint quatre ans plus tard le Front de libération nationale (FLN). Longtemps commissaire politique dans les maquis de l'Est, dur doctrinaire après un voyage en Chine et combattant réputé, il avait été nommé en 1957 secrétaire d'Etat à l'Intérieur dans le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), puis ambassadeur en Guinée, avant de prendre la tête de la « *zone autonome* » d'Alger, à la veille des accords d'Évian.

C'est à ce poste qu'il fut remarqué pour avoir obtenu des Algériens qu'ils gardent calme et sang-froid au moment où l'OAS multipliait les attentats. Écarté du pouvoir après l'arrivée de M. Ben Bella, Omar Oussedik fit, à partir de 1963, une longue carrière diplomatique, nommé successivement ambassadeur à Sofia, Moscou, New-Delhi et Rome.

SCIENCE-PO

Stage intensif d'été

Préparation annuelle et semestrielle

Préparation parallèle à l'université

ipesup

18, rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris

(1) 43.25.63.30

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUVE

UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 910 F*

PARIS/ORLANDO/PARIS.

Une voiture de location en libération de l'État.

Une location de villa.

* Prix basé sur 4 personnes minimum.

CONTACTOUR

30, rue de Valenciennes, 75001 PARIS.

Tél. : (1) 42-94-22-23.

De l'air
des transports
commun

ASIE

THAÏLANDE : pour préparer de nouvelles élections M. Anand Panyarachun a formé un gouvernement de technocrates

BANGKOK
de notre correspondant

Nommé premier ministre quatre jours auparavant, M. Anand Panyarachun a formé, dimanche 14 juin, un gouvernement de vingt-cinq membres, dont vingt appartenaient déjà au cabinet qu'il avait dirigé pendant un an, jusqu'aux élections du 22 mars dernier. Il a confié le portefeuille de la défense à M. Banchoh Bunnag, un ancien général qui s'est aussitôt prononcé pour la poursuite de l'enquête sur les responsabilités du massacre du 17 au 20 mai et s'est engagé à prendre en compte la « demande croissante » d'une dépolitisation des forces armées. Aucun député ne figure dans ce gouvernement, dont les objectifs sont d'apaiser les tensions, de relancer l'économie et d'organiser de nouvelles élections dans un délai de quatre mois.

La plupart des ministres sont des technocrates. Mais l'intérieur a été de nouveau confié à un ancien général de la police, M. Pow Sarsa, dont le frère cadet, un ancien diplomate, M. Arsa Sarasin, retrouve le portefeuille des affaires étrangères. M. Anand, qui avait été choisi par les généraux pour diriger le gouvernement après le coup

d'Etat du 23 février 1991, a donc constitué son équipe avec le souci évident de ne pas faire de vagues. Les chefs de l'armée se sont gardés d'attacher leur déception, mais la majorité sur laquelle ils s'appuyaient à l'Assemblée, prise à contre-pied par la nomination de M. Anand, montre des signes de désarroi.

Le dossier des « disparus »

M. Anand, qui devait présenter lundi son cabinet au roi, devra tenter d'élucider le mystère — un dossier explosif — des disparus pendant les trois jours de la sanglante répression militaire de mai. Le *Bangkok Post* a publié dimanche une liste, mise à jour, de mille trois cent quarante-sept personnes dont on n'a pas de nouvelles. En outre, la traduction en justice de ceux qui ont ordonné de tirer sur les manifestants est encore réclamée par beaucoup de gens. M. Banchoh a laissé entendre, pour sa part, que redorer le blason des forces armées impliquait peut-être des changements à leur tête.

JEAN-CLAUDE POMONTI

JAPON : ultime manœuvre

Les députés socialistes ont démissionné pour bloquer l'adoption de la loi sur la participation à des missions de l'ONU

TOKYO
de notre correspondant

Alors que devait reprendre, lundi 15 juin, devant la Chambre basse, le laborieux processus d'adoption de la loi sur la participation de soldats japonais aux missions de paix des Nations unies, cent-trente-sept députés socialistes, quatre de l'Union social-démocratique (petite formation de gauche) et le vice-président de la Chambre, M. Murayama, ont remis leur démission pour protester contre un texte qu'ils estiment inconstitutionnel et contre la manière dont il a été adopté en force au Sénat. Ces démissions ont ouvert une crise de procédure parlementaire sans précédent.

Un coup de poker

Après diverses manœuvres pour retarder des débats (motions de censure, « pas du bouffon »), la démission en bloc des socialistes est la dernière carte du PSJ pour exprimer son hostilité à une loi qui remet en cause l'esprit de la Constitution. Les communistes

n'ont pas suivi le premier parti d'opposition sur une voie qui constitue une « première » dans la vie parlementaire : lors du renouvellement du traité de sécurité nippon-américain en 1960, l'opposition avait menacé de démissionner, sans toutefois passer aux actes.

Le PSJ se livre à un coup de poker. La démission en bloc doit être approuvée par le président de la Chambre. Refusée, sur la base du vote de confiance auquel les conservateurs ont fait procéder, dimanche, avant la remise des démissions, elle n'aura été qu'un baroud d'honneur. Acceptée, elle devrait conduire à la dissolution de la Chambre et à la convocation d'élections générales concomitantes aux sénatoriales de juillet. Cette tactique comporte un risque théorique : si le premier ministre ne dissout pas la Chambre, les sièges du PSJ resteront vacants.

Après quelques hésitations, le PSJ semble penser que l'inquiétude que suscite le projet de loi dans l'opinion peut le servir auprès des électeurs.

Ph. P.

PROCHE-ORIENT

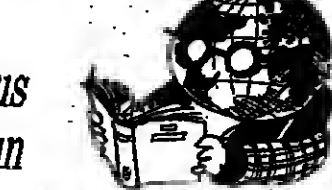
BIBLIOGRAPHIE

Les paris perdus du général Aoun

« Aoun a été floué enfin et surtout par lui-même, en s'obstinant à voir dans les présages de sa chute les indices de sa pérennité au pouvoir. » Cette petite phrase de Carole Daghar, en épilogue du livre qu'elle consacre aux deux années de pouvoir du général Michel Aoun, résume assez bien, malgré l'évidente sympathie de l'auteur pour son sujet, les *Paris du général* qui ont coûté si cher au Liban. Journaliste, l'auteur a suivi au jour le jour et avec passion l'épopée d'un homme qui a su faire vibrer les foules avec un discours nationaliste et antiradical, de nature à ranimer la foi des Libanais dans leur pays mais dont beaucoup refusaient alors de voir la démagogie.

La description que fait Carole Daghar de l'arvens du décor est d'autant plus intéressante et l'on comprend mal que le gouvernement libanais ait cru dans un premier temps devoir imposer la parution de ce livre. Car le portrait du général Aoun oscille, au pire, entre celui d'un homme assoiffé de pouvoir et prêt à tout pour l'obtenir et, au mieux, celui d'un politicien inconstant, totalement coupé des réalités et qui ne réagit que par sautes d'humeur.

De sa nomination par le président Amine Gemayel comme premier ministre intérimaire en septembre 1988, à sa chute sous les coups de boutoir de l'armée syrienne le 13 octobre 1990, le général Aoun ne se sera livré, démontre l'auteur, qu'à des faux calculs, basés en grande partie sur des illusions et non des faits.



Les chances qu'il a eues à plusieurs reprises — le premier rapport du comité tripartite arabe qui désignait le Syrie comme obstacle à la paix, les accords de Taëf, les méditations pour lui offrir une place au gouvernement, — le général chrétien les a en effet toutes gâchées par méconnaissance ou refus des réalités, s'imaginant toujours pouvoir compter sur un appui qu'il n'avait pas. Combien de fois en effet, pendant toute cette période, ses partisans libanais se sont demandés quels appuis lui permettraient d'agir avec autant d'arrogance, avant de découvrir qu'il était seul et aux mains.

Il reste qu'il a suscité un véritable élan populaire, en particulier auprès de la communauté chrétienne, qui voyait en lui un homme « pur » par rapport à la classe politique traditionnelle et qui lui tenait un langage qu'elle aimait entendre, à savoir celui d'un Liban débarrassé de la tutelle syrienne. Dans son enthousiasme, une partie de cette communauté le soutenait aveuglément, sans trop se poser de questions, mais une autre prenait le chemin de l'exode.

Même si le général Aoun garde de nombreux partisans, cette démythification était à faire et il vaut sans doute mieux qu'elle ait été menée par quelqu'un qui a cru aux espoirs qu'il avait soulevés.

F. C.

► *Les paris du général*, de Carole Daghar. Édition : Fiches du Monde Arabe ; 355 p., 120 F.

ISRAËL

Visite de M. Gorbatchev

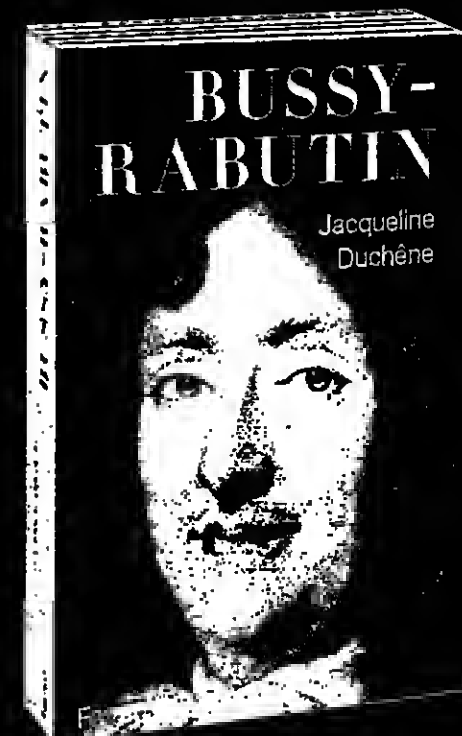
Accompagné de sa femme Raïssa et d'une dizaine de collaborateurs, l'ancien président soviétique Mikhaïl Gorbatchev est arrivé, dimanche 14 juin, à l'aéroport de Tel-Aviv, pour une visite de quatre jours en Israël. Il a été accueilli par le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy. Dans une interview publiée

lundi par le quotidien israélien *Haaretz*, il a déclaré qu'il ne rencontrerait pas de Palestiniens des territoires occupés, en expliquant : « Leur attitude pendant la guerre du Golfe m'a déçu. L'OLP (...) aurait pu adopter des positions plus constructives. » — (AFP)

BUSSY-RABUTIN

Un homme d'extrémités

Madame de Sévigné



444 p.
150 F

Un récit allégre et attachant.

François Bott, *Le Monde*

Jacqueline Duchêne conte avec esprit (il en fallait) et une étonnante érudition la vie excentrique de ce personnage... Une biographie menée tambour battant.

Jean-Jacques Leveau, *Le Quotidien de Paris*

Un écrivain à part entière.

Jean Chalon, *Le Figaro*

La division en courts chapitres et le style élégant de l'auteur ne sont pas étrangers à cette réussite.

Jean Contrucci, *Le Provençal*

Son Bussy-Rabutin est une merveille.

Pierrette Rosset, *Elle*

FAYARD

De l'air.

En ville, des transports
en commun c'est plus
d'oxygène.

Pour que ça respire, il faut investir dans les transports en commun.



SCIENCE+PO
Cours et ateliers

Ateliers d'écriture
Préparations aux concours
Préparation aux concours
universitaires

ipesup

(1) 43.25.63.30

UNE SEMAINE
EN FLORIDE

à partir de 5 000 F

CONTACTOUR

30 rue de la République
91100 Evry
Tél. 01 69 10 00 00

AMÉRIQUES

Un entretien avec le premier ministre du Québec

« Il n'y aura pas de gagnant en cas de nouvel échec constitutionnel », nous déclare M. Robert Bourassa

Le Québec vit un tournant important de son histoire. Le premier ministre, M. Robert Bourassa, lui-même partisan du maintien du Québec au sein de la Confédération canadienne, s'est engagé à tenir un référendum sur l'avenir de la province au plus tard le 27 octobre. M. Bourassa avait déclaré au Monde (numéro daté 19-20 avril) que ce référendum porterait sur les « affaires constitutionnelles du gouvernement fédéral ».

Cela a fait grand bruit au Québec, dans la mesure où le premier ministre semblait revenir sur sa promesse de faire porter cette consultation sur la « souveraineté ». Nous publions ici le reste de l'entretien que M. Bourassa nous a accordé à la mi-avril, et dans lequel il s'explique en détail sur le rôle qu'il conçoit pour le Québec au sein d'une Confédération canadienne renouvelée.

« Est-ce que la question qui sera posée aux Québécois portera sur la souveraineté ? »

« J'ai toujours soutenu que, dans le cas du Canada et du Québec, il fallait une intégration économique en Amérique du Nord. Et d'ailleurs, nos opposants [les indépendantistes du Parti québécois, NDLR] parlent de garder une monnaie unique canadienne, ce qui est une forme très avancée d'intégration. J'ai toujours dit aussi que cela supposait une souveraineté partagée. M. Jacques Delors estime lui aussi que partager la souveraineté suppose une certaine forme de fédéralisme.

« Et si le gouvernement fédéral ne propose rien ? »

« Il n'est pas opportun de spéculer sur cette hypothèse. S'il y a pas d'offre, il y aura un référendum qui est prévu sur une autre option, et à ce moment-là le gouvernement devra rédiger une question qui tienne compte à la fois de l'échec constitutionnel et de la géographie. Il se trouve que le Québec est au centre de l'espace économique canadien.

« Les discussions constitutionnelles actuelles visent l'ensemble du Canada et non pas le seul Québec, et s'y ajoutent maintenant les revendications des autochtones, lesquels s'assoient désormais à la table de négociations. Cela ne vous inquiète-t-il pas ? »

« Tout le monde reste d'accord pour respecter au maximum le calendrier du Québec et souhaite qu'il y ait une entente. En cas de nouvel échec constitutionnel, il n'y aura pas de gagnant. Quoi qu'en disent mes opposants, la souveraineté ne règlera pas comme par enchantement la pauvreté et le chômage. Ils ne le croient pas mais ils le disent.

Pas de contentieux avec Paris

« Que pensez-vous de l'hypothèse avancée par M. Mulroney d'un référendum pancanadien sur la réforme constitutionnelle ? »

« C'est au gouvernement fédéral d'assumer ses responsabilités. La mienne est que soient respectés l'échéancier de la loi 150 (qui oblige le gouvernement québécois à organiser un référendum d'ici à octobre) et, surtout, le droit du Québec à décider de son avenir. Pour une majorité des Québécois, l'important est que la solution constitutionnelle ne nous soit pas imposée. Ma première responsabilité est vis-à-vis de mes compatriotes québécois. Mais il ne faut pas oublier qu'un million de fran-

cophones vivent en dehors du Québec, dont la moitié en Ontario.

« Vous sentez-vous une responsabilité à leur égard ? »

« Il y a des avantages très importants pour les Québécois à garder des liens avec eux. C'est la même langue, la même culture.

« Où en est-on dans les rapports entre Québec et Paris ? »

« Ils sont très étroits, très chaleureux, au-delà des partis. Depuis que j'ai été premier ministre, en 1970, j'ai connu plusieurs présidents, Georges Pompidou, Giscard d'Estaing, François Mitterrand, ainsi que plusieurs premiers ministres, dont certains sont de mes amis.

« M. Chirac plus que M. Rocard ? »

« M. Rocard aussi. Mais je l'ai peut-être moins connu que M. Chirac.



« Et si le gouvernement fédéral ne propose rien ? »

« Il n'y a tout de même pas eu de sommet bilatéral depuis quatre ans. Alors, qu'on s'attende à un sommet bilatéral pour en tenir un par an.

« M. Rocard devait venir et il n'a pas pu le faire. M. Cresson également devait nous rendre visite, mais c'est maintenant M. Bérégovoy qui est premier ministre. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de volonté politique. C'est dû à la conjoncture, à des raisons circonstancielles, qui ont empêché la poursuite de cette tradition. Cela n'atténue en rien la profondeur des liens entre le Québec et la France.

« On a pourtant l'impression que les liens économiques bilatéraux comptent davantage à vos yeux que ceux de nature politique.

« Il n'y a pas de contentieux sur le plan politique. Cela va très bien. Dans les sommets francophones, on s'entend. Sur le plan économique, c'est extraordinaire ce qui est arrivé depuis vingt ans. On a des partenariats dans nombre de secteurs. La France peut servir de tête de pont pour les investisseurs québécois, et le Québec pour les Français en Amérique du Nord. Politiquement, il y a peut-être moins de visibilité, mais c'est parce qu'il n'y a pas de tension.

« Et cette discrétion facilite les rapports triangulaires entre Paris, Ottawa et Québec... »

« Tout cela est réglé depuis longtemps. Quand je signe un accord avec le président roumain, M. Ilescu, quand je rencontre en tête à tête M. Martens à Bruxelles, M. Delors ou le premier ministre britannique John Major, il n'y a pas de présence fédérale. Le Québec existe dans le temps et dans l'espace, ses liens politiques avec le reste du Canada ne l'empêchent pas de poursuivre sa voie propre.

« Mais, dans les négociations du GATT, Ottawa parle à votre place.

« Le gouvernement canadien négocie mais nous faisons des représentations auprès de lui et d'autres partenaires. Nous suivons cela de très près et le gouvernement fédéral travaille en concertation avec le gouvernement québécois.

« Grande-Baleine » se fera

« La politique de développement hydroélectrique du Grand Nord québécois, dont vous avez fait un cheval de bataille depuis plus de vingt ans, vient de subir un grave revers avec l'annulation du contrat de vente de 1000 mégawatts à l'Etat de New-York.

« C'est un peu ma marque de commerce depuis vingt-cinq ans que je fais de la politique. La force économique du Québec est ma raison de vivre politique, et Hydro-Québec est un outil de développement très important pour mon gouvernement. L'annulation du contrat souligne seulement la pesanteur des lois économiques : la demande a beaucoup diminué à New-York. C'est pour cela que le contrat a été annulé. C'est un mauvais moment à passer en attendant la reprise économique.

« Cela ne risque-t-il pas de rendre plus difficile le placement des obligations d'Hydro-Québec pour le financement du projet hydro-électrique de la rivière Grande-Baleine, dont vous prévoyez toujours l'entrée en service en l'an 2000 ? »

« Je n'ai pas la moindre inquiétude à ce sujet. Grande-Baleine se fera parce que c'est de l'énergie propre et bon marché.

« L'épopée hydroélectrique vous tient toujours à cœur. Les Québécois sont-ils encore aussi enthousiastes que lors de la première phase de grands travaux des années 70, dans le contexte actuel des campagnes des environmentalistes et des autochtones ? Ces derniers parlent même de « génocide culturel ».

« Ecoutiez, comment peut-on parler de « génocide » alors que les populations autochtones du Nord québécois ont doublé depuis 1975 ? La conquête du Grand Nord québécois a été extraordinaire. Mais c'est en bonne partie réalisé. Il n'y a donc plus la nouveauté qu'il y avait il y a vingt ans. Cela dit, ces campagnes de dénigrement sont frivoles. Elles ne dureront pas.

« Vous avez été soigné en 1990, et avez même dû subir plusieurs opérations, en raison d'un cancer de la prostate. La question est brutale, mais elle fait partie du débat public au Québec. Monsieur le premier ministre, êtes-vous en bonne santé ? »

« Je n'ai pas de problèmes de santé. Je ne suis plus aucun traitement. Je ne prends plus aucun médicament. J'ai eu trois opérations en cascade à l'automne 1990. Je suis allé à l'hôpital Bethesda à Washington. On m'a enlevé un mélanome dans le dos provoqué par une trop grande exposition au soleil. Je ne suis plus revenu me faire soigner depuis à Washington. Les rumeurs selon lesquelles je dois retourner pour cela à Washington sont complètement fausses. Tous les examens que j'ai eu depuis un an et demi sont normaux. »

Propos recueillis par DOMINIQUE DHOMBRES et CATHERINE LECOTTE

■ ETATS-UNIS : manifestation à Los Angeles pour l'unité raciale. — Plus de 10 000 personnes ont formé, dimanche 14 juin, une chaîne humaine de 16 kilomètres à travers les quartiers les plus durement touchés par les récentes émeutes à Los Angeles, pour manifester en faveur de l'entente entre les différentes communautés ethniques. Le secrétaire d'Etat au logement, M. Jack Kemp, a, de son côté, promis d'œuvrer pour la création d'emploi dans les zones dévastées des centres urbains, en soutenant un projet de loi visant à accélérer des avantages aux entreprises qui y investissent. — (Reuters, UPI).

DIPLOMATIE

M. Delors devrait être reconduit à la présidence de la Commission européenne

estime M^{me} Elisabeth Guigou

M^{me} Elisabeth Guigou, ministre français des affaires européennes, a estimé dimanche 14 juin que M. Jacques Delors sera probablement reconduit dans ses fonctions de président de la Commission européenne pour deux ans par les douze chefs d'Etat et de gouvernement lors de leur réunion à Lisbonne les 26 et 27 juin. « C'est une décision qui paraît s'annoncer plutôt favorablement », a déclaré M^{me} Guigou, ce qualifiant de « faux bruit » la rumeur selon laquelle M. Hans-Dietrich Genscher, qui a quitté il y a un mois le poste de ministre des affaires étrangères allemand, serait candidat à la succession de M. Delors.

Depuis quelques semaines, la presse britannique se livre à des spéculations sur l'avenir de M. Delors, dont les « euro-sceptiques » ou « anti-Maastricht » anglais feraient volontiers leur bouc émissaire. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, les avait involontairement encouragés la semaine dernière en laissant planer

le doute sur la reconduction de M. Delors, dont il déclarait ne pas partager la « vision » de l'Europe. Dernier épisode de cette guerre de rumeurs : l'Observer et le Sunday Telegraph déclarent savoir, dans leurs dernières éditions, que le gouvernement britannique soutiendra la reconduction du président de la Commission.

Le second mandat de quatre ans de M. Delors expire fin 1992. Deux ans plus tard, en vertu des accords de Maastricht, la composition de la Commission, le nombre de ses membres et la durée de leur mandat doivent être revus, et le prochain Parlement européen (qui sera élu en juin 1994) doit être associé à leur désignation. En dehors même de toute considération politique (on se souvient par exemple de l'appel lancé il y a quelques mois par le chancelier Kohl en faveur du maintien de Jacques Delors à Bruxelles, lorsqu'il était question qu'il fût requis par la politique intérieure française), une certaine logique veut

que M. Delors soit reconduit au moins jusqu'à la mise en place de ce nouveau système fin 1994.

L'absence, pour le moment, de tout autre candidat plausible ou déclaré plaide dans le même sens. Enfin, on voit mal M. John Major aborder au 1^{er} juillet la présidence de la Communauté en ayant à coopérer pendant six mois avec un homme dont il aurait souhaité l'éviction. Tout au plus peut-on imaginer que, si les pressions anti-européennes se faisaient trop fortes chez les conservateurs britanniques, M. Major soit contraint, à Lisbonne, de demander à ses partenaires de différer de six mois la décision définitive concernant M. Delors. Entre-temps, les deux hommes, même s'ils divergent sur bien des dossiers européens, auront à œuvrer de conserve sur celui qui, pour l'un et l'autre, est une priorité : la ratification des accords de Maastricht.

C. T.

M. Bush et M. Eltsine signeront une « charte de coopération »

Suite de la première page

On avait annoncé, en septembre et en octobre, une nouvelle phase de désarmement entre les deux monstres nucléaires. Pour l'heure, le contribuable américain voit toujours une part substantielle de ses impôts aller nourrir le budget d'où l'Union soviétique entend poursuivre à coups de milliards de dollars, son projet de « guerre des étoiles ». On avait prophétisé une phase de coopération bilatérale ; dans l'imédiat, le même contribuable comprend que M. Eltsine, comme tant d'autres, vient à Washington solliciter une assistance économique.

Le président Bush répète à ses conseillers qu'il se doit dans une telle situation de ne pas lâcher les quatre ans : ils peuvent s'endor-

nucléaires stratégiques (inter-continentaux). C'est un dossier plus sensible qu'il y paraît et qui met en relief la latente rivalité continue entre les deux pays.

L'un et l'autre veulent aller au-delà des coupes prévues par le dernier accord de désarmement stratégique entre eux, le traité START, conclu en juillet dernier à Moscou et qui, comme à l'accord de 8 500 têtes nucléaires, d'ici à l'an 2000, l'arsenal de chacun. Toujours non ratifié par le Sénat américain, le traité, signé avec l'URSS, a dû être complété : il comprend maintenant quatre protocoles conclus avec les quatre Républiques héritières des armements nucléaires de l'Union soviétique (Biélorussie, Russie, Kazakhstan et Ukraine).



mir le soir sans plus craindre le spectre de la guerre nucléaire. Pour autant, la coopération relative qu'il s'est établie entre Américains et Russes ne semble pas devoir être aussi angélique que le laisse entendre la rhétorique officielle.

D'anciens ennemis, pas encore amis

Où n'est plus entre ennemis, certes, on a dépassé les conflits idéologiques, politiques, voire militaires, mais on reste entre grandes puissances — et moins nucléaires — donc entre puissances rivales. Ce sommet intervient à un moment instable, écrit le commentateur diplomatique du New York Times, « alors que les deux pays ont cessé d'être ennemis mais ne sont pas encore amis ». L'état des grands dossiers qui figureront au menu des entretiens — désarmement nucléaire, aide économique, gestion des conflits régionaux — s'en ressent.

Le chapitre du désarmement devrait être le plus substantiel. Il a été logiquement préparé par le secrétaire d'Etat, M. James Baker, et son homologue russe, M. Andreï Kozyrev, qui, après s'être vus à Washington, se sont retrouvés à week-end dernier à Londres. « Des progrès » ont été accomplis, ont-ils dit, laissant à MM. Bush et Eltsine le soin de régler « certaines questions encore en suspens » et, sans doute, d'annoncer un nouvel accord de réduction des armements

Aujourd'hui, Washington et Moscou sont prêts à se fixer des plafonds encore plus bas, 4 700 ogives chacun, mais divergent sur les armes qui doivent disparaître.

Les Etats-Unis entendent obtenir de la Russie qu'elle abandonne tous ses missiles SS-18 et SS-24 porteurs de plusieurs têtes nucléaires. Ils veulent dans ces engins, basés à terre, à ogives multiples (MIRV, « multiple independently targeted re-entry vehicles »), les armes les plus destabilisantes héritées de la guerre froide. Boris Eltsine est plus que réticent.

Les SS-18 sont le fleuron de la paenologie nucléaire de ses généraux — déjà de mauvaise humeur pour cause de démantèlement de l'armée soviétique. Ces missiles symbolisent le rang de la Russie en tant que deuxième « grand » nucléaire de la planète ; dans la débâcle économique et sociale, ils sont les seuls attributs lui permettant de revendiquer encore le statut de superpuissance.

La requête américaine a suscité d'autant plus de réticence côté russe que les Etats-Unis s'offrent un échange, que d'amputer de 90 % le cœur de leur dispositif nucléaire : les missiles, eux aussi à têtes multiples, embarqués à bord des sous-marins. Bref, ce serait un marché inégal, comme ne sont pas loin de le penser certains responsables du Congrès américain qui critiquent l'approche adoptée par l'administration.

A Washington, M. Kozyrev a bien souligné que la Russie n'avait, militairement, pas besoin de ces fameux missiles qu'elle n'allait, de toute façon, « pas les utiliser contre les Etats-Unis ». Mais l'affaire n'est pas militaire, elle est politique ; c'est une question de statut, donc d'honneur : « La Russie défend toujours l'idée de disposer d'une parité stratégique » (avec les Etats-Unis), disait, la semaine passée, M. Boris Eltsine.

Humours « cartéristes »

Aucun détail n'a filtré sur les « progrès » qu'auraient réalisés MM. Baker et Kozyrev. Le problème est que les Russes auront du mal à présenter deux revendications en même temps : rester l'égal stratégique des Etats-Unis et demander à ces derniers, dans le même souffle, une importante aide économique.

Déjà, l'humeur « cartériste » de l'opinion américaine en cette année électorale fait que le dossier des 24 milliards de dollars d'aide occidentale aux républiques de l'ex-URSS — administrée dans le cadre du Fonds monétaire international — est plus ou moins bloqué au Congrès depuis avril : ni les républicains ni la majorité démocrate, pas plus que la Maison Blanche, ne débordent d'efforts pour débloquer la part qui, dans ce « paquet », revient aux Etats-Unis à un moment où l'opinion juge que les maux de l'Amérique devraient avoir la priorité.

Les législateurs traînent les pieds, avec des arguments divers : ils font valoir que la Russie continue à vendre des armes, participant à la dangereuse prolifération de la technologie des missiles intercontinentaux dans les coins les plus chauds du globe ; ils avancent que l'équipe Eltsine rendait devant les nécessaires réformes de l'économie russe et notamment devant la libéralisation de certains prix.

Ombreux, M. Eltsine a répliqué, dans un entretien au New York Times : « Nous ne céderons à aucun diktat du FMI (...). Il y a une Russie et un peuple russe que le FMI ne connaît pas. Je dis que si le FMI insiste pour que nous libérions immédiatement les prix du carburant, nous ne le ferons pas. Nous connaissons bien des pays pour lesquels les prescriptions du FMI se sont soldées par un fiasco ».

Tel sera sans doute le « ton » du sommet de Washington, le ton de l'après-guerre froide entre les anciens ennemis pas encore vraiment amis : des Russes désireux de maintenir leur rang ; des Américains encore méfiants, sur le plan militaire, et qui n'ont pas les coupées franches sur le plan économique.

ALAIN FRACHON

MEDECINE PHARMACIE

Stages de pré-région
Baccalauréat scientifique annuel
Soutien par matière à la carte

ipesup

18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - (1) 43.25.63.30

LE MONDE diplomatique

Juin 1992

**ELECTIONS EN ISRAËL
DERNIÈRE CHANCE POUR LA PAIX ?**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

مركز الامم المتحدة

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Les neutres devant la porte

Autriche : le « non » danois n'a pas tempéré l'enthousiasme des dirigeants du pays

VIENNE
de notre envoyé spécial

Nous avons été très patients pendant trois ans et demi. Maintenant, nous estimons que le moment est venu. Alors, allons-y. Cette phrase d'un diplomate viennois traduit, sans les précautions du langage officiel, le trouble des milieux gouvernementaux autrichiens, qui commencent à se demander à quel jeu jouent vraiment les Douze avec la demande d'adhésion de leur pays à la CEE. Il est vrai que le Lipizzan autrichien piaffe depuis un bon moment devant la porte de l'Europe et qu'il commence à se lasser de l'exercice.

Vienne, dès juillet 1989, a déposé sa demande d'adhésion à la CEE : pour l'Autriche, être membre de la Communauté au moment de l'ouverture du marché unique de 1993 aurait été le cas de figure idéal. Mais il lui a fallu attendre deux ans l'avis de la Commission de Bruxelles, deux ans au bout desquels, rappelle le chancelier Franz Vranitzky, l'Autriche a fini par recevoir une « réponse très positive ». Mais Bruxelles a fait valoir, alors, que les négociations elles-mêmes ne pouvaient être entamées avant l'ouverture du marché unique.

Puis les Européens ont été suspendus aux résultats du sommet de Maastricht. Le traité acquis, les Autrichiens attendent maintenant des bruits, qui les alertent, sur les discussions agitant les milieux communautaires autour du problème posé par les candidatures des petits pays européens. Nouveau motif d'inquiétude pour les Autrichiens :

« Jusqu'à maintenant, précise Franz Vranitzky, les institutions communautaires ont fonctionné sur la base de l'égalité entre les pays membres. Je pense que ce principe devrait être maintenu. »

Rattrapé par le peloton

Au bout du compte, l'Autriche, qui avait été très critiquée en 1989 par ses partenaires de l'AELE quand elle avait posé sa candidature, se retrouve dans la position de celui qui, parti en avance, est rattrapé par le peloton, parce que les directeurs de course l'ont fait traîner aux postes de contrôle. Le chancelier estime désormais que deux années seront nécessaires, à compter du début de 1993, pour mener à bien la négociation, ce qui repousse à « trois ou quatre ans » la consultation des Autrichiens par référendum.

Certes, les nouvelles demandes d'adhésion de pays de l'AELE (la Suède a déposé sa candidature en juillet 1991, la Finlande en mars dernier et la Suisse fin mai) « confirment que notre décision de 1989 était la bonne », observe le ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock. Mais les Autrichiens veulent éviter que les négociations ne se déroulent « de bloc à bloc », même si, admet M. Peter Jankowitsch, président de la commission mixte CEE-Autriche, « la réalité nous dit que jamais, ou presque jamais, la Communauté n'a accepté un pays seul ». Or ils ont dû entendre MM. François Mitterrand et Helmut Kohl, au sommet franco-allemand de La Rochelle, souhaiter l'ouverture rapide de négociations avec les trois pays candidats membres de l'AELE - souhait réaffirmé

après le « non » au référendum danois - sans, précisément, distinguer l'Autriche de la Suède et de la Finlande (la Suisse n'avait pas encore déposé sa candidature).

Bien que ces pays soient tous des neutres, l'Autriche voudrait écarter toute idée d'un « train des neutres » pour l'entrée dans la CEE. Là encore, Vienne est pénalisée par sa promptitude à se porter candidat : sa demande d'adhésion évoque la question de la neutralité, alors que ni la Suède ni la Finlande, qui ont eu le temps de prendre en compte l'évolution de l'environnement international, n'en ont fait mention.

La sécurité collective

C'est pourquoi Vienne fait montre à l'égard de ses interlocuteurs étrangers, d'une ostensible flexibilité sur l'affaire de la neutralité. « Nous avons donné un grand nombre de signaux concrets », observe M. Jankowitsch, tandis que M. Mock défend une « conception dynamique de la neutralité » et juge qu'avec la sécurité collective européenne c'est un « substitut » à cette neutralité qui est en train de se construire. Mais l'opinion publique n'a pas évolué aussi vite et les observateurs locaux ont vu et le personnel politique autrichien, surtout chez les sociaux-démocrates, est pris dans une sorte de schizophrénie, qui lui fait tenir, en fonction du destinataire, deux discours différents.

Les atterrissements de la Communauté, fait-on valoir encore, à demi-mot, dans les milieux diplomatiques viennois, contrarient le jeu subtil que l'Autriche tente de mener face au puissant voisin allemand,

dont l'ombre portée a grandi encore un peu plus avec son unification : les dirigeants autrichiens voudraient convaincre les autres membres de la CEE, et notamment Paris, que Vienne ne serait pas un simple appendice de Bonn à l'intérieur de la Communauté et que l'adhésion est aussi un moyen de renforcer l'identité propre de l'Autriche face à l'Allemagne.

Les dirigeants autrichiens sont d'autant plus impatients qu'ils estiment que leur pays ne serait pas un fardeau pour la Communauté : selon les calculs de Vienne, elle ferait partie des pays contributeurs nets de la CEE. « Nous nous considérons comme un membre fondateur manqué », renchérit M. Tassilo Ogrinz, directeur des relations avec la Communauté et avec les pays membres de la Communauté au ministère des affaires étrangères, nous obtenons du sommet de Lisbonne (qui marque la fin de la présidence portugaise) qu'un signal concret soit donné. Alors, « pourquoi avoir peur de l'Autriche ? », ajoute M. Jankowitsch.

Les Autrichiens, en somme, se sentent mal aimés. Ont-ils tout à fait tort ? Dans les milieux communautaires, on admet qu'en dehors même des problèmes purement politiques - neutralité, mais aussi transit routier (1) - l'Autriche, ce nouveau pays germanique candidat à l'entrée dans la CEE, suscite quelques « humeurs ». Un observateur de longue date de la vie communautaire affirme même que « l'Autriche suscite une méfiance qui confine à de l'antipathie ». Enfin, aux débuts du conflit yougoslave, les sympathies affichées de l'Autriche pour la Slovaquie et la Croatie - ces deux anciennes provinces de

l'empire austro-hongrois - l'ont placée, au temps, en porte-à-faux vis-à-vis de la CEE.

L'« austrophobie » en perte de vitesse

Pour ce qui est de la France, l'existence d'une tendance « austrophobe » n'est pas niée à Paris, mais cette tendance serait en train de perdre du terrain. La France, dit-on de source diplomatique, entend mener « un dialogue politique de plus en plus nourri » avec Vienne : à Paris aussi, l'« effet Kestil » - du nom du nouveau président de la République élu le 24 mai, qui succédera à M. Kurt Waldheim, boycotté pour son passé dans l'armée hitlérienne - se fait sentir. Et la France est d'accord pour que les Douze, au sommet de Lisbonne, envoient un « signal » à l'Autriche.

Sera-t-il, tout à fait, celui qu'espère Vienne ? Pour M. Ogrinz, les Douze ont désormais, après l'échec danois, deux possibilités : soit ils prennent en compte le fait que la Communauté a « toujours gagné en poids et en influence » en s'élargissant et ils veulent « regagner du dynamisme » grâce à l'ouverture à de nouveaux membres. Dans ce cas, le « oui » danois serait un « élément

positif », puisqu'il pousserait à l'élargissement. Soit, au contraire, la décision de Copenhague devient un élément de « retard », au cas où les Douze en tiendraient comme enseignement qu'ils doivent se consacrer à « l'approfondissement » de la Communauté telle qu'elle subsiste. Les Autrichiens eux savent pas quelle option sera finalement choisie, même si MM. Major et Kohl se sont déjà prononcés pour un élargissement rapide aux pays de l'AELE. Mais leur propre état d'esprit n'a pas changé, assure M. Ogrinz. L'exemple danois ne donnera pas de mauvaises idées à Vienne : « Nous avons accepté les acquis et les perspectives de Maastricht. Nous n'avons pas de problème avec Maastricht ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) L'Autriche a obtenu une limitation du tonnage des camions qui peuvent transiter par ses axes routiers. Or une telle limitation n'est sans doute pas compatible avec la libre circulation à l'intérieur de la CEE, à moins que les Autrichiens ne parviennent à faire prendre en compte des risques pour l'environnement.



Suisse : avant même de faire acte de candidature à la CEE, Berne s'était préparé à un aggiornamento de sa politique étrangère

BERNE
de notre correspondant

La traditionnelle neutralité de la Suisse est-elle compatible avec une éventuelle entrée dans la CEE ? La question se pose plus que jamais depuis que Berne a officiellement présenté sa candidature le 26 mai dernier. Si le gouvernement helvétique espère bien trouver un *modus vivendi*, tel n'est pas l'avis des adversaires de l'adhésion qui jugent la future politique étrangère et de défense commune incompatible avec la neutralité armée et permanente.

Pour des raisons à la fois historiques et sentimentales, le thème de la neutralité figure sans doute au cœur du débat sur l'adhésion. Développée à partir du seizième siècle et reconnue en droit international par le congrès de Vienne en 1815, la neutralité n'est pas seulement perçue comme un simple concept juridique et politique, mais elle a également contribué à façonner la personnalité helvétique. Les Suisses se souviennent qu'elle a permis à leur pays de demeurer à l'écart des grandes guerres mondiales. Cette conception n'est cependant pas statique et, avec leur sens du pragmatisme, les responsables helvétiques ont su la faire évoluer en gré des changements intervenus dans le monde.

Un nouveau souffle

Ainsi depuis la dernière guerre la neutralité a été complétée par les notions de solidarité et de responsabilité. La Suisse se prévalait de sa situation particulière pour multiplier ses offres de bons offices. Sans être formellement membre de l'ONU, la Confédération qui appartient à toutes ses institutions spécialisées, a été associée à des opérations de maintien de la paix et s'apprête à créer un corps de « casques bleus ».

Sans participer aux actions militaires, elle s'est ralliée aux sanctions des Nations unies contre l'Irak et vient de faire de même à propos de la Serbie. « La politique de neutralité répond à l'intérêt de la Suisse, mais elle est adaptable, c'est un instrument de notre politique étrangère, et non un but en soi. » Tel est aujourd'hui le credo de la diplomatie helvétique.

L'an dernier déjà le gouvernement avait préparé le terrain au rapprochement amarcé avec la

CEE en chargeant un groupe d'experts de rédiger un rapport visant à donner un nouveau souffle à la neutralité. Présenté en mars sous le titre « La neutralité de la Suisse sous la loupe », ce document arrive à la conclusion que le moment est venu de « libérer la politique étrangère des contraintes imposées par une application trop rigide de la neutralité ». Certes celle-ci a fait ses preuves et reste un instrument éprouvé pour garantir la sécurité de la Suisse, mais elle doit se limiter à une non-participation militaire à un conflit, conformément à la stricte définition du droit international.

Autres facteurs plaident selon les experts en faveur d'une redéfinition de la politique étrangère : la fin de la menace que faisaient peser la guerre froide et l'interdépendance croissante entre les Etats. Ils estiment également que « la nécessité de notre neutralité qui découle des rivalités entre nos voisins n'existe plus que dans une très faible mesure ». En assouplissant sa neutralité, la Suisse pourrait participer à des sanctions économiques et s'intégrer à la CEE sans pour autant s'impliquer directement dans une politique de sécurité et de défense commune. Déjà les experts avaient considéré que la question de la neutralité n'avait pas à faire l'objet de négociations entre Berne et Bruxelles.

Contrairement à l'Autriche qui avait évoqué sa neutralité en 1989, la Suisse n'a avancé aucune réserve à ce propos en présentant sa demande officielle d'adhésion. « Si nous voulons une Suisse capable de maîtriser son propre destin, il est de notre intérêt d'appartenir à la CEE où se prennent la plupart des décisions qui la concernent. Nous sommes persuadés que notre pays peut participer pleinement à la construction européenne sans abandonner son identité nationale », déclarait le Conseil fédéral dans le rapport publié fin mai pour justifier sa démarche d'adhésion.

Un rapport rassurant

Malgré certains efforts à consentir, le rapport fait valoir que la Suisse a les moyens et la capacité de relever le défi de l'intégration européenne. Ainsi la neutralité, même si elle nécessiterait certains réaménagements, n'est pas considérée comme un obstacle à l'adhésion, « pour autant que le pays neutre candidat soit en mesure de se

comporter de façon solidaire et loyale dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune ». « L'Etat neutre, ajoutait le gouvernement helvétique, doit être également prêt à participer à la finalité que l'Union européenne s'est fixée dans le domaine de la politique de sécurité et de défense. »

En tout cas le rapport précisait qu'il n'y avait actuellement « aucune nécessité pour la Suisse d'ouvrir une discussion diplomatique sur la neutralité ». De même le Conseil fédéral a voulu rassurer les Suisses sur l'avenir de leur institution, tout en reconnaissant qu'il faudra apporter certaines limites au fédéralisme et à l'exercice de la démocratie directe.

Pour l'économie helvétique, l'adhésion devrait dans l'ensemble avoir des effets bénéfiques. Selon le rapport gouvernemental la Confédération suisse tenait en 1991 3,5 milliards de francs suisses (14 milliards de francs français) par an à la CEE, soit dix fois plus qu'à l'EEE, mais en contrepartie Berna compte sur une relance de la croissance et une augmentation des recettes fiscales. L'introduction de la TVA, que les Suisses ont systé-

matiquement rejetée jusqu'ici, rapporterait 16 milliards de francs suisses de recettes supplémentaires à l'Etat. Le principal secteur touché sera l'agriculture, actuellement surprotégée, et qui devra se résoudre à certains sacrifices pour s'adapter à la politique agricole commune.

Référendum le 6 décembre ?

Dans l'immédiat le gouvernement entend donner la priorité à l'EEE, étape préalable à une appartenance à la CEE. Dans un message de plus de cinq cents pages au Parlement qui tiendra une session spéciale en août, il rappelle que, si l'EEE est acceptée par le corps électoral, la Suisse pourra participer au marché intérieur européen dès le 1^{er} janvier 1993. Quelque soit la décision, les modifications pour adapter la législation helvétique au droit communautaire. Le Conseil fédéral espère que les Chambres termineront leurs travaux d'urgence avant le 6 décembre. De l'issue du vote sur l'EEE dépendra en grande par-

tie la marche de la Suisse vers l'Europe.

En attendant chacun des deux camps affine ses arguments. Partisans et adversaires de l'adhésion interprètent aussi à leur manière le refus danois du traité de Maastricht. Les premiers espèrent que la Communauté montrera peut-être un peu plus de compréhension pour les neutres et souhaiteront pour le prochain sommet de Lisbonne se pencher avec un peu plus d'attention sur la question de l'élargissement. Les seconds reprochent au gouvernement de brader la neutralité en cherchant à tout prix à se rapprocher de la Communauté.

La droite nationaliste a déjà annoncé une « initiative populaire » pour contester la demande d'adhésion qu'elle juge contraire à la Constitution. Pour les mêmes

motifs un enseignant de Zurich a déposé une plainte auprès du tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire du pays, contre le gouvernement qu'il accuse de « tentative de trahison à la patrie ». Quant à l'un des plus irréductibles opposants, M. Christoph Blocher, député de l'Union démocratique du centre, qui est pourtant l'un des partis représentés au Conseil fédéral, il dénonce dans la Communauté « un Reich européen qui n'est plus constitué d'Etats souverains ». Sur un point cependant tout le monde s'accorde : une adhésion à la CEE impliquera pour le moins une remise en cause de la neutralité helvétique.

JEAN-CLAUDE BUHRER

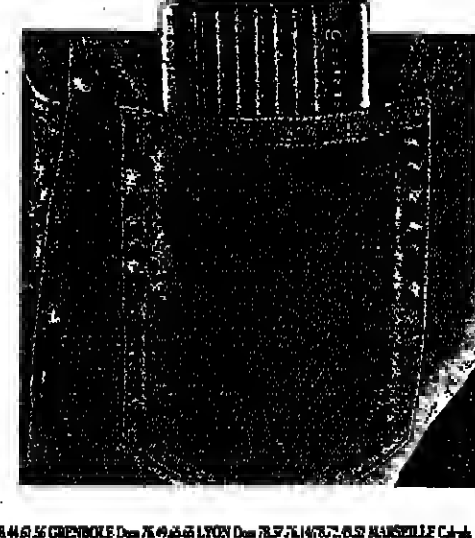
SERIES 3. C'EST CE QUE VOTRE POCHE ATTEND DEPUIS TOUJOURS.

L'agenda de poche élégant.

Regardez un Series 3 et vous comprendrez vite ce que l'on veut dire par élégant. A commencer par les lignes, simples mais au-dessus du commun. Elles permettent d'une simple pression de doigt de passer d'une tâche à une autre. Ou d'un écran graphique, qui vous d'une facilité remarquable, même dans les pires conditions. Ou encore son aspect ultraplus, permis par l'absence d'encastrement des piles dans le bloc de fermeture.

La simplicité privilégiée.

Malgré toutes ces promesses, la plus belle des performances de Series 3 se trouve dans ses logiciels : grâce à son interface graphique, Series 3 est tellement intuitive et « fluide », comme nous le verrons, sans lire le manuel (qui est en français).



Des logiciels nombreux et puissants.

Les logiciels qui accompagnent Series 3 sont remarquables : un Agenda avec représentation graphique de votre planning quotidien et hebdomadaire. Une Gestion de fichiers, pour vos notes et téléphones, vos cartes, vos clients. Un Traitement de texte pour prendre des notes, taper un rapport ou préparer une présentation. Une Calculatrice qui vous procure un confort et une agilité dans tous vos calculs quotidiens. Et vous pourrez rajouter un Tableau, pour prendre en charge vos tableaux de gestion, vos finances ou la gestion de vos comptes (professionnels ou personnels). Bref, tout. Dans votre poche.

Series 3. A partir de 2 490 F. En vente dans les centres agréés Pison, ainsi que dans toutes les F&S. Pour une documentation gratuite, appelez l'adresse au (1) 46.36.46.47.

PISON Aware

MEDECINE PHARMACIE

PREPARATION D'ORDONNANCES
PREPARATION D'ORDONNANCES
PREPARATION D'ORDONNANCES

IPASUP

(1) 43.25.63.53

ESPACE EUROPÉEN

REVUE
DE PRESSEL'avenir incertain
de la Tchécoslovaquie

«Le prochain président du Château de Prague continuera-t-il d'écouter sur son mur une photo de Thomas Masaryk ? Dans les années noires du communisme, Václav Havel a eu bien des ennemis à la simple évocation du nom de la première République tchèque du président Masaryk. C'est par cette image que le Guardian de Londres s'interroge sur l'avenir de la Tchécoslovaquie après les élections du 5 et 6 juin qui «pourraient valider ce pays de la carte de l'Europe» après le percée du mouvement nationaliste slovaque de M. Vladimir Meciar, selon Die Presse de Vienne.

«La chute du communisme a déjà entraîné la destruction de deux États fédéraux, l'URSS et la Yougoslavie», constate le Financial Times. Or les Slovaques, «flattés par M. Meciar», auraient tort, d'après la Frankfurter Allgemeine Zeitung de se séparer des Tchèques : «La Slovaquie, coupée des subventions de Prague et entourée de pays économiquement faibles s'embraserait dans une récession économique encore plus grave que celle qu'elle traverse actuellement.»

Si le Financial Times estime que la République fédérative tchèque et slovaque «mérite d'être préservée», le Wall Street Journal est nettement plus prudent : «Bien sûr, l'idée d'un autre divorce en Europe de l'Est est inquiétante. Mais si le prix d'une cohésion passe par une réforme économique lente et déformée, alors le meilleur chemin est celui d'une autonomie accrue pour les deux républiques fédérées.»

Le quotidien néerlandais NRC Handelsblad estime que «bien que les situations soient très différentes, la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie, le «non» danois à l'Europe et la partition de la Tchécoslovaquie, entraînent leur dynamisme au même phénomène : la médiane envers tout ce qui est étranger et un sentiment risqué de «après nous le déluge».

Même si la presse européenne n'hésite pas à faire des comparaisons avec le «syndrome yougoslave», les quotidiens tchèques et slovaques se montrent nettement plus réservés. Pour le journal indépendant slovaque, Narodna Obrada, les négociations en cours sur la formation d'un futur gouvernement fédéral «devraient se tenir dans un esprit de concessions mutuelles». «La maturité des politiciens, conclut l'éditorial, ne se juge pas à leurs slogans mais à leur volonté de dialoguer et ce moment est arrivé.»

En revanche, l'important quotidien tchèque Mladá Fronta Dnes estime que M. Václav Klaus, dirigeant du Parti démocratique chrétien, grand vainqueur des élections en Bohême et en Moravie, «a perdu toute illusion» d'aboutir à un accord avec M. Václav Meciar. Celui-ci, selon le journal, «sclérotiquement monté» qu'il ne se laisserait pas déborder de son objectif : «la démantèlement de l'Etat commun».

Face à cette éventualité que n'approuve pas le Guardian de Londres, «la CEE est en droit d'exprimer son avis sur l'acte qu'elle verse et qu'elle continuera de verser à la Tchécoslovaquie. La Communauté européenne doit faire comprendre à M. Klaus et Meciar, poursuit le journal britannique, qu'ils doivent mettre de côté leurs dogmes politiques et économiques pour travailler à la construction d'une forme de Fédération plus lâche, que la plupart des Slovaques préféreraient».

Collection «50 Mots»

L'EUROPE

par Robert Toulmon

« Cinquante mots pour s'y retrouver dans le dédale européen. C'est peu mais efficace. »
Pierre Drouin, *Le Monde*.

Dans la même collection :
La Physique, la Psychanalyse, la Bande dessinée, l'Alchimie, le Christianisme, l'Islande, le Judaïsme.

DDB

Le casse-tête de l'immobilier est-allemand

Le gouvernement fédéral a préféré la restitution des biens à l'indemnisation.
Les occupants des maisons et des terrains craignent d'être expulsés par les anciens propriétaires ou leurs héritiers

BERLIN

de notre correspondant

INVESTISSEMENTS bloqués, meublures, chaudières, des milliers de petits propriétaires et locataires terrorisés : le déclin des gouvernements est et ouest-allemands d'encrer dans le traité de réunification, en soit 1990, le principe du principe de «restitution» sur celui d'«indemnisation» pour les propriétés expropriées par les nazis puis par les communistes dans les territoires de l'ancienne RDA continue à sérieusement perturber le climat économique et psychologique dans l'ex-RDA. Malgré de très nombreuses critiques des formations d'opposition de tous bords mais aussi, par exemple, des évêques, le gouvernement fédéral n'a jamais voulu revenir sur le principe. Il est néanmoins contraint d'accepter des aménagements substantiels pour aider les investisseurs et éviter une guerre ouverte entre anciens propriétaires, généralement installés à l'étranger, et les occupants des lieux.

Deux suicides
à Zepemik

Trente-neuf ans, ancien monteur de radio, Klaus Jürgen Warnik, remâche son ressentiment devant la maison qu'il a construite de ses propres mains au fil des ans à Kleinmachnow. Cette ancienne banlieue huppée de Berlin d'entre les deux guerres, dont deux tiers des maisons finit l'objet d'une requête en restitution, symbolise le drame vécu par tous ces petits propriétaires et locataires est-allemands qui vivent depuis la réunification dans la hantise d'être déposés ou mis à la porte par d'anciens propriétaires inconnus ou leurs héritiers.

Leurs craintes sont souvent exagérées. Les autorités régionales et fédérales ont pris des mesures conservatoires en attendant de clarifier la situation. Mais cette attente, qui prolonge l'incertitude, a déclenché un début de psychose dans une population déjà complète-

ment déboussolée par le chômage massif et les changements qui lui sont imposés depuis la réunification.

Ce printemps, dans la petite ville Zepemik, près de Bernau, un pen au nord-est de Berlin, un chômeur s'est pendu après avoir reçu une convocation du tribunal local pour examiner sa situation après le dépôt d'une demande de restitution. Quelques semaines plus tôt, un élu de Neues Forum - premier des mouvements contestataires apparus en 1989 en RDA - Detlev Dark, s'était lui aussi donné la mort. Sa disparition avait soulevé une grande émotion. Dark avait laissé une lettre ouverte au chancelier Kohl pour protester contre l'asservissement de l'Est par l'Ouest et prendre la défense des petits propriétaires de l'ex-RDA, «dont la très grande majorité n'avaient rien à voir avec le régime communiste».

Ce n'est pas parce qu'un ancien propriétaire fait valoir ses droits que le nouveau doit être expulsé. Lorsque ce dernier doit prouver qu'il a acheté sa maison ou son terrain en toute bonne foi, et qu'il possède les titres de propriété en bonne et due forme, le gouvernement indemnise l'ancien propriétaire ou ses héritiers, assure le juge ouest-allemand Alexander von Falkenhausen, venu effectuer un retour aux sources à Potsdam, où il est né, pour prêter main forte au ministère de la justice du Brandebourg.

«Comme s'ils avaient
gagné au Loto»

Dans de trap nombreux cas cependant, les contrats de vente conclus par les autorités de l'ex-RDA reposaient sur une base juridique floue. Souvent on ne vendait que la partie construite. L'acheteur n'acquiesçait que le droit d'utilisation du terrain, parfois sans titre foncier. Du temps de la RDA, cela

n'avait pas grande importance. En revanche, dans le droit ouest-allemand qui est appliqué depuis la réunification, toute propriété bâtie sur un terrain appartenant à autrui est propriété de ce dernier.

La commune de Kleinmachnow (douze mille habitants) est composée quasi exclusivement de maisons individuelles et d'anciennes villas plongées dans la verdure de jardins profonds et de ruelles ombragées. Un petit paradis pas très loin du centre de Berlin que ses anciens occupants avaient déserté en masse pendant les premières années du régime communiste avant que le mur ne se reforme. Dans la plupart des cas, ce sont les héritiers qui font valoir leurs droits, avec d'autant plus d'empressement que le prix des terrains a monté en flèche après la chute du mur. «C'est seulement une question d'argent. C'est comme s'ils avaient subitement gagné au Loto», proteste M. Warnik, qui a pris en main la défense des occupants actuels et dirige l'Union des locataires du Brandebourg.

Klaus Warnik est lui-même dans la pire des situations. Né à Kleinmachnow, où sa famille, expulsée de ce qui est aujourd'hui la Pologne, était venue s'installer après guerre chez un oncle tué à l'arrivée des Russes, il n'a rien d'un appartichik qui se serait offert une riche villa grâce à divers passe-droits. Il avait acheté un baraquement en ruine situé sur un terrain en friche dont il n'avait reçu que le droit d'occupation temporaire. Sa maison, il l'a construite par étapes, au fur et à mesure des naissances des quatre enfants et quand le courage était là. Construite en RDA, n'avait rien d'une partie de plaisir. Il fallait tout faire de ses mains, et les matériaux coûtaient cher. La nuit de la chute du mur, Warnik avait pris sa voiture pour foncer à Berlin-Ouest voir ce qui se passait. Il a accueilli le changement comme un grand hnl d'air frais. Et puis un jour, en avril 1990, un Berlinien de l'Ouest, dont il ignorait jusqu'à l'existence, réclame son hico, lui intente procès sur procès.

L'idée de voir le fruit de ses efforts réduit à néant fait sortir de ses gonds le solide barbu, qui met en garde contre le danger de pousser les gens hors de leurs retranchements. Il s'est engagé dans l'Union des locataires, puissante organisation fondée en Allemagne occidentale, pour prendre en main la défense des «Ossis».

Une révision
de la loi

Ces efforts ne sont pas restés vains. Le gouvernement fédéral, déjà confronté au blocage des investissements par l'imbroglio juridique que soulève le problème des restitutions, a décidé de réviser la loi. Il prévoit que les investisseurs auront priorité absolue sur les restitutions. Il doit fixer à la fin 1992 la date limite de dépôt des demandes et instituer un moratoire de cinq ans pour toutes décisions d'expulsion.

Le temps gagné devrait permettre d'attendre que les gouvernements des Länder et les municipalités datent le cadastre et les tribunaux des moyens d'accomplir leur tâche. On estime le nombre de demandes de restitution déposées pour toute l'Allemagne de l'Est à 1,2 million, dont 300 000 dans le seul Land de Brandebourg. Du monde entier, les demandes ont afflué. Certains dossiers sont effroyablement compliqués, notamment lorsqu'il s'agit de biens «aryanisés», c'est-à-dire expropriés sous les nazis parce qu'appartenant à des familles juives et revendus à des Allemands qui ont, à leur tour, dans de nombreux cas, été expropriés par les communistes. Le problème de la restitution n'est pas uniquement commercial. Inondés par la manne financière de l'Ouest, les Ossis ont fait preuve jusqu'ici d'une capacité d'absorption étonnante. Est-elle indéfiniment extensible ? «Nous avons une autre société. On nous l'a mise sous le nez. Elle n'est pas mauvaise, mais ce n'est pas la nôtre. On ne nous demande même plus notre avis. Pour cette raison, monsieur le Chancelier, j'offre ma vie», écrivait Dietrich Dalk avant de se donner la mort.

HENRI DE BRESSON

Tribune

Lueur d'espoir en Italie

par Sergio Romano

EN Italie la tempête se mesure selon des critères différents de ceux employés dans les autres pays européens. Pour élire la Chambre des députés et le Sénat, il ne suffit pas d'une journée, comme dans la plupart des régimes politiques occidentaux. Il en faut deux. Pour former un gouvernement, il ne suffit pas de deux jours comme en Grande-Bretagne ou de sept comme en France : il faut, si tout va bien, un mois. Pour élire le chef de l'Etat, il ne suffit pas de quelques séances du Parlement : il en faut vingt s'étalant sur treize jours.

Face à cette éventualité que n'approuve pas le Guardian de Londres, «la CEE est en droit d'exprimer son avis sur l'acte qu'elle verse et qu'elle continuera de verser à la Tchécoslovaquie. La Communauté européenne doit faire comprendre à M. Klaus et Meciar, poursuit le journal britannique, qu'ils doivent mettre de côté leurs dogmes politiques et économiques pour travailler à la construction d'une forme de Fédération plus lâche, que la plupart des Slovaques préféreraient».

grand tempérisateur de l'histoire politique italienne, le seul homme politique qui savait gagner les vraies batailles en donnant la parole à ses adversaires et en attendant patiemment, les pourparlers closés, la fin de leurs interminables discours.

A la lumière de cette «philosophie du temps», les derniers événements italiens semblent appartenir à la tradition politique de la péninsule. Deux mois après les élections législatives, un mois et demi après la démission de Francesco Cossiga, le pays a enfin un chef de l'Etat, en la personne d'Oscar Luigi Scalfaro, élu dans la dernière semaine de mai, mais il n'a pas encore de gouvernement.

La déconfiture
des partis traditionnels

Dernière cette apparente instabilité, le tableau présente toutefois quelques nouveautés. La première est représentée par les résultats électoraux du 5 avril. La démocratie chrétienne a perdu vingt-huit sièges, les deux partis nés de la scission du PCI en ont perdu au total trente-cinq et le Parti socialiste deux. Aux législatives de

1976, les deux principaux partis italiens - démocratie chrétienne et PCI - avaient obtenu ensemble 73,1 % des suffrages ; à celles du 5 avril, la démocratie chrétienne et le parti d'Achille Occhetto en ont eu 45,9 %. Le déclin des partis traditionnels s'est accompagné de l'irrésistible ascension d'un nouveau mouvement - les Ligues - qui a mobilisé l'opinion publique des régions septentrionales contre la «mauvaise» gouvernance de l'Etat «romain» et qui demande la création de trois républiques - du Nord, du centre et du Sud - dans le cadre d'un Etat fédéral. A l'échelle nationale, les ligues ont gagné 10 % des voix, mais dans les provinces prospères de la plaine du Pô, elles ont atteint les 20 %.

Si les Italiens avaient eu un système électoral majoritaire de type anglais ou français, le vote du 5 avril aurait bouleversé les équilibres politiques anciens et créé les conditions d'arrivée d'un gouvernement nouveau. La proportionnelle a atténué les conséquences du «tremblement de terre». Bien que punis par le scrutin, les quatre partis de la vieille coalition conservent une faible majorité et sont théoriquement en mesure de former un gouvernement.

Mais la défaite a ouvert un procès en responsabilité et suscité à l'intérieur de chaque formation une sorte de guerre civile qui a ébranlé leur cohésion. Le secrétaire général de la démocratie chrétienne, Amintore Fanfani, a démissionné. Le secrétaire général du PSI, Bettino Craxi, est fortement contesté par ceux qui lui reprochent, outre la défaite, les erreurs des socialistes milanais. Le secrétaire du PSDI, Achille Occhetto, n'a pas réussi à s'imposer à ses propres parlementaires.

Depuis deux mois, les vieux partis du système politique italien sont confrontés à la preuve de leur impuissance. Ils auraient voulu s'entendre, comme par le passé, sur la répartition des grandes charges de l'Etat pour mieux assu-

rer pendant la prochaine législature la survivance de leur démocratie «consensuelle». Mais aucun dirigeant ne semble être en mesure de garantir, au moment du vote, la discipline de ses propres députés et sénateurs. Le président de la République n'est pas l'un des partis, mais de leur impuissance. Les grands protagonistes du système politique italien n'ont fini par se mettre d'accord sur le nom du président de la Chambre qu'après s'être rendus compte qu'ils n'étaient plus capables de conclure un pacte pour se partager les dépouilles.

La marge de manœuvre
du président

L'élection d'un homme qui ne doit rien à ses électeurs et qui n'est pas prisonnier de leurs combinaisons, présente pour l'avenir de la démocratie italienne un avantage symbolique et un avantage pratique : il confine que les partis ont été battus et laisse au chef de l'Etat, pour peu qu'il veuille s'en servir, une grande marge de liberté pour orienter la formation du prochain gouvernement. Il n'est pas vrai que la présidence de la République, en Italie, soit condamnée par la Constitution à «inaugurer les cyranathèmes».

Ce qui est vrai, en revanche, c'est que les partis politiques en ont fait au fil du temps un personnage marginal pour des tâches de représentation. Si Francesco Cossiga a joué le rôle de Cassandre, dans les deux dernières années de son septennat, c'est dû en grande partie à la perte progressive de substance des pouvoirs présidentiels après l'échec de la tentative faite par Giovanni Gronchi, dans les années 50, de conférer à la présidence italienne une dimension gaulienne.

Nous ne savons pas encore quel usage le président Scalfaro fera de son autorité. Nous savons toutefois que les partis continueront dans les prochains mois à se heur-

ter au mur de leur impuissance. Il est possible d'imaginer un scénario dans lequel le chef de l'Etat soit appelé à remplir par ses initiatives et sa médiation le vide du pouvoir d'une paritocratie déclinante.

Il est possible d'imaginer qu'après avoir inutilement tenté de ressusciter leurs vieilles combinaisons gouvernementales «à quatre» ou «à cinq», voire de composer un gouvernement «monocolor» de la démocratie chrétienne, les partis, pour éviter la dissolution des Chambres, devront laisser au président de la République le choix du président du conseil et que celui-ci pourra constituer un gouvernement composé de ministres indépendants et compétents. Et il est possible que ce gouvernement sans majorité fasse des progrès dans trois secteurs où la majorité a été particulièrement inefficace : l'assainissement des finances publiques, la réforme de la loi électorale, la lutte contre le crime organisé. L'Italie d'aujourd'hui, par rapport à celle d'il y a trois mois, laisse percer une note d'optimisme : la crise politique et constitutionnelle est enfin commencée. C'est d'elle que dépend l'avenir du pays.

► Ancien diplomate, Sergio Romano commente l'actualité pour plusieurs journaux italiens.

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
UNIVERSITÉ DE VIENNE
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS
9 semaines de 2,5 heures
en 21 septembre à 19h30
Cours pour débutants et avancés
Laboratoire de langues
Bourgeois, 1000
Age minimum : 16 ans
Droits d'inscription et de carte pour
4 semaines AS 3 600,00 (env.
1 720 FF)
Prix forfaitaire (inscription, cours,
matériel) pour 4 semaines AS 9 320,00
(env. 4 140 FF)
Programme détaillé : Wiener Internat
tionale Hochschule A-1010 Wien
Universität

مركز الامن لاصحاب

ESPACE EUROPEEN

BRUXELLES - STRASBOURG

Expulsions massives en Voïvodine

Dans cette province autonome de Serbie, les pressions « musclées » s'accroissent sur les habitants non serbes

HRTKOVIĆ
(Voïvodine)

de notre envoyé spécial

DANS ce village typique de Voïvodine aux longues rues droites bordées de larges bas-côtés herbus, vingt-cinq communautés ethniques vivent ensemble depuis des siècles. Aujourd'hui, les volets des maisons sont baissés, les portails sont fermés, la vie semble figée. En ce printemps, les paysans, habituellement affairés aux travaux des champs, se sont retranchés dans leurs demeures. Un grand nombre attendent, conscients de leur impuissance, le moment où ils devront plier bagages. Car à Hrtković, à une soixantaine de kilomètres à l'est de Belgrade, les Croates, les Hongrois et tous les non-Serbes du village sont menacés d'expulsion.

Tout a commencé le 6 mai dernier - le jour de la Saint Georges, selon le calendrier orthodoxe - dans ce village peuplé par 50 % de Croates, 30 % de Serbes, 20 % de Hongrois et autres minorités ethniques. Le dirigeant nationaliste serbe Vojislav Seselj organise un meeting. Sans détour, il déclare qu'il n'y a plus de place pour les non-Serbes. Rien de surprenant pour ce député, qui avait demandé quelques semaines plus tôt au Parlement serbe le vote d'une loi prévoyant l'expulsion des Croates et des Slovaques de Serbie. Sa proposition avait été rejetée, mais M. Seselj n'a pas pour autant renoncé à sa volonté de « purger » les terres serbes. Hrtković sera son banc d'essai.

Echanges et expulsions

Depuis cette date, les Croates surtout, mais aussi les Hongrois, sont victimes de pressions psychologiques. La sonnerie du téléphone retentit chaque nuit : « Votre pays est là-bas, rentrez chez vous ! Une voix de femme explique fiévreusement que le départ est inéluctable, qu'il existe des listes et qu'il n'y a pas de place en Serbie pour les tchaks (du nom des partisans du dictateur croate Ante Pavelic pendant la seconde guerre mondiale). A la tombée de la nuit, des inconnus, l'arme au poing, viennent semer la terreur, brutalisent les plus réticents et cambriolent les habitations. D'autres réfugiés serbes originaires de Bosnie et de Croatie s'installent dans les maisons abandonnées ou dans les propriétés des villageois partis faire fortune à l'étranger.

Andrija Cergi, un Hongrois émigré en Allemagne, possédait deux maisons dans le village. Celle qu'il a héritée de ses parents, il l'a mise à la disposition de réfugiés ayant fui la guerre en Croatie. La deuxième, qu'il venait de construire pour s'assurer une retraite paisible dans son village natal, a été occupée, ces derniers jours, par un nouveau « propriétaire » venu également de Croatie. D'autres réfugiés attendent la villa du Croate Franjo Baricevic. Cet employé de la mairie de Hrtković a décidé de partir depuis que ses enfants ont été menacés de mort. La maison des sœurs Maglie est vide. Dimanche, elles avaient raconté à des journalistes étrangers les pressions qu'elles subissaient depuis quelque temps. Mardi, contre le carreau cassé de la fenêtre du salon, il y avait un panneau : « Nouveaux propriétaires - Vidovic Milica et un numéro de téléphone ». Personne ne sait quand ni dans quelles conditions elles sont parties. Leur voisin est hongrois, il a la ferme à l'est, mais il ne peut parler. Comme ses « compatriotes », il craint d'être sur la liste. Une liste distribuée par certaines d'emplaires lors du meeting de M. Seselj, avec les noms

et les adresses des propriétés « disponibles » dans Hrtković. Depuis, des voitures immatriculées en Croatie sillonnent le village et s'arrêtent quelquefois à proximité de sa maison. Ce sont des réfugiés serbes qui viennent tenter leur chance. Certains ont l'intention de suivre une procédure légale. Munis de photos de leur propriété qu'ils ont quittée en Croatie, ils proposent de faire un échange. Goran habitait à 7 kilomètres de Slavonik-Brod (ouest de la Croatie), où il a laissé une maison et des terres évaluées à 400 000 deutschemarks (plus de 1,3 million de francs). Pour lui, le retour est impossible, puisqu'il a travaillé dans une caserne de l'armée yougoslave jusqu'en octobre 1991. Il cherche une maison de valeur équivalente.

Milenko, lui, est réfugié à Belgrade depuis le début de la guerre en Croatie. Il possédait une très grande propriété près de Virovitica (nord de la Croatie). Il a quitté la région, égarée par la guerre, de peur de « se faire mobiliser ou tuer par les Croates ». Il reconnaît qu'il pourrait rentrer puisqu'il n'a rien à se reprocher, mais il craint les Croates « qui veulent une Croatie ethniquement pure ». « Vous parlez d'expulsions ici, en Serbie, mais en Croatie ils ont pillé et brûlé les maisons de beaucoup de Serbes, ils ne veulent pas non plus que nous rentrions », explique un troisième réfugié originaire de Slavina (centre de la Croatie).

Si certains cherchent un échange équitable, la plupart considèrent que les pertes enregistrées en Croatie doivent être « compensées » en Serbie aux dépens d'un Croate. Le processus visant à faire permuter les populations selon le principe « des Serbes en Serbie et des Croates en Croatie » est en place. Sur la façade de la mairie de Hrtković, des petites annonces ont été affichées. L'une d'elle l'annonce : « Echangeons chacune fermes à Kula, à 20 kilomètres de Slavonik-Fazeka, route asphaltée, paysage splendide à la Voïvodine ». A l'intérieur du bâtiment, le bureau est enfoui sous les certificats de naissance : les villageois « indésirables » partaient le jour et se souvenaient pour pouvoir quitter la Serbie.

Pour aller où ? Beaucoup parmi les Croates, les Hongrois, les Ruthènes sont installés en Voïvodine depuis des siècles et n'ont pas d'autre patrie. De plus, les minorités ethniques de Voïvodine ont été fortement touchées par la mobilisation, et de nombreux Croates se sont battus sur le front de Croatie du côté « fédéral ».

Rejetés par tous

Sous-officier de réserve, Franjo Kalac, Croate, s'est battu pendant cinq mois à Vukovar. Ces derniers jours, il a subi de telles pressions qu'il a été obligé de se cacher dans une autre ville de Voïvodine : « Franjo est un ouestnik en Serbie parce qu'il est croate, et un tcheknik en Croatie parce qu'il s'est battu comme officier de Milosevic », explique son épouse Jelica. Instaurée à l'école de Hrtković, elle est serbe mais figure, comme toute sa famille, sur la liste des personnes à expulser. Elle reçoit chaque nuit des coups de téléphone anonymes. Lundi soir, une voiture s'est arrêtée devant sa maison ; elle a entendu les portières s'ouvrir. « Ils ont voulu me faire peur, mais je ne céderai pas. (...) Je n'ai pas le choix, je n'ai pas d'autre pays », dit-elle.

Jelica n'est pas la seule Serbe de Hrtković à subir des pressions. Dobrosav Markovic, le maire du village, et Dragutin Trifunovic, directeur de l'école, sont devenus « indésirables » dès qu'ils ont pris la défense de leurs voisins. Comme la police locale était impuissante, M. Markovic a fait appel aux auto-

rités de Belgrade. Des patrouilles de police sont venues ces derniers jours circuler dans le village, mais aucune mesure concrète n'a été prise pour arrêter ces expulsions massives. Le maire, qui estime que l'on est en train d'assister à la mise en œuvre de la politique de M. Seselj, affirme que « si l'on ne règle pas ce problème d'ici deux ou trois jours, il faudra dire aux gens de partir afin d'éviter que le sang ne coule ».

Serbes et non-Serbes du village de Hrtković essaient, pour le moment, de se serrer les coudes pour faire face à cette situation dramatique. Hrtković n'est pas un cas isolé. Le virus se propage dans de nombreux villages de Voïvodine, où vivent différentes communautés. En dépit des chiffres alarmants - le nombre de personnes expulsées s'élève déjà à plusieurs milliers - le gouvernement et le président de Serbie, Slobodan Milosevic, informés par différents organismes, sont restés indifférents. Le chef du Parti social-démocrate de Voïvodine, M. Nenad Canak, qui dénonce cette tentative de « modifier par la force la structure ethnique » de cette province multinationale du nord de la Serbie, accuse les autorités d'y « préparer la guerre ».

FLORENCE HARTMANN

Le service juridique : des surdoués surmenés

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

S'il est des eurocrates qui ne chôment pas en ce moment à Bruxelles, ce sont bien les quatre-vingt-dix membres du service juridique de la Commission. Tout l'hiver dernier, ils ont planché sur l'accord entre la Communauté et l'Association européenne de libre-échange (AEL) pour créer un espace économique européen (EEE) de façon à prendre en compte certaines objections de la Cour européenne de justice à Luxembourg. Maintenant, ils s'attendent à être mobilisés pour trouver une solution juridique au problème posé par le « non » danois à Maastricht.

Ce n'est pas un hasard si le directeur de ce service, M. Jean-Louis Dewost, un énarque français, se trouvait à Oslo le 4 juin, quand les chefs de la diplomatie des Onze-Douze ont discuté de l'affaire.

En fait, chaque jour qui passe apporte du travail à ces surdoués surmenés. Chaque fois qu'une des directions générales de la Commission a l'idée d'une directive, le projet est d'abord soumis au service juridique. Cela ne fait pas moins de sept cents consultations par mois en moyenne. Il ne s'agit pas de rédiger le texte mais de voir s'il ne fait pas trop violence aux grands principes du

droit, qu'il a rédigé directement certains amendements. En général, les auteurs initiaux de cette prose (en français ou en anglais) ne persistent pas dans leurs errements quand on leur explique poliment les problèmes. Mais il arrive que certains chefs de division s'entêtent, sans même en référer au commissaire européen responsable de leur secteur, qui ignore souvent les initiatives de ses nombreux et zélés subordonnés. Heureusement, chaque lundi, il y a une réunion entre les chefs de cabinet des commissaires et le responsable du service juridique. « Ça permet de régler beaucoup de choses », observe pudiquement celui-ci.

Mais que se passe-t-il quand un projet monstrueux sur le plan juridique sort de l'imagination fertile d'un commissaire en proie à une idée fixe ou désireux de servir certains intérêts dans son pays d'origine ? Réponse d'un membre du service : « Ça arrive. Une fois sur cinq cents, peut-être. Mais ça arrive ! » Impossible d'en savoir plus, mais on devine que ce n'est pas triste.

Les lobbyistes, souvent déguisés en « consultants » qui observent les travaux de la Commission, se manifestent-ils auprès du service juridique ? Le plus souvent, ils préfèrent agir directement à la source, c'est-à-dire au niveau des directions générales gérantes de projets. « En

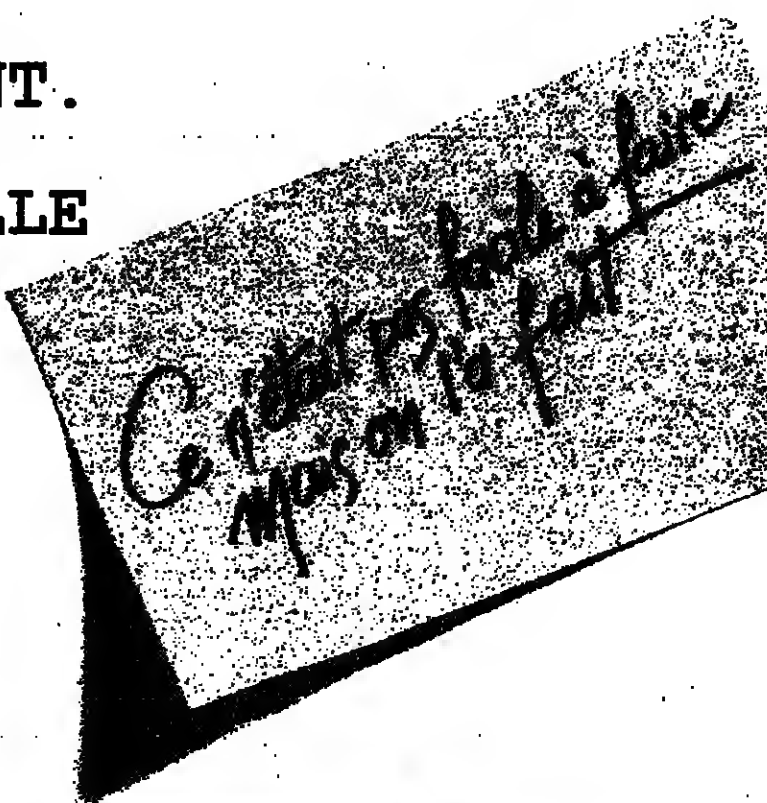
revanche, nous recevons beaucoup de courrier des syndicats et des associations. Nous répondons poliment », ajoute-t-on au service juridique avec la tranquille assurance de gens au-dessus de tout soupçon et peu disposés à recevoir de leçon en matière de droit pur.

La fonction de garde-fou est aussi assurée par vingt-cinq spécialistes du service juridique du Conseil. Ils interviennent à un stade ultérieur, celui où les représentants permanents des Etats membres et les ministres se prononcent sur l'adoption ou l'ajournement des directives ou règlements proposés par la Commission.

Les logiques sont évidemment différentes, mais, « dans 95 % des cas, il y a identité de vues » entre les juristes de la Commission et ceux du Conseil. Pour les 5 % restants, une fois le texte adopté et mis en application, ce sera la Cour de justice qui dira le droit en cas de contestation ultérieure par une partie intéressée. Entendre proclamer par les « sages » de Luxembourg lequel des deux services juridiques avait finalement raison, c'est alors une de ces joies que seuls peuvent goûter les spécialistes et qui font oublier tant et tant de jours consacrés à d'ingrats travaux...

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

"CE SERAIT FORMIDABLE
SI, EN PLUS,
MON ASSUREUR AIDAIT
MON ENTREPRISE
A GAGNER
DE L'ARGENT.
ÇA S'APPELLE
LA CERISE
SUR
LE GATEAU."



LES EDITIONS D'ORGANISATION



Tout
Maastricht
en 40 pages !

Le Traité - ses enjeux

En vente en librairie : 38 F

AUDOUX, SOUZA, LARUE/SAAS



LA VOLONTE D'OUVERTURE

POLITIQUE

Les Verts se prononcent pour un « oui » conditionnel

Le conseil national interrégional des Verts (CNIR) s'est prononcé, samedi 13 juin à Paris, pour un « oui » conditionnel au référendum prévu sur la ratification des accords de Maastricht. Sans demander une renégociation du traité, les Verts ont exprimé le vœu que le prochain conseil européen de Lisbonne ou, à tout le moins, le président de la République prenne des engagements sur le terrain de la démocratie, de la politique sociale et de l'environnement. Leur position définitive, prévue pour la fin de l'été prochain, dépendra des réponses qui leur seront apportées.

Volontiers portés à adopter une attitude maximaliste, en l'occurrence un « non » à Maastricht, le prétexte que l'Europe qui se dessine n'est pas suffisamment conforme à leur attente, les Verts ont finalement décidé de garder la porte entrouverte, dans l'espoir de pouvoir peser sur le cours de l'histoire. Et quelques-uns ont été les motivations de certains d'entre eux — sauvegarder la perspective d'un rapprochement avec Génération Ecologie, voire d'une alliance future avec des autres partisans de l'Europe que sont les socialistes et les centristes. Ils l'ont fait, à la différence de bien d'autres partis, en toute transparence, au terme d'un débat de bonne tenue, ouvert à la presse et en présence de l'un des principaux conseillers de M. Brice Lalonde, M. Jean-Jacques Porchez. Par 54 voix contre 38 et 3 abstentions, le CNIR s'est prononcé pour un « oui », si à Maastricht, confirmant en cela la décision prise par le collège exécutif du mouvement, avant l'annonce du référendum sur la ratification (le Monde du 28 avril).

Pour M. Antoine Waechter, qui, la veille, avait préconisé le « vote bleu », on bulletin aux couleurs

européennes, qui reviendrait à voter nul, — « le défaut du « oui » est de ne pas voir la trivialité que prépare l'Europe de Maastricht, le défaut du « non » est de ne pas voir la part de rêve ». Mais l'ancien député européen croit encore à la possibilité de « compléter » par des engagements sur l'avenir les accords de Maastricht. Après un déjeuner, la semaine passée, avec le ministre de l'environnement, M. Ségolène Royal, il espère même pouvoir plaider cette cause directement auprès du président de la République, avant le conseil européen de Lisbonne des 26 et 27 juin prochain.

Devant une assemblée de militants plutôt déterminés à ne pas accepter la « campagne d'influx » selon laquelle le traité de Maastricht ne serait pas renégociable, le porte-parole des Verts a reçu, à cette occasion, le soutien de l'un de ses plus anciens rivaux. « Regardez ceux qui sont contre », a lancé M. Yves Cochet.

Deux des quatre porte-parole officiels du mouvement ont ainsi résumé le cas de conscience que leur pose le traité de Maastricht. « Un petit peu plus qu'un peu, c'est encore trop peu. Mais nous sommes d'abord des régionalistes et des européens », a affirmé M. Didier Anger, tête de liste des Verts aux élections européennes de 1984. « Les accords de Maastricht ne nous permettent pas de construire une bonne Europe. Mais le fait que le rôle du jeu ne nous plaise pas ne nous osons empêcher de participer », a ajouté M. Dominique Voynet, principale animatrice du courant minoritaire des Verts-Pluriel.

Comme ailleurs, le clivage introduit par Maastricht a donc traversé tous les courants. Tandis que l'ancien trésorier du mouvement, M. Etienne Tête, proche de M. Waechter, jugeait que le camp des « oui » n'était que plus fructueux que le camp des « non », l'économiste des Verts, M. Alain Lipietz, membre de la minorité des

Verts et ancien du PSU, a estimé qu'il n'y aura plus de possibilité de corriger le traité en blanc donné à la technocratie européenne. Favorable à une réduction des échanges commerciaux sur le plan international, M. Lipietz ne peut l'être en effet à l'union économique et monétaire. Ancien collaborateur de M. Pierre Juquin lors de l'élection présidentielle de 1988, M. Jean-Paul Delage a affirmé, en revanche : « La signification essentielle de ce traité, c'est qu'il s'inscrit dans le dépassement de l'Etat-nation. Qu'aurait-on pensé de ceux qui se seraient opposés, en 1970, au suffrage universel, sous le prétexte qu'il était censitaire et qu'il excluait les femmes ? »

Après une suite de votes en cascade, chère aux Verts, avec votes nominatifs confirmés par des votes à main levée, les délégués du CNIR ont même repoussé — en dépit d'une majorité de plus de 50 %, mais non de 60 % comme l'exigent leurs statuts — la tenue du référendum interne pour adopter une motion précisant les conditions de leur « oui » à Maastricht (voir encadré). C'est là une petite victoire des vrais partisans du « oui », ultra-minoritaires chez les Verts, qui s'est trouvée facilitée par des considérations de politique intérieure, mais qui pourrait être remise en cause lors des journées d'été du mouvement, prévues à la fin du mois d'août, si aucun signe n'est fait avant cette date par le gouvernement.

Les relations avec Génération Ecologie

Le second débat du CNIR, consacré aux perspectives politiques, a fait réapparaître, dans un climat très passionnel, la ligne de partage entre les partisans d'un rapprochement rapide avec Génération Ecologie et les gardiens du temple, beaucoup plus réservés vis-à-vis de Génération Ecologie. A la suite de votes contradictoires et à trois jours seu-

lement de la troisième rencontre officielle entre les Verts et Génération Ecologie, le CNIR a formellement mandaté sa délégation pour aller discuter, « aussi longtemps qu'il le faudra », les points « non négociables » de son programme.

Face à M. Cochet, qui appelle les Verts à devenir un parti « gouvernementable », M. Waechter a plaidé, pour que les discussions avec les amis de M. Lalonde aboutissent à un accord sur le fond. « Il serait invraisemblable et lourd de conséquence qu'une organisation qui se prétend écologiste ne s'entende pas sur des questions aussi essentielles que l'énergie, les transports, le nucléaire. Si le groupe que nous voulons avoir demain à l'Assemblée nationale n'est pas uni, il ne sera pas efficace. Si ce n'est pas un groupe qui bouscule les idées établies, alors à quoi ça sert ? », a déclaré l'ancien candidat à l'élection présidentielle.

Soucieux de canaliser à son profit les plus farouches adversaires de l'ancien ministre de l'environnement, M. Waechter a encore affirmé que les Verts ne devaient pas s'enfermer dans un dialogue exclusif avec Génération Ecologie, mais qu'ils devaient aller à la rencontre de tous les partis politiques, à l'exception du Front national, en expliquant que les rapports de forces actuels sont susceptibles de les faire évoluer. Un simple partage des circonscriptions avec Génération Ecologie aux élections législatives ne satisfait pas M. Waechter, et, pour la première fois, il a clairement dit pourquoi : « Faute d'un véritable accord programmatique, je vois bien M. Lalonde faire campagne en direction des centristes et récupérer jusqu'à 20 % des voix dans ses circonscriptions, tandis que nous, sur nos positions écologistes, claires et précises, nous ne ferions que 7 à 8 %. Ce serait catastrophique pour les Verts. »

JEAN-LOUIS SAUX

Un nouvel appel militant pour les assises de l'écologie. — Après l'appel lancé, le 13 mai, par une centaine de personnalités, pour que les assises de l'écologie, prévues à la fin du mois de septembre par les Verts, réunissent tous les écologistes, les responsables d'une vingtaine d'associations de défense de l'environnement viennent de demander que l'organisation de cette manifestation soit confiée à « un comité tripartite, composé de responsables des Verts, de Génération Ecologie et d'écologistes indépendants ». Contrairement à une de ses précédentes décisions, le conseil national des Verts a accepté, dimanche 14 juin, la « participation » de Génération Ecologie à ces assises.

ANNE CHAUSSEBOURG

Une demande « d'engagements précis »

Après avoir rappelé les options fondamentales des Verts, la motion adoptée par le conseil national du mouvement écologiste affirmait notamment :

« Le conseil national interrégional des Verts, estimant qu'en l'état le traité signé à Maastricht reste en deçà des exigences minimales requises pour la réforme de la Communauté, il est inavouable de s'en tenir à une simple revendication visant à ce que le traité soit entièrement renégocié, mais celui-ci peut être complété, amendé, amélioré. Le CNIR

décide de demander le collège exécutif afin de solliciter au plus tôt une entrevue avec le président de la République, pour lui demander de prendre, au nom de la France, des initiatives nécessaires lors du prochain Conseil européen de Lisbonne, en vue d'établir un calendrier pour une harmonisation des exigences environnementales et débloquent le dossier de l'Agence de l'environnement ; d'élaborer un échéancier pour la mise en place de règles sociales communes, même minimales ; d'initier une politique européenne de réaménagement du territoire ayant pour

objectif de maîtriser la croissance des transports, d'arrêter les processus de concentration économique et démographique et celui, corollaire, de la désertification, d'harmoniser la gestion de l'espace. »

La motion précise enfin : « Ces engagements précis en ce sens devront être enregistrés au Conseil européen de Lisbonne. Les engagements allant dans le sens de cette amélioration du traité devront être inscrits dans le préambule de la loi de ratification française. »

Le congrès du Mouvement des radicaux de gauche

M. Hory succède à M. Zuccarelli à la présidence du MRG

Réuni en congrès les 13 et 14 juin à Lyon, le Mouvement des radicaux de gauche a élu à sa présidence M. Jean-François Hory par 505 voix contre 230 à M. Jean-François Durleix. M. Hory succède à M. Emile Zuccarelli, ministre des postes et des télécommunications.

LYON

de notre envoyée spéciale

Ils s'en étonnent eux-mêmes : comment et pourquoi leur parti survit-il ? Né il y a vingt ans de la scission de la famille radicale entre pro et anti-Programme commun, le Mouvement des radicaux de gauche n'en finit pas de résister à ses échecs stratégiques et à ses revers électoraux. La promotion ministérielle systématique depuis 1981 de ses présidents (successivement MM. Michel Crépeau, Roger-Gérard Schwartzberg, Jean-Michel Baylet, François Douthin et Emile Zuccarelli) déçoit le Mouvement.

Les militants s'en plaignent, les dirigeants s'en flattent. Réunis pour élire une fois encore leur chef, les délégués venus au congrès de Lyon se sont ennuyés. Ils ont voté comme il était prévu pour le candidat quasi officiel de leurs dirigeants. Ils ont approuvé, sans confusion, une motion de synthèse bien peu compromettante

proclamant que « les valeurs permanentes du radicalisme, fondé sur l'éthique et l'humanisme, sont plus que jamais nécessaires à notre temps ». La même motion définit ces « valeurs » (liberté, tolérance, progrès, solidarité, justice, droits de l'homme) sur lesquelles s'appuiera le futur « Manifeste » du parti. C'est avec ce texte que le MRG entend rassembler autour de lui les réformistes qui veulent agir au sein d'une majorité de progrès. Il aura fallu quatre heures de discussion au sein de la commission des résolutions pour mettre au point la motion finale et trancher le débat plus sémiotique que politique sur l'utilisation du mot « réformiste », préféré finalement à celui de « réformateur ».

Le déhnt sur la stratégie du MRG a été amorcé. M. Bernard Charles, député du Lot, l'a ainsi résumé : soit le MRG sera partie prenante d'un grand parti social-démocrate, à condition que le Parti socialiste change et change « beaucoup », soit le MRG constituera autour de lui un pôle moteur dans une majorité social-démocrate. La question ne sera pas tranchée avant les prochaines législatives où il s'agira pour le MRG, d'abord, de sauvegarder ses neuf sièges. Les échéances suivantes ont été évoquées : éventualité de constituer une liste autonome aux européennes de 1994, d'être présent à l'élection présidentielle de 1995. M. Schwartzberg, député du Val-

de-Marne, a demandé que les diverses composantes de la majorité se retrouvent dans une « convention républicaine » pour préparer la procédure de désignation du candidat « progressiste ».

D'ici là, le MRG fera campagne pour le « oui » au prochain référendum, et M. Emile Zuccarelli a invité les congressistes à constituer dans chaque département des comités pour l'Europe. Tirant les leçons de « l'échec » — avéré pour les intervenants — de France unie (le mouvement de M. Jean-Pierre Soisson, dont le MRG était une composante), le nouveau président, M. Hory, a défendu l'idée d'un radicalisme identifié clairement à gauche, différent de ses alliés et res-

semblant ceux qui partagent les idées républicains » à la « base et sur le terrain ».

Un congrès pour rien si ce n'est pour le plaisir de se dire que le parti existe encore et se persuade qu'il peut exister encore longtemps. Un congrès où une fois encore, les délégués ont rappelé que leur parti avait été en lice sur la décentralisation, la défense de l'environnement (avec, selon eux, beaucoup plus de réalisme que les écologistes d'aujourd'hui), l'Europe, la modernisation de la vie politique ou encore l'ouverture, le tout pour mieux déplorer que le MRG n'ait guère tiré profit.

ANNE CHAUSSEBOURG

[Né le 15 mai 1949 à Neufchâteau (Vosges), titulaire d'une maîtrise de droit public et d'un diplôme d'études supérieures de sciences politiques, M. Jean-François Hory a commencé sa carrière dans l'administration publique comme chargé de mission auprès du préfet de la Savoie de 1972 à 1976, date à laquelle il est nommé directeur des finances de la collectivité territoriale de Mayotte. Secrétaire du conseil général de Mayotte en 1978, il est le mandataire de M. François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle de 1981. Les électeurs mayottais, qui s'étaient prononcés à une majorité écrasante de 89,9 % en faveur de M. Valéry Giscard d'Estaing le 10 mai 1981, désignent avec un tout aussi large majorité (72,9 %) M. Hory au premier tour des législatives de juin. Après avoir siégé parmi les non-inscrits à l'Assemblée

nationale, M. Hory s'apparentait au groupe socialiste en 1982, année de son adhésion au MRG. Successivement secrétaire adjoint (1983-1985), membre du comité directeur (1985-1988), délégué général (1988-1989), secrétaire national chargé des élections (1989-1990), il était depuis novembre 1990, vice-président chargé des élections.

M. Hory, qui n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat de député, s'était inscrit comme avocat au barreau de Mayotte de 1986 à 1988. Chargé de mission auprès de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, en 1988 et 1989, M. Hory est conseiller municipal de Venerey-le-Lac (Côte-d'Or) depuis mars 1989 et parlementaire européen, élu sur la liste conduite par M. Laurent Fabius, depuis juin 1989.]

Le débat sur la construction

Le CDS ne veut pas « compliquer la tâche du RPR »

Réuni samedi 13 juin aux Lilles (Seine-Saint-Denis), le conseil politique du CDS a confirmé sa « volonté de tout mettre en œuvre pour obtenir un oui massif à la ratification du traité de Maastricht ». Mais l'attitude du RPR, dont il ne veut pas « compliquer la tâche », embarrasse les centristes, partagés entre leur foi en l'Europe et leurs calculs pour les prochaines élections législatives.

Voici à nouveau les centristes posés comme oiseaux sur la branche. Les uns prêts à l'envol vers le grand mais incertain espace européen, les autres pétrifiés à l'idée d'avoir à rompre la branche de l'opposition à neuf mois des élections législatives de 1993. Être fidèle coûte que coûte à l'Europe parce qu'elle est le seul combat qui vaille pour un centriste, ou être fidèle, coûte que coûte, au RPR pour s'assurer circonscriptions et marquisats ? Les débats de ce conseil politique, du CDS ont jeté une lumière crue sur ce nouveau dilemme centriste déparant dédaigneusement les Européens de conviction et ceux de circonstance.

Comme il en va dans tout débat centriste, les mots furent, bien sûr, mesurés. Mais chacun a jéré, la maio sur le cœur, que le CDS était résolu à « faire tout pour le « oui » le plus fort et le plus large à l'Europe », qu'il ne s'agissait pas de faire d'une quelconque manière la courte échelle, à M. Mitterrand et encore moins de rompre des lances avec ce pauvre M. Chirac envers qui chacun affichait la plus extrême compassion dans les difficultés qu'il assaillait.

De cette foi des militants, M. Nicole Fontaine et M. Pierre Bernard-Reymond, tous deux parlementaires européens, ont parfaitement porté témoignage. Dans un rôle qu'on ne lui connaît guère, le vice-président de l'Assemblée européenne de Strasbourg a dénoyé les fausses querelles entretenues par le RPR à propos des réunions du Mouvement européen de M. Jean-François Pooget, M. Bernard-Reymond, ancien secrétaire d'Etat aux affaires européennes du gouvernement de M. Barre, a affirmé : « Le CDS ne doit pas sacrifier son engagement européen sur l'autel des amitiés politiques. Il faut que nos amis du RPR sachent que nous ne faisons pas campagne pour les élections législatives après avoir marqué quelques mois plus tôt, un désaccord sur un sujet aussi fondamental ».

Assumer les nuances de l'opposition

Pourrait-on dire « oui » en 1993 à l'alternance avec le RPR, si, à l'autonomie, celui-ci dit « non » au référendum de Maastricht ? M. Jacques Barrot, gestionnaire des intérêts des députés de son groupe UDC, youdrait, bien entendu, que cette question ne se pose point. « Notre chemin », a-t-il estimé, est clair et net. Nous devons arriver aux élections de 1993 avec une annonce vraie et non pas improvisée. Il y a pour nous nécessité d'être clairs. Nous sommes dans l'opposition par conviction. Ne nous laissons pas assiéger de quoi que ce soit. Notre correction avec nos partenaires est totale. » M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a enjoint ses amis « de se garder de faire de leur foi européenne un ferment de division irréductible ». « Il reste

à M. Alphandéry, estime que le « non » créerait « un véritable schisme ». — M. Edmond Alphandéry, député UDC du Maine-et-Loire, vice-président du CDS, a estimé, dimanche 14 juin, sur Radio 1, que si l'opposition avait renoncé à participer aux réunions publiques du Mouvement européen, elle aurait éprouvé le scrupule et montré qu'il était impossible de se battre au-delà des clivages politiques en faveur de la cause européenne. Soulignant que « l'Europe n'a jamais été un facteur de recomposition de la vie politique française », M. Alphandéry, qui s'est montré « très confiant » dans la victoire du « oui » au référendum, a affirmé qu'une victoire du « non » entraînerait « un véritable schisme » et « une régression très grave » de la construction européenne.

beaucoup à faire ensemble, a-t-il insisté, même avec des gens qui diraient « non » au référendum. Nous ne pouvons être la majorité de la France que si nous assumons les nuances de l'opposition. »

Quant à M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, il s'est dit « disposé à mettre tout en œuvre pour obtenir une suite à la ratification du traité de Maastricht ». Son parti se divise mais il veut afficher « une détermination sereine, sans excès de langage ni souci de tactique et de politique ». Il dénonce « les absurdités » de M. Séguin et le travail de sappe de M. Marie-France Garand mais avertit, tout aussitôt, qu'il ne faut pas « compliquer la tâche du RPR » et qu'il importe « de respecter son silence ». Plaise à M. Giscard d'Estaing sans se flatter avec M. Chirac, garder le contact avec M. Balladur sans se laisser distancer par M. Léotard nécessite quelques figures imposées. En réalité, les dirigeants centristes semblent, une fois de plus, attendre des autres la réponse à leurs propres interrogations. Pour leur plus grand soulagement, ils espèrent de M. Chirac qu'il se résoudra au « oui », dans une de la sorte, à entendre M. Méhaignerie, « à la priorité à sa mission d'homme d'Etat ». Pour prévenir toute snobisme, ils attendent de M. Mitterrand, dans les meilleurs délais, il fasse savoir s'il est prêt à dissocier son sort personnel de l'issue, quoi qu'il advienne, du référendum.

DANIEL CARTON

M. Pasqua votera contre tandis que M. Juppé réaffirme sa préférence pour la ratification

Deux dirigeants du RPR, MM. Alain Juppé et Charles Pasqua, ont donné, dimanche 14 juin, leur sentiment personnel sur la ratification du traité de Maastricht prévue par référendum. Vendredi soir, M. Jacques Chirac avait demandé aux membres du parti qu'il préside de « demeurer silencieux » sur ce traité d'union européenne, en précisant qu'il attendait lui-même d'y voir « plus clair ». Le secrétaire général du RPR a réaffirmé sa préférence pour le « oui » bien qu'il ne s'agisse pas d'un « très bon traité », alors que le président du conseil général des Hauts-de-Seine a précisé sa position en faveur du « non », soulignant que le traité « n'existe plus » en raison du refus danois et réclamant un référendum sur la révision constitutionnelle tel que l'avait « exigé » M. Chirac.

Invité du Forum RMC-L'Express, M. Juppé, qui s'est déclaré, comme M. Pasqua, favorable à un référendum sur la réforme de la Constitution, a critiqué la réunion commune organisée par le Mouvement européen à laquelle avait participé, samedi à Nevers (Nièvre), M. François Léotard, président d'honneur du PR, en présence du premier ministre et maire de la ville, M. Pierre Bérégovoy. « C'était embarrassant pour la ville », s'est exclamé le député de Paris, en ajoutant : « On ne le veut pas, on n'empêchera pas une grande partie des Français de se demander ce qui se passe et si derrière ces réunions communes (...), il n'y a pas des tentatives de rassemblement des forces politiques, s'il n'y a pas l'esquisse d'une future majorité. Hier soir à Nevers, on a été très loin dans le consensus ».

Pour sa part, M. Charles Pasqua, qui était l'invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, n'a affirmé : « Je demande de la manière la plus solennelle la plus pressante au président de la République que les Français soient consultés sur la révision de la constitution ». Le président du groupe RPR du Sénat a affirmé que la « procédure » de ratification du traité de Maastricht était « interrompue » du fait des Danois et il a implicitement indiqué qu'il voterait « non » au référendum décidé par M. François Mitterrand, si les parlementaires se prononçaient, lors du débat de révision constitutionnelle, en faveur du vote des ressortissants étrangers de la Communauté européenne, vote qu'il a jugé « inacceptable » et contraire « au principe fondamental de la République ». Quant aux réunions communes du Mouvement européen, l'ancien ministre a estimé que certains participants ne se retrouvaient plus « dans le cadre de l'UDF, mais de l'UDM, c'est-à-dire l'Union derrière Mitterrand ».

Handwritten note in a box: "M. de la République"

POLITIQUE

de l'Union européenne

MM. Bérégovoy et Léotard veulent ensemble «prendre de vitesse les hommes du non»

MM. Pierre Bérégovoy et François Léotard ont participé ensemble, samedi 13 juin, à une réunion publique sur le traité de Maastricht organisée à Nevers par le Mouvement européen. L'un et l'autre ont plaidé pour la ratification du traité de Maastricht, également désireux de «prendre de vitesse les hommes du non».

NEVERS

de notre envoyé spécial

«Ils se sont serrés la main sans étreindre. MM. Pierre Bérégovoy et François Léotard n'ont pas cherché à camoufler leur plaisir de participer ensemble, samedi 13 juin, à Nevers, à la troisième des réunions d'explications du traité de Maastricht organisées par le Mouvement européen.

Sans aucune gêne, le premier ministre et le président d'honneur du Parti républicain ont exprimé, côte à côte, en compagnie de MM. Jean-François Poncet, président de la branche française du Mouvement européen, et Gérard Fuchs, député européen et secrétaire national du PS aux relations internationales, et devant une salle pleine d'un bon millier de personnes, leur foi européenne, trouvant les mêmes raisons pour souhaiter que les Français se prononcent largement en faveur de la ratification du traité de Maastricht. Ils ont simplement tenu à détailler, avec autant de force tenues divergentes sur la politique économique et financière conduite en France depuis mai 1988.

vernement a demandé d'en finir avec la classe aux sorcières des esprits partisans, quel que soit le camp dans lequel s'expriment ces esprits». Et son opposant a dénoncé «les diktats des appareils qui sont trop souvent devenus dans cette affaire des machines à excommuni-ner».

M. Léotard n'a pas manqué de rappeler à ceux qui auraient pu l'oublier que, s'il approuve le traité de Maastricht, il désapprouve la politique du gouvernement. «Ce n'est pas contradictoire, a-t-il précisé. C'est même parfaitement cohérent, car je pense que la politique suivie en France depuis 1988 ne prépare pas le pays aux échéances qui vont être les siennes». M. Bérégovoy a clairement indiqué, pour sa part, qu'il ne renonce pas à la conception socialiste de la société. Aussi quand le maire de Fréjus a affirmé : «Le traité de Maastricht s'inscrit dans une continuité libérale (...) et je suis donc étonné que les libéraux français ne le ratifient pas avec plus d'ardeur», le maire de Nevers lui a répondu qu'il ne fallait pas dire que «l'Europe est la propriété de celui-ci ou de celui-là. C'est l'Europe de la France telle qu'elle l'a voulue depuis 1948». Aussi l'un et l'autre partagent-ils l'opinion selon laquelle, par le chef du gouvernement : «Maastricht, c'est un cadre, après nous allons construire nos propositions, les conformer avec d'autres», précisant aussi : «Plus tard nous reprendrons nos débats, en fonction de nos conceptions futures de la société».

Le développement du chauvinisme

Si les participants à cette réunion ont été d'accord sur beaucoup de points, ils ont aussi exprimé, sous des formes diverses, les raisons de leur opposition. Ainsi, M. Léotard a, longuement insisté sur la situation de l'Allemagne et souligné les réserves qu'il se fait sur le plus ou moins de confiance que les Français ont en la politique menée par le gouvernement. M. Bérégovoy, quant à lui, a souligné les divergences de la politique économique et financière conduite en France depuis mai 1988.

les Français (...). C'est un grave risque que prennent aujourd'hui ceux qui disent qu'il faut renégocier Maastricht; ils prennent une étonnante responsabilité. Il a aussi dénoncé «le développement du chauvinisme, y compris chez nous».

Après une telle déclaration, M. Bérégovoy n'a pu que dire : «Si j'avais été dans la salle, je vous aurais applaudi chaleureusement; vous avez mis l'accent sur le principal (...). L'unification de l'Allemagne pose en d'autres termes l'avenir de l'Europe, du continent européen (...). Nous avons un peuple allemand qui est aujourd'hui européen (...). Mais il est européen si l'Europe se fait. Si la France prend, par malheur, la responsabilité de ne pas ratifier le traité de Maastricht, les conséquences seraient terribles. L'Europe ne serait plus un projet, elle serait une réalité ouverte, et l'histoire nous enseigne que les décrets de la vie produisent à ce moment-là, vite».

Après de tels propos, la conclusion allait de soi. M. Bérégovoy : «Il faut que nous sachions si la France est décidée à engager dans la voie de la construction européenne d'une façon irréversible. Il faut que les choses soient claires. M. Léotard : «Nous avons ensemble le sentiment que notre destin comme peuple est engagé dans cette affaire». M. Bérégovoy : «Aidez ceux qui croient à la chance de la France dans l'Europe à remporter cette victoire historique». M. Léotard : «Il faut prendre de vitesse les hommes du non». Le Mouvement européen n'a pas d'autre vocation.

THIERRY BRÉHER

Mme Guigou n'exclut pas «un toilettage juridique» du traité

Mme Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, a estimé, dimanche 14 juin, lors de l'émission «Grand jury RTL-le Monde», qu'un «minimum de toilettage juridique» s'imposerait dans l'hypothèse où, à l'issue des processus de ratification en cours, nous ne sommes plus douze mais onze ou dix. «Si c'est ce que l'on appelle un traité bis, c'en sera un», a-t-elle ajouté, précisant qu'une des modifications consisterait à «changer les signatures».

Commentant la campagne

d'information sur le traité de Maastricht qui a débuté, Mme Guigou a souligné que l'Europe devenait «plus claire, plus proche des gens, moins abstraite et plus lisible». Pour cela, il faut se garder comme de la peste de l'inflation des textes, a-t-elle souligné, regrettant que l'Europe se soit faite «trop longtemps (...) un peu en catimini».

A propos du contenu politique du traité de Maastricht, Mme Guigou a affirmé que le traité était «un cadre» définissant «des instruments et des procédures» et que «l'on retrouvera des opti-

ques de droite et de gauche» au niveau «des politiques à mettre en œuvre». «Ce n'est pas parce que l'on est d'accord sur l'Europe que l'on est d'accord à gouverner ensemble», a-t-elle ajouté en faisant référence à l'hypothèse d'une récomposition du paysage politique. Elle a contesté, en outre, que le gouvernement ait cherché à piéger l'opposition, jugeant que celle-ci «était piégée elle-même». «Nous n'avons pas négocié ce traité à douze, a-t-elle poursuivi, avec l'idée que nous allions couper le RPR en deux».

Aux forceps

Suite de la première page

Mais celui qui tient la clé du vote de l'électorat RPR est bien davantage Jacques Chirac que Charles Pasqua. Si le maire de Paris choisit de se ranger à l'avis de son ancien lieutenant, aujourd'hui évincé, alors la consultation court un risque majeur. Mais si, malgré ce renfort de taille, le «cartel des non» échoue, M. Chirac portera sur ses épaules d'avoir transformé la victoire d'un «oui» en succès d'une éventuelle reconstitution politique permise par la démission de la droite.

C'est évidemment le scénario rêvé, bien que ressemblant à un véritable quiproquo, pour le pouvoir : M. Chirac serait alors l'élément imprévisible, le grain de sable qui corroye la machine à reconquérir le pouvoir. Après le raz-de-marée socialiste des élections municipales de 1977, annonciateur d'un triomphe législatif, M. Marchais n'avait-il pas piégé ses partenaires de l'union de la gauche? La campagne législative de la droite qui avait suivi, bâtie autour du premier ministre - «Barre confiance» - avait fait le reste. Les mots qui ont poussé M. Marchais à quitter le pouvoir, premier ministre est au moins aussi rassurant que celui de 1978.

Au reste, il est vain de tenter d'imputer à M. Mitterrand un piège que la droite s'est bel et bien

tendu à elle-même, comme Mme Guigou n'a eu aucune peine à le montrer à l'occasion du «Grand jury RTL-le Monde». En revanche, il manque à la clarté du débat un président pour enflammer les esprits : la contradiction est, en effet, évidente entre la dynamique européenne, qui concerne nos objectifs nationaux à long terme, et la trajectoire présidentielle, qui s'achève. Cette situation objective alimente la critique de ceux qui, comme M. Pasqua, ne veulent pas permettre à M. Mitterrand de «passer à la postérité» et encombre le débat de toutes sortes de considérations que l'on peut ramener à l'idée que le chef de l'Etat a fait son temps.

Les «petits» contre les «grands»

Enfin, une certaine confusion a toutes chances de perdurer car, ni l'un ni l'autre camp n'a de chef véritable. Du côté des «non», la démonstration est facile : il suffit d'évoquer MM. Séguin et Chevènement acceptant de se ranger derrière la bannière de M. Le Pen. Du côté des «oui», le président ne doit pas être le chef recherché s'il veut éviter que le détournement de procédure tenté par certains de ses adversaires prenne corps, bref s'il veut éviter de donner un caractère plébiscitaire à la consultation.

La gauche, elle, peut difficilement accepter le leadership de M. Giscard d'Estaing; lequel ne peut être reconnu par un François Léotard. De tous les leaders de la droite, en effet, le maire de Fréjus a sans doute la partie la plus belle à jouer. Il peut devenir une sorte d'étendard de la France moderne, un peu ce que M. Giscard d'Estaing fut en 1974 ou M. Michel Rocard dans les années 80.

Si le «non» devait malgré tout l'emporter, ce serait, au contraire de cette modernité revendiquée par les partisans du «oui», la victoire de la France du ressentiment, résultat de la cristallisation de la révolte des «petits» contre les «grands» : petits paysans au bord de la jacquerie contre la nouvelle politique agricole commune; petits artisans ou commerçants se sentant menacés; petit peuple de déclassés, de chômeurs ou de gens tout simplement inquiets, victimes de la marche en avant vers toujours plus de productivité qu'impose en fait la mondialisation de l'économie. Il est d'ailleurs piquant, ou triste, c'est selon, de constater que la coalition des «non» marque le réveil d'une France sociologique (qui pourrait bien devenir une «majorité sociologique»), celle-là même qui a fait, pour une part non négligeable, le succès de M. Mitterrand en 1981, et dont le point commun est de vouloir voter contre l'establishment.

Cette menace peut, si elle est convenablement évaluée et sérieusement combattue, rendre à la construction européenne toute sa légitimité. Qui ne voit, en effet, que bien plus sûrement que les proclamations grandiloquentes des campagnes électorales, l'Europe a été, pour la France, un formidable levier de transformation et de modernisation : on ne peut se fier de celles-ci et les imputer, notamment au ebois de rester dans le SME (en mars 1983), et faire comme si des conséquences analogues n'étaient pas à attendre de la monnaie unique. Les réformistes conséquents savent bien ce qu'ils doivent à l'Europe. Et de la marche en avant vers l'indépendance, sont rattachés à la circonscription de Canberra.

En raison de l'accession du Brunei à l'indépendance depuis 1984, cet Etat est rattaché à la circonscription de Bangkok. Celle de Nairobi s'agrandit de la Namibie, indépendante depuis 1990. Les îles Marshall, Cook et les îles Fidji de Micronésie, qui ont eux aussi accédé à l'indépendance, sont rattachés à la circonscription de Canberra.

Communauté. D'ailleurs, tous les pays de la future Union européenne se servent de l'Europe pour avancer.

Ce constat permet de mesurer, a contrario, la force symbolique et politique du vote sur Maastricht : le rendez-vous est bien avec l'histoire, une réponse négative des Français serait bel et bien un coup d'arrêt donné à un élan unitaire, le risque serait bien celui d'une dynamique de désintégration, l'Italie étant laissée à son désordre, l'Angleterre retournée à son déclin, l'Espagne à sa solitude, la France à ses deux memelles de l'entre-deux guerres (protectionnisme et inflation), et l'Allemagne redevenant... l'Allemagne. Car la seule question posée, qui sera en fait celle du réferendum, reste celle-ci : les pays européens peuvent-ils s'en sortir seuls? Si l'on répond par la négative, le détour par Maastricht est obligatoire.

De ce point de vue, l'attitude d'un Charles Pasqua est redoutable, car elle tend à vider de tout danger l'interruption éventuelle, par la France, du processus européen, au motif que le «non» à Maastricht ne ferait nullement obstacle à l'application de l'Acte unique prévu pour 1993. C'est vrai. Mais se retrancher derrière cet argument, c'est évidemment négliger l'impact de l'arrêt non pas de l'un des éléments de l'Union, comme le Danemark, mais de l'un de ses deux moteurs : si l'Europe a surmonté des obstacles réputés infranchissables (notamment le blocage de la CEE par M. Thatcher de 1979 jusqu'au sommet de Fontainebleau en 1984), ne le doit-elle pas au triomphe de Mitterrand-Delors, c'est-à-dire au moteur franco-allemand?

Un rendez-vous avec l'histoire

Dans ces conditions il est plus qu'essentiel de ne pas céder aux sirènes de ceux qui, tels Marie-France Garaud ou Max Galin, paraissent être avant tout orphelins du dragon soviétique, et qui font, à peu de choses près, de l'Allemagne, au de l'Europe elle-même, un substitut à la menace brejnevienne, alors que celle-ci a disparu et que sont apparus des risques réels de guerres en Europe, qui imposent à la CEE de continuer d'avancer. Mais il est tout aussi nécessaire de franchir une autre étape : l'Europe que nous connaissons est celle d'un despotisme éclairé, celui de quelques dirigeants. Il est temps de passer à autre chose, qui ressemblerait à une construction démocratique, assise sur la mobilisation des Parlements et des opinions, il n'est plus temps d'étaler la question de la bureaucratie européenne, il est grand temps d'appliquer ce fameux principe de subsidiarité...

A travers l'énorme pugilat politique agité par le «non» danois, l'occasion est là de ressaisir le sentiment européen, de rebrancher les peuples, et d'abord le peuple français!

JEAN-MARIE COLOMBANI

■ M. de Villiers : «Giscard et Léotard ont trahi leurs électeurs» - M. Philippe de Villiers, député (app. UDF) de Vendée, animateur du mouvement Combat pour les valeurs, a énoncé, samedi 13 juin, le coup de main apporté par François Léotard au chef du gouvernement comme «un mauvais coup porté à l'opposition». Il a ajouté : «En choisissant d'aider leur adversaire, Giscard et Léotard ont trahi leurs électeurs. Ce faisant, ils ont quitté l'opposition».

Trois élections cantonales partielles

FINISTÈRE : canton de Plogastel-Saint-Germain (1^{er} tour)

I. 13 636; V. 7 861; A. 42,35 %; E. 7,65 %

M. Michel Canivet, UDF-CDS, m. de Plogastel-Lanvern, 4 921 (64,27 %); ELU

Marcel Le Floch, PS, m. de Plogastel, 1 931 (25,22 %); Jean-Yves Voguier, Verts, 585 (7,64 %); Christian Collinard, PC, 219 (2,86 %)

Après de très-durs débats, Michel Canivet succède sans difficulté à Ambroise Guellet (UDF-CDS), député et conseiller régional, démissionnaire pour cause de cumul des mandats. Il succède ainsi à 144 points de pourcentage le score de son prédécesseur. Toutefois, comme les socialistes, il a enregistré un déclin en voix. Le PS recule de 2,84 points et le PC de 5,61, tandis que les Verts, absents en 1988, obtiennent 7,64 des suffrages exprimés.

En 1988, M. Guellet (UDF-CDS), ancien conseiller d'Etat à la Cour, avait été réélu dès le premier tour, dont les résultats avaient été les suivants : I. 13 644; V. 7 865; A. 35,33 %; E. 7,704; M. Guellet, 5 295 (68,23 %); Maxime Hénou, PS, 2 443 (28,06 %); Pierre Dubois, PC, 738 (8,47 %); Marcel Goussier, FN, 147 (1,85 %); Philippe Le Roux, div. d., 67 (0,85 %).

GERES : canton de Lescroart (1^{er} tour)

I. 5 080; V. 3 360; A. 33,85 %; E. 3,20 %

Robert Castaing, PS, sén. m., 1 546 (48,22 %); Jean-François Buffet, app. UDF, cons. mun., 730 (22,76 %); Jean-Paul Laban, RPR, cons. mun., 527 (16,43 %); Charles Dieuzidat, div. d., 233 (7,26 %); Fernand Laval, PC, cons. mun., 132 (4,11 %); Yvette Lemerle, div. d., 35 (1,18 %); BALLOTAGE

Il a marqué 58 voix à Robert Castaing, député et maire de Lescroart, pour être élu au premier tour et succéder ainsi à Jean-Pierre Joseph (PS), député et conseiller régional, touché par la loi limitant le cumul des mandats électifs. Dans un département soumis à une très forte pression du monde agricole opposé à la politique agricole commune, ce scrutin avait été l'occasion d'une forte polarisation d'autant qu'il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Joseph, ancien président du conseil général, qui, à la suite d'une démission, a été élu à la présidence du conseil général.

En 1988, M. Joseph (PS), ancien conseiller d'Etat à la Cour, avait été réélu dès le premier tour, dont les résultats avaient été les suivants : I. 5 080; V. 3 360; A. 33,85 %; E. 3,20 %; M. Joseph, 1 546 (48,22 %); Jean-François Buffet, app. UDF, cons. mun., 730 (22,76 %); Jean-Paul Laban, RPR, cons. mun., 527 (16,43 %); Charles Dieuzidat, div. d., 233 (7,26 %); Fernand Laval, PC, cons. mun., 132 (4,11 %); Yvette Lemerle, div. d., 35 (1,18 %).

cause la majorité départementale sort de ces urnes en force.

Face à une droite divisée, le PS perd 23,84 points de pourcentage. En 1988, Jean-Pierre Joseph (PS) avait été réélu dès le premier tour, dont les résultats avaient été les suivants : I. 5 080; V. 3 360; A. 33,85 %; E. 3,20 %; M. Joseph, 1 546 (48,22 %); Jean-François Buffet, app. UDF, cons. mun., 730 (22,76 %); Jean-Paul Laban, RPR, cons. mun., 527 (16,43 %); Charles Dieuzidat, div. d., 233 (7,26 %); Fernand Laval, PC, cons. mun., 132 (4,11 %); Yvette Lemerle, div. d., 35 (1,18 %).

VAL-DE-MARNE : canton de Saint-Maur-des-Fossés-Est (1^{er} tour)

I. 11 654; V. 4 003; A. 65,65 %; E. 3,95 %

Denis Constant, sout. UDF, adj. m., 2 007 (50,79 %); Yves Jubel, div. d., cons. mun., 951 (24,06 %); Marie-Jeanne Couloume, FN, cons. rda., 600 (7,59 %); Louis Le Goff, app. UDF, cons. rda., 577 (6,88 %); Marie-Thérèse Renoult, PS, 264 (6,68 %); Nicole Grime, PC, 109 (2,75 %); Marcel Nard, MSP (gauchiste de gauche), 48 (1,21 %); BALLOTAGE

Sept candidats briguaient la succession de M. Lucien Lander (non inscrit au conseil général de Val-de-Marne, mais apparenté RPR au Sénat et au conseil régional), démissionnaire pour cause de cumul. M. Denis Constant, candidat de la majorité municipale et soutenu par l'UDF, a obtenu la majorité absolue, mais sans franchir le seuil de 25 % des élections inscrites, nécessaire pour être déclaré élu. Il a obtenu 20,07 % des voix, soit 2 007 voix sur 10 000. Le PS recule de 11,14 points pour le premier et -1,9 pour le second. Quant aux écologistes, ils gagnent 3,72 points.

En 1988, Lucien Lander avait été réélu au second tour avec 3 229 voix (72,12 %), contre 1 248 (27,87 %) à M. Bernard Martin (PS) sur 17 011 inscrits, 4 625 votants (sur 61,46 % d'abstention) et 4 477 suffrages exprimés. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : I. 12 011; V. 4 744; A. 40,59 %; E. 4,08 %; Lucien Lander, 2 765 (58,28 %); Bernard Martin, 1 248 (27,87 %); Christian Pencheron, FN, 525 (11,19 %); Brigitte Laporte, Verts, 316 (6,74 %); Anatole Carlier, PC, 218 (4,65 %); Claude Cohen, PSE, 16 (0,34 %).

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Grâce à son extrême pureté issue du filon naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intacte les saveurs les plus fines. C'est évidemment pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme GILL à Rouen.

volvic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Après l'accord avec l'Etat

Satisfaction dans l'enseignement privé
indignation à gauche

La signature, samedi 13 juin, d'un protocole d'accord entre M. Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale et de la culture, et le Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique (le Monde daté 14-15 juin), destiné à apurer le coteau des cotisations entre l'Etat et l'enseignement privé sous contrat, a pour l'instant, suscité des réactions largement favorables.

Pour le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, il s'agit d'un « geste de réconciliation nationale », d'un « pas décisif dans une querelle absurde et contrainte au lieu des Français (...) École catholique et école publique remplissent toutes deux un service public et sont tenues aux mêmes droits et aux mêmes devoirs ». Satisfait également pour l'Union nationale des associations de parents d'élèves (UNAPEL) qui « approuve » l'accord signé samedi, tout en rappelant, cependant, que « la question de la contribution des collectivités locales au financement des constructions et de la rénovation des établissements privés sous contrat reste à régler. Les dispositions législatives actuelles sont injustes et doivent être modifiées rapidement ».

Chez les syndicats d'enseignants du privé, la réaction est plutôt favorable, malgré quelques critiques. La FEP-CFDT estime que cet accord « comporte des avancées certaines, malgré un flou, notamment en ce qui concerne la formation des maîtres du second degré ». Et la FEP note qu'elle « ne peut se satisfaire de

voir le ministre de l'Éducation nationale considérer le secrétaire général de l'enseignement catholique comme le seul représentant des personnels ».

Cet agacement est partagé par le SNPC-CFDT : « L'accord apporte un plus mais nous aurions pu aller plus loin si on nous avait écouté (...) ». Quant au SPCLC (Syndicat professionnel de l'enseignement libre catholique), il voit dans cet accord « une réelle avancée » tout en soulignant les questions en suspens (participation des collectivités locales notamment).

M. Pierre Lequiller, député des Yvelines et porte-parole du groupe UDF sur l'enseignement, s'il concède que l'accord constitue « un progrès » sur le volet social, souligne que l'opposition au Parlement continuera de se battre contre le projet de loi Jack Lang consistant à « l'auto-amnistie de sa dette à l'égard de l'école libre, et pour la liberté d'intervention des collectivités territoriales ».

A gauche enfin, le syndicat national des instituteurs (SNIP) parle d'accord « honteux » qui « fait fi de la notion de service public ». La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) dénonce, pour sa part, les « renoncements » du gouvernement qui « échoue tout à l'enseignement privé (...) ». Les moyens refusés pour une véritable rénovation du service public d'éducation sont trouvés lorsqu'il s'agit de répondre aux exigences de la hiérarchie catholique, accuse la FCPE.

Dans la presse parisienne

« Le texte signé samedi ne règle pas totalement le contentieux entre les pouvoirs publics et l'enseignement catholique. Pour les parents d'élèves, le combat continue. » Prudence et réserves caractérisent l'attitude du Figaro, lundi 15 juin. Soulignant qu'il reste « des trous dans l'accord », ce journal s'interroge : « Rien ne dit que la base, les parents d'élèves notamment, se laisseront définitivement endormir par le protocole d'accord ».

Pour le Quotidien de Paris, cet accord « en trompe l'œil » constitue « une offensive électorale d'une

hardiesse sans précédent. C'est un défi qui ne sera pas si facile à relever pour l'opposition de droite ».

L'Humanité, en revanche, note que cet accord « intervient en pleine campagne commune PS-centriste pour le « oui » à Maastricht et tend à conforter le rapprochement entre le parti au pouvoir et les héritiers politiques de la démocratie chrétienne ». Le protocole Etat-enseignement catholique trouve donc davantage sa place « au rayon du marchandage politique qu'à la rubrique l'intérêt des jeunes », conclut le quotidien communiste.

MÉDECINE

Le débat sur les biotechnologies

Vingt-cinq scientifiques critiquent le projet de loi
sur l'utilisation des organismes génétiquement modifiés

Vingt-cinq scientifiques français (1), parmi lesquels quatre Prix Nobel, démontrent, dans un appel rendu public lundi 15 juin, les dangers du projet de loi relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés, adopté le 25 mai en première lecture à l'Assemblée nationale (le Monde du 27 mai). Ils réclament en particulier que les procédures d'enquête publique soient retirées du projet de loi. Nous publions ci-dessous le texte de cet appel, intitulé « Gènes génétiques : la loi veut aller trop loin ».

« Le génie génétique, déclare les vingt-cinq signataires, va être placé sous surveillance législative. Une directive votée par le Parlement européen en 1990 réglemente l'emploi d'organismes génétiquement modifiés : bactéries ou levures productrices d'hormones ou de protéines vaccinales, cellules sécrétrices de facteurs de la coagulation, plantes transgéniques résistantes à des parasites, etc. sans aucun rapport, bien évidemment, avec d'hypothétiques manipulations génétiques sur l'homme ».

« La France, comme les autres États membres, est tenue de rendre sa législation conforme à la directive. Un projet de loi fait la navette entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Un amendement voté le 23 mai par les cinq députés présents dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale pose de façon brutale le problème des modalités et des limites du contrôle voulu par le législateur ».

« Selon l'article 6, « toute utilisation d'un organisme génétiquement modifié doit faire l'objet d'une autorisation. Et, selon l'amendement, « agissant d'installations nouvelles, la demande d'autorisation est accompagnée d'une enquête auprès du public ».

« Nous demandons de la façon la plus pressante que la procédure d'enquête publique soit retirée du projet de loi ».

« L'enquête publique préalable est une procédure lourde et complexe qui, jusqu'à présent, a été requise lors de la construction d'installations à haut risque. Nous estimons qu'il est totalement disproportionné de s'en servir, pour l'aménagement d'un laboratoire de travaux pratiques de biologie dans une université, une procédure semblable à celle utilisée pour une centrale nucléaire. En outre, l'enquête publique est adaptée à des projets d'installations dont le mode de fonctionnement est fixé pour une, voire plusieurs dizaines d'années. Elle n'est pas adaptée à des secteurs d'activité en évolution rapide, tels que la recherche et l'enseignement ».

« Deux commissions, placées auprès des ministères de l'environnement, de la recherche et de l'agriculture, exercent déjà un contrôle sur les expériences de génie génétique. Leur rôle sera considérablement renforcé par la loi et leur composition sera modifiée de façon à inclure des parlementaires. Ce processus d'autorisation prendra en compte le

caractère évolutif des recherches et de l'enseignement ».

« Nous affirmons qu'un contraire l'enquête publique préalable va constituer un boulet réglementaire qui aura des effets négatifs, si la loi est mal appliquée, ou désastreux si elle l'est à la lettre. Les conséquences principales seront de faire obstacle au développement du savoir et à la formation des jeunes, et de freiner l'innovation et le progrès médical. C'est toute la médecine, qu'il s'agisse de diagnostic ou de traitement, qui, dans l'avenir, dépendra de techniques faisant appel au génie génétique ».

« Depuis près de vingt ans, celui-ci n'a cessé de faire la preuve de son innocuité. Aucun accident d'aucune nature que ce soit n'a été rapporté. En revanche, des progrès considérables ont été effectués dans de nombreux domaines, comme celui des maladies génétiques. De nouveaux médicaments, de nouveaux vaccins ont vu et continuent de voir la jour. Et il ne fait de doute pour personne que, si le problème du sida est un jour résolu, ce sera

largement grâce au génie génétique ».

« Notre vœu n'est pas de faire échapper les applications de la science, et notamment de la génétique, à un nécessaire examen par la société. Mais ce dernier doit s'exercer de façon raisonnable. Si nous dénonçons avec vigueur ce qui nous apparaît comme une aberration réglementaire, c'est en raison des conséquences qu'elle pourrait avoir pour le corps social lui-même ».

(1) Les signataires de cet appel sont les professeurs Jean-François Bach, François Barré-Sinoussi, Étienne-Emile Baulieu, Jean Bernard, Christian Cabrol, André Capron, Pierre Chambon, Pierre Corvol, Jean Dausset, Pierre Douzou, Jean-Pierre Ebel, François Gros, Marianne Grunberg-Managó, François Jacob, Pierre Joliet, Philippe Kourilsky, Michel Lazdunski, Jean-Marie Lehn, Jean-Paul Lévy, André Lwoff, Roger Monnier, Luc Montagnier, Dominique Ségalin, Pierre Tambourin et Pierre Tiollais. Pour tout renseignement, s'adresser à Pierre Douzou, IBPC, 13, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.

RELIGIONS

Dans un texte sur l'universalité de l'Eglise et la primauté du pape

Le cardinal Ratzinger fixe de nouvelles limites
au dialogue œcuménique

Le cardinal Josef Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, a rendu public, lundi 15 juin au Vatican, une lettre à tous les évêques catholiques « sur certains aspects de l'Eglise comme communion ». Ce texte fixe de nouvelles limites au dialogue œcuménique entre les Eglises chrétiennes séparées.

Sur la longue route de l'unité chrétienne, cette lettre du cardinal Ratzinger, gardien de la doctrine catholique, insiste sur le fait que l'unité n'est pas un objectif en soi. Elle rappelle la vocation profonde de l'Eglise universelle à l'unité « ministérielle et sacramentelle », un point que les orthodoxes ont toujours contesté. Mais, pour le magistère catholique, cette « communion » ne peut se faire qu'autour de l'épiscopat et du premier des évêques, le pape.

Pour Rome, l'Eglise universelle précède, de manière « chronologique » et même « ontologique », les Eglises locales, qui ne sont que des « réalités particulières de l'Eglise unique de Jésus-Christ ». Aussi, le nouveau document romain condamne-t-il les tentatives pour appliquer à l'Eglise locale tout le champ de la réalité.

Le cardinal Ratzinger vise ici les orthodoxes, « que la théologie et l'histoire ont divisés en Eglises nationales autonomes, quand toutefois le primat d'honneur du patriarche de Constantinople ».

« Les fondements de l'unité de l'Eglise, au-delà de ses diversités locales, sont pour lui l'eucharistie et l'épiscopat », « Le primat de l'Eglise de Rome (le pape) et le collège épiscopal sont des éléments propres à l'Eglise universelle, et non des dérivés de la particularité des Eglises ».

« Là encore, on touche au système patriarcal cher aux orthodoxes. Aussi, le ministère de l'évêque de Rome comporte-t-il des privilèges particuliers, un pouvoir suprême, plénier et universel », comme l'écrit la lettre de Mgr Ratzinger.

Séparées du pape, les Eglises « particulières » ou « locales » connaissent une « blessure » d'autant plus grave que les protestants (à la différence des orthodoxes) « n'ont pas maintenu le principe de la succession apostolique ou conservé l'eucharistie valide ». Le nouveau document romain appelle donc à réparer cette « blessure » et à reconnaître le « primat » et la « permanence » du pape à travers l'histoire, ainsi que son ministère, conçu « comme un service apostolique universel, présent à l'histoire de toutes les Eglises ».

La nécessaire « conversion »

De caractère plutôt technique, ce texte va faire l'effet d'une douche froide dans les milieux œcuméniques. S'il confirme surtout l'écologie « universaliste » des catholiques, il coupe court aux spéculations autour de formules du genre « fédération » ou « communion d'Eglises sœurs » à pouvoir égal, sans unité organique autre que la reconnaissance d'un rôle de lien symbolique de l'évêque de Rome.

Cette dernière voie, explorée parfois dans le dialogue avec les anglicans, avec les orthodoxes (1) ou par un Oscar Cullmann, théologien protestant à succès, ressemble plutôt à l'impasse d'un « étatisme », que vient de décrire le

« sacrement », un point que les orthodoxes ont toujours contesté. Mais, pour le magistère catholique, cette « communion » ne peut se faire qu'autour de l'épiscopat et du premier des évêques, le pape.

Pour Rome, l'Eglise universelle précède, de manière « chronologique » et même « ontologique », les Eglises locales, qui ne sont que des « réalités particulières de l'Eglise unique de Jésus-Christ ». Aussi, le nouveau document romain condamne-t-il les tentatives pour appliquer à l'Eglise locale tout le champ de la réalité.

Le cardinal Ratzinger vise ici les orthodoxes, « que la théologie et l'histoire ont divisés en Eglises nationales autonomes, quand toutefois le primat d'honneur du patriarche de Constantinople ».

« Les fondements de l'unité de l'Eglise, au-delà de ses diversités locales, sont pour lui l'eucharistie et l'épiscopat », « Le primat de l'Eglise de Rome (le pape) et le collège épiscopal sont des éléments propres à l'Eglise universelle, et non des dérivés de la particularité des Eglises ».

« Là encore, on touche au système patriarcal cher aux orthodoxes. Aussi, le ministère de l'évêque de Rome comporte-t-il des privilèges particuliers, un pouvoir suprême, plénier et universel », comme l'écrit la lettre de Mgr Ratzinger.

Séparées du pape, les Eglises « particulières » ou « locales » connaissent une « blessure » d'autant plus grave que les protestants (à la différence des orthodoxes) « n'ont pas maintenu le principe de la succession apostolique ou conservé l'eucharistie valide ». Le nouveau document romain appelle donc à réparer cette « blessure » et à reconnaître le « primat » et la « permanence » du pape à travers l'histoire, ainsi que son ministère, conçu « comme un service apostolique universel, présent à l'histoire de toutes les Eglises ».

La nécessaire « conversion »

De caractère plutôt technique, ce texte va faire l'effet d'une douche froide dans les milieux œcuméniques. S'il confirme surtout l'écologie « universaliste » des catholiques, il coupe court aux spéculations autour de formules du genre « fédération » ou « communion d'Eglises sœurs » à pouvoir égal, sans unité organique autre que la reconnaissance d'un rôle de lien symbolique de l'évêque de Rome.

Cette dernière voie, explorée parfois dans le dialogue avec les anglicans, avec les orthodoxes (1) ou par un Oscar Cullmann, théologien protestant à succès, ressemble plutôt à l'impasse d'un « étatisme », que vient de décrire le

Groupe des Dombes, réunissant les meilleurs théologiens catholiques et protestants français (2). Le statut, disent-ils, est la voie des Eglises qui se satisfont de « relations floues qui ne sont plus considérées comme séparées » et où « on juge possible de conserver paisiblement les identités de tous, sans conversion ».

Mais la voie que préconise le cardinal Ratzinger ressemble plus encore à l'autre impasse signalée par le Groupe des Dombes, celle de l'« absorption » d'une Eglise par une autre : « On ne songe qu'à sa propre identité, en sacrifiant celle de l'autre ». Le pape de la congrégation romaine pour la doctrine de la foi ne fait pas autre chose. Il ne laisse aucun autre choix aux confessions chrétiennes séparées que de « s'aligner sur les propositions ecclésiologiques des catholiques, sans cette « conversion » qui, pour le Groupe des Dombes et tant d'autres, est la voie de passage obligée vers l'unité ».

HENRI TIMCO

(1) La Primauté romaine dans la communion des Eglises. Un document du Comité mixte catholique-orthodoxe en France, 1991, Le Cerf.

(2) Pour la conversion des Eglises. Groupe des Dombes, 1991, Centurion.

Le Père Gotthard Rasmussen, nouveau supérieur des Pères blancs. — Le chapitre général des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) vient d'élire un nouveau supérieur, le Père Gotthard Rasmussen, cinquante et un ans, originaire de Stuttgart, qui remplace pour six ans, le Père Étienne Renaud, 60 Français. Il aura comme premier assistant le Père Jean-Claude Ceillier, cinquante-quatre ans, responsable de la province de France après avoir été missionnaire au Mali. Fondé en 1868 par Mgr Lavigerie, archevêque d'Alger, dont on fête le centième anniversaire de la mort, l'Institut des Missionnaires d'Afrique compte plus de 2 000 prêtres dans 23 pays d'Afrique, au Liban et à Jérusalem.

La formation théologique au Centre du Salschir. — Destinés aux laïcs, clercs et religieux, les cours de formation théologique au centre dominicain du Salschir seront centrés, à la prochaine rentrée, sur le thème de la foi. Cours du soir et groupes de travail se succéderont au long de l'année avec des spécialistes comme Jean-Pierre Jossua, Irénée Dalmès, Patrick Jacquemont, René Lunau, Vincent Cosman, etc. Les inscriptions sont prises dès maintenant.

Le Salschir, centre de formation théologique, 23, rue Tarnier, 75013 Paris. Tél. Jean-Pierre Jossua, 44-08-07-00.

REPÈRES

ESPACE

Le Japon et l'Europe prêts à coopérer au développement d'une navette

L'Agence spatiale européenne (ESA) et l'Agence spatiale japonaise (NASDA) seraient au point de signer très prochainement un accord portant sur des recherches en commun relatives aux navettes spatiales et aux satellites d'observation de la Terre.

Selon un porte-parole de la NASDA qui s'exprime sur ce

sujet, vendredi 12 juin à Tokyo, une première réunion d'experts pourrait avoir lieu en juillet sur ces thèmes. Ce rapprochement, s'il se fait, serait d'autant plus intéressant qu'en matière de coopération spatiale le Japon avait plutôt tendance jusqu'à maintenant à se tourner vers les Etats-Unis. — (AFP)

FAITS DIVERS

Arrestations dans le « milieu » marseillais

Une dizaine de personnes, dont Antoine Cossu, dit « Tony l'An-

guille », ont été interpellées, ces jours derniers dans le sud-est de la France, dans le cadre d'une enquête menée par la Brigade de répression du banditisme de Marseille.

Ces interpellations sont liées à l'attaque d'un fourgon blindé qui, le 12 mars 1990 dans la cité phocéenne, avait coûté la vie à deux convoyeurs de fonds. Beau-frère de Francis Van derberghe, dit « le Belge », « parrain » du milieu marseillais aujourd'hui en prison pour trafic de stupéfiants, Antoine Cossu, cinquante-deux ans, doit son surnom à son habileté à échapper aux policiers.

ISLAM

La première pierre de la grande mosquée de Lyon a été posée

Près de trois mille musulmans officiellement — de cinq à six mille selon les organisateurs — ont participé, dimanche 14 juin, à la cérémonie organisée à l'occasion de la pose de la première pierre de la grande mosquée de Lyon. Cette construction, attendue depuis quatorze ans, pourrait démarrer au mois de juillet.

M. Michel Noir, qui a signé le permis de construire le 29 août 1989, avait fait savoir la semaine dernière qu'il ne se rendrait pas à cette manifestation (le Monde du 10 et du 13 juin). Selon le maire de Lyon, une des conditions fixées par la ville, à savoir la disponibilité de la totalité des fonds nécessaires à la réalisation de ce projet — chiffré aujourd'hui à 31 millions de francs — n'est pas respectée. Les responsables de l'Association culturelle lyonnaise islamique-française (ACLIF) ont confirmé qu'ils disposaient actuellement de 23 millions de francs, mais ils ont affirmé qu'ils espèrent collecter rapidement la dizaine de millions de francs complémentaires.

DÉFENSE

Un ministre polonais assiste à des manœuvres françaises. — En visite en France, du 15 au 17 juin, sur l'invitation de son homologue français, M. Pierre Joxe, le ministre polonais de la défense, M. Janusz Onyszkiewicz, doit se rendre à Toulon où il sera présenté la manœuvre « Farfadet », en Méditerranée, de la Force d'action rapide à laquelle participent des éléments britanniques, espagnols et surtout italiens (le Monde du 9 juin).

Une manifestation à Tours

Les préservatifs contre l'ordre moral

TOURS

de notre envoyé spécial

Sur fond de sida et d'homosexualité masculine, la manifestation nationale contre le non-assistance à personne en danger du samedi 13 juin n'aura guère fait recette. Il n'était que deux cents environ, dans les rues de Tours, pour faire part de leur colère et de leur indignation. L'affaire remontait à plusieurs semaines avec le refus de M. Nicole Gautreaux, l'une des adjointes de M. Jean Ravier, maire de Tours, d'accorder à une association homosexuelle une salle municipale afin d'organiser une soirée destinée à la lutte contre le sida.

En dépit de la longue liste des organisations appelant au défilé (ADES, CFDT, JCR, Fédération anarchiste, LCR, MNEF, MRAP,

SOS-Régions, etc.), le résultat fut inférieur aux prévisions les moins enthousiastes. Les mises en garde alarmistes contre « l'ordre moral », le rappel des déjà vieilles déclarations de M. Ravier sur la dérive des mœurs et la nécessité d'une sexualité normalisée ne parvinrent plus aujourd'hui à réunir les foules. Comment, dès lors, réussir à s'émouvoir en masse du refus, par M. Gautreaux, de la distribution nocturne et publique de préservatifs ou encore de son affirmation que « l'homosexualité n'est pas dans la nature humaine » ?

Sous les calicots égrillards et éphémères, l'embarras était manifeste. « Pour établir un rapport de forces qui soit favorable aux droits des gays et des lesbiennes, il faudra multiplier de telles manifestations. Nous le ferons

samedi 20 juin à Paris pour la manif Gay Pride sur le thème : pour vivre heureux, ne vivons plus cachés. Mais n'oublions pas que pour changer ce monde, pour faire sortir du placard les jeunes homos, pour le faire pour nos droits et notre liberté, il faut nous organiser », reconnaît la Commission nationale homosexuelle des jeunes communistes révolutionnaires.

Cette organisation en veut par ailleurs à M. Jack Lang de ne pas systématiser la distribution des préservatifs dans les bars et dans les foyers. Samedi, à Tours, un jeune punk s'étonnait : « A quoi ça sert tout ça ? On trouve des préservatifs partout. Tout le monde sait très bien à quoi s'en tenir. Que chacun se débrouille ! » J.-Y. N.



مركز من لاصم

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Magistrats d'un jour

Suite de la première page

Notre système est en effet incompatible avec la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui exige deux degrés de juridiction.

Réunis à l'initiative de la cour d'appel de Poitiers, une cinquantaine de jurés parmi les deux cent trente-trois personnes qui ont siégé l'année précédente dans les juridictions criminelles de la région Poitou-Charentes s'expriment librement devant des magistrats, des avocats, des professionnels du droit et des journalistes. Ce forum sans précédent a lieu dans la salle de la cour d'assises de la Vienne, mais, aujourd'hui, c'est le jury qui parle, et les magistrats sont descendus de leur estrade pour écouter enfin les serveurs silencieux de la justice.

« Nous sommes constamment au bord de l'erreur judiciaire. Il y a plusieurs vérités. On se débat à l'intérieur de ces vérités. Et même maintenant je ne sais pas où est la vérité », lance cette femme, d'une traite. « Quand on rentre chez soi, c'est dur. On y repense. C'est très dur de juger quelqu'un », ajoute son voisin. « Toutes les nuits, ça m'a travaillé, et un an et demi après ça me travaille encore. On n'oublie pas si facilement. » Comme ce dernier juré, d'autres parlent de « troubles du sommeil » ou de « regrets » et aussi d'un « regard différent sur la justice » depuis cette expérience.

Certains estiment qu'ils ont condamné trop sévèrement ou pas assez. Aussi, c'est avec une sorte de soulagement qu'ils accueillent une question sur l'éventualité d'une juridiction d'appel qui pourrait rejeter les écarts commis par une cour d'assises. En chœur, avec une sorte d'enthousiasme, ils répondent « oui » sans hésiter. Mais lorsqu'un professionnel du droit suggère que l'appel soit jugé uniquement par des magistrats professionnels, les jurés s'y opposent, ce qui marque bien que leur humilité ne doit pas être inter-

prétée comme une fuite. Ils acceptent et demandent que leur verdict puisse être révisé. Mais par un autre jury.

Devenir magistrat pour quelques jours n'est pas une chose facile. Plusieurs jurés estiment que le délai entre la convocation et le début de la session est trop court pour prendre ses dispositions sur le plan professionnel ou familial. Et quelques-uns n'ont pas apprécié que les gendarmes viennent leur annoncer leurs obligations sur le lieu du travail. Si la plupart semblent s'être laissés guider sans chercher à s'informer, il en est pourtant qui ont demandé conseil à un ancien juré ou à un ami magistrat. La formation, souvent brève, qui leur est dispensée juste avant la session leur paraît insuffisante. Mais, quand le débat progresse, beaucoup estiment qu'elle devrait être plus complète, et ils avouent tout ignorer de la réalité pénitentiaire. La récusation par l'avocat général ou la défense ne les choque pas. Sauf cette femme qui proteste car « dans les affaires de viol il y a moins de femmes que d'hommes et on récuse les enseignantes ».

« Une expérience enrichissante »

L'audience, c'est la découverte d'un monde inconnu, tout est à découvrir en quelques heures, expose ce juré. C'est un état d'excitation tempéré par la confiance que l'on fait aux magistrats professionnels. On sait que l'on n'est pas livré à nous-mêmes. Un propos qui conduit le débat sur l'influence du président. La question paraissait fondamentale mais les jurés l'accueillent avec une relative indifférence. Ils n'auraient pas toléré que le président leur dicte la décision. Ils préfèrent parler d'une « aide », et leur confiance dans le magistrat paraît manifeste.

« Il nous fait réfléchir », observe un juré, et si quelques-uns admettent qu'il y a des gens qui ont été influencés, un autre précise : « Ça

dépend des personnalités. » Pourtant, la disparité des peines infligées d'un département à l'autre, étayée par les chiffres relevés par M. Franck Terrier, directeur des affaires criminelles et des grâces, est une réalité indiscutable. Ainsi, un homme accusé de plusieurs hold-up commis en deux mois de manière similaire dans deux départements a été condamné à cinq ans dans les Yvelines et à la réclusion criminelle à perpétuité dans l'Oise. D'ailleurs, tous ceux qui fréquentent les cours d'assises savent qu'en dehors des disparités géographiques ces juridictions prononcent des sanctions dont l'importance est en relation directe avec la réputation du président. Alors, est-ce une erreur ? On bien les jurés acceptent-ils d'être guidés dans un choix difficile sans interpréter ce geste comme une influence ? En tout cas, ils se méfient des magis-

trats assesseurs, ou même « du jugement extrême de certains jurés ». Et celui-ci soupire : « On se sent vraiment petit vis-à-vis des magistrats professionnels. Ça fait un drôle d'effet », avant d'ajouter après un silence : « Finalement, notre jugement compte aussi. »

Les jurés se méfient aussi de la presse, mais avec une certaine ambiguïté car quelques-uns disent : « On lisait la presse tous les jours et maintenant on suit les affaires. »

Certains passages de l'audience les laissent perplexes. Ils dénoncent les termes « érotiques » utilisés dans l'arrêt de renvoi et, avec un bel ensemble, ils avouent avoir « décroché » lors des discours du psychiatre et des experts. Les jurés parlent de l'avocat général mais, dans son rôle, ils ne voient rien de particulier. Ils le voient comme « un procureur de la société » qui n'est pas nécessaire-

ment un accusateur sans nuances. Quant à son réquisitoire, il est considéré comme « relativement juste ». En revanche, la défense a retenu leur attention : « L'avocat devrait intervenir plus souvent pendant l'audience. » Et, même si l'avocat est mauvais, un juré en tient compte. « Par réaction, j'ai mis une peine minimale car j'ai trouvé qu'il avait été mal défendu. » Mais l'audience est un moment que les jurés ressentent parfois de manière pénible. Rester de marbre face à certains propos demande un effort considérable. « C'est dur de maîtriser son émotion. On est obligé de s'investir dans l'affaire et l'on est parfois en présence d'un événement de vie privée et de problèmes très intimes. » Cette émotion peut même paralyser l'expression de certaines questions, les jurés ayant peur de ne pouvoir les formuler correctement.

La délibération reste le moment le plus difficile. Le vote sur la culpabilité est certes douloureux mais il semble que l'on prenne son temps. Ce n'est pas le cas du vote sur l'application de la peine dont les jurés observent d'ailleurs à comprendre l'incohérence de certaines sanctions. « Il faut marquer sur un bout de papier cinq, huit ou dix ans, alors que quelques minutes avant on ne savait pas du tout ce que ça valait. » « Ça va trop vite, car le président croit que tout le monde a compris », souligne une autre.

« On est dépassé par les événements. A un moment on est obligé de se mettre d'accord. Il faut voter vite. Alors on est amené quelquefois à voter ce que l'on ne voulait pas voter. » En outre, les jurés disposent parfois d'informations totalement fantaisistes sur l'exécution des peines. Un magistrat ou peut-être une certaine presse leur a fait croire que, « quand on donne dix ans, il en fera cinq ». Et cette femme est même convaincue qu'une peine de six ans a été réduite à un an et demi. Elle ajoute, sincère : « Ça explique la sévérité de certaines décisions. »

Être magistrat leur a cependant laissé une impression positive si l'on en croit ces quelques phrases lâchées avec émotion : « C'est une expérience enrichissante qui laisse des traces. » « On a désormais une autre lecture des résultats des procès. » « La justice, si impressionnante, apparaît ensuite plus humaine ».

« Le président a fait preuve de beaucoup de cœur, pas comme en correctionnelle ». « Avant je n'avais pas envie de parler à un avocat, maintenant j'ai envie de parler à un avocat ». « On a un regard différent sur la société. »

Il y a quelques années un magistrat disait : « Le bon verdict, c'est celui qui ne fait pas scandale, qui est accepté par l'opinion publique, par la victime, mais aussi par le condamné. » A Poitiers, une femme a rejoint cette recherche d'absolu : « Au moment du prononcé de la peine, c'est très émuant. J'ai regardé le condamné et j'ai pensé : Est-ce qu'il s'y attendait ? »

MAURICE PEYROT

EN BREF

□ Le témoin principal de l'attentat contre le DC-10 d'UTA entendu par le juge Bruguière. — M. Bernard Yanga, Congolais réfugié à l'ambassade de France au Zaïre depuis le début du mois de juin, a été entendu par M. Jean-Louis Bruguière, le juge d'instruction français chargé de l'enquête sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA (171 morts, le 19 septembre 1989) so cours d'une mission effectuée au Zaïre du 8 au 13 juin. Principal témoin de ce dossier, M. Yanga, qui avait faussé compagnie aux policiers zairais à la fin de janvier avant de réapparaître à l'ambassade de France, aurait confirmé au magistrat l'essentiel de ses aveux selon lesquels un diplomate libyen avait remis à un de ses amis, membre d'un groupuscule d'opposants liés à la Libye, la valise d'explosifs avec laquelle il était monté à bord de l'avion.

□ M. Michel Gabaude est écarté dans le cadre de l'affaire Boucheron. — Considéré comme l'un des hommes-clés de l'affaire Boucheron, M. Michel Gabaude a été soupçonné d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux, per M. Pierre-Louis Pagnet, le magistrat instructeur d'Angoulême (Charente) chargé d'une partie des dossiers concernant l'ancien maire de la ville, M. Jean-Michel Boucheron (le Monde du 10 juin). M. Gabaude, qui avait été interpellé vendredi à Mâcon (le Monde du 14 juin), a été écarté de la prison d'Angoulême.

Le jury à l'étranger

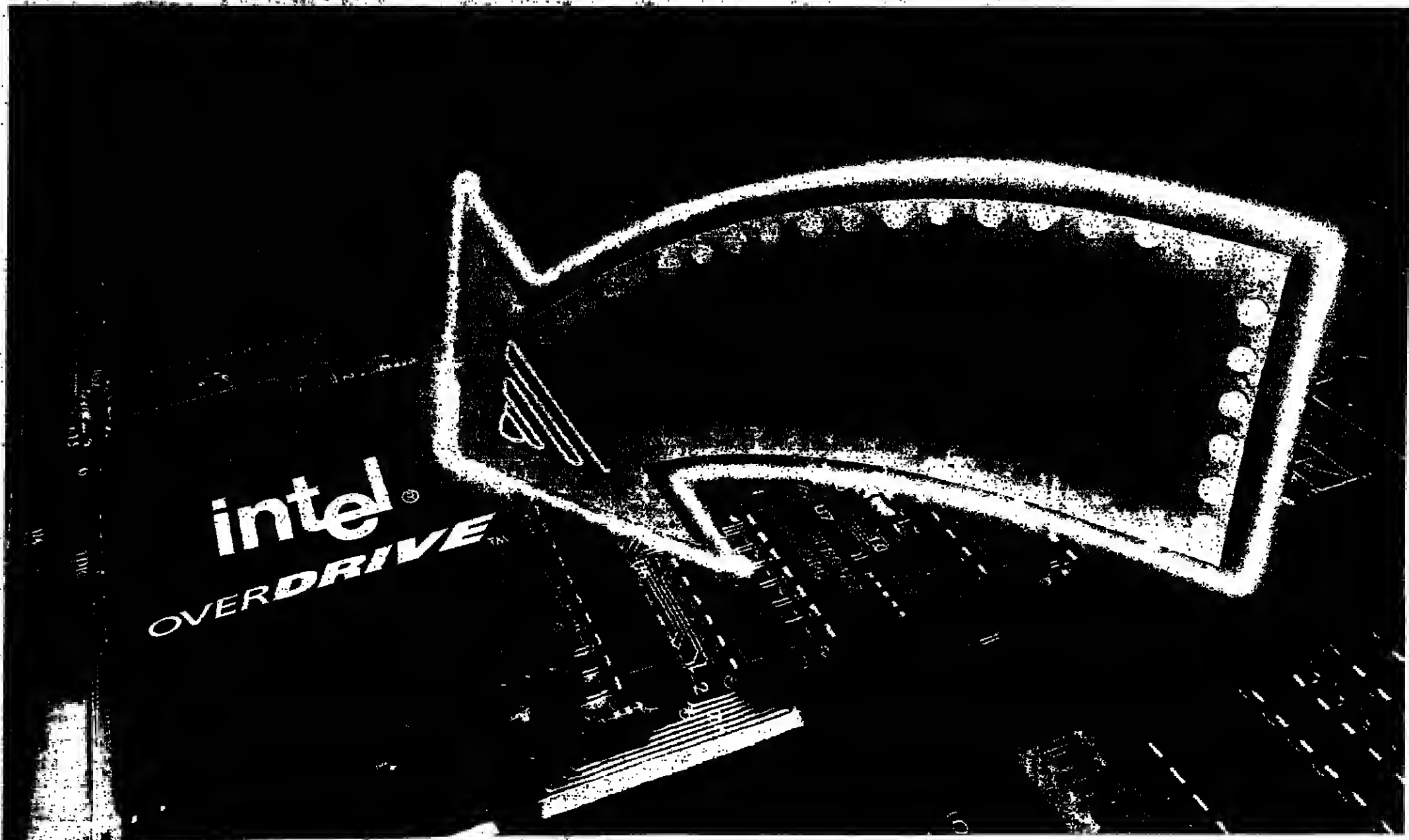
Il n'y a pas de jury en Hollande ni en Espagne, même si la Constitution espagnole prévoit que « les citoyens peuvent exercer l'action populaire et participer à l'action de la justice ». En Allemagne, il s'agit plutôt d'assesseurs-jurés ou d'échevins car deux jurés élus pour quatre ans siègent auprès des trois magistrats. Bien qu'il soit calqué sur le système français, le code de procédure allemand prévoit, en son article 258, un tribunal criminel composé de trois magistrats et de quatre assesseurs-jurés tirés au sort pour la session trimestrielle. Une juridiction semblable existait au Maroc jusqu'à la loi du 28 septembre 1974, qui a supprimé les assesseurs-jurés pour les remplacer par des magistrats qui composent « les chambres criminelles des cours d'appel ».

Six jurés siègent aux côtés de deux magistrats dans les cours d'assises italiennes qui disposent de cours d'assises d'appel composées de la même manière. En Belgique, douze

jurés délibèrent sur la culpabilité avant de se réunir avec trois magistrats pour décider de la peine. Ce même système est en vigueur dans la législation danoise qui prévoit même des jurés dans les tribunaux correctionnels. En Angleterre, il y a douze jurés et quinze ans d'Ecosse, mais la procédure, au Royaume-Uni, aussi simple que les règles du bridge, ne permet aucune comparaison tant il y a de variantes possibles. En Suisse, chaque canton a sa procédure. Dans le canton de Genève, il y a douze jurés et seuls trois magistrats composent le tribunal criminel du Valais.

Enfin, le Japon ignore le jury, bien que son système judiciaire soit très proche de celui des États-Unis. Mais cette pratique les intéresse. Des avocats japonais ont assisté au procès sur l'affaire Carrefour du Développement, et un magistrat nippon était à Poitiers pour écouter parler les jurés.

M. P.



Intel 486™ : l'assurance-vie de votre investissement informatique.

Intel présente les processeurs OverDrive™.

Vos besoins évoluent ? Avec le 486™, les performances de votre ordinateur évoluent aussi ! Et en souplesse. Il vous suffit d'installer le nouveau processeur OverDrive pour augmenter jusqu'à + 70% les performances de votre ordinateur.

Des performances supplémentaires qui, jour après jour, maintiennent votre matériel à la pointe du progrès.

Des performances supplémentaires qui s'appliquent à plus de 50 000 logiciels compatibles et permettent aussi de faire fonctionner plus rapide-

ment et en même temps plusieurs applications sous Windows™.

Le processeur Intel OverDrive, c'est le moyen le plus simple et le plus économique de donner, dès que vous le désirez, un « coup de fouet » à votre ordinateur 486.

Soyez bien sûr que votre prochain ordinateur est équipé d'un 486 : c'est véritablement l'assurance-vie de votre investissement !

intel

Intel 486, 486 et OverDrive sont des marques déposées de Intel Corporation. *Windows est une marque déposée de Microsoft Corporation.

LA FIN DU SOMMET DE LA TERRE A RIO

Un consensus inattendu entre pays du Nord et du Sud

La Conférence des nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui s'est tenue à Rio-de-Janeiro du 3 au 14 juin, s'est achevée par le Sommet de la Terre, qui a vu défiler à la tribune 117 chefs d'Etat et de gouvernement. Outre la charte de la Terre, énonçant vingt-sept grands principes, et l'Agenda 21, vaste catalogue de 800 mesures à l'intérieur duquel chaque pays pourra choisir ses priorités, trois textes ont été définitivement rédigés, avec plus ou moins de difficultés, sur la forêt, le climat, le développement. Plusieurs pays du Nord, en particulier le Japon, ont énoncé des aides additionnelles importantes, et l'affrontement attendu entre pays riches et pays du tiers-monde n'a finalement pas eu lieu.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Les 178 délégations nationales à la conférence de Rio avaient cinq textes à examiner pendant leurs deux semaines de travaux : deux conventions, deux déclarations et le fameux Agenda 21, programme d'action pour le vingtième siècle. La déclaration de Rio, la charte de la Terre, n'a pas soulevé de difficultés particulières, car elle énonce les grands principes – vingt-sept au total – d'une bonne gestion des ressources de la planète. Cette charte résume la philosophie du « développement durable » (sustainable development) élaborée sous l'égide des Nations unies par la commission Brundtland.

La déclaration sur la forêt a été plus laborieuse à adopter. Sous la pression des pays à fort potentiel forestier comme le Brésil, la Malaisie ou l'Indonésie, le projet de convention primitivement prévu par la CNUED avait dû être abandonné. On s'est donc rabattu sur une simple déclaration, dans les termes vagues ne pouvant inquiéter ni les pays tropicaux, impatients d'exploiter leur bois, ni les pays du Nord soucieux de

voir préserver un patrimoine commun de l'humanité. Cette déclaration, toutefois, est considérée comme le prétexte à une convention en bonne et due forme, qui sera élaborée prochainement.

La convention « biodiversité », qui s'attache à préserver la flore et la faune menacées de disparition, aura été la plus difficile à faire admettre. Les pays du Sud ne voulaient pas se voir imposer des territoires mis en réserve, ce qui aurait constitué une entrave à leur souveraineté. Et les pays du Nord, qui exploitaient à leur profit les ressources naturelles du monde entier, ne voulaient pas voir s'ériger des barrières empêchant l'accès à ces ressources. Finalement, seuls les États-Unis ont refusé jusqu'au bout de signer un texte qui,

selon eux, mettrait en danger leur industrie des biotechnologies par des contraintes nouvelles modifiant le système des brevets et des droits de la propriété intellectuelle (lire aussi page 27 l'article d'Henri Pierre à propos de la loi américaine sur la protection des espèces menacées). La France, qui déplorait l'absence de liste des espèces menacées et des espaces à protéger, s'est ralliée sans enthousiasme au texte.

La convention « climat » a soulevé moins de difficultés que prévu dans la mesure où la conférence préparatoire de New-York, en mai dernier, avait déblayé le terrain sous la pression des Américains : il était entendu qu'on ne fixerait ni calendrier ni normes trop contraignants pour réduire la pollution atmosphérique, soupçonnée

de contribuer à l'effet de serre, et donc au réchauffement climatique. La Communauté européenne, pour sa part, avait renoncé à proposer une « écotaxe » sur l'énergie, comme lui avait suggéré la Commission de Bruxelles, ce qui a provoqué la colère du commissaire européen à l'environnement, M. Carlo Ripa Di Meana, le seul responsable de haut rang ayant refusé de se rendre à Rio.

Aides additionnelles

L'Agenda 21, enfin, un catalogue de 800 pages où sont énumérées les programmes d'action que la CNUED entend promouvoir lors de la prochaine décennie, est le document qui a fait le plus l'unanimité, dans la

mesure où chaque Etat peut y puiser un programme de son choix et fixer lui-même sa participation financière.

Les pays du Nord se sont engagés à fournir des aides additionnelles : 4 milliards de dollars pour l'ensemble des pays de la CEE dans les cinq ans à venir, le triplement de l'aide au développement – annoncée par M. Felipe Gonzalez, 440 millions de dollars du gouvernement japonais et 250 millions de dollars additionnels promis par M. George Bush, pour ne prendre que les exemples les plus importants.

Mais le financement des mesures envisagées et le calendrier concernant le budget des pays industrialisés consacré au développement (les fameux 0,7 % du PNB) restent extrêmement flous. Peu de pays concernés – même si la France s'est engagée pour l'an 2000 – sont capables de définir avec précision et certitude leurs engagements et ce qu'ils représentent en terme d'argent nouveau. « Ce n'est pas uniquement négatif », précise un diplomate, cela prouve que les dirigeants ne privilégient plus les effets d'annonce au détriment des réalisations concrètes. « L'attente en ce domaine était excessive », affirme pour sa part M. Curtis Bohlen, un haut fonctionnaire américain.

Diplomatie bousculée

Seul le Japon a annoncé une augmentation de près de 50 % (correspondant aux 440 millions de dollars) de son aide aux projets de développement respectueux de l'environnement. Les délégués japonais, venus à Rio en nombre, ont néanmoins été attristés : par l'annulation en dernière minute de la venue de leur premier ministre, retenu à Tokyo par un débat parlementaire. Devant le refus du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, de diffuser une vidéoconférence qui aurait constitué un « échec présidentiel », la délégation japonaise a dû se contenter de distribuer le discours de M. Kiichi Miyazawa où le premier ministre affirme notamment « l'objectif de construction d'une nouvelle ère constituée de citoyens du globe ».

Ce « nouveau type » de relation internationale a prévalu pendant ces

quatre jours. La diplomatie planétaire sort en effet quelque peu chamboulée. « Plus de pays, mais moins d'acteurs », résume l'ambassadeur brésilien, M. Marcos Azambuja. La fin de la guerre froide, et la très grande discrétion des pays de l'ancienne Union soviétique, n'a pas été remplacée par l'affrontement Nord-Sud, un moment redouté. « Les chiffres traditionnels ont été bousculés en raison d'un principal facteur », dit le ministre des affaires étrangères brésilien, M. Celso Lafer : le sujet proposé, environnement et développement, recouvre une substance trop complexe et trop vaste pour entraîner une bipolarisation.

« La CEE elle-même n'a pas pu accéder ses visions sur de nombreux points », explique un négociateur. Autre élément notable de cette évolution, le relatif isolement des États-Unis, qui, comme le souligne un président latino-américain, en est plus à l'avant-garde, comme fatigué par tant d'années de guerre froide. La proposition du président George Bush d'organiser une réunion avant la fin de l'année sur les changements climatiques a été accueillie avec un scepticisme résumé par M. Jacques Delors : « La précipitation ne sert à rien et apparaît parfois comme un inutile accès de mauvaise humeur », a-t-il affirmé en précisant qu'on ne peut pas parler de village-monde, et nier à l'ONU les moyens d'exercer son rôle.

Seuls M. Fidel Castro, et, dans une moindre mesure, le premier ministre chinois M. Li Peng, ont défendu le traditionnel discours tiers-mondiste. Les pays africains ont eu la satisfaction d'obtenir pour leur part l'assurance de la mise en place d'une convention sur la désertification, qui constitue l'un de leurs principaux sujets d'inquiétude. La seule note réellement émouvante de ces dernières journées a été donnée par le discours du président brésilien, renversé l'année dernière par un coup d'Etat militaire : « Sept millions d'habitants de mon pays sont menacés par une pollution politique qui a conduit plus de 40 000 personnes à l'exil depuis huit mois », a déclaré M. Jean-Bertrand Aristide.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Fastes journées pour le Brésil

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

« Pour moi, qu'il ne se soit rien passé pendant cette conférence est le plus beau des compléments », dit avec humour M. Flávio Peres, secrétaire exécutif du groupe de travail national (GTN) chargé de l'organisation générale. En réalité, comme le soulignait le président George Bush, « un sans-faute » dans l'organisation pratique de cette conférence, le Brésil, pays d'accueil, a réussi une prouesse d'autant plus inouïe qu'elle n'était pas évidente. « Il faut être franc, on s'attendait au pire », affirme un négociateur européen. « La veille de la conférence, je me suis mis en colère, renchérit M. Smith-Lamarchand chargée à l'ONU de la documentation. Rien n'était prêt. Mais tout s'est finalement arrangé, et nous n'avons pas eu de problèmes majeurs. »

Il n'y a eu effectivement, tout au long de ces quinze jours, aucun problème sérieux. Les

coups de projecteur lancés par Greenpeace autour du port de la fabrique de cellulose Aracruz et dans la baie d'Angra-dos-Reis à proximité de la centrale nucléaire n'ont pas donné lieu à incidents. Pas plus que la tenue du Forum global des organisations non gouvernementales dans le riche et le foisonnement se sont particulièrement révélés à la « Planète femme », lieu de débats permanents et abondamment suivis.

Indépendamment de l'organisation, tant en ce qui concerne le Rio-Centro que les plans de circulation, de logement ou de sécurité, la diplomatie brésilienne a aussi prouvé sa compétence : en parvenant à éviter une focalisation sur le thème tant redouté de l'Amazonie, mais aussi à conduire les débats de manière très professionnelle, avec le vif intérêt continu de trouver un consensus. Des prestations d'ambassadeurs, comme M. Ruben Ricupero, chargé des finances, ont fait l'unanimité. « Ils

ont remarquablement bien joué leur rôle et leurs cartes », assure un ambassadeur européen, alors qu'un expert français souligne « la qualité des spécialistes chargés des différentes négociations ».

« Les Brésiliens ont des difficultés à réussir les petites choses, mais ils savent gérer les grandes », observe le diplomate Celso Amorim. Commentant ce succès – qui a aussi servi le président Fernando Collor de Mello de l'ambassadeur à l'attention, où l'évalent plongé les accusations, diverses de son propre frère, le ministre de l'économie, et des finances, M. Marcello Marques Moreira, souligne « que cette mobilisation donnera sûrement un élan au pays ». Avant le retour aux problèmes quotidiens, l'ambassadeur Marcos Azambuja résume le satisfaction de ses pairs : « C'est comme gagner la coupe du monde, alors laissez-moi profiter encore de la dernière de ces fastes journées ! » D. H.-G.

M. Mitterrand plaide pour « l'obligation d'assistance mutuelle écologique »

RIO-DE-JANEIRO

de notre envoyé spécial

M. François Mitterrand n'a fait qu'effleurer le Sommet de la Terre. Inscrit en soixante-dix-huitième position dans l'ordre des intervenants, le président de la République a attendu le dernier moment pour faire son apparition, samedi après-midi 13 juin, dans l'auditorium où la plupart des autres chefs d'Etat et de gouvernement se penchaient depuis le veille sur les maux de notre planète.

Il n'a pas entendu l'émir du Koweït, le cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah, réclamer des comptes écologiques à ses anciens envahisseurs, dont le porte-parole, M. Tarek Aziz, avait demandé la levée du blocus international contre l'Irak en invoquant les atteintes à l'environnement provoquées par la guerre du Golfe.

Il n'a pas entendu non plus le président du Soviet suprême de la République de Biélorussie, M. Stanislav Shushkevich, parler des enfants de son pays victimes de cancers de la thyroïde depuis la catastrophe nucléaire de Tchernobyl – 22 % d'entre eux sont atteints ! – puis expliquer, avec une grosse boule dans la voix, que son « peuple », lassé d'en appeler en vain à l'aide internationale, « a compris qu'il est abandonné à son propre sort ».

M. Mitterrand est entré en séance au moment où le premier ministre de Norvège, M. Gro Harlem Brundtland, faisait un tabac. Les habitants de ce royaume scandinave, qui consacrent déjà 1,7 % de son produit national brut (PNB) à aider les pays pauvres, sont en effet considérés comme les champions du monde de la générosité.

Le président de la République n'avait visiblement envie ni de parler, ni de dramatiser. Il a résumé l'enjeu des débats en s'inspirant d'Hamlet pour délivrer à l'émouvant aéroport un couplet existentiel : « Le sort de toutes les espèces – hommes, animaux, végétaux – est lié : les ressources de la Terre sont limitées ; dominé par les éléments depuis la nuit des temps, l'homme est capable désormais de tout faire sur la terre et par là de s'anéantir. Telle est bien la ques-

tion. Un jour, on nous dira : vous saviez tout cela, qu'avez-vous fait ? Cette interrogation renvoyait – mais il ne le savait pas – à la remarque d'une fillette canadienne qui était venue dire auparavant, devant le même auditoire, qu'il ferait meilleur vivre ici-bas si les chefs d'Etat conformaient plus souvent leurs actes à leurs paroles et n'oubliaient pas que « l'homme est ce qu'il fait et non ce qu'il dit ».

« La biosphère est la même pour tous »

M. Mitterrand a précisé, sur un ton grave, ce qu'il faudrait faire, selon lui, pour que la Terre aille mieux mal. Primo : « Mieux connaître notre planète, à commencer par la biosphère ». La France propose que tous les pays du monde « puissent avoir accès aux données spatiales applicables à l'environnement ». Secundo : « Mieux cerner la responsabilité des pays du Nord » qui « ont à préserver et à restaurer leur propre domaine » mais aussi « à s'interdire toute atteinte à l'environnement des pays du Sud » et « à réduire les altérations de l'environnement global ». Voilà pourquoi la France a signé la convention sur les changements climatiques visant à lutter contre l'effet de serre, la convention sur la protection des espèces végétales et animales, « même si elle est préface des engagements plus audacieux », ainsi que la déclaration sur les forêts. Elle estime que les Nations unies doivent s'atteler également à la rédaction d'une convention pour la protection de l'eau potable. Tercio : il faudrait faire comprendre aux pays du Sud que « quelle que soit leur volonté légitime de se développer », ils « ne peuvent s'exonérer de leur part de solidarité afin de protéger une biosphère qui est la même pour tous ».

Il est entendu que cela exige « un effort planétaire de solidarité » impliquant des transferts de technologies de la part des pays développés. C'est en ce sens que la France consacre, avant l'an 2000, 0,7 % de son PNB à l'aide au développement du tiers-monde, dont le montant passera ainsi de 36 à 40 milliards de francs. De même, elle doublera sa contribution au fonds d'environnement

mondial, pour la porter à 600 millions de francs par an à partir de 1994, et elle participera au fonds européen pour le financement du « programme d'action pour le XXI^e siècle » arrêté à Rio – le fameux « Agenda 21 » – en donnant la priorité aux mesures tendant à réduire la pauvreté, à favoriser les transferts de technologies et à « développer des capacités institutionnelles », autrement dit la démocratisation des pays bénéficiaires.

Enfin, et surtout, il convient que cette conférence de Rio soit le début d'un processus destiné à amplifier. M. Mitterrand s'est donc réjoui que l'ONU ait décidé de mettre en place une commission chargée du suivi des conclusions du Sommet de la Terre avant de proposer qu'une deuxième conférence internationale sur l'environnement et le développement se réunisse « d'ici trois à cinq ans ». « Notre rencontre n'aura pas été vaine, a-t-il souligné, si elle permet de faire comprendre aux peuples du Sud que l'écologie n'est pas un luxe de nantis et à ceux du Nord qu'il n'est pas de vraie protection de l'environnement sans aide au développement ».

« La coopération entre l'esprit de clocher »

Mais M. Mitterrand tenait surtout à exprimer la différence française en prenant le contre-pied du discours en forme de bravade prononcé vendredi par le président des États-Unis. M. Bush donnait d'ailleurs, au même moment, une conférence de presse en usant, comme la veille, d'un ton dominant pour répliquer toutes les critiques consécutives à son refus de signer la convention sur la diversité biologique et pour renouveler son défi au Sommet de la Terre, au point de soutenir que « la performance des États-Unis en matière d'environnement est la meilleure du monde ».

M. Mitterrand n'a pas eu besoin d'en rajouter. Tous ses auditeurs ont compris qu'il visait implicitement l'attitude du président des États-Unis quand il a prononcé en disant : « Notre premier devoir, au sein d'une Organisation des Nations unies prête de plus en plus à exer-

cer sa vocation, sera de préserver ou de rétablir la paix dans le monde, sans quoi rien d'autre ne sera possible. Mais aussi d'imposer la coopération contre l'esprit de clocher, le respect mutuel contre la domination, la solidarité et le partage. À ce regard sur le monde, le monde est le calcul à court terme. (...) La « nouvelle ordre international » sera celui qui saura combiner le développement, la sécurité, le développement et le respect de l'environnement. A nous, responsables, de le préparer et de le bâtir en prévenant ou en résolvant les conflits. De cet impératif, une éthique mondiale devra qui valorisera les comportements allant dans ce sens et stigmatisera ceux qui multiplieront les entraves ».

Autant M. Bush était apparu unilatéral dans sa défense des intérêts américains, autant M. Mitterrand s'est montré évangélique : « Le monde, a-t-il déclaré, a une seule et même obligation d'assistance mutuelle écologique ». « Et maintenant, M. Mitterrand est même allé jusqu'à affirmer que les changements que la civilisation contemporaine s'approprie à connaître représentent « une mutation équivalente à celle du néolithique ». Cela signifie peut-être, dans son esprit, qu'il y a désormais les chefs d'Etat avertis, ceux de la pierre (verte) polie, en quelque sorte, et les... mal dégrossis. Sans doute les écologistes s'y réjouiront-ils... »

ALAIN ROLLAT

BIBLIOGRAPHIE

Tropiques saccagés ou sauvés ?

Dix-sept millions d'hectares sont défrichés chaque année, soit la surface de la France en trois ans. Depuis 1980, les forêts tropicales disparaissent à un rythme vertigineux. Pour enrayer leur déclin, on peut à bon compte imaginer de nouvelles méthodes de gestion, évoquer les impératifs économiques, rêver d'aménagements écotouristiques. Mais pour venir au secours des forêts tropicales, il faut d'abord en comprendre les hommes. Ceux qui y vivent, ceux qui en vivent. Telle est la grande leçon d'humanité que rapporte Vincent Tardieu, journaliste à Libération, d'une longue enquête dans ce sanctuaire boisé entourant la Terre, et qui fait de *Forêts des hommes*, un ouvrage essentiel pour appréhender la complexité du drame qui s'y joue.

Indiens du Rondonia (Pôrto Velho, Brésil), Pygmées de Lopozo (provinces de l'Equateur, Zaire), agriculteurs des villages sibériens de Thaïlande (province de Chiang-Rai) : de ces peuples en crise d'identité, qu'il a côtoyés dans dix pays répartis sur les trois continents tropicaux, Vincent Tardieu a su exprimer avec tendresse et humour la « bouleversante différence ». La forêt et ses hommes ne se laissent approcher qu'à un rythme de sem-taux, au tempo des fleuves, au hasard de ces contraires de débouchements passés avec la civilisation blanche pour survivre, pour élever un parent malade à la ville, pour y vendre la récolte de latex ou de manioc.

« Je me trompais en croyant que les forêts détruisaient peu, puis j'ai vu par conséquent. Je n'aurais pu imaginer que c'était tout par là », écrit-il. A démontrer les mécanismes de la déforestation tropicale, à étudier la sociologie complexe de ces espaces défrichés, deux de

confrontation où se heurtent deux mondes, on découvre peu à peu que le débouchement qu'il est conduit par les sociétés indigènes ou les colons agricoles répond toujours à des besoins économiques et sociaux, par conséquent, « qui, cependant, finissent dans tous les cas par se retourner contre leurs auteurs ».

Tragédie écologique, autant qu'écologique, la déforestation, sous ces latitudes, devient ainsi la « formidable révélation » d'une crise autrement plus ample : crise du développement, des politiques foncières, agricoles, commerciales et financières, crise de l'Etat, de la loi, de la démocratie. Un récit-reportage réfléchi, grave et optimiste, soutenu par une qualité qui ne trompe pas : l'intelligence du cœur.

Ca. V.

► *Forêts des hommes*, de Vincent Tardieu, Robert Laffont, 430 p., 130 F.

Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescour, gérant,
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Manuel Lucchesi
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction
Yves Agnès
Jacques Amalric
Thierry Ferey
Philippe Hermon
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Benne-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1981)
André Laurens (1981-1985)
André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
10, RUE FAUGUERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Téléfax : 40-65-25-28
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BENNE-MÉRY
94052 NOY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopie : 40-60-30-10

Le Monde de l'éducation

juin 1992

EXAMENS : MOBILISATION GÉNÉRALE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CULTURE

DANSE

«Nuit blanche»
la fièvre récompensée

Un jeune chorégraphe tunisien, Imed Jeema
Grand Prix ex aequo des troisièmes Rencontres
chorégraphiques internationales de Bagnolet

Les Anglais, Lambert et Craft, qui tenaient la corde au bout de trois jours de compétition, l'ont lâchée au profit d'un jeune Tunisien de vingt-trois ans, Imed Jeema. Il a reçu le Grand Prix des sélections nationales (200 000 F) pour *Nuit blanche*, ex aequo avec le Portugais Rui Horta, qui travaille à Francfort.

Si on attendait Rui Horta, Imed Jeema est plus inattendu. On se réjouit de ce prix qui récompense un geyon qui a quelque chose à dire. Espèce devenue rare. Trop de chorégraphes - ces Rencontres nous en ont donné la preuve - connaissent les secrets du bel emballage qui masquent le vide du propos. *Nuit blanche*, ballet naïf sans doute, nous parle d'instants de fièvre pendant lesquels des tambours rythment un duo de danseurs, avec en contrepoint la comédienne, Raja Ben Amar. Magnifique, sensuelle, juste; seule avec son désir, évoque avec une pudeur audacieuse. Les deux hommes investissent tout l'espace où ils se mesurent du regard et du poids de leurs corps. Elle, en revanche, est confinée à des endroits assignés. Pas d'accession, juste l'ombre d'un décor. Le travail d'Imed Jeema sur les codes de l'espace social - celui des hommes, celui des femmes - aboutit finalement à dresser un très beau portrait de femme. C'est le rôle de ces Rencontres que de révéler de jeunes talents et de nouvelles voies à la danse.

Le Grand prix de la SACD (100 000 F) destiné à récompenser un jeune auteur, a été attribué à *l'Apocalypse joyeuse* de Christian Bourgaud. Ce chorégraphe émerge lentement, donc sûrement. Il évo-

que, ici, la fin du XIX^e siècle, à Vienne, comme un reflet des temps troublés que nous vivons. C'est un des seuls à savoir mettre en scène des émotions. Sa pièce a aussi reçu une mention spéciale pour les lumières de Sylvie Gaud, et la Mention Spéciale (80 000 F) pour la bande-son de Francine Ferrer. Une autre mention spéciale a été décernée aux musiciens du Hongrois Peter Kovacs.

Le Prix de la Création contemporaine (200 000 F), donné par Marité et François Girbaud, est revenu au Slovène Matjaz Pograjc, directeur de la compagnie Betontanc (le Monde daté 14-15 juin), Santiago Semper, qui depuis plusieurs années, a entrepris un travail sur le patrimoine espagnol, a reçu le Prix Léonard de Vinci du ministère des affaires étrangères et le New Choreography Award, offert par Bonnie Bird, du Laban Center de Londres, à partager avec Rui Horta.

Le niveau de ces Troisièmes Rencontres était nettement supérieur à celles de 1990. Le mode de sélection, tant au plan national qu'international, devrait pourtant être allégé: ainsi verrait-on probablement des travaux plus divers, moins aseptisés, des personnalités plus fortes, même si leurs propositions chorégraphiques ne sont pas maîtrisées. Si la danse a beaucoup évolué, a-t-elle besoin d'une manifestation qui a pour intention avouée d'être «le Festival de Cannes de la chorégraphie»? La conception même de l'ensemble manque d'imagination. Après six ans, le moment est venu de réfléchir à l'avenir de cette nouvelle formule du concours de Bagnolet.

DOMINIQUE FRÉTARD

► *Shifuma* des Sankofa Judo sera donné en clôture des Rencontres, les 17, 18 et 19 juin. Maître de la Culture de Seine-Saint-Denis, Bobigny. Tél.: 48-31-11-45.



A l'occasion
de l'exposition
«La cité
hispano-américaine,
le rêve d'un ordre»
Table Ronde
La ville démocratique

Jean-Marie Delarue
Député international à la ville, Paris
Alejandro Morceno Toscano
Ex-directeur général d'el Archivo
de la Nación, Mexico D.F.
Jorge Wilhelm
Directeur général de l'Aire
Métropolitaine de San Paulo,
Modérateur: Jordi Borja
Député de coopération internationale
et euroclerc, Barcelone.

16 juin, 18 h 30
7, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris
INSTITUTO CERVANTES

DU PARQUET AU PRIX
D'UNE MOQUETTE!

C'est possible chez Artrec. Artrec, depuis 40 ans le spécialiste en revêtements de sols et murs A PRIX DÉGRIFIÉS, propose toute une sélection de parquets (flottants ou à coller, lames ou dalles) à des prix exceptionnels. Un grand choix d'essences (chêne, hêtre, cerisier...) et même des parquets en teck; idéal pour la salle de bains!

Ex.: un parquet chêne massif 7,5 m/m d'épaisseur verni 5 couches haute résistance au prix imbattable de 99,50 F le m². Attention: lot à saisir - stock limité. Et si la pose, même facile, vous rebute, Artrec peut s'en charger. Artrec, c'est également un grand choix de moquettes, plastiques, tissus d'ameublement, tissus muraux, canapés, à des prix jamais vus!

Artrec, 5 dépôts en région parisienne, 4, bd de la Bastille, Paris 12^e - Tél.: 43-40-72-72.

COMMUNE

taust de Fernando Pessoa
■ Aurélien Recoung
l'école des mères
les acteurs de
bonne foi
de M. Proust
■ Claude Stratz
master class
de David Pownall
■ Michel Vuilleumier

abonnez-vous 92.93

Mme Klein
de Nicholas Wright
■ Brigitte Jacques
le jeu du narcissisme
de Marc-Olivier Dupin
et Gérard Wajsbach
■ Brigitte Jacques
Aubervilliers
48 34 67 67

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour
adultes - étudiants - jeunes - adultes - enfants
■ Une pédagogie adaptée à chacun
■ Des professeurs britanniques
■ Un enseignement dans nos propres écoles
■ Des stages à toute époque de l'année et pour tous
niveaux
■ Hébergement en familles sélectionnées
■ Voyages accompagnés

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

CINÉMA

Les fantômes de Vichy

Un film en cours de tournage - «Pétain» - dans une ville à qui son passé colle à la peau

VICHY

de notre envoyé spécial

Vichy, sa station thermale, ses douze sources, son eau sulfureuse, ses palaces, son opéra, son grand casino, ses pastisiers, ses produits de beauté, ses parcs. Et son maréchal. Depuis cinquante ans, la cité auvergnate essaie, en vain, d'effacer son image politique pour retrouver son statut de reine des villes d'eau, stérile, selon l'écrivain Denis Tillinac, dans le plus beau des «décor d'opérette posé dans un repli de la France ordinaire». Car le revêlât Pétain, en chair et en os, qui arpente la galerie des sources comme au temps de la collaboration. Pétain, le film.

Jacques Dufilho n'a la monnaie et le cheveu blanc, le regard révé par des lentilles d'un bleu vif, le costume croisé gris rayé, le buste voûté, le pas hésitant, guidé par une canne de bois clair. Et le verbe musqué, bien dans le ton du personnage. S'affirmant «monarchiste légitimiste», il aime rappeler que «le surnom universel est une insulte à l'intelligence». Revêlât donc Pétain, au Grand Casino, à l'Opéra, aux thermes. A l'Hôtel du parc au pied duquel les scouts chantaient *Marchal nous voilà!* Parmi les curieux, ceux qui «y étaient» ne parient pas, osant quelques remarques de détail: «Il était plus grand», «Il avait un peu plus de ventre», «Il est trop jeune», «Ca va faire drôle de revoir des millions ici».

Trois à quatre mille figurants vichystes participent jusqu'à la mi-août à cette grosse production française (58 millions de francs), réalisée par Jean Marboeuf d'après la biographie de Marc Ferro (Fayard, 1987), et dans laquelle Jean Yanne incarne Laval face à Pétain-Dufilho. «Le voilà enfin», affirme le producteur Jacques Kirsner, qui explique que «le couple Pétain-Laval est pour la première fois porté à l'écran, la distinction entre le Pétain-Vichy et le Pétain-Vichy. Il rappelle combien la France a toujours couvert d'un voile de honneur la période de la collaboration».

23, rue du Parc

Quand il s'agit d'évoquer l'appartement qu'occupait le maréchal Pétain à l'Hôtel du Parc, la villa est gérée par la rue: «C'est au premier étage», «Non, au deuxième», «Son bureau est toujours en place», «Il a été transformé en musée», «Il appartenait à la ville». En réalité, Laval occupait le deuxième étage et Pétain le troisième de l'hôtel situé au 23, rue du Parc, qui a été vendu en appartements comme la plupart des hôtels de la ville - et dont la façade blanche a été fraîchement ravalée.

A l'angle gauche du bâtiment, le store beige du troisième niveau est toujours baissé. Le double porte en bois laqué de l'appartement est toujours close, sans nom. Habité pendant l'Occupation par le vainqueur de Verdun, il appartient toujours à l'Association de défense du maréchal Pétain. «Il a été forcé une fois et il ne reste pas grand-chose, car le mobilier a été récupéré par l'État, explique une responsable de l'office du tourisme, qui siège dans l'immeuble mitoyen. La personne qui possédait la clé est décédée il y a quinze jours.»

M. G.

LOTTO		SAMEDI 13 JUIN 1992	
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde sciences & médecine



Bain de foule
du maréchal Pétain,
dans les rues
de Vichy.

connaissiez-vous Vichy? «L'épave de la guerre est venue en premier en 1987, mais seulement en troisième position en 1991, après «le projet de Vichy» et la cosmétique. En revanche, à l'étranger, personne n'associe Vichy à la guerre. Sauf en Allemagne».

Vauderille
tragique

Michel Grémillon est bien plus optimiste que l'opinion locale, persuadée que les Vichystes «continuent de faire les frais» d'une période qu'ils ont «très mal vécue». C'est vrai qu'il n'a pas de dimes, cette ville inconnue dont Valéry Larbaud disait qu'elle «ne daigne exister que lorsque l'existence est bonne». «On n'a pas de pot», affirme, résigné, un commerçant. Pas de chance que Pierre Laval ait possédé une propriété à quelques kilomètres de là. Mais d'ailleurs, pourquoi Vichy? En 1940, une capitale d'acier impressionnante (cinq cents hôtels), un standard téléphonique flamboyant neuf relié à toutes les capitales étrangères, l'Académie de Vichy-Rhône, une police moderne, un prestige certain (opéra, casino, thermes), une petite cité facile à surveiller. «Et aussi parce que c'est une belle ville», s'exclame avec fierté un responsable du golf local.

«Les ministres et les fonctionnaires entassés dans de petites chambres d'hôtel et dans les couloirs formaient une petite caste. Alain Kline a raison de parler de vauderille tragique et dérisoire», explique Jean Marboeuf. Une caste coupée de la population? La question est encore laboue. Denis Tillinac rappelle dans son portrait de la ville que «dans les salons de la gentry locale, on le hasard des camaraderies collégiennes me donnait accès, des basses du maréchal, trépassant à la surveillance». Mais Vichy a continué à faire la fête pendant l'Occupation. «Cinquante pièces de théâtre et trente-six opéras et opérettes ont été jouées, rien que pour l'année 1943... «ce ne sont pas les Vichystes qui en ont profité», affirme cet auteur.

Les historiens s'accordent à dire que la plupart des Vichystes ont souffert de l'Occupation, beaucoup ont été expropriés et po de patrons d'hôtels ont été indemnisés à la suite de dégâts importants. Mais il est étonnant qu'aucune étude sérieuse n'ait été réalisée sur cette question, donnant libre cours à toutes les rumeurs sur les profits d'une spéculation immobilière dans la région entre 1940 et 1944. «Personne n'ose aborder cette période», reconnaît le professeur Jacques Corneille. Installé à Vichy depuis 1965, professeur d'histoire, Robert Lira rassemble des documents sur cette période: «Il y a une volonté manifeste des Vichystes d'occultier l'Occupation». Ces derniers refusent de parler, solitaires, réunis dans des fameux clubs dont l'ancien maire, M. Jacques Lacarin, disait qu'«il y en a autant que de jours dans l'année».

«Le producteur
est israélien»

«Vichy est un bon émissaire idéal de la mauvaise conscience française», estime Claude Malhuret. Le problème Pétain doit donc être abordé non pas ici mais dans la France entière. Mais cette ville est exemplaire d'un pays qui n'a jamais vraiment fait le procès de sa collaboration. On y entend une propriétaire d'une fameuse brasserie expliquer que «le film risque de ne pas être objectif car le producteur est israélien». Un responsable commercial excède à affirmer que «nous aussi, nous avons nos juifs». Un maréchal reconnaît avoir «changé d'avis» mais nous verra-t-il l'Hôtel du parc, mais comme partout en France.

Et comme partout en France, le touriste est surpris par l'absence de la ville. Plus qu'ailleurs, tant les indices manquent pour retrouver le temps où «Vichy était capitale», si ce n'est les alignements d'hôtels déclassés. Les rares plaques commémoratives sont à l'image des films joués sur la période: elles ne font référence qu'à des actes héroïques. La plus choquante - et incompréhensible pour une personne non avertie - est fixée à l'intérieur de l'Opéra: «Dans cette salle, le 10 juillet 1940, quatre-vingts parlementaires ont par leur vote affirmé leur attachement à la République, leur amour de la liberté et leur foi dans la victoire. Ainsi s'acheva la III^e République». Pas un mot sur les cinq cent soixante-neuf parlementaires qui, au cours du même vote, ont saboté la démocratie et la République.

Pour expliquer cette amnésie, beaucoup mettent en cause «la politique de l'oubli» du docteur Louis Vin qui a dirigé la ville de 1967 à 1989, au point, selon des professeurs d'histoire, qu'il n'était pas simple de faire des conférences sur la période. «Je pensais qu'avec le temps l'histoire se passerait», se justifie l'ancien maire, mais c'est impossible de lutter contre le poids de l'histoire. La position de Claude Malhuret est plus ouverte, plus offensive aussi: «Qu'on en parle et qu'on en finisse». Mais pour le maire, comme pour la Compagnie fermière, «le problème de Vichy, ce n'est pas Pétain, c'est de faire redécouvrir la ville», notamment à l'occasion du plan de relance de 1,5 milliard de francs lancé en 1987 (le Monde daté 14-15 juin 1992). Avec 14 % de chômeurs et une chute vertigineuse des crèches (1 000 par an de 1980 à 1990), c'est bien la survie de la station, thématique qui est en jeu.

Reste qu'à vouloir faire une croix sur le sujet, «la ville se prend régulièrement Pétain dans la gueule», réagit Jean-Charles Elia, un Vichyste qui dirige Lucie, une entreprise de communication à Paris. Alors que faire? Que les langues se délient? réclament certains. D'autres proposent un musée de la collaboration, auquel les fonds spéciaux du Centre Valéry-Larbaud (2 000 photos et 400 affiches), les archives départementales et le fonds - méconnu - de la Compagnie fermière pourraient servir de base. «Il ne faut pas exagérer, réagit Michel Grémillon, tant qu'à faire un musée, mieux vaut faire un musée de l'eau». Quant à Claude Malhuret, il pense qu'un musée de la collaboration doit naître d'une réflexion nationale et non locale.

En attendant, face à la demande de renseignements sur la période, le Syndicat d'initiative a mis en place depuis cinq ans des visites hebdomadaires, sobrement intitulées «Vichy-capitale 40-44». Rédigées par la ville, une étudiante, Isabelle Fajot, n'a monté seule son «circuit de la collaboration». «Après une longue enquête notamment auprès de particuliers», munie de fiches denses, elle, passe en revue les hôtels transformés en ministères. Au Plaza, l'éducation nationale. Au superbe Aletti, la défense nationale. Aux Ambassadeurs, les trente-deux ambassadeurs. Au Pavillon Sévigné, la résidence d'été de Pétain. Au Carlton, les finances et la justice. A l'Astria, la propagande. Au Majestic, les députés. Au Grand Casino, les cent cinquante fonctionnaires du ministère de la jeunesse, entassés «dans un foutoir indescriptible». Au Petit Casino - rebaptisé Centre culturel Valéry-Larbaud - la milice et ses salles de tortures en sous-sol. Et au fond du boulevard des États-Unis, le quartier général de la Gestapo, «où l'on entendait souvent les cris des torturés». FHôtel du Portugal, plein de charme. Bien tranquille.

MICHEL GUERIN

CULTURE

MUSIQUES

Les labels français en période de concentration

Les majors rachètent les indépendants pour mieux développer les répertoires nationaux

Le rachat de New Rose, label rock indépendant, par FNAC Music, annoncé le 11 juin, est le dernier des mouvements de concentration qui ont agité l'industrie du disque française ces derniers mois. En janvier dernier, Warner Music annonçait la prise de contrôle d'Erato (la multinationale américaine avait déjà racheté Carrère Musique en 1990), en mars la filiale française de l'allemand BMG rachetait les disques Vogue. Enfin, annoncée en mars et conclue le 14 juin, la transaction qui faisait passer la division musique du groupe Virgin sous le contrôle d'EMI, autre multinationale britannique, laisse entrevoir la possibilité d'un rapprochement entre les deux filiales françaises de ces groupes.

Paradoxalement, le mouvement de rachat des dernières maisons de disques françaises par les multinationales est justifié par la nécessité de développer un répertoire national. Yves Tanch, qui dirige Carrère Musique au sein du groupe Warner explique ainsi la démarche de la multinationale américaine : « Cette acquisition nous permettait d'aller plus vite pour développer (terme de show-business) un répertoire national, au lieu de passer par les circuits commerciaux des artistes français. Nous achetons la plus dynamique des structures indépendantes françaises dont nous avons gardé la force de promotion commerciale ».

Mais, comme souvent, il ne s'agit pas seulement d'acquiescer à la loi de la concurrence, mais d'appliquer à la France une stratégie décidée au niveau européen : « En Grande-Bretagne, le groupe Warner a créé le label East West pour élargir les goûts d'écoute, en achetant la plus dynamique des structures indépendantes françaises, dont nous avons gardé la force de promotion commerciale ».

trouvant au catalogue de Carrère Tania Tikanan au Tori Amos. Mais l'essentiel était de redonner une nouvelle jeunesse à un géant en le coupant en deux.

Deux sociétés sœurs

Le géant créé par le rachat de Virgin par EMI est lui-même coupé en deux. En France, la situation créée par l'opération a suscité beaucoup de curiosité dans l'industrie du disque (le Monde du 9 mars) : d'un côté EMI, société vivant en grande partie sur son fonds de catalogue, de l'autre Virgin, la plus petite des majors (300 millions de francs de chiffre d'affaires contre 1 milliard annoncé par EMI), société dynamique, capable de mobiliser le milieu artistique comme elle l'a fait avec le disque Urgence réalisé au bénéfice de la recherche contre le sida.

Gilbert Ohguyon, PDG d'EMI France, voudrait que l'on considère les récents succès de sa firme (Nilda

Fernandez, Crowded House, Joe Cocker) avant de lui attribuer définitivement l'étiquette de vieille dame. Il s'appuie sur ce développement récent du répertoire national, accompagné par une série de signatures avec de jeunes artistes inconnus, pour affirmer qu'il n'a aucune intention de contrôler vis-à-vis de Virgin France : « Ils sont chez eux. Nous fonctionnons comme deux sociétés sans utiliser des services communs » (des usines de pressing, un service de messagerie). De son côté Fabrice Natal, qui dirige Virgin France, préfère dire que les relations relèveront du cousinage. « Ce ne sera ni le type de relations entre sociétés du groupe Polygram, Barclay et Polydor ni la rivalité absolue comme celle qui oppose Sony à Polygram ». Chez Virgin on a été violemment secoué par ce rachat. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, les opérations de restructuration ont commencé, et 135 licenciements ont été annoncés. « Ces restructurations seraient arrivées avec ou sans le rachat par EMI,

affirme Patrick Zelnick, qui dirige le Virgin Group en France. Mais la société française marche bien, il ne faut pas casser. Il se trouve que son actionnaire est une maison de disques, qui n'est pas du même type que Virgin ». Il n'empêche que Patrick Zelnick et Fabrice Natal sont d'accord pour voir la fin d'une époque et reconnaître avoir senti un certain trouble chez les artistes, surtout ceux - dont Julien Clerc - qui avaient quitté EMI pour Virgin.

Poursuivant sa réflexion, Patrick Zelnick convient que ce mouvement de concentration crée des goulets d'étranglement : « Ce n'est pas normal que, face aux 25 000 groupes de rock français il n'y ait que six maisons de disques ». Mais du côté des petits labels, les plus touchés par la stagnation du marché, on est particulièrement vulnérable. Le rachat de New Rose par FNAC Music, la plus jeune des maisons de disques françaises (fondée en 1991) en est un signe. Laurent Treille, directeur général de FNAC Music explique ainsi l'opération : « Nous bénéficierons d'une image, d'un catalogue - avec Calvin Russell - reconnu dans les milieux rock. Nous utiliserons deux forces de vente, celle de WMD (la branche distributive de FNAC Music) et celle de New Rose, qui a l'expérience des circuits spécialisés ». Pour l'instant FNAC Music annonce un chiffre d'affaire de 159 millions de francs, ce qui la place encore loin des majors. L'arrivée d'Yves Rigot, jusqu'ici directeur de la programmation musicale sur France-Inter et journaliste à Libération, au poste de directeur adjoint, qui sera, entre autres, chargé d'encadrer les labels français les vedettes confirmées qui lui font encore défaut, témoigne que le vieux rêve d'une major française n'est pas encore mort.

THOMAS SOTINEL

THÉÂTRE

Le piège de la douleur

Anémone est un Sphinx calme plutôt qu'une femme abandonnée

PERSONNE D'AUTRE

à l'Atelier

« Une femme de 40 ans, abandonnée après dix-sept ans de vie commune par son compagnon qui en profite aussitôt pour épouser une autre femme certainement beaucoup plus jeune », tel est, selon son metteur en scène Daniel Benoin, le propos de *Anémone* de Balthus Strauss lorsqu'il écrit le monologue de l'actrice d'autre, que joue l'actrice Anémone à l'Atelier.

Daniel Benoin a tout au moins le mérite de cadrer clairement le propos, qui est une situation courante. Bien sûr Balthus Strauss, auteur plus cérébral que vaudevillesque, cherche à se démarquer des milliers de pièces consacrées au lachage : sa femme quittée « cherche l'instant non périssable entre ce qui n'est pas encore l'abandon et ce qui est déjà le détachement définitif ». Disons plus simplement que l'abandon est une chose qui demande, pour être portée au théâtre, ou même approchée par le récit, l'essai, le poème, qui demande des esprits d'une dimension rare, parce que l'abandon est douleur.

Une oreille qui fait défaut

Agoïsses, perte d'assouance, doute de soi, douleur. Cela ne se raconte pas, ce se déguise pas en art. Ou bien c'est Sophocle, ou bien c'est Artaud. Ce n'est pas Balthus Strauss, dont le monologue est quelconque.

L'actrice Anémone vient le dire au public. Elle se heurte d'emblée à une difficulté, c'est que la femme quittée de Balthus Strauss écrit une lettre à son fougère de bonhomme, elle s'adresse à lui, elle lui parle. Or il n'est pas là.

Pourquoi pas, direz-vous, ce n'est pas inimaginable, au contraire. Oui, mais, c'est bête à dire, il est extrêmement difficile de jouer, sur scène, une personne qui parle à une oreille qui fait défaut. Même la position du visage, même le regard, ne sont pas une seconde en place. Ou alors, c'est comme pour « écrire la douleur », il faut du génie.

Anémone est, sur les planches, une présence an ne peut plus sympathique. Pas truquée, pas gauche, pas terne. Elle a un visage d'une expression très attachante, parce qu'elle diffuse, irradie, quelque chose d'énigmatique, de mystérieux. Comme si elle cachait son jeu, et que ce jeu serait un secret, et qu'elle s'amuserait à cela, mais sans s'amuser vraiment car sa vraie nature serait la franchise. Anémone serait, physiquement, parfaite dans le rôle du Sphinx de la *Machinisme infernale* de Cocteau. Cette irradiation si singulière du visage d'Anémone, cette fascination douce, lui donne une « cinématographie » forte. A l'écran, elle existe.

Sur scène, et peut-être avant tout dans cette pièce médiocre de Balthus Strauss, Anémone existe beaucoup mieux. Elle est loin, à côté d'elle-même. Elle dévide comme sans y croire, à la va-vite, dans ses dents, des banalités que pas une seconde elle ne « prend pour elle », ce prend sur elle. C'est un cas vraiment limite d'interprétation pour rien. Et la salle attend que cesse cette maldonne, attend d'ailleurs sans impatience poétique qu'Anémone est là, simple, souriante, irrésistiblement mystérieuse.

MICHEL COURNOT

► Du lundi au samedi à 21h. Jusqu'au 11 juillet. Tél. : 46-06-49-24.

Une semaine pour le disque

La première Semaine du disque s'est ouverte le 13 juin, et sa conclusion coïncidera avec la Fête de la musique. Le projet de Semaine du disque est aussi vieux que le Syndicat des machines parlantes, plaisante Bertrand Delcroix, directeur général du Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP), descendant du Syndicat des machines parlantes. Mais l'organisation d'une manifestation collective s'était heurtée jusqu'ici à la tradition d'individualisme des dirigeants de l'industrie du disque. Finalement, un peu sur le modèle de la Fête

du cinéma (jeux concours, disques gratuits - deux compilations, classiques et variétés, qui seront offertes pour 300 francs d'achats, racontée avec les artistes sur les points de vente), cette manifestation va tenter de proposer sa place dans le calendrier liturgique des fêtes culturelles, entre musique et cinéma, photo et patrimoine. La but est bien sûr de relancer les ventes de disques, et cette Semaine ne reviendra l'an prochain que « si l'on voit un résultat sensible sur les chiffres », convient Bertrand Delcroix.

T. S.

EN BREF

► **Présentation Impériale 1992.** - Pour la troisième fois, le Japon décernera 5 *Présentation Impériale*. Ces prix, dotés d'une bourse de 15 millions de yens (environ 600 000 francs), sont attribués à des artistes largement consacrés. Cette année, Pierre Soulages (peinture), Anthony Caro (sculpture), Frank Gehry (architecture), Alfred Schütz (musique) et Akira Kurosawa (cinéma) ont été distingués. C'est le fondateur du puissant groupe de communication Fujisanki (presse, radio, télévision) - Nobutaka Shikanai, aujourd'hui décédé - qui avait pris l'initiative de créer ce prix, après avoir ouvert le Musée Hakone (sculpture, en plein air).

► **Convention entre la Bibliothèque de France et les bibliothèques universitaires.** - Une convention sur l'informatisation des catalogues de trente bibliothèques universitaires a été signée le 12 juin entre la Bibliothèque de France et la direction de programmation et du développement universitaire, première étape vers le *Catalogue collectif de France* qui devrait comprendre, à terme, 9 à 12 millions de notices. Cet accord porte notamment sur le budget annuel consacré à ce programme : 8 millions de F pour chacune des parties en 1992, 4 millions les années suivantes. Dès 1992, la coopération entre ces deux institutions permettra la création de plus de 500 000 nouvelles notices provenant des catalogues de quatorze bibliothèques universitaires, parmi lesquelles celles de Sainte-Genève, d'Art et archéologie et du Musée de l'Homme. En outre, vingt-neuf bibliothèques municipales vont signer avec la

«TGB» des conventions afin de bénéficier d'une aide pour la saisie informatique de leurs fonds anciens et pour l'informatisation de leurs catalogues.

► **3614 Joconde.** - Un nouveau service thématique, 3614 Joconde, permet de s'informer sur les musées, les œuvres d'art en tout genre et les artistes recensés dans plus de soixante établissements français. Avec 15 000 fiches, soit plus de 400 000 mots-clés, ce service représente la plus importante documentation automatisée au monde sur l'histoire de l'art, indique-t-on au ministère de l'Éducation et de la Culture, où l'on annonce que le public pourra, dans les années à venir, accéder « une dizaine d'autres bases de données représentant plus de deux millions de pages-écran et couvrant tous les domaines de notre patrimoine ».

► **16,5 millions de francs pour un Gauguin.** - Ventes médiocres à Drouot-Montaigne. Le *Joueur de flageolet sur la falaise* (1899), de Paul Gauguin, a été acquis, vendredi 12 juin, 16,5 millions de francs, limite basse de l'estimation (entre 15 et 20 millions de francs), par le commissaire-priseur Jacques Tajan. Si un *Buste de femme au corsage rouge* de Renoir (1905) est parti à 2,9 millions de francs, une autre œuvre du même peintre, *La laveuse* (vers 1891), n'a pas trouvé preneur alors qu'elle était estimée entre 5 et 8 millions de francs. Un tableau de Soutine, *La femme au bain* (1931), estimé entre 4 et 5 millions de francs, a été vendu 2,8 millions de francs.

ORCHESTRE DE PARIS
SAÏD PRINET
Le 23 juin - 20h30
SEMYON BYCHKOV
ALICIA DE LARROCHA
DUTILLIEUX, RAVEL
Le 24 juin - 20h30
SEMYON BYCHKOV
ALICIA DE LARROCHA
DUTILLIEUX, RAVEL
45 63 07 96
Tél. 01 46 46 46 46

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

Offre exceptionnelle jusqu'au 30 juin

200 PEUGEOT sélectionnées
205, 309, 405, 605
à enlever, en livraison immédiate
au prix de revient

Modèles 1992

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
• 8, rue de 4-Septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.55.68
• 23, bd. des Buttes-aux-Cailles 75013 PARIS ☎ 42.93.59.52
• 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 49.33.60.00

général

MERcredi 1^{er} JUILLET
HIPPODROME DE PARIS-VINCENNES

TONY BANKS
PHIL COLLINS
MIKE RUTHERFORD
DARYL STUERMER
CHESTER THOMPSON

30 JUIN : LYON
19 JUILLET : NICE
20 JUILLET : MONTPELLIER

NOUVEL ALBUM "WE CAN'T DANCE"

LOCATIONS : FNAC, VIRGIN MEGASTORE, ET SUR MINTEL 36 15 CODE NRJ CLUB.
INFOS CONCERT SUR MINTEL 36 15 CODE NRJ

ÉCONOMIE

Le rapport annuel de la « banque centrale des banques centrales »

Un renfort contre Maastricht

Une recommandation en direction des opposants au traité de Maastricht et des autres : la lecture du rapport annuel de la Banque des règlements internationaux (BRI). Dans ce document, au-delà d'un tableau très complet sur la situation économique mondiale, la banque des banques centrales émet de sérieuses critiques sur le projet d'Union économique et monétaire (UEM) concocté par les Douze.

Les experts de la BRI y dénoncent en effet pêle-mêle « les dangers (de la monnaie unique) inhérents à la réalisation de l'objectif proclamé » (la stabilité des prix), « les incertitudes liées aux critères de convergence » et « les risques pour les résultats économiques d'ensemble ». La BRI affirme notamment qu'« une union monétaire entre des économies aussi divergentes à certains égards que celles des pays membres est une entreprise comportant beaucoup d'incertitudes ».

Reprenant l'exemple de l'unification allemande, la banque craint que les pays les moins développés de la Communauté ne revendiquent des salaires équivalents à ceux des pays les plus riches, « au mépris des écarts de productivité », ce qui aurait « des conséquences incalculables sur le chômage ». Les experts de la BRI soulignent aussi l'ampleur des progrès réalisés dans la lutte contre l'inflation en Europe sans monnaie unique et craignent que l'UEM ne soit moins efficace en ce domaine.

Mais c'est plus généralement la démarche adoptée par les Douze que critique la BRI. Vouloir imposer une union monétaire avant une véritable union politique est, aux yeux de la banque des banques centrales, une erreur de méthode. Comme d'ailleurs, la BRI ironise sur le fait que les gouvernements soient parvenus à un « accord de principe » conduisant à une réelle « perte de souveraineté » pour chacun sans « débat public » et sans avoir « pratiquement rien fait pour la stimuler ». Des conditions de départ peu favorables qui laissent craindre une appréciation laxiste des critères de convergence.

Au-delà, la BRI s'interroge sur l'élaboration des orientations monétaires au niveau communautaire. « Quelle que soit la marge de manœuvre dont dispose la banque centrale européenne en pratique pour élaborer la politique monétaire, l'objectif de stabilité des prix risque d'être intrinsèquement compromis si le consensus politique à son égard souffre la moindre hésitation ». Les grands argentiers – dont les douze européens, concepteurs de l'UEM – sceptiques sur la monnaie unique ! Un renfort que n'attendaient sans doute pas MM. Chevènement, Pasqua et Marchais.

ERIK IZRALEWICZ

classes pilotes PREPA.HEC

améliorez vos chances d'intégrer une grande école de commerce grâce à un encadrement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Centre Paris 17ème
tél. 42 38 21 21

INSTITUTION FRILLEY

Prépa HEC fondée en 1864

La BRI dénonce le raidissement commercial des pays industriels

Peu d'optimisme se dégage du dernier rapport de la Banque des règlements internationaux, publié lundi 15 juin à Bâle. Si la « banque centrale des banques centrales » se réjouit de la modération de la hausse des prix dans le monde industriel (à l'exception de l'Allemagne), elle rend le dégonflement récent de la valeur des actifs, immobilier notamment, principal responsable du mésestime économique et principale cause d'inquiétude pour l'avenir proche.

Spécialisée dans la promotion de la coopération monétaire internationale, la Banque des règlements internationaux (BRI) s'appesantit particulièrement cette année sur les questions commerciales. A propos de l'Europe de l'Est, son rapport souligne que les transferts de capitaux, si massifs soient-ils, comme dans l'ancienne RDA, ne pourront jouer qu'un rôle très minime dans la réussite des réformes économiques.

Seul un « accès totalement libre aux marchés occidentaux » pourrait influencer de manière positive la transition. Or, alors que les pays en développement ont fait des efforts de libéralisation de leur commerce extérieur et d'abaissement de leurs droits de douane, le monde industriel adopte une attitude très rigide.

De tous les cycles de négociations commerciales multilatérales, celui de l'Uruguay Round, entamé en 1986, est celui qui a le plus « trainé en longueur », rappellent les experts de la BRI, car « les parties en présence semblent de plus en plus opposées à toute nouvelle concession réciproque ». Un avertissement qui n'est pas inutile au moment où le conflit commercial entre les États-Unis et l'Europe paraît s'être encore aggravé en raison de « l'affaire soja ».

Un mieux en Amérique latine

Rédigé avant le référendum danois sur le traité d'union politique, économique et monétaire de l'Europe, le rapport dénonce l'attitude des gouvernements des Douze, qui « n'ont pas été mécontents de l'absence de débat public dans leur pays avant le sommet de Maastricht ». « Une union monétaire entre des économies aussi divergentes à certains égards que celles des pays membres de la CEE – même si les critères de convergence sont rigoureusement appliqués – est une entreprise comportant beaucoup d'incertitudes, qui peuvent fort bien aboutir à des points de vue contrastés lorsqu'un arrivera au cœur du débat sur les conséquences pratiques de cette union », lit-on par ailleurs.

Et exultant l'hypothèse d'un retour prochain à une croissance économique rapide, en dénonçant le raidissement des pays industriels en matière commerciale et

en laissant planer un doute sur la possibilité d'une mise en œuvre rapide de l'union économique et monétaire en Europe, les banquiers centraux ne laissent pas beaucoup de place à l'optimisme. Heureusement, les marchés financiers réagissent de manière plutôt sereine, notamment celui des changes, où le cours du dollar n'a pas subi depuis longtemps de fluctuations violentes.

En outre, le rapport de la BRI réfute la notion de *credit crunch* (réduction des prêts bancaires), très populaire depuis l'an dernier, estimant que si les avoirs bancaires mondiaux ont décliné en 1991 pour la première fois depuis plusieurs années, c'est surtout en raison de la forte restructuration de l'activité financière au Japon. Les émissions sur le marché obligataire international ont pour leur part atteint un niveau record.

Une caractéristique de l'année 1991 a été l'amélioration de la conjoncture économique dans une partie du monde en développement (Amérique latine, et dans une moindre mesure Asie), à l'origine d'une progression des flux de capitaux privés vers ces régions. Enfin, et l'on sait qu'il s'agit d'une préoccupation majeure des banquiers centraux, le recul de l'inflation a été très net au cours de la récente période de croissance économique faible.

F. L.

Les regroupements dans l'aéronautique régionale

L'allemand DASA reprendrait seul le néerlandais Fokker

AMSTERDAM

de notre correspondant

Négociant un éventuel rapprochement depuis plus de trois mois, le constructeur aéronautique néerlandais Fokker et l'allemand Deutsche Aerospace (DASA) pourraient sceller leur alliance prochaine.

Les deux groupes annoncent avoir « fait des progrès dans la mise au point des détails de la structure future ». Mais ils ne donnent aucune précision. Ils indiquent simplement que DASA deviendra « l'actionnaire majoritaire » de Fokker, ce qui pourrait signifier que l'industriel allemand se substituerait à tant que tel à l'État néerlandais – qui détient actuellement 31,3 % des parts – et souscrirait à une émission complémentaire d'actions pour porter sa participation à 51 %.

Ce scénario dévie toutefois du montage défendu jusqu'à présent publiquement par DASA, qui envisageait de créer, avec le français Aérospatiale et l'italien Alenia, un holding s'associant avec Fokker selon une élé 51 % - 49 % (*Le Monde* du 22 mai). Ces deux schémas, qui peuvent s'appliquer successivement dans le temps, ne sont pas incompatibles. A moins que le texte néerlandais ne veuille dire que la présence du tandem Aérospatiale-Alenia dans le tour de table fasse problème.

Une autre ambiguïté réside dans la répartition des rôles que s'attribuent respectivement DASA et Fokker. L'Allemand assurerait « le leadership industriel » global et le néerlandais serait, dans ce cadre, « la société motrice » sur le segment des avions régionaux de 65 places à 130 places. Ce qui repose la question du tandem franco-italien avec lequel DASA doit, en principe, développer un appareil de cette catégorie.

CHRISTIAN CHARTIER

Face à une récession plus sévère que prévu

La reprise par la consommation semble s'essouffier aux États-Unis

Et si la reprise constatée au cours des dernières semaines n'avait été qu'un feu de paille ? Sans aller jusqu'à emboîter le pas à ceux qui craignent déjà une *triple-dip recession*, un triple plongeon de l'économie américaine, en ayant en mémoire les espoirs déçus du printemps 1991, certains économistes se demandent à présent si les statistiques décevantes de ces derniers jours, lesquelles ont fait l'effet d'une douche froide sur Wall Street et sur le dollar, n'indiquent pas que la machine est plus grippée qu'il n'y paraît.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le premier choc a été celui des chiffres du chômage au mois de mai, un sujet doté d'une forte charge émotionnelle auprès du public et de l'électorat, à quelques mois des présidentielles de novembre prochain. Les spécialistes, certes, n'ont pas une légère aggravation, mais pas un taux de 7,5 % (contre 7,2 % le mois précédent), le plus élevé depuis huit ans et qui a obligé le nombre de demandeurs d'emploi à franchir la barre des 9,5 millions de chômeurs face à 117,6 millions d'Américains en travail. A ce niveau, les États-Unis sont encore loin des taux de 9 % et 10 % enregistrés lors de la récession de 1982-1983, mais le fait préoccupant est qu'aux côtés des traditionnels plus mal lotis – les Hispaniques qui sont au chômage (11,3 % d'entre eux en mai) et les Noirs qui continuent à les devancer (14,7 %) – figurent désormais les adolescents blancs (20 %) avec un pourcentage en constante progression mais qui, reste, il est vrai, inférieur à celui des adolescents noirs privés (43,8 % en mai dernier à l'échelon national). Pour les prochains semaines, la plupart des prévisions tablent sur un léger accroissement du chômage ou, au mieux, sur une stabilisation à ses niveaux actuels.

Bénéfice record pour les banques

Dans le même temps, le sénateur démocrate Paul Sarbanes, président de la Commission économique mixte du Congrès, annonçait qu'après la révision des chiffres de l'emploi effectuée par le Bureau fédéral du travail, le nombre d'emplois perdus durant la récession (juillet 1990 à janvier 1992) était de 2,2 millions et non pas de 1,6 million comme chacun le croyait. Enfin, si certains anticipent plus de 1,5 million de créations d'emplois cette année, surtout dans les petites et moyennes entreprises, il reste que, pour l'instant, la semaine de travail effectif est passée à 34,5 heures en mai contre 34,4 heures le mois précédent et que le nombre moyen d'heures supplémentaires a été porté à 4 par semaine contre 3,9 précédemment, signe que les firmes accroissent les cadences avant de songer à reprendre l'embauche.

L'autre préoccupation vient de la

consommation, laquelle représente traditionnellement les deux tiers de la demande – un record parmi les pays industrialisés – et qui semble patiner. Toujours en mai, les ventes au détail n'ont progressé que de 0,2 % tandis que celui du mois précédent, lequel avait suscité un vent d'euphorie, était révisé en baisse de 0,9 % à 0,4 %, confirmant que les consommateurs sont loin d'avoir repris leurs dépenses d'antan. Cette tendance se retrouve dans l'évolution de la masse monétaire dont la composante M2, la plus suivie par les économistes, ne reflète qu'une progression de 1,6 % depuis le début de l'année, bien inférieure à la fourchette de 2,5 % à 6,5 % retenue par la Réserve fédérale (FED) dans ses objectifs annuels de création monétaire. Enfin, les prix à la production ont augmenté de 0,4 % en mai, pour partie en raison d'une augmentation des prix du tabac, soit la plus forte hausse depuis dix-neuf mois, jetant quelques doutes sur les possibilités, pour la Fed, de peser davantage sur les taux d'intérêt – alors qu'ils sont à leur plus bas niveau historique depuis plus de vingt ans – et, par ricochet, sur le New York Stock Exchange.

Wall Street a clos la semaine du 12 juin en léger retrait, à 3 354 points, et la majorité des boursiers escomptent prudemment un indice Dow Jones autour de 3 300 à 3 400 points aussi longtemps que le marché ne saura pas véritablement d'où vient le vent. Habitué à voguer de record en record depuis le début de l'année, c'est la première fois que la Bourse new-yorkaise en vient à s'interroger sur son sort, tandis que le dollar, peut-être plus réaliste, est tombé à son plus bas niveau depuis cinq mois au regard de la devise allemande.

Faut-il craindre une correction des cours plus ou moins sévère ? Pour les spécialistes, la réponse viendra de l'évolution des taux d'intérêt, une éventuelle remontée du loyer de l'argent ayant naturellement un effet particulièrement offensif sur le marché. Mais comment éviter une remise à niveau si les prochains résultats financiers des entreprises américaines ne sont pas à la hauteur des espérances alors que le Dow Jones a gagné – un peu dans le vide – plus de 1 000 points en l'espace d'un an, se demandant déjà quelques analystes ? Heureusement, certains secteurs d'activité, comme celui des banques, continuent à donner satisfaction aux boursiers.

Au cours du premier trimestre 1992, les banques commerciales ont enregistré un bénéfice record totalisant 7,6 milliards de dollars, confirmant le redressement observé depuis un an. Mais cette amélioration n'est pas due aux seuls mérites de l'activité bancaire. Plus du tiers des profits de ces établissements provient encore du marché boursier. D'où le danger que comporte pour les banques, actuellement sur milieu du gué, une alerte plus sérieuse pour Wall Street.

SERGE MARTI

► Lire dans « l'Economie », page 36, la chronique de PAUL FABRA : « La reprise n'est pas encore pour demain ».

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

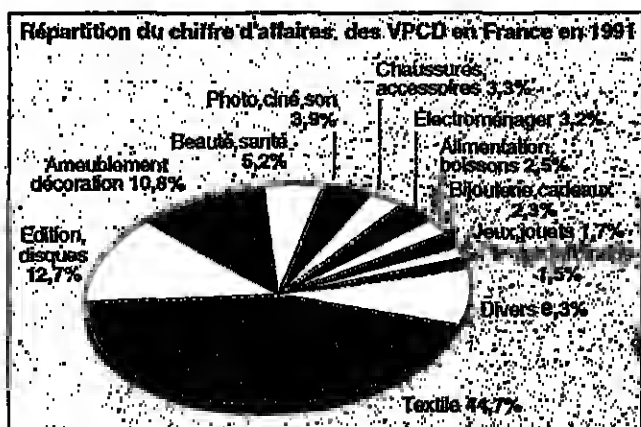
● Prix de détail : +0,1 % en mai. – Les prix de détail ont augmenté de 0,1 % en mai. En glissement sur un an (mai 1992 comparé à mai 1991), la hausse est de 3 %. Hors énergie (+0,6 % en mai par rapport à avril) et alimentation (-0,3 %), la hausse des prix a été de 0,2 % le mois dernier et de 3,8 % par rapport à mai 1991.

FRANCE

● Matières premières : -2 % en mai. – Les prix des matières premières importées par la France ont baissé de 2 % en mai par rapport à avril (prix exprimés en francs). En un an (mai 1992 comparé à mai 1991), la baisse est de 12 %. Les prix des produits alimentaires (denrées tropicales et oléagineux) ont baissé de 2,8 % en un mois et de 13 % en un an. Les prix des matières premières industrielles (organiques et minérales) ont également baissé de 1,8 % en un mois et de 11,8 % en un an.

GRANDE-BRETAGNE

● Prix de détail : +0,4 % en mai. – Les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en mai par rapport à avril et de 4,3 % en un an. Hors taux d'intérêts hypothécaires (les Britanniques calculent deux indices de prix dont l'un prend en compte les taux d'intérêt), la hausse annuelle revient de 5,7 % à 6,3 %.

La vente par correspondance en France
Le textile se taille la part du lion

La vente par correspondance (VPC) a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires, en hausse de 4,56 %, de 42,8 milliards de francs, dont la plus grosse partie (44,7 %) est fournie par le textile. Le tiers gagnant est constitué de La Redoute (9,2 milliards de francs de chiffre d'affaires), des 3 Suisses (5,8 milliards) et de la CAMIF (4,8 milliards).

Comparée à l'Allemagne (120 milliards de chiffre d'affaires), la France fait figure de « petite ». Elle occupe pourtant la deuxième place en Europe, devant la Grande-Bretagne (35 milliards).

(Publié)

AVIS D'APPELS D'OFFRES

La Compagnie Malienne pour le Développement des Fibres Textiles (C.M.D.T.) lance trois appels d'offres internationaux pour la fourniture de :

- 10 000 tonnes de NPK 15-15-15
- 28 000 tonnes de NPKSB 14-22-12-7-1
- 700 000 litres d'insecticides ULV
- 100 000 litres d'insecticides EC

Financement : CMDT.

Date limite de remise des offres : le 15-07-92 à Bamako (Mali).

Les cahiers des charges peuvent être retirés au prix de : 2 000 FF chaque, auprès de la CFDT, 13, rue de Monceau, 75008 Paris (Attention DDR) – Téléphone 42-99-54-52 – Téléc. N° 644 839 F – Télécopie N° 43-59-50-13, ainsi qu'auprès de l'Ambassade du Mali, 89, rue du Cherche-Midi 75006 Paris. Téléphone 45-48-58-43.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

PME/PMI, qu'attendre de l'Europe ?

Réponse au forum Datar du salon "S'implanter 92"

le 16 Juin à 17h00.

DATAR

DÉLEGATION À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET À L'ACTION RÉGIONALE

Carrières Européennes en Entreprises


(cacharel)
LINGERIE

A SARA LEE CORPORATION COMPANY
To strengthen our structure and support the fast growth of the business
We are searching for the
EUROPEAN DIVISION OF THE GROUP

THE SENIOR PROJECT ENGINEER

Based in Rome, Italy

who will help the director of the European Manufacturing to implement, develop and follow-up a variety of manufacturing and distribution projects throughout the European and off shore locations.

Cœur Croisé

- Our person should be self sufficient, action oriented, team player, able to initiate, lead and achieve the goals of the assigned projects, sensible in time management and capable to communicate.
- We would like to get in touch with a brilliant graduate about 30 years old who has matured 3-4 years hands on experience in projects related cost savings or other quantifiable benefits in fast moving consumer goods environment. Ref. 321/a.

Secrets

THE PROCESS ENGINEER

Based in Lyon, France

who will support the Manufacturing Management to ensure the famous quality of our products through:

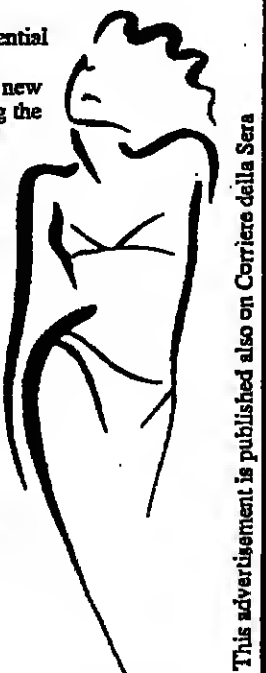
- Researching new equipment and following-up potential production improvements, including cost analysis.
- Providing technical assistance to the start-up of the new styles to get the approval to the standards, including the training of the sewing operators and mechanics.
- We need to contact a person who has matured a solid experience in mechanical problems of the sewing and cutting equipments.
- Our person should also have a big sensibility to a quality philosophy and profound understanding of construction of garments, including the aspect of cost analysis. Ref. 323/a.

For both positions

WE OFFER

An attractive salary really competitive with higher market.
A motivating and involving labour environment.
Concrete chances of professional improvement also in other Playtex International plants and subsidiaries.

Please send your complete curriculum to
PA Consulting Group
Lungotevere Mellini 44 - 00193 Roma - Italia
quoting the reference of interest also on the envelope.



This advertisement is published also on Carrière della Sera

ECONOMIE

ENVIRONNEMENT

A cause d'un bassin houiller extrêmement polluant

Les écologistes tchèques pour le nucléaire

Dans le «triangle sale», aux confins de la Bohême du Nord et de la Pologne, les habitants connaissent une vie rythmée par les alertes à la pollution. Les écologistes en sont à préférer le nucléaire, tandis que le gouvernement tchèque s'y oppose.

PRAGUE

de notre correspondant

« Nos gosses ne supportent plus l'oxygène ». L'adjectif au maire de Mezibor, Jan Ledinsky, ne plaisante pas : cette année les instituteurs de la petite commune du nord-ouest de la Bohême ont décidé de ne plus envoyer leurs élèves en classe verte : « Ils tombaient une première fois malade en arrivant là-bas, et une deuxième fois en nous revenant, déplore l'élu. Les médecins ont conclu que l'inhalation d'oxygène leur faisait... l'effet d'un poison. » Un diagnostic alarmant. Pourtant, il est le commun de toute une frange de la population, centre européen massé autour du bassin houiller qui va de la Bohême du Nord à la Pologne en passant par l'ex-RDA, le fameux «triangle sale».

A Mezibor, la dette quotidienne se compose de dioxyde de soufre (SO₂) produit par les chaudières à charbon, les centrales thermiques de l'usine chimique Chemopetrol de la ville voisine de Litvinov, d'oxyde de nitrate (NOx), de poussières qui émanent des dix mines à ciel ouvert de la région et, accessoirement, d'émissions de minerais venant des mines d'argent désaffectées.

Tous les matins, un panneau accroché devant la mairie annonce le contenu de SO₂ dans l'air. Une vie

rythmée par les alertes à la pollution. En janvier dernier le dioxyde de soufre, responsable notamment d'asthmes, de la naissance, de lésions cardiaques et de maladies respiratoires atteignait le seuil record de 1 250 mg par m³ par vingt-quatre heures pendant six jours consécutifs ; moyenne de l'année : 270 mg. Et cela alors que le maximum tolérable se situe aux environs de 150 mg.

Des milligrammes synonymes de compte à rebours : « C'est bien simple, explique, affable, Petr Pakosta, responsable de l'environnement du chef-lieu de Most dont dépend Mezibor, notre espérance de vie est inférieure de dix ans à celle des Européens de l'Ouest et de sept ans par rapport à l'ensemble de la Tchécoslovaquie. »

Le véritable drame de la région commence pendant la seconde guerre mondiale : après l'annexion des territoires des Sudètes par Hitler, dès 1939, les Allemands entreprennent la construction de l'usine Chemopetrol destinée, dans le cadre de l'effort de guerre, à la transformation de la lignite du bassin de Most en carburant. A la Libération, la Tchécoslovaquie recouvre le site qui est repris, grâce à l'aide des frères soviétiques. Avec l'arrivée au pouvoir des communistes en 1948, depuis l'ère de la productivité. Une filière des grands qui s'accompagne de la liquidation de quelque soixante-dix villages considérés comme autant d'obstacles à l'extension de l'exploitation minière.

Empêcher

l'irréparable

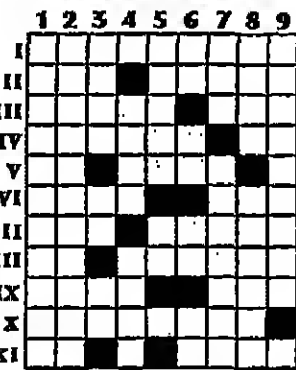
Pour empêcher l'irréparable et mettre fin à cet immense gâchis qui affecte la terre et les hommes, la grande majorité des écologistes de la région ne voient plus qu'une solution : le nucléaire. Bien sûr, reconnaît Petr Pakosta, l'énergie atomique n'est pas sans risques mais ils sont contrôlables. Dans l'usine de Chemopetrol, les quelque 22 000 tonnes d'effluents stockés représentent l'équivalent de 17 tonnes de TNT. De quoi faire sauter Litvinov en une seconde. Le nucléaire est bien moins dangereux. Une idée qui fait son chemin puisque, selon un sondage réalisé en juin 1991, 56 % de la population de la vallée se disait favorable à l'atome.

Le ministre tchèque de l'environnement, Ivan Dejmal, s'y oppose vivement.

CATHERINE MONROY

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5802



HORIZONTALEMENT

1. Passe souvent de longues heures dans un parc. — II. Préposition. S'est beaucoup allongée de Jumièl à Barbier. — III. Fait partie des maux qu'engendre la vieillesse. On se sent plus à l'aise quand on l'a vu. — IV. Bouquins champêtres. Démonstratif. — V. Au cœur de la cité. On peut lui confier bien des choses. — VI. Fait des séries de piqures. Animal. — VII. Poète allemand. Sentent le feu. — VIII. Symbole. Hormis un détail, certains sont vains serpents. — IX. Coule en France. Orientation. — X. Tachement de vert un jardin biblique. — XI. Annonce une défense. A longtemps couru en Chine.

VERTICALEMENT

1. Entraîne des notes glorieuses. — 2. Avec elle, on peut faire facilement tâche d'huile. — 3. Adverbe. Fin de parcours. Jeûne. — 4. Est fort convenable. Trouvaille occasionnelle. — 5. Rend plus onctueux. Marque sa préférence (épilé). — 6. Quartier de Clamart. Forme de savoir. Lit. Conjonction. — 7. Point de départ à une fusillade qui mit le feu aux poudres. Mettre en quarantaine. — 8. On n'y craint pas les coups de soleil. Fait l'âne. — 9. Déféré par une personne désintéressée.

Solution du problème n° 5801

Horizontalement

I. Fardeau. Adamite. — II. Oisier. Raies. Is. — III. Usagers. Port. — IV. Ré. Estrapade. — V. Nasses. Receleur. — VI. Eu. Tus. Igloo. Su. — VII. Ca. Er. Ramené. — VIII. Métempre. Id. — IX. Lure de miel. Ova. — X. Actualité. — XI. Elus. Réa. — XII. AR. Toit. — XIV. Age. AI. Colonne (d'un journal). — XV. Désillusions. SI.

Verticalement

1. Fournée. Lave. Ad. — 2. Assesu. Mucilage. — 3. Rie. Centaures. — 4. Dégustateurs. — 5. Ere. Eu. Adam. Mal. — 6. Ressemeler. II. — 7. URSS. Remises. — 8. Tri. Ric. CS. — 9. AI. Régérées. Loi. — 10. Débauche. As. LA. — 11. AE. Péons. Elon. — 12. Palot. Oignons. — 13. Ode. Riverain. — 14. Trouves de cartes. — 15. Est. Ruée. Est. SI.

GUY BROUTY

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2^e arrdt

BOURSE, ÉLISE N. DAMES-VICTOIRES, Beau STUDIO 10 s/rue, Poutres, Châssis, Caracère. Taux confort. 520 000 F. 48-04-54-48

3^e arrdt

MARAS TURBINE SARTOIS 2 GDES PCEs 63 m². Poutres, Châssis, Caracère. Immeuble, Asc. Soléil. 1 300 000 F. 48-04-35-58

5^e arrdt

PROCHE NOTRE-DAME Rue tranquille, 1^{er} étage. Entre 2 cours dans immeuble ancien, entièrement rénové, très beau studio, prestations luxueuses, état neuf, 43 m², cheminée, etc., balconnet. (18) 98-44-08-08

8^e arrdt

SAINT-AUGUSTIN 210 m², duplex salon, s. m., 4 chs., studio sous les toits, balcon. Soléil. 48-88-80-57

9^e arrdt

EXCEPTIONNEL NOTRE-DAME-DE-LORÈTE rue des Martyrs Bel espace 34 m², verrière sur toit, belle vue sur jardin, 3^e de Clair, cuisine, Dûlène, wc, dche, Aménagé, agréé. Partiel état. 780 000 F. 43-87-67-35 (rép.).

11^e arrdt

NATION, près MÉTRO, 2 PCEs, cuisine, wc, douche, 3^e de Clair, Jardin et dip. cuisine. Prix 388 000 F. CREDIT. 43-70-04-84

14^e arrdt

LIMITE PTE ORLÉANS IDEAL PROFESS. LIBÉRALE Pierre de t., revêt. 4/5 P. 1^{er} 4^e de rue, Tt. et. Asc. Dûlène. 2 300 000 F. 48-04-35-36

RUE D'ALÉSIA, Angle RUE DES PLANTERS, Pierre de t., revêt. 4/5 P. 1^{er} 4^e de rue, Tt. et. Asc. Dûlène. 2 300 000 F. 48-04-35-36

appartements achats

BO MURAT

Partiel, vd dans petit imm. ancien. Faibles charges. BEAU 2 P. 42 m². R.-de-ch., 2 Jardins et cour. Living 21 m² + chère 14 m². Petite cuisine, 8 m², 3 chs. REPARTEUR. 125 CAJUS. 950 000 F. 42-80-18-23 ou 47-70-09-55

18^e arrdt

2 P. CFT. 560 000 F Rue ORDENER Immo Marquet 42-52-01-82

19^e arrdt

MÉTRO ROQUET COULET STUDIO 9 RUE Cule, sal. d'eau, wc, balcon. SOLEIL. Ascenseur. 318 000 F. 48-04-35-35

32 Hauts-de-Seine

PUTEAUX Studio 20 m², Calme, 4/5, entièrement rénové. Cuis. équipée, douche, wc. Placards. Prix. 320 000 F. (11) 47-78-05-73, la soir.

BOULOGNE

Proximité métro. 4 PCEs 102 m², 3^e étage. Superbe état, 45 m², 3 chs. Prix : 2 980 000 F. Parking inclus.

BREGUET

47-58-07-17

94 Val-de-Marne

NOGENT-S/MARNE VUE EXCEPTIONNELLE 4 P. 5^e étage. Livraison immédiate. Prix : 1 885 000 F. Cave et parking inclus.

BREGUET

47-58-07-17

bureaux

Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL COMMUNICATIONS et tous services 43-85-17-50

BOUL DE L'HOPITAL

Beau local professionnel. Cession 30 000 F. Loyer mensuel 5 000 F. Immo Marquet 42-52-01-82

locations non meublées offres

Paris

80N 20^e arrdt. M. Gambetta DUPLEX 85 m². 3 PCEs + pie. + jard. privat. (grilles électriques sur portes-fenêtres). Très belle. Super. Prix 7 500 F + charges. Tél. 47-67-68-18, le soir seul west-end.

locations non meublées demandes

Paris

EMBAÏSSY SERVICE recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VUES SUR PARCS et BUREAUX (1) 45-62-30-00

pavillons

MAISON RÉNOVÉE 40 km d'Abn, 40 km de Rodos, 50 km de Méau, bord du Tarn GROSSEUR-LE-CHATEAU pierre de pays, toit en lauzes, 2 logs, tout confort, cheminée, 2 terrasses, 2 caves, jard. bord riv., entièrement meublé. Prix 600 000 F à débattre. Téléphone région parisienne : 48-60-71-45

Téléph. sur place juillet-août

(18) 65-96-46-37

VIENNE-EN-VAL

ROUTE D'ORLÉANS Cuis. aménagée, 14 m² + armoire. Séjour 20 m² + armoire encastrée pendule + balcon. 1 chambre 12 m². 1 chbr 17 m² + balcon, porte à l'air.

1 salon + entrée 8 m².

Salle de bains + w.c., terrain, grande cour + terrasse + club garage + jardin + puits, clos avec grilles.

+ chauffage central 1 050 m².

Prix 650 000 F

Tél. après 18 heures

38-58-81-88

38-94-56-83

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Télax : 206.806F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Télax : 261.371F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 820 000 F

Société anonyme

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du Monde

12, rue M. Gomboust

94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2007

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Michel Cros, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue de Colonne-Pierre-Avès

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Télax MONDIPUB 634 128 F

Télécopieur : 46-62-70-71 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Group SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE

ou 36-15 - Types LM

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS

3 mois 480 F 572 F 790 F

6 mois 890 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 628 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris 15

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

NOMADE

1

1

173

Le Monde

Le Monde

CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Michel
BRAC DE LA PERRIÈRE
ont la joie d'annoncer la naissance de
leurs petits-enfants.

Swann COUSIN,
le 31 mars 1992,
chez Virginie et Guillaume.

Zoé BRAC DE LA PERRIÈRE,
le 7 mai 1992,
chez Etienne et Dominique.

**Gabriel
BRAC DE LA PERRIÈRE**,
le 4 juin 1992,
chez Jacques-Joseph et Béatrice.

Décès

M^{me} Colette Combet,
son épouse,
Claude Combet et Thérèse Lefèvre,
Sophie et Christophe David,
ses enfants.

Sa mère, ses frères et belles-sœurs,
Toute sa famille.
Ainsi que ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René COMBET,
docteur en droit, avocat,
survenu le 31 mai 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

Sa famille, ses amis,
ont la très grande douleur de faire part
de la disparition de

M. René COURTOIS,
directeur honoraire des services
de l'éducation surveillée,
officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu le 9 juin 1992.

26390 Hauterives.

Un service religieux sera célébré
le vendredi 19 juin 1992, à 17 heures,
en l'église anglicane Saint-Michael's,
5, rue d'Aguesseau, Paris-8^e, à la
mémoire de

Simon James DENNISTON,
décédé le 9 mai.

M^{me} Jeanne Darnon,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
font part du décès de

M. Jean MARTELLOT,
directeur honoraire
de la région Méditerranée de la SNCF,
survenu le 8 juin 1992.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

Saint-Côme,
83740 La Cadière-d'Azur.

M^{me} Sylvie Darnon
et son fils, David,
M. Gilbert Darnon,
Les familles parentes et alliées,
La famille Joannin Marquis,
ont la douleur de faire part du décès,
survenu le 10 juin 1992, dans sa
quatre-vingt-troisième année, de

M. Sam PICARD,
ingénieur ECP.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité, le 12 juin, au cimetière du
Montparnasse.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-60-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 96 F
Abonnés et actionnaires : 85 F
Communications diverses : 100 F
Thèmes étudiants : 55 F

On apprend la mort, le 9 juin 1992, de

M. Augustin TERNEAUD,
ancien administrateur
de la France d'outre-mer.

De la part de
Sa femme,
Ses enfants,
Petits-enfants
Et arrière-petits-enfants.

Il a donné son corps à la science.

Une messe a été dite en l'église de
Saint-Avertin (Indre-et-Loire).

24, rue d'Ardenne,
91120 Palaiseau,
23, rue de Madagascar,
63200 Riom,
136, rue de Grand-Cour,
37500 Saint-Avertin.

Anniversaires

Il y a deux ans, le 16 juin,

Alphonse DUPRONT
nous quittait.

Que ceux qui l'aimaient se souvien-
nent.

Le 16 juin 1989, à Bastia,

Michel FABRIKANT
quittait les siens et ses nombreux amis.

Une pensée est demandée à ceux qui
l'ont connu et aimé.

VENTES

Des voitures de collection à La Villette

Après les surcotes observées sur
les voitures de collection voici
quelques années - on se souvient
des 50 millions de francs enregist-
rés par une Ferrari à Monaco - un
écoulement des enchères est venu
ces derniers mois quelque peu
refroidir les enthousiasmes, surtout
ceux des spéculateurs.

Il semble aujourd'hui que le
marché de ce type de voitures qui
ont marqué l'histoire de l'automobi-
le redresse la tête. Peut-être pré-
cisément parce que les blocages
opérés il y a peu par surenchères
sur certains véhicules rares et d'au-
tres moins rares auxquels ne pou-
vaient répondre les vrais collec-
tionneurs, apparaissent dans les
ventes apparemment au passé. L'autre
explication est que l'on croyait le
parc étranger des voitures de col-
lection quelque peu tari. Il n'est
pas sûr que ce soit le cas. On en
voudra pour preuve le nombre de
voitures importées, dédouanées

néanmoins, mais pas encore imma-
triculées, qui sont au catalogue des
ventes prochaines.

A ce propos une exposition de
trois jours (du 15 au 17 juin) pré-
cèdera la mise aux enchères de
soixante-quinze voitures, toutes en
ordre de marche, à la Grande
Halle de La Villette, mercredi pro-
chain. L'entrée de l'exposition sera
libre de 12 heures à 20 heures, et
parmi les véhicules réunis par la
compagnie des ventes Montessuy,
un cabriolet 403 Peugeot de belle
prestance avoisnera avec des Fer-
rari, des Jaguar, des Alfa, des
Aston-Martin et des Facel Vega, à
la grande joie de ceux qui se consi-
dèrent pas seulement l'automobile
comme une vulgaire machine à se
déplacer. Les mises à prix
devraient s'échelonnner de
13 000 francs à 700 000 francs ce
qui apparaît très ouvert.

Renseignements : (1)
49-42-09-98.

NOMADE

PLUS DE 50 RANDONNÉES
DANS LES

GRANDS ESPACES

FRANCE - EUROPE - MARIAGE - AFRIQUE - AMÉRIQUE

BOURNE (1000000)
20 av. du 1^{er} mai - 75017 Paris - 49-42-09-98

BOUTIQUE

Christian Dior

SOLDES

PRÊT-À-PORTER ET ACCESSOIRES
FÉMININS

BOUTIQUE FOURRURE

PRÊT-À-PORTER ET ACCESSOIRES
MASCULINS

CADEAUX ET ART DE LA TABLE

LINGERIE

LINGE DE MAISON

BABY DIOR

DU 15 AU 20 JUIN 1992
DE 10 H À 18 H 30

32, Avenue Montaigne
PARIS 8^e

JACQUES GAUTIER

«NUITS D'ÉTÉ»

Callier cristal sur argent
Boucles d'oreilles 2.200 F

OMAI : eau de parfum originale
36, rue Jacob, 75006 PARIS
Tél. : 42-60-84-33.

GRANDE ENQUÊTE LE POINT-RTL 23 MAI 1992.

OÙ VIT-ON LE MIEUX EN FRANCE?

Saint-Véran, Briançon, Gap, 4000 kms
de sentiers de randonnées, le Lac de
Serre-Ponçon, la Vallée de la Durance,
Le Parc National des Ecrins, Le Parc
Régional du Queyras. Sports pratiqua-
bles : ski, golf, randonnée, planche à
voile, sports aériens, sports d'eau vive,
escalade, alpinisme, etc... Qui mieux
qu'aujourd'hui une meilleure qualité de vie
à ceux qui savent l'apprécier ?



Comité Départemental du Tourisme des Hautes Alpes BP 46.
Immeuble Le Relais, 5 ter rue Capitaine de Bresson 05002 GAP Cedex 02
Tél : 92 53 62 00 - Réservations : 92 53 45 40 ou Minitel 3615 ALPERESA
Maison des Hautes Alpes, 4 av. de l'Opéra 75001 Paris Tél : 42 96 05 08

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Les rires suspendus

Un surgissement sur nos écrans une poignée d'amuseurs, comme chez Pivot, qui s'offrait une petite récréation, et nous voilà attendant d'être piégés en quatre, prêts à hurler à l'acroscène au si le spectacle râlait. Hélas! Nul n'est plus grave, parfois, à la ville, que les amuseurs. Cette gravité est d'ailleurs rassurante, surtout à de telles gaffes. L'humour, l'humour, marquez-vous, tous amateurs! Le seule question qu'on aimerait poser à des amuseurs est : « De quoi n'avez-vous pas envie de rire? »

A quel moment la dévotion, votre fonds de commerce, se brise-t-elle au fond de la gorge? Thierry Lhermitte écrit là. Au début de l'année,

tion, tout au moins, car on le voit pleurer à l'aveugle, faire signe qu'il allait passer un coup de feu et quitter le plateau où il ne revient peut-être. On pensait à un gag, à un pari. L'émission continue sur ses rails hilarants, puisqu'on était parvenu pour lui. Jusqu'à ce que Pivot donne des nouvelles. Lhermitte était souffrant et, en coulisses, un médecin lui prodiguait des soins. Alors là, c'était un bon tour de force. Les choses du maître de maison s'étaient sérieuses ou si? tout cela relevait encore d'une vaste machination. Pouvait-on encore s'autoriser à s'écarter?

Thierry Timsit, un jeune comique, n'hésite pas : « C'est bon pour l'au-

dience, ça, là-peut-être. Sur TF 1, on nous raconte même que nous ne quittons l'école... on promettrait de donner des nouvelles de sa santé avant la fin de l'émission.» Et Pivot, visiblement tiraillé entre l'envie de rester dans le ton et les exigences du savoir-vivre : «Ah non, on n'est pas à Bessite.» De fait, l'émission se termine sans autre bulletin de santé. Mais dans la franchise géométrique.

«L'heure de vérité» résiste obstinément à cette mode télé de sa moquerie de tout, et d'abord d'elle-même. On sent et s'écroule à vouloir offrir aux téléspectateurs une tribune pleine de leur majesté. Bravo! Encore faut-il que les invités

y mettent du leur. Que leur discours soit fort et, si possible, sûr. Faut-il qu'ils aient subi une triste revue donnée par Charles Pasqua : un festival d'esquives et de faufaronnades, dans lequel les clichés des passes d'armes, les manœuvres, les stratégies, tout sonnaient creux, factice. L'émission, alors, accusait ses dix ans.

PS : Gérard d'Aboville ne s'est évidemment pas autotitré, comme nous l'avons indiqué par erreur (note éditoriale du 13 juin), dans l'antenne, mais au cours de sa récente traversée du Pacifique. Nos lecteurs auront pardonné cette métrique océane.

PS : Gérard d'Aboville ne s'est évidemment pas autofilmé, comme nous l'avons indiqué par erreur (nos éditions du 13 juin), dans l'Atlantique, mais au cours de sa récente traversée du Pacifique. Nos lecteurs auront pardonné cette méprise océane.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ▲ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 15 juin

TF 1

20.50 Variétés : Stars 90.
Émission présentée par Michel Drucker.

22.45 Magazine : Faut pas rougir.
De Pierre Desfos, invitée : Lo.

23.50 Magazine : Minuit sports.
Automobile : Grand Prix de formule 1 du Canada, à Montréal; Le Camel Trophy 92.
Moto : Grand Prix d'Allemagne.

Avec Chevy Chase, Hal Holbrook, Julianne Phillips.

22.05 Flash d'informations.

22.10 Le Journal du cinéma.

22.15 Cinéma : Cheb. □
Film franco-allemand de Rachid Bouchareb (1990). Avec Mourad Boudjass, Nozha Khouadra, Pierre-Loup Rajot.

23.30 Magazine : L'Art en jeu.

23.35 Cinéma : Contes de la nuit noire. □
Film japonais de Jun Naito (1989).
Avec Deborah Hall, James Renar, Rae Dawn Chong (v.o.).

1.05 Cinéma :
Les Fantômes de Hurlevent. □
Film italo-germano-français d'Anthony Dawson (1970). Avec Anthony Francosa, Michèle Mercier, Klaus Kinski.

M 6

20.40 Cinéma : Orca. □
Film américain de Michael Anderson (1978). Avec Richard Harris, Charlotte Rampling.

22.30 Cinéma : Coplan ouvre le feu à Mexico. ■
Film franco-italien de Riccardo Freda (1978). Avec Jean Lang Jeffries, Sabine Sun, Frank Olivier.

0.15 Magazine : Culture rock

ARTE

20.30 Cinéma : Le Banquier des fraudeurs. ■
Film belge de Henri Storck (1952). Avec Françoise Rosay, Jean-Pierre Karién, Christiane Lénier.

22.15 Documentaire : Ces drôles de Belges avec leurs drôles de films.
D'Alun de Haléux.

23.00 Documentaire : Comedian Harmonists, six tranches de vie.
D'Eberhard Fackner (2^e partie).

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le Rythme et la Raison.
Une leçon de piano à la française. 1. Gaby Casadesu.

20.30 Le Grand Débat. L'Europe face aux nations. Avec Claude Chysson, Jean-François Poncet, Jean-François Gerard, Didier Motchane, Bernard-Henri Lévy, Philippe de Saint-Robert.

21.30 Dramatique. Les Enfants de Marie, d'après Paul de Kock.

22.40 Le Radio dans les yeux.
Pour la poésie à Marseille : états généraux.

0.05 Du jour au lendemain.
Pour la poésie à Marseille...

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct d'Amsterdam) : Symphonie n° 3 en ré majeur D 200, Groupe ued dom Tartarus D 396, Memnon D 541, Symphonies D 719, An Schwager Kronos D 369, Symphonie n° 5 en si bémol D 685, Symphonie D 759, par l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Nikolaus Harnoncourt; sol. : Dietrich Fischer-Dieskau, baryton.

23.10 Ainsi la nuit... Par Anne-Marie Réby. Œuvres de Mozart, Beethoven.

0.30 Dépêche de notes.

Mardi 16 juin

ÉLIE & DIEUDONNÉ
au **PIGALL'S**
46 51 94 82
MÉTRO PIGALLE

Jean-Pierre Girard ; Népal : le Mustang, royaume oublié, de Michel Peissel, Antoine Mora et Jean-François Vezies ; Angleterre : le concours d'artillerie de Sa Majesté, d'Alain Lastangues.

22.30 Journal et Météo.

22.55 Téléfilm : L'Amour tango.
De Régis Fossier, avec Magali Noël, Jean Bouise.

0.25 Magazine : Regards sur court.

CANAL PLUS

13.35 **Cinéma : Cheb.**
Film franco-algérien de Rachid Bouchareb (1990).

14.55 **Magazine : Mon zénith à moi.**

15.55 **Cinéma : Tante Julia et le Scribouillard. ■**
Film américain de Jon Amiel (1990).

17.40 **Dessin animé : Les Simpson.**

18.00 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ca cartoon.

18.50 Le Top.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Allô maman, ici bébé. ■
Film américain d'Amy Heckerling (1989).

22.05 Flash d'informations.

22.10 Cinéma : Personne n'est parfait
(Tough Song Trilogy). ■ ■
Film américain de Paul Bogart (1986).

0.05 Cinéma : Toubib malgré lui
(Critical Condition). ■
Film américain de Michael Apted (1986).

M 6

14.40 Série : Destination danger.
18.45 Jeu : Zygomusic.
17.15 Magazine : Zygomachine.
17.35 Série : Ohara.
18.30 Série : Vio Daniels.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations, Météo, M 6 Finances.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Ecolo 5.
20.38 Match des plaques.
20.40 Téléfilm : Lesse, la grande aventure.
D. Williams, Besson.

22.20 Téléfilm : Mon enfant, mon amour.
De Mervin Chornsky, avec Vanessa Redgrave, Joseph Campanella.

0.00 Six minutes d'Informations.

0.05 Magazine : Ecolo 8.

0.10 Documentaire : De Gaulle vu d'ailleurs

ARTE

- 19.00 Documentaire :**
La Partie de pêche. De Paul Wasson.
- 19.40 Documentaire :**
Et tu crois être libre...
Pierrot le clochard.
De Barbara Kaffenheim.
- 20.30 Soirée thématique.**
Les Alpes en chute libre.
- 20.35 La Fille au ventreur.**
Extraits du remake de 1989 du film d'Émile André Dupont de 1921.
- 20.40 Documentaire :**
Le Remake mutilé. D'Axel Engstfeld.
- 21.25 Reportage :**
Nature tu respecteras.
De Gerd Meusbach.
- 21.55 Reportage :** **Albertville**
et l'héritage olympique.
De Jacqueline Péard.
- 22.25 Court métrage :**
Mon Tyrol du Sud. De Luis Trenker.
- 22.35 Reportage :** **Lever du soleil**
sur le col du Brenner.
De Winfried Hofer.
- 23.05 Moyen métrage :** **Ce Brave Kurt.**

FRANCE-CULTURE

- 20.00 **Musique : Le Rythme et la Raison.**
Une leçon de piano à la française.
2. Lucette Descaves.
- 20.30 **Archipel médecine. Sexualité : le grand tabou de la consultation.**
- 21.30 **La culture en prison ou l'insertion singulière (rediff.).**
- 22.40 **Les Nuits magnétiques.**
- 0.05 **Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

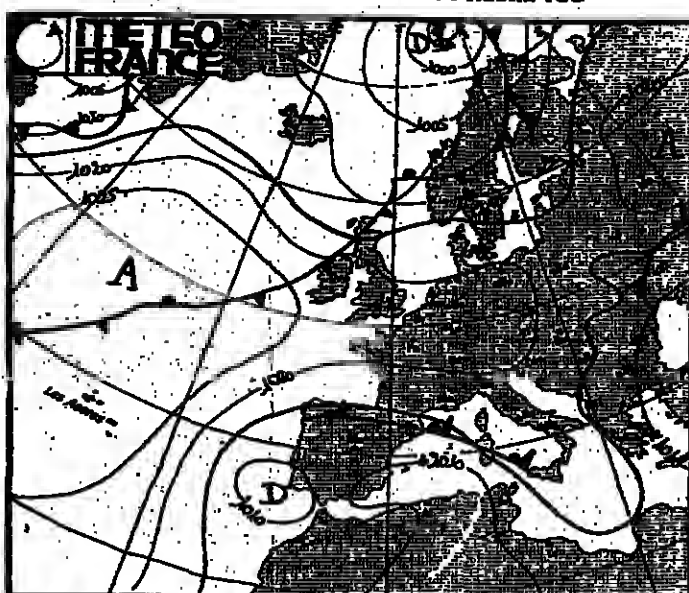
20.30 Concert (donné le 3 juin en la basilique Saint-Denis) : Messe en mi mineur pour chœur à huit voix et instruments à vent, de Bruckner ; La Nuit transfigurée pour sextuor à cordes, de Schoenberg ; Concerto brandebourgeois n° 3 en sol majeur BWV 1048, par l'Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. Marek Janowski.

22.30 Soliste. Régine Crespin, soprano.

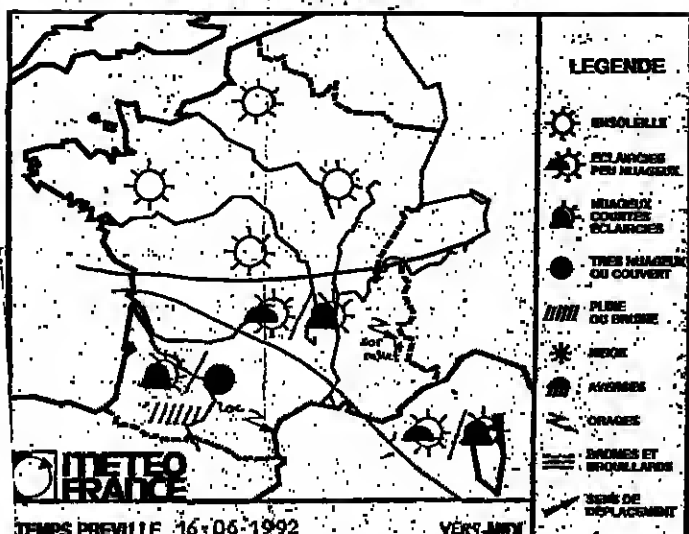
23.10 Ainsi la nuit...
Œuvres de Dvorak, Schubert.

0.30 Décliche-notas.

SITUATION LE 15 JUIN 1992 A 0 HEURE TUC



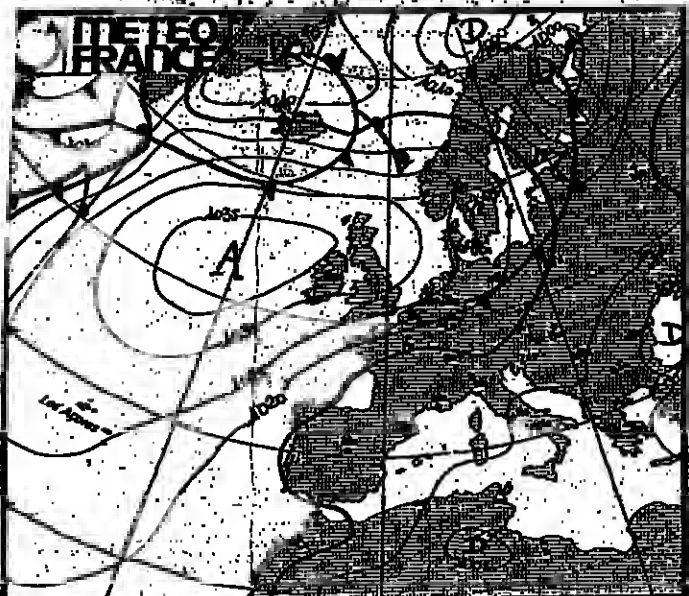
PRÉVISIONS POUR LE 16 JUIN 1982



Mardi : orageux au sud-ouest, pluie ailleurs. - Au nord d'une ligne orageux-Lyon, après dissipation de quelques brumes locales, la journée va bien ensoleillée.

De l'Aquitaine aux Pyrénées, jusqu'au golfe du Lion, le ciel sera très nuageux et des orages éclateront dès l'après-midi. Les températures minimales iront de 13 à 18 degrés en général. Les températures maximales avoisineront de 26 à 29 degrés au nord et 24 à 27 degrés au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 17 JUIN 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés
 Valeurs extrêmes relevées entre le 15-6-92

[illegible]

TUC = temps universel coördonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale
+ 1 heure en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

REMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Les épreuves de philosophie du baccalauréat

Les candidats au baccalauréat étaient 624 862 à se présenter, lundi 15 juin, à la première épreuve : celle de philosophie. Les séries d'enseignement général continuant à rassembler la plus grosse part des candidats puisque 381 135 s'y présentent cette année contre 180 410 dans les séries technologiques. Mais c'est le baccalauréat professionnel, créé en 1986, qui subit la plus forte poussée avec 63 317 candidats, soit 10 % de l'ensemble. Nous publions ci-dessous les sujets de philosophie donnés dans les séries de l'enseignement général.

Aix-Marseille, Corse, Montpellier, Nice, Toulouse

Série A : 1) Pourquoi la philosophie juge-t-elle primordial de réfléchir sur le langage ? 2) Est-on d'autant plus libre qu'on est indifférent au jugement d'autrui ? 3) Commentaire d'un texte de Hobbes sur la raison.

Série B : 1) Peut-on dire que le vrai est ce qui réussit ? 2) La croyance religieuse implique-t-elle une démission de la raison ? 3) Commentaire d'un texte de Hobbes sur les droits et devoirs des hommes.

Série C, D, E : 1) Peut-on venir à bout d'une opinion par le raisonnement ? 2) En quoi la mémoire nous libère-t-elle de l'emprise de l'actualité ? 3) Commentaire d'un texte d'Alain sur la condition humaine.

Besançon, Dijon, Grenoble, Lyon, Nancy-Metz, Reims, Strasbourg

Série A : 1) Y a-t-il un sens à parler, chez l'homme, de comportement inhumain ? 2) Jusqu'à quel point connaître implique-t-il de douter ? 3) Commentaire d'un texte de Leibniz sur la perception.

Série B : 1) L'exercice de la réflexion suppose-t-il le rejet de toute croyance ? 2) Ce qui est imprévisible était-il imprévisible ? 3) Commentaire d'un texte de Jean-Jacques Rousseau sur l'inégalité entre les hommes.

Série C, D, E : 1) Pour bien penser, faut-il ne rien aimer ? 2) Si nous désirons être libre, qu'est-ce qui nous empêche de l'être ? 3) Commentaire d'un texte d'Auguste Comte sur l'expérience scientifique.

Amiens, Créteil, Lille, Paris, Rouen, Versailles

Série A : 1) Peut-on dire que si les savants visent à définir les lois du réel, l'artiste, lui, ignore toute loi ? 2) A quoi sert la philosophie ? 3) Commentaire d'un texte de Kant sur la raison et le bonheur.

Série B : 1) Pourquoi l'homme peut-il être inhumain ? 2) Pourquoi le progrès scientifique n'est-il pas fait disparaître les religions ? 3) Commentaire d'un texte d'Alain sur les sciences et techniques.

Série C, D, E : 1) Puis-je être sûr de ne pas me tromper ? 2) L'intérêt général est-il la somme des intérêts particuliers ? 3) Commentaire d'un texte de Merleau-Ponty sur l'art.

Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Limoges, Nantes, Orléans-Tours, Poitiers, Rennes

Série A : 1) Peut-on être sûr de bien agir ? 2) L'irrationnel est-il toujours absurde ? 3) Commentaire d'un texte de Jean-Paul Sartre sur la liberté.

Série B : 1) Sur quoi nos esprits peuvent-ils s'accorder ? 2) Les œuvres d'art nous enseignent-elles quelque chose ? 3) Commentaire d'un texte de Jean-Jacques Rousseau sur les passions.

Série C, D, E : 1) La passion s'éloigne-t-elle de la réalité ? 2) L'attitude philosophique peut-elle être définie par la décision de ne jamais croire ? 3) Commentaire d'un texte de Platon sur le pouvoir.

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Blandine Kriegel 2

ÉTRANGER

Serbie : un nouveau cessez-le-feu a été négocié sous l'égide des Nations unies... 3
La dissolution de la Ligue des droits de l'homme en Tunisie... 4
La démission des députés socialistes au Japon... 5
Un entretien avec M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec 6

ESPACE EUROPÉEN

Les neutres devant le porte « La casse-tête de l'immobilier est-elle un casse-tête ? » Tribune : « L'avenir d'espérer en Italie », par Sergio Romano... 7 à 9

POLITIQUE

Le débat sur la construction européenne... 10 et 11

SOCIÉTÉ

Le débat sur les biotechnologies : vingt-cinq scientifiques critiquent le projet de loi sur l'utilisation des organismes génétiquement modifiés... 12
Accord entre l'État et l'enseignement privé... 12
La fin du Sommet de la Terre à Rio-de-Janeiro... 14

SPORTS

Football : le Championnat d'Europe des nations : Automobilisme : le Grand Prix de formule 1 du Canada : Base-ball : l'équipe des Mariners de Seattle est vendue au groupe japonais Nintendo... 15

CULTURE

Le tournage à Vichy d'un film sur le maréchal Pétain... 16

Musique : les labels français en péril

Théâtre : Personne d'autre, à l'Atelier... 17

ÉCONOMIE

La reprise par la consommation semble s'essouffier aux États-Unis... 18
La ministre du travail précise les engagements des employeurs pour les départs en préretraite... 19
Les écologistes tchèques pour le nucléaire... 20

L'ÉCONOMIE

L'assurance-chômage an déroute le Japon et petite boulette au Japon « L'ardente obligation du recyclage » Robert Louis-Dreyfus, redresseur de pub « Dossier : Le logement HLM » Opinions : Réformer les dépôts à vue : « Un changement nécessaire », par Pierre-André Chappot ; Environnement : « Vive l'écologie européenne », par Cécile Philibert « Chronique : La reprise n'est pas encore pour demain », par Paul Fabra... 27 à 38

Services

Abonnements... 20
Annonces classées... 20
Cartes... 21
Loto... 21
Marchés financiers... 22 et 23
Météorologie... 25
Mots croisés... 20
Radio-télévision... 25
Spectacles... 24
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » foliolet 27 à 38
Le numéro du « Monde » daté 14-15 juin 1992 a été tiré à 525 348 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sciences-médecine » :

le combat en retraite du professeur Got Défenseur acharné de la santé publique, le professeur Claude Got vient de décider de baisser les armes. Il explique pourquoi dans un entretien au Monde.

Point : le sommet de Rio.

Bilan des conventions et engagements pris au terme du Sommet de la Terre.

Trente ans après la fin de la guerre d'Algérie

Succès moyen du rassemblement des pieds-noirs à Vincennes

La nostalgie était au rendez-vous du rassemblement « mondial » des pieds-noirs et harkis, à Vincennes, les samedi 13 et dimanche 14 juin : caractéristique oranaise, beignets « comme à la base », stands proposant d'anciennes cartes postales de l'Algérie française ou des épiphyllées aux armes des différentes villes et quartiers. La Ville de Paris avait offert l'hippodrome, l'opticien Alain Afflelou apporté son parrainage à cette manifestation qui, trente ans après le coup de ciseaux, se proposait de réunir, toutes religions et origines confondues, les rapatriés d'Afrique du Nord et leurs enfants.

L'équipe du mensuel *Pieds-noirs* magazine, qui avait pris l'initiative de ce rassemblement, tenait à lui donner un caractère ouvert et plus culturel que politique. Une exposition consacrée à Albert Camus voisinait avec une autre sur les harkis, les auteurs les plus divers avaient été invités au « forum du livre ». « Les Européens originaires d'Afrique du Nord ont un rôle à jouer dans le dialogue Nord-Sud, que la guerre d'Algérie a interrompu », expliquait M. Michel Sadoz, rédacteur en chef de *Pieds-noirs* magazine et président d'Horizon-Europe, qui prévoyait l'adoption, à la fin du rassemblement, d'une « charte d'unité » des anciens rapatriés, intitulée « Horizon Européen-Méditerranéen ». Le succès

très moyen remporté par la manifestation de Vincennes et l'absence de plusieurs associations importantes ont incité les organisateurs à différer le lancement de cette nouvelle initiative.

M. Jacques Roseau, président du RECOURS-France, avait indiqué qu'il ne se rendrait pas à Vincennes, en raison d'une certaine « connotation politique extrême » cher certains animateurs de ce rassemblement. Les organisateurs ont répondu par un communiqué dénonçant les « propos diffamatoires de M. Roseau » et reprochant au RECOURS-France d'engager « des actions politiques sans concertation auprès des pieds-noirs ». Si la « connotation » relevée par M. Roseau était assez perceptible dans les propos incendiaires de certains orateurs ou dans la minute de silence observée à la mémoire de Jean-Marie Bastien-Thiry (auteur d'une tentative d'assassinat du général de Gaulle) et de Roger Degaulle (organisateur des attentats terroristes de FOAS), la tonalité générale était pas celle d'une manifestation revancharde. Ainsi, M. Jean-Paul Galvino, animateur d'une association qui s'occupe des cimetières européens d'Algérie, a-t-il donné une présentation modérée et équilibrée des problèmes juridiques, diplomatiques et matériels posés par l'entretien de ces lieux.

P. J.

Cambriolage au siège de la commission nationale Informatique et Libertés

Des cambrioleurs ont profité du week-end pour pénétrer avec effraction dans l'hôtel particulier situé dans le VII^e arrondissement de Paris qui abrite le siège de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Tous les bureaux ont été visités, mais aucun document important n'aurait été dérobé à cette occasion, indique-t-on à la CNIL, où l'on n'exclut pas une action conduite par des petits délinquants. Les cambrioleurs n'ont pas pu accéder aux salles protégées par des portes blindées, où sont regroupés les quelque

300 000 dossiers de déclaration et demandes d'avis concernant les fichiers des administrations, des entreprises et des particuliers. Il n'a été de même pour les plus sensibles de ces informations, placées dans des coffres-forts dont les portes ont été forcées. Enfin, précise-t-on de même source, les « visiteurs » n'ont pas réussi à pénétrer dans le système informatique de la CNIL. Aucun objet et aucun matériel n'aurait d'ailleurs été emporté par ces mystérieux cambrioleurs.

Difficile démarrage du plan de paix de l'ONU au Cambodge

Les Nations unies ont entamé, samedi 13 juin, la seconde phase de leur plan de paix au Cambodge, en dépit du refus de coopérer des Khmers rouges. Alors que plus de 3 000 soldats de l'armée de Phnom-Penh et du FUNCINPEC (silhouettistes) se sont présentés dans les centres de regroupement et de désarmement, des combats ont eu lieu samedi dans le nord du pays entre Khmers rouges et gouvernementaux, a annoncé l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRONUC). Cette dernière a reconnu le « droit d'autodéfense » du régime de Phnom-Penh et a accepté que les soldats gardent leur arme personnelle, en raison de l'absence des partisans de M. Pol Pot.

L'Allemagne adopte la nouvelle Constitution du Brandebourg

Les électeurs du Land de Brandebourg, dans l'est de l'Allemagne, ont approuvé à une écrasante majorité (93,5 % des suffrages) la nouvelle Constitution du Land, à l'occasion du référendum organisé dimanche 14 juin (le Monde daté 14-15 juin). Les électeurs du Brandebourg, le cœur de l'ancienne Prusse, ont ainsi désavoué le Parti chrétien-démocrate (CDU) du chancelier Helmut Kohl, qui avait appelé à voter non. Le nouveau texte garantit le droit au travail et au logement, ainsi qu'à la démocratie directe. Cette consultation était un test important pour M. Manfred Stolpe, ministre, président social-démocrate (SPD) du Brandebourg, fortement critiqué depuis plusieurs mois pour avoir eu des contacts avec la Stasi à l'époque du régime communiste en Allemagne de l'Est. — (AFP, Reuters)

La mort de Serge Daney. — Les amis de Serge Daney, décédé le 12 juin (le Monde daté 14-15 juin), pourront lui rendre un dernier hommage, mardi 16 juin, de 13 h 30 à 15 h 30, dans la salle de repos de l'hôpital Necker, à Paris. Les obsèques auront lieu dans l'intimité.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Après le bip

C'EST chouette, les répondants, hein ! Surtout quand, comme aux États-Unis, non content de flammer dans votre living, il vous remplace activement au bureau. Je vais y faire une enquête, le mois prochain. J'appelle, de Paris, pour prendre rendez-vous, l'un des responsables new-yorkais d'une organisation toute-puissante qui regroupe des millions de retraités. Je tombe sur une opératrice excédée :

— Qu'est-ce que vous attendez pour l'appeler sur sa ligne directe ? Vous ne l'avez pas ? Je vais vous la donner, mais c'est la première et la dernière fois.

Je compose le numéro et je tombe sur un répondant : Bonjour, je ne suis pas là, laissez votre message, je vous rappellerai dès que possible. S'il s'agit d'une communication urgente, téléphonez à mon secrétaire au numéro suivant.

Je vais pour le noter... Trop tard, le bip sonne la fin du premier round. J'attends que mon correspondant me rappelle. Il ne le fait pas. Je lui retéléphone. Impavide, son répondant me répète ce que je savais déjà, mais je réussis à hepper au passage le numéro de

son assistant, dont le répondant, très aimable, me prie, lui aussi, de l'excuser : elle est absente. Donnez-moi vos coordonnées. Nous ne manquerons pas de...

Je lui indique mon numéro de téléphone personnel, rapport au décalage horaire. Rentrée chez moi, j'interroge mon répondant. Oui, elle a appelé et il a promis que elle m'appellerait. Mon retour a dû précéder la sienne, parce qu'à l'autre bout du fil son répondant a été, toujours aussi poli, me prie de bien vouloir lui expliquer ce qui m'amène et en quoi il peut m'être utile.

Là où ça se complique, c'est quand votre appareil se fout en grève et refuse de faire son boulot. Vous appelez celui de la compagnie du téléphone. Lequel vous promet d'intervenir : On vous rappellera. Tintin. Au bout de trois jours, complètement désespéré, vous décidez d'envoyer un télégramme à la direction en espérant qu'à défaut de vous écouler on vous lira. Seulement voilà, jamais le répondant ne vous dira à quelle personne l'adresser. Il ferait beau voir qu'un humain vienne prendre le place d'une machine !

Hausse de 0,3 % des prix de détail en mai

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en mai par rapport à avril, selon les calculs provisoires de l'INSEE. Cette hausse est la même que celle enregistrée chaque mois depuis le début de l'année. Sur un an (mai 1992 comparé à mai 1991), l'augmentation est de 3,1 %. La hausse de mai s'explique pour l'essentiel par le relèvement de 10 % des prix des tabacs intervenu le 27 avril. Sans cette augmentation décidée dans le cadre du plan de lutte contre le tabagisme,

les prix n'auraient augmenté que de 0,1 %. Autre augmentation importante : la convention médicale signée en mai, qui a permis aux médecins généralistes d'augmenter le prix de la consultation de 90 à 100 francs. Mais l'effet de cette hausse sur l'indice a été compensé par la baisse de la TVA intervenue le 13 avril, sur les automobiles notamment. L'écart d'inflation avec l'Allemagne est de 1,4 point sur un an, après 1,5 point en avril et 1,6 point en mars.

Livres anciens sur les PROVINCES DE FRANCE Catalogues par provinces Librairie GUENEGUEN 10, rue de l'Odéon 75006 Paris Tél. 43-26-57-58

DES AOUT 92 ETUDIEZ AUX USA Dans une grande université de Californie ou Florida Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.) Une bourse de 50.000 \$ en cours, logement, repas inclus. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA French Office 37, rue Charles de Gaulle 75008 Paris Tél. 43-26-57-58

TISSUS depuis 30F le mètre LE MAGASIN RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

HORS SERIE SCIENCE & VIE DOSSIER SIDA Pour la première fois, SCIENCE & VIE HORS SERIE publie un dossier de référence sur le SIDA. Un numéro exceptionnel qui répond enfin à toutes vos interrogations : • Stratégies du virus, • État de la recherche sur le vaccin, • L'épidémie dans le tiers-monde... UN NUMÉRO HORS SERIE DE SCIENCE & VIE

هذه دار من الاصل

Le Monde

Après le bip

Après le bip, tout le monde se précipite. C'est la course à la réponse. On se précipite à répondre, on se précipite à répondre, on se précipite à répondre...

L'ardente obligation du recyclage



Alors que la Générale des eaux et le groupe Lyonnais-Dumez se sont lancés dans le ramassage et le stockage des déchets industriels, le gouvernement étudie la création d'un grand pôle français de retraitement.

Robert Louis-Dreyfus, redresseur de pub



Appelé à la tête de la deuxième agence mondiale de publicité, Saatchi and Saatchi Company, par ses fondateurs Charles et Maurice, le manager français, Robert Louis-Dreyfus, en quitte la direction dans un an.

La reprise n'est pas encore pour demain



La difficulté à sortir de la récession est due, en partie, à l'excès de crédits des années 1987-1990 et à la mauvaise maîtrise des finances publiques qui ne permet pas une détente des taux d'intérêt, explique Paul Fabra.

MODE D'EMPLOI	28
Humour, par Josée Doyère : Les contrôles impossibles. La cote des mots. Bloc-notes. Lois et décrets.	
ACTUALITÉ	30 à 33
Au royaume de la voiture verte.	
PERSPECTIVES	34
Marriage japonais pour Roussel-Uclaf. Les secrets dorés de l'arbitrage.	
DOSSIER	35
Le logement HLM.	
OPINIONS	36 et 37
Rémunérer les députés à vue ? Vive l'écozone européenne ! Livres : L'indéfinissable transition énergétique.	
CONJONCTURE	38
Le commerce extérieur : Des sacrifices peu payants. L'Asie du Sud-Est. Le Thaïlande. Le moto : En accélération.	

L'ÉCONOMIE

La « brigade de Dieu »

Objet de violents débats, la loi américaine sur la protection des espèces menacées a coûté 700 millions de dollars

WASHINGTON

La chouette menacée de l'Oregon, menacée par les travailleurs du bois, échappera-t-elle à son destin ? En tout cas, elle n'est pas au bout de ses épreuves. Ses défenseurs écologistes ont saisi les tribunaux des violations de la loi de 1973 protégeant les espèces animales et végétales, commises, à leur avis, par les industriels du bois.

L'assurance-chômage en déroute



La France n'est pas seule à buter sur le coût de l'assurance-chômage. Grande-Bretagne, Espagne, Etats-Unis, Allemagne, etc., partout où presque le système d'indemnisation est en crise. Alors qu'à Paris s'ouvrent les négociations entre patronat et syndicats pour tenter de combler le trou de l'UNEDIC - 12 à 13 milliards de déficit en fin d'année, - les autres pays industrialisés ont

eux aussi ouvert le débat. La paix sociale est en jeu, mais l'argent manque, face à la marée des sans-emploi. La France, qui cumule la protection des pays nordiques et l'absence de contrôle des méditerranéens, arrive au bout de ses contradictions.

Lire pages 30 et 31 les articles de Michel Bole-Richard, Alain Lebaube, Eric Le Boucher, Serge Marti et Laurent Zecchini

Intérim et petits boulots au Japon

Phénomène nouveau, le travail temporaire fait des adeptes chez les jeunes Japonais comme dans les entreprises en quête de flexibilité. La tradition de l'emploi à vie, d'ailleurs moins universelle qu'on ne le dit, est battue en brèche

TOKYO

Les revues hebdomadaires consacrées aux offres d'emploi le suggèrent, les statistiques du ministère du travail le confirment : une évolution se dessine sur le marché du travail japonais avec le développement rapide d'une nouvelle sorte de demandeurs d'emploi uniquement temporaire.

où prévalent les avantages traditionnels (garantie de l'emploi, promotion à l'ancienneté), il préfère sillonner Tokyo à moto comme coursier d'une agence de transport urbain rapide. Il gagne 250 000 yens par mois (plus qu'un premier salaire dans une entreprise) et il est libre de son temps pour s'adonner à son sport favori, l'alpinisme, et voyager.

Un de ses amis a préféré utiliser ses qualifications pour travailler, également de manière temporaire, pour une maison de titres. « Il a plus de contraintes », pense Haruo Okubo.

NOUVEAU
REGLÈMENT

DEUG, DUT, BTS, ...

Admissibilité directe à l'oral

sur dossier auprès de la Commission des Admissions déterminant le passage ou la dispense des écrits du Concours afin d'intégrer les

CYCLES INTERNATIONAUX ET NATIONAUX

- Clôture des inscriptions le 31 juillet 1992 -

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Etablissement reconnu par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat

Stabilité d'Enseignement Supérieur Technique Privé

Centre d'Information et d'Orientation (C.I.O.) - 8, rue de Lata - 75116 Paris

Tél. (1) 45 53 60 00, postes 8802 et 8803

Philippe Pons

Lire la suite page 31

ENVIRONNEMENT

L'ardente obligation du recyclage

Il faut re-trai-ter ! Les industriels en conviennent aujourd'hui. Qui le fera ? Le ministère de l'Industrie planche sur la création d'un grand pôle français

ON ne gouverne pas par décret. Ou pas entièrement en tout cas. Les entrepreneurs sont, souvent, payés pour le savoir. Il ne suffit pas de soumettre au Parlement un texte rendant obligatoire, dans dix ans, le recyclage des déchets industriels. Ni de décider que seuls, à cette date, les déchets « ultimes » (ceux qui subsistent après retraitement) pourront être mis en décharge. Il faut aussi disposer des infrastructures de collecte, du savoir-faire, des techniques et des unités industrielles pour le faire. La Générale des eaux et le groupe Lyonnais-Dumézil ont compris ça, par filiales interposées, se sont lancés avec succès dans le ramassage et le stockage. Au point de figurer, désormais, aux quatrième et cinquième rangs des opérateurs mondiaux dans ce domaine.

Résoudre le problème des déchets industriels dits « spéciaux » (dangereux) s'annonce en revanche plus complexe. La France en « produit » chaque année 15 millions de tonnes. Mais n'en traite que 2 millions. Le solde va s'entasser dans les 11 décharges de « classe 1 » de l'Hexagone. Onze décharges qui se remplissent rapidement, alors qu'il ne s'en est pas ouvert une seule depuis cinq ans. Et qu'il n'est pas question d'en ouvrir avant longtemps (« Le Monde Économie » du 28 janvier). « On ne traite pas, en France, parce que le coût de mise en décharge n'est pas cher quand le coût de retraitement l'est », reconnaît-on au ministère de l'Industrie et du commerce extérieur. Tout reste à faire.

La France n'est pas seule à connaître cette situation. Peu de groupes ont émergé, à l'échelle internationale, dans le domaine particulier du recyclage des déchets industriels spéciaux. Les États-Unis disposent avec Waste Management et sa filiale Chemicals Waste Management, d'un acteur majeur (7,5 milliards de francs de chiffre d'affaires) mais au sérieux et à la crédibilité contestés depuis l'accident et la fermeture de son incinérateur ultramoderne de Chicago. Les deux groupes américains suivants, Rollins et Emco, de taille plus modeste (de 500 millions à 1 milliard de francs de chiffre d'affaires), se satisfont pour l'instant de leur marché intérieur.

En France, jusqu'ici, deux opérateurs seulement s'étaient aventurés sur ce marché : la Générale des eaux, dont la filiale Sarp Industries traite

700 000 tonnes de déchets toxiques par an pour 500 millions de francs de chiffre d'affaires; l'Entreprise minière et chimique (EMC) et sa filiale EMC Services (plus connue sous le nom de Tredit), fort lucrative (560 millions de francs de chiffre d'affaires), mais à la capacité plus réduite (200 000 tonnes sont traitées annuellement dans ses centres collecteurs).

Rhône-Poulenc ambitionne de les rejoindre, qui a découvert ce métier aux États-Unis en rachetant

des grandes entreprises américaines, déplore le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, Dominique Strauss-Kahn, à un récent forum RMC-Express. Décidément pressé, le ministre envisageait l'intervention de l'État pour « créer des structures qui n'existent pas » ou « soutenir par des fonds » des activités « pas encore assez développées en France ». Enchaînant le clou, M. Strauss-Kahn ajoutait : « Si l'État peut intervenir pour aider à des rapprochements, notamment en mettant des ressources publiques à disposition, cela donnerait au pays les acteurs « majeurs » dont il ne dispose pas.

PRAGMATISME Fin mai, les socialistes adoptaient un contrat de législature pragmatique, ouvrant la voie à de vraies privatisations (« Le Monde » du 26 mai). « Symétriquement », ajoutait le texte, il ne faut pas s'interdire le développement, dans le secteur public, de nouvelles activités. (...) Ce type de développement a vocation à s'appliquer dans les secteurs à risque, là où l'initiative privée hésite : biotechnologies ou certaines activités liées à l'environnement.

Les grandes manœuvres ont déjà commencé. Depuis plusieurs semaines, les services du gouvernement travaillent sur la création d'un grand pôle français de traitement des déchets industriels. L'un des schémas étudiés réunirait Rhône-Poulenc et EMC Services (que l'Entreprise minière et chimique, spécialisée dans l'extraction de potasse et la chimie lourde, avait déjà cherché à vendre), associés à d'autres partenaires. Adossés à une multinationale, la nouvelle entité disposerait d'une taille critique, d'un pied en Europe et d'un autre aux États-Unis.

« Ce n'est qu'une hypothèse, s'empresse-t-on de préciser au ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur. C'est même loin d'être la seule. D'autres acteurs publics – comme la Cogema, spécialisée dans le retraitement des déchets radioactifs, ou Framatome – pourraient rejoindre le futur pôle « déchets ». Et la Générale des eaux et Lyonnais-Dumézil sont loin de se désintéresser du dossier.

Alors, pôle public ? Ou pôle d'économie mixte ? Nul ne sait. Mais à croire la volonté politique, pôle il y aura. Le besoin est là.

Pierre-Angel Gay



...ET VOUS TENEZ VRAIMENT À SAVOIR QUELLE EST VOTRE PART DE DÉCHETS DANS TOUT ÇA ?

DÉCHETS

BLOC-NOTES

D'une semaine... ... à l'autre

LA LLOYDS BANK A RENONCÉ À SON OPA SUR MIDLAND le 5 juin. Dans la bataille pour racheter la banque Midland, la quatrième banque britannique, la HSBC (Hongkong and Shanghai Banking Corporation) avait proposé le 2 juin une nouvelle offre de 39 milliards de francs pour contre l'offre de la Lloyds (38 milliards de francs) (« Le Monde » du 7-8 juin).

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS SUR LA SELLETTE. Un rapport de la commission des finances du Sénat présenté le 9 juin, hostile à une privatisation globale de la CDC, préconise l'abandon de son rôle de banque d'affaires (« Le Monde » du 10 juin).

DÉSANGAGEMENT DE DEVANLAY DES NOUVELLES GALERIES le 9 juin au profit des Galeries Lafayette. Le groupe Devanlay (leader français de l'industrie de la maille), la BNP, la Société générale, le GAN, céderont leurs titres (20 %) à l'actuel propriétaire, les Galeries Lafayette, qui porteront leur participation de 72 % à 100 % dans le capital des Nouvelles Galeries et lanceront ensuite une offre publique d'achat (OPA) (« Le Monde » du 10 et du 11 juin).

CASINO ET RALLYE S'UNISSENT DANS LA DISTRIBUTION. Les deux groupes ont annoncé leur rapprochement le 9 juin. Le nouvel ensemble « pèsera » 63 milliards de francs de chiffre d'affaires (« Le Monde » du 11 mai).

SANCTIONS COMMERCIALES AMÉRICAINES CONTRE LA CEE : Les États-Unis ont décidé le 9 juin d'imposer unilatéralement des sanctions à l'encontre de la CEE après les conclusions favorables d'un panel constitué dans le cadre du GATT (« Le Monde » du 12 juin).

LE REVENU MINIMUM D'INSERTION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE. Les députés ont adopté le 11 juin le projet de loi sur le RMI. La loi du gouvernement Rocard du 1^{er} décembre 1988 instituant le RMI pour quatre ans obligeait en effet l'Assemblée nationale à être de nouveau saisie d'un projet qui le pérennise (« Le Monde » du 11 et du 12 juin).

MARDI 16 JUIN. Washington. Sommet entre le président George Bush et le président Boris Eltsine. (Jusqu'au 17 juin). Du 18 au 20, visite de M. Eltsine au Canada.

Paris. L'Assemblée nationale examine le projet de loi sur l'octroi de mer. Au Sénat, reprise du débat sur la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht. Visite du président ukrainien Leonid Kravtchouk à l'invitation du président François Mitterrand (jusqu'au 17). Biarritz. Festival de l'and'invizuel d'entreprise (jusqu'au 20 juin).

MERCREDI 17 JUIN. Paris. L'Assemblée nationale examine en deuxième lecture le projet de loi de révision constitutionnelle. Rencontre entre l'union patronale de la manutention portuaire et le syndicat CGT des ports et docks, lequel doit être reçu le 18 par le secrétaire d'État à la mer, Charles Josselin.

Luxembourg. Conseil des ministres de l'Industrie de la CEE.

JEUDI 18 JUIN. Paris. Présentation des mesures concernant le commerce et l'artisanat par Jean-Marie Rausch devant l'assemblée permanente des chambres de métiers.

IRLANDE. Référendum sur Maastricht.

VENDREDI 19 JUIN. Paris. Suite des négociations patronat/syndicats sur l'UNEDIC.

Examen par l'Assemblée nationale du projet de ratification du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et en deuxième lecture du projet de loi sur les assistants maternelles.

Bruxelles. Conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE.

SAMEDI 20 JUIN. Strasbourg. Clôture des ministères des affaires étrangères des Douze.

DIMANCHE 21 JUIN. Turkménistan. Élection présidentielle.

Congo. Élections législatives.

LUNDI 22 JUIN. Tokyo. Conférence ministérielle sur la reconstruction du Cambodge.

Paris. Examen à l'Assemblée du projet de loi sur le harcèlement sexuel.

HUMEUR • par Josée Doyère

Les contrôles impossibles

Quand on achète quelque chose, n'importe quoi, un produit alimentaire préemballé ou en vrac, un fauteuil, un appareil électroménager... on doit vérifier ce qu'on vous vend, par dessus le comptoir, ou ce qu'on vous livre, pour être bien sûr que c'est bien ce qu'on a acheté et pas son voisin de rayon. Pas question d'accepter deux côtes de porc à la place de six tournedos, un kilo de carottes au lieu d'une livre de fraises, un canapé à tubes en aluminium brossé rouge vif au lieu d'un bahut espagnol en chêne ciré, une gazinière mixte trois feux au lieu d'un réfrigérateur-congélateur...

Ca va de soi, me direz-vous. Pourquoi perd-elle son temps à nous asséner de telles évidences ? Eh bien, ça n'est pas aussi simple, même quand il s'agit d'objets, bien tangibles, dont l'existence physique permet un contrôle facile. Quand la livraison du supermarché contient quatre rouleaux de papier essuie-tout, mais pas le bœuf de lessiva que vous aviez mis dans votre chariot (et payé), essayez donc de convaincre téléphoniquement le responsable qu'on doit réparer l'erreur. Et tout de suite, et maintenant. On est très aimable au bout du fil, mais... ça se borne souvent à. Et malheur à celui qui est absent lors de la livraison d'un appareil encombrant ou d'une pièce de mobilier. Si une erreur s'est produite, ce sera la croix et la bannière pour que l'échange se fasse en douceur.

Dès qu'il s'agit de services impalpables, c'est à la fois l'enfer et le paradis. Le paradis, parce qu'il vous suffit de payer, sans sourcilier, et de préférence par prélèvement automatique

sur votre compte. L'enfer, parce que – tout simplement – étant bien incapable de contrôler quoi que ce soit, dès que vous pensez que quelque chose na va pas, vous antrez dans une spirale dévoreuse de temps et d'énergie.

Le téléphone ? Il faut payer longtemps à l'avance pour qu'on vous fournisse la liste des coups de fil facturés. Le gaz et l'électricité ? Vous pouvez certes noter les chiffres du compteur la jour du relevé, mais comme vous inscrivez des m³ et des kW et qu'on vous facture des thermies, allez donc vous y retrouver. Vos relevés bancaires ? Il faut vous précipiter dessus, dès réception, et retrouver illico tous les petits bouts de papier témoins de l'activité fébrile déployée par votre carte bleue, et y aller d'un bout de lettre si un débit quelconque vous paraît inexplicable. Si vous n'avez pas le loisir de demander en temps voulu l'explication, c'est râpé.

Pourtant l'erreur est toujours possible, même avec l'informatique, les ordinateurs exécutant bêtement les ordres qu'on leur donne. Il suffit que le préposé, fatigué ou préoccupé, ait entré un mauvais chiffre ou une mauvaise référence dans le système – ce qui est excusable – et vos ennuis commencent.

Vous voyez bien que ça n'est pas aussi évident que vous le pensez. Et comme chaque fois qu'un prestataire se simplifie la vie et rationalise sa gestion, il vous explique longuement que c'est pour vous rendre service, à vous qui n'en demandiez pas tant... J'ai comme une idée que ça va se multiplier et que, de plus en plus, vous devrez acheter et payer les « yeux fermés ».

LOIS ET DÉCRETS

Conteneurs poubelles

Plusieurs enfants ayant été victimes d'accidents graves provoqués par le couvercle pivotant de conteneurs poubelles, un arrêté du secrétariat d'État à la consommation et du ministre de l'Intérieur rend obligatoire l'installation de plaques de sécurité (un pictogramme et une mise en garde) sur les conteneurs poubelles de 1100 litres équipés d'un couvercle à fermeture automatique.

Les conteneurs neufs mis sur le marché devront être équipés dans le mois suivant la publication de cet arrêté, et ceux déjà en service dans les trois mois. Les propriétaires ou les responsables de conteneurs peuvent obtenir gratuitement des fabricants les plaques de mise en garde. Une annexe de ce texte donne des précisions sur les plaques de sécurité et reproduit le pictogramme.

Arrêté du 13 mai 1992, Journal officiel du 23 mai 1992, pp. 6991 et 6992.

Piles électriques

Un avis de la commission de la sécurité des consommateurs concernant l'utilisation des piles électriques a été publié au Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation, à la suite de plusieurs accidents (fuite d'électrolyte ou explosion) ayant entraîné des brûlures sur la peau et aux yeux. Cette commission demande la modification de la directive européenne relative aux jouets, afin d'y inclure des exi-

gences de sécurité concernant l'usage des piles et des accumulateurs. Cet avis intervient après l'accident d'un enfant de dix-huit mois à Nancy : le boîtier contenant les piles de son camion électrique s'étant ouvert, celles-ci ont glissé sous le maillot de l'enfant, le brûlant grièvement à l'abdomen.

Cette commission dénonce aussi la directive de la CEE du 18 mars 1991 relative au recyclage des piles et qui oblige les États membres à prendre des mesures afin que celles-ci puissent être facilement retirées des appareils par les consommateurs, cette disposition étant contraire aux règles de sécurité.

Avis de la commission de la sécurité des consommateurs du 17 mars 1992, Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, n° 11 du 30 mai 1992, pp. 191 et 192.

Dépannage des véhicules

Les tarifs des opérations de dépannage par les garagistes pour les véhicules d'un poids inférieur à 3,5 tonnes ont été fixés à 320 francs sur les autoroutes et les routes express équipées d'un dispositif d'appel d'urgence, et à 340 francs sur les autoroutes où une permanence de dépannage est assurée sur la voie. En cas de remorquage des véhicules dont le poids total en charge est compris entre 1,8 tonne et 3,5 tonnes, les prix forfaitaires sont portés respectivement à 410 francs et à 440 francs.

Arrêté du 1^{er} juin 1992, Journal officiel du 4 juin 1992, pp. 7428 et 7429.

LA COTE DES MOTS
Show-room

Les dictionnaires sont divisés quant à l'orthographe de cet anglicisme : avec un trait d'union ou « collé » (en un mot). Et ils ne recoupent pas les mêmes définitions – celles-ci se révélant nombreuses.

Le premier équivalent qui vient à l'esprit est : *magasin d'exposition*. En effet, de plus en plus souvent – et pour des raisons d'économie – des commerçants, des fabricants, des firmes, exposent leurs produits ou leurs articles dans un magasin situé en plein cœur des villes, si possible dans un quartier très fréquenté et bien desservi par les transports. La superficie louée ou achetée peut, ainsi, être relativement modeste, le stockage des articles étant effectué en des entrepôts situés à la périphérie d'une agglomération, donc dans des locaux moins coûteux.

Mais l'exposition des articles étant normalement complétée par leur démonstration, on peut préférer *magasin de démonstration*, *salle de démonstration*, ou la version complète... mais longue :

magasin d'exposition et de démonstration.

Parfois, ces magasins ne présentent que les tout nouveaux produits, mais cela ne peut concerner que des vendeurs renouvelant fréquemment leur gamme d'articles.

Show (-) room ou – mieux – ses équivalents français ne doivent donc pas être utilisés pour désigner une exposition (ou *exposition-vente*) d'œuvres d'art, par exemple. L'emploi fréquent d'*exposition-vente*, et de son abréviation *expovente*, notamment dans le domaine artistique, suscite de notre part beaucoup de réserve à l'égard du terme *expovente* (sans trait d'union) proposé par des terminologues pour désigner tant le lieu d'exposition que cette technique de vente... Le néologisme introduirait une fâcheuse confusion : dans une *expovente*, on repart, généralement, avec l'objet que l'on a acheté ; dans une *expo-vente*, on ne peut, en principe, que commander l'article, après l'avoir vu... de visu !

Jean-Pierre Colignon

L'HERMÈS Editeur
METHODE DE REVISION :
• Techniques du commerce international
D. NICOLLE 3ème éd. 1991
• Etudes de cas de Comptabilité
N. JOURNO 1ère éd. 1991
Diffusini MEDILIS SA 9 rue Régulier 75006 PARIS

Tél. (1) 46 34 07 70
78 72 45 50

Crédit

55 دار من لامل

par Josée Doyère
Les impossibles

sur votre compte. L'enfer, parce que — tout simplement — étant bien incapable de contrôler quoi que ce soit, dès que vous pensez que quelque chose ne va pas, vous entrez dans une spirale dévorante de temps et d'énergie.

Le téléphone? Il faut payer longtemps à l'avance pour qu'on vous fournisse la liste des coups de fil facturés. Le gaz et l'électricité? Vous pouvez certes noter les chiffres du compteur le jour du relevé, mais comme vous inscrivez des m³ et des kW et qu'on vous facture des thermies, allez donc vous y retrouver. Vos relevés bancaires? Il faut vous précipiter dessus, dès réception, et retrouver illico tous les petits bouts de papier témoins de l'activité fébrile déployée par votre carte bleue, et y aller d'un bout de lettre si un débit quelconque vous paraît inexplicable. Si vous n'avez pas le loisir de demander en temps voulu l'explication, c'est râpé.

Pourtant l'erreur est toujours possible, même avec l'informatique, les ordinateurs étant eux-mêmes sujets à des erreurs qu'on leur donne. Il suffit qu'un préposé, fatigué ou préoccupé, ait entré un mauvais chiffre ou une mauvaise référence dans le système — ce qui est excusable — et vos ennuis commencent.

Vous voyez bien que ce n'est pas aussi évident qu'il paraît. Et comme de plus, que si un prestataire se débrouille la vie et rationalise sa gestion, il vous explique le pourquoi que c'est pour vos services, à vous qui ne demandez pas tant... Ça comme une idée que ça va multiplier et que, de plus en plus, vous devrez acheter et payer les yeux fermés.

DIS ET DÉCRETS

Les services de sécurité concernant l'usage des piles et des accumulateurs. Cet avis intervient à l'occasion d'un enfant de dix ans à Nancy : le boîtier contenant les piles de son caméscope, s'étant ouvert, a été placé sous le menton de l'enfant, le brûlant grièvement.

Cette commission dénonce la directive de la CEE du 12 mars 1991 relative au recyclage des piles et qui oblige les fabricants à prendre des mesures pour que celles-ci puissent être facilement retirées des appareils par les consommateurs, cette obligation étant contraire à l'objectif de sécurité.

Avis de la commission de sécurité des consommateurs du 12 mars 1992. Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, n° 11 du 30 mai 1992, pp. 141 et 142.

Dépannage des véhicules

Les tarifs des opérations de dépannage pour les véhicules immatriculés en France sont fixés à 1,50 franc par heure et par véhicule, les routes nationales et départementales d'un côté, les routes européennes de l'autre. Les tarifs de dépannage sont de 140 francs pour les routes nationales et de 120 francs pour les routes européennes.

Les tarifs de dépannage sont de 140 francs pour les routes nationales et de 120 francs pour les routes européennes.

DE REVISION :
du commerce
International
de Comptabilité

POUR ETRE QUOTIDIEN, LE DIALOGUE APPELLE LES TECHNOLOGIES LES PLUS AVANCÉES.

Au Crédit Mutuel, nous croyons à une idée simple : le dialogue. Mais pour que le dialogue soit quotidien avec 8 millions de clients, il faut développer les technologies les plus avancées. C'est ce que le Crédit Mutuel fait depuis longtemps.

L'an dernier, plus de 23 milliards de francs ont été retirés de nos distributeurs automatiques. Le Crédit Mutuel gère vos réservations et vos paiements automatisés à la SNCF comme à Air Inter. Notre expertise en informatique et en informatique est reconnue mondialement.

Avec notre technologie, pour être plus proche de vous, nous avons conçu DOMITEL : ce serveur vocal vous permet à tout moment de connaître par téléphone l'état de vos comptes. Ainsi que DOMIBANQUE, le système vidéotex le plus consulté en France : ses 500 000 utilisateurs gèrent leurs comptes et leurs titres à partir d'un simple minitel. Faites comme eux... et bénéficiez des services que nous offrons à chacun de nos clients.

Au Crédit Mutuel,
à cause d'un mot, mutuel, nous mettons la technologie
au service de nos clients.

Crédit Mutuel

la banque à qui parler



Les systèmes d'assurance-chômage en

Une nouvelle fois, lundi 15 juin, les partenaires sociaux devaient tenter de renflouer l'UNEDIC. Sans grand espoir : en France, comme partout ailleurs, le système d'indemnisation du chômage a atteint ses limites. Forte protection et faible contrôle ne peuvent plus coexister

DOUZE, peut-être 13 milliards de déficit en fin d'année qui viendront s'ajouter au « trou » de 8 milliards de 1991 : l'UNEDIC, notre régime national d'assurance-chômage, n'en finit pas de frôler l'abîme financier. Le léger excédent de 600 millions de francs, dégagé en 1990, pour la première fois depuis 1981, n'aura donc été qu'une parenthèse très momentanée due, à l'époque, au fort mouvement de création d'emplois. Une fois de plus, l'aggravation du chômage, qui atteint maintenant 10 % de la population active, déséquilibre les comptes au rythme de 1 milliard par mois. En un an et demi, le nombre des chômeurs indemnisés a augmenté de 400 000 pour atteindre 1,7 million.

Obligés de négocier dans l'urgence à partir du 15 juin, alors qu'ils avaient déjà dû trouver de premiers palliatifs, largement insuffisants, avec un avenant signé en décembre dernier, les partenaires sociaux, gestionnaires de l'institution, ont dû mal à se mettre d'accord et, plus encore, à trouver des solutions satisfaisantes. A ce point, les hypothèses se font rares et l'on n'évitera sûrement pas de tomber de Charybde en Scylla. Soit il faudra augmenter les cotisa-

tions, patronales et/ou salariales. Soit les conditions d'accès aux prestations seront plus restrictives et/ou les durées d'indemnisation devront être révisées en fonction de la période de cotisation. Autant de perspectives qui n'enchantent personne parce qu'elles auront de lourdes conséquences économiques et sociales et qu'elles peuvent achever de désagréger une société soumise depuis plus de quinze ans à la pression du chômage.

MODIFICATIONS • Seule consolation, dans ce sombre tableau, la situation française n'a malheureusement rien d'exceptionnel. Dans beaucoup de pays industrialisés, il a fallu trancher, non se préparer à des révisions déshonorantes, pour les mêmes raisons. En 1989, la Grande-Bretagne a adopté une législation encore plus restrictive, au point qu'un quart des chômeurs seulement répondent aux critères de l'assurance-chômage. Il est désormais établi que, après treize semaines de chômage, ceux qui perçoivent une allocation ne peuvent pas refuser un emploi uniquement parce que la rémunération est inférieure à leurs salaires antérieurs. Chaque semaine, tout bénéficiaire doit en outre apporter la preuve qu'il recherche activement un travail.

Parce que le déficit se creusait, l'Espagne a revu à la baisse le niveau des prestations de 10 %, raccourci les délais d'attribution et relevé les seuils d'entrée. Ce qui n'a fait qu'accentuer le divorce entre le gouvernement socialiste, par ailleurs soucieux de réussir son intégration européenne, et les syndicats, qui ont organisé une grève nationale de protestation.

Aux deux extrêmes des politiques d'accompagnement social, la Suède et les États-Unis débattent de la nécessité de modifier leurs systèmes. La première imagine d'augmenter les cotisations et de réduire la couverture sociale, devenue trop coûteuse en raison de la brutale augmentation du nombre des chômeurs qui représentent actuellement 4,5 % de la population active. Ce que certains mettent au compte de la fin, toujours annoncée, du modèle scandinave. Les seconds, au contraire, essaient de compenser par une intervention fédérale accrue le manque de ressources apportées par chaque État. Quand un en arrive, à nouveau, à 7,5 % de chômage, la rigueur libérale atteint des limites.

D'un bout à l'autre du monde développé, pratiquement (mis à part peut-être le Japon), on ne donne l'impression que, les mêmes causes produisant les

mêmes effets, les dispositifs de protection, généreux ou spartiates, arrivent tous ensemble à un tournant où qu'ils ont pareillement épuisé leurs vertus, certes différentes selon les pays. Tel, comme les États-Unis, qui contraignait de fait à la mobilité en accordant peu d'indemnités et pouvait ainsi afficher le plus faible taux de chômage de longue durée, éprouve des difficultés grandissantes à persister uniquement dans cette logique. Tel autre, comme la Suède, qui privilégiait la formation, l'adaptation et l'insertion professionnelle, découvre que cela ne suffit plus. De 10 % à 15 %, naguère, les dépenses « passives », c'est-à-dire consacrées aux seuls revenus de substitution, avoisinent maintenant les 30 %. Dès lors, et pas seulement en France, il apparaît qu'il faudra inventer de nouvelles réponses à un problème dont chacun sait qu'il ne va pas s'étendre de sitôt. « Nos régimes ont été conçus pour fonctionner avec un minimum de deux ou trois points de croissance », reconnaît un expert français, fataliste.

CONVERGENCE • Mais, hormis cette frappante convergence internationale, la situation dans l'Hexagone présente quelques particularités, qui rendent le

dilemme encore plus pénible à dénouer. Au regard des règles appliquées à l'étranger, en cohérence, le plus souvent, avec la politique économique et sociale définie par la nation, la France se singularise en effet par un mélange des genres et, jusqu'à présent, par une absence de choix. « C'est comme si nous avions adopté le système protecteur des pays nordiques, mais que, de nos traditions latines, nous ayons conservé l'absence de contrôle », note perfidement le même expert qui se reproche d'avoir un jugement aussi cynique.

De fait, on peut estimer que l'ensemble constitué, en France, par le régime d'assurance-chômage, l'assistance financée par l'État, les préretraites — qu'elles soient FNE ou UNEDIC —, les stages, le traitement social et, bien sûr, par le RMI, ne laisse théoriquement que peu de trous. Mais on peut aussi prétendre que la paix sociale est à ce prix et que les énormes efforts consentis pour limiter l'exclusion ont, peu ou prou, préservé la collectivité d'explosions dramatiques. D'ailleurs, on voit bien que des pays, qui ont pris une orientation opposée, subissent des flambées autrement plus violentes, nu que leur paysage social, notamment dans les zones

urbaines, ne parvient plus à cacher son délabrement. Au passage, cela rejoint une obsession de Martine Aubry, ministre du travail, qui est persuadée que le niveau français du chômage serait en fait gonflé par la relative générosité des prestations, tandis que la Grande-Bretagne, par exemple, afficherait un taux inférieur à la réalité, en raison d'un phénomène exactement inverse.

En revanche, il faut également admettre que le système français ne se distingue pas par les exigences qu'il impose aux chômeurs, en contrepartie des prestations offertes, là encore à la différence de pays très rigoureux comme la Suède ou l'Allemagne. De ce point de vue, d'ailleurs, la question du contrôle physique est moins déterminante que l'obligation d'une adaptation à la réalité du marché du travail, pour retrouver un plus vite une activité. Or le suivi dépend fatalement dans chaque ANPE ou équivalent, du nombre de chômeurs « traités » par un seul agent, qui est de 271 en France, de 713 en Espagne, mais de 86 en Allemagne et de 14 en Suède.

De la même manière, la distinction entre les mesures dites passives (indemnisation, en gros) et les mesures dites actives (formation, insertion) est tout à

ÉTATS-UNIS

Une protection à revoir

NEW-YORK
de notre correspondant

Si l'économie américaine est effectivement engorgée depuis le début de l'année 1992 sur la voie d'une timide reprise, le chômage reste un « point noir » qui préoccupe autant les demandeurs d'emploi que la Maison Blanche dans la perspective des élections présidentielles de novembre prochain.

Les États-Unis sont confrontés dans ce domaine à un triple problème : le pays compte de plus en plus de chômeurs — depuis le début de la récession, en juillet 1990, environ 2,2 millions de demandeurs d'emploi sont venus s'ajouter aux quelque sept millions dénombrés à l'époque et le taux de chômage a atteint 7,5 % de la population active en avril dernier, soit son niveau le plus élevé depuis près de huit ans — ceux-ci mettent de plus en plus longtemps à recevoir leur première indemnisation (de un mois et demi à deux mois actuellement) laquelle est perçue par de moins en moins de chômeurs (environ le tiers d'entre eux) alors que les effets de la crise continuent à se faire durement sentir par endroits.

D'un la volonté de certains parlementaires de mettre en place un nouveau système d'indemnisation plus généreux que les dispositions actuelles. C'est dans ce sens que s'est engagée la Chambre des représentants en votant le 9 juin dernier une proposition de loi visant à rendre automatique la prolongation de la durée d'indemnisation pour les chômeurs de longue durée en fin de droits. Un projet qui suscite un vaste débat tant au Congrès qu'au sein de l'administration, contrainte d'en calculer immédiatement les effets au regard du budget fédéral.

IMPOT • L'indemnisation des chômeurs américains repose actuellement sur un double système :

— D'une part un « programme de base » d'assurance-chômage, géré au niveau des États. Bien que la durée et le montant de cette indemnisation varient d'un État à l'autre, la durée moyenne d'indemnisation est de vingt-cinq semaines dans la plupart des États (pour peu que toutes les conditions soient remplies par les ayants droit). Cette assurance-chômage est financée par un impôt prélevé sur les employeurs au taux de 6,2 % de la

masse salariale (avec un plafond de 7 000 dollars par salarié et par an).

En retour, les chefs d'entreprise souscrivent à ce système bénéficiant d'un crédit d'impôt de 5,4 %, leur contribution effective étant donc de 0,6 % (la différence entre les deux taux). Cet argent est versé à un fonds spécial, créé à l'échelle nationale et auprès duquel chaque État dispose d'un compte ouvert à son nom. Ce « programme de base » représentait en 1991 environ 24 milliards de dollars d'assurance-chômage.

— D'autre part un programme fédéral dit « d'extension de l'indemnisation », dont l'initiative revient au Congrès. Celui-ci l'a systématiquement appliqué au cours des huit périodes de récession enregistrées depuis la fin de

Un programme fédéral "d'extension de l'indemnisation" financé sur le budget de l'Etat prévoit une allocation complémentaire pour les Etats les plus touchés

la seconde guerre mondiale. Financé sur le budget de l'État, ce système prévoit une indemnisation complémentaire applicable aux États où le taux de chômage est supérieur à 6,5 % (certains d'entre eux exigent qu'il soit supérieur de 20 % au taux constaté durant les deux années précédentes), mais dont la durée est variable.

Ainsi, aux termes de la dernière reconduction en date votée par le Congrès en mars dernier, cette durée a été fixée entre 13 à 20 semaines complémentaires (selon le niveau de chômage de chaque État) sur la base d'une indemnisation de 170 dollars (environ 900 F) par semaine et par demandeur d'emploi. C'est ce mécanisme que les parlementaires veulent reconduire au début du mois de juillet (date d'expiration de la précédente disposition), mais en lui conférant un caractère automatique au lieu de l'actuel coup par coup. Suscitant du même coup l'opposition de l'administration.

Serge Marti

ALLEMAGNE

Trois niveaux d'indemnités

FRANCFORT
de notre correspondant

L'unification allemande vient perturber les équilibres, ceux du système social d'indemnisation du chômage, comme les autres. Le sous-emploi croissant à l'Est, ainsi même que les demandeurs de travail n'ont pas cotisé comme leurs homologues de l'Ouest, éreusent les comptes. Comme le gouvernement s'est engagé, par ailleurs, à faire « des économies de fer », Theo Weigel, le ministre des Subventions versées à l'Office fédéral du travail (I'ANPE allemande) vont être diminuées dès cette année de 5 milliards de deutschemarks. Le débat sur l'indemnisation va donc rebondir aussi en Allemagne.

Le système repose sur trois niveaux : l'indemnisation, l'aide sociale, et l'aide locale, qui concernent trois catégories de chômeurs :

— Les indemnités sont versées aux personnes qui perdent leur emploi et qui ont cotisé auprès de l'organisme du travail (Bundesanstalt für Arbeit). La cotisation est payée pour moitié par l'employeur et pour moitié par l'employé chaque mois. Elle a été régulièrement augmentée depuis quinze ans puisqu'il s'agit du moyen le plus simple pour équilibrer les comptes : de 2 % du salaire brut en 1975 elle est passée à 4 % en 1984 et à 6,4 % aujourd'hui.

Le montant de l'indemnisation dépend du nombre de mois de cotisation. Un minimum de un an est requis aujourd'hui (il suffisait de trois mois en 1982) qui donne droit à six mois d'allocations. Au maximum, un chômeur de moins de quarante-deux ans touchera son indemnisation pendant un an. Passé cet âge le soutien pourra être prolongé suivant les cas pendant trois ans. Le montant de l'indemnité atteint 63 % du salaire net pour un travailleur sans enfant et 68 % en cas d'enfant.

Outre la cotisation préalable, l'ouverture des droits impose d'être inscrit auprès des agences de l'Office du travail et d'être à sa disposition, c'est-à-dire d'accepter le travail qu'il propose. Ce travail doit, selon la loi, être « similaire » à celui qu'occupait auparavant le chômeur en termes de qualification, de proximité géographique, etc. Mais, en retour, ce dernier est tenu de l'accepter. A cet égard, l'Office du travail dispose d'une marge d'appréciation, mais en

régle générale un refus peut être pénalisé par la suspension pendant trois mois de l'indemnisation. En cas d'un deuxième refus, l'Office peut supprimer ses versements.

DETournement • Dans la réalité cette procédure a été contournée par les chômeurs d'indemnité, qui existent, aussi, en Allemagne. Le méchant chômeur a, en effet, un moyen simple de « refuser » l'emploi qu'on lui propose : il lui suffit de mal répondre aux questions de l'employeur potentiel au de se comporter de telle manière que celui-ci ne peut que le récuser. Auparavant, l'Office cherchait à savoir le pourquoi du refus. Mais, si l'employeur disait la vérité, le chômeur pouvait nier, voire traîner le patron devant la justice... Ce détournement a provoqué tellement d'abus que les employeurs ne maintiennent désormais plus la raison de leur refus.

— L'employé en fin de droit on celui qui n'a pas accès à l'indemnisation, tombent dans la deuxième catégorie : l'aide sociale. Celle-ci fait l'objet d'une subvention de l'État fédéral en vertu du « caractère social » du pays reconnu par sa Constitution. Cette solidarité s'applique aux « indigents ». L'Office du travail détermine si le sans-travail y a droit en fonction d'un certain nombre de conditions notamment de la situation du conjoint. Les allocations se montent à 56 % du salaire net (58 % avec un enfant). Elles sont versées pour une durée d'un an au bout de laquelle l'Office procède à un nouvel examen.

— La dernière catégorie concerne les chômeurs qui n'ont pas eu plus le droit d'être dans les deux précédentes. Dans ce cas ils peuvent espérer des aides locales ou régionales dont les niveaux et les conditions varient. A l'Ouest on comptait fin mai 1 700 000 chômeurs dont 1 250 000 sont indemnisés. A l'Est 1 150 000 chômeurs dont 960 000 indemnisés. Le budget pour 1991 de l'Office du travail était de 70,9 milliards de DM. Il est passé cette année à 85 milliards de DM. L'Office qui était arrivé par le passé à équilibrer (après subvention) ses comptes en jouant sur les différentes prestations dont il est responsable (allocations-chômage mais aussi aides diverses à l'emploi, aides à la formation, etc.), va devoir faire des arbitrages douloureux.

Eric Le Boucher

ESPAGNE

Un déficit abyssal

MADRID
de notre correspondant

« **N**otre objectif est d'augmenter de façon substantielle la protection des sans-emploi par des moyens qui combinent l'amélioration des prestations économiques avec des programmes de développement de l'emploi et de formation professionnelle. » Telle était l'intention qui figurait dans le programme électoral du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) lors des élections de 1989. Trois ans plus tard, la musique n'est plus la même. Le gouvernement a décidé par décret, au début du mois d'avril, de réduire le montant et la durée des allocations-chômage. Le déficit de l'INEM (Institut national de l'em-

ploi) avait en effet pris des dimensions abyssales. Il fallait donc agir et vite pour éviter la faillite. Il est vrai qu'entre 1987 et 1989 il n'y avait pas de vraie raison de s'inquiéter. Un excédent a même été enregistré en raison d'une augmentation des cotisations et de la création d'emplois due à une bonne croissance. Ensuite les choses se sont gâtées. 1990 s'est soldée par un déficit de 100 milliards de pesetas (5,4 milliards de francs). En 1991, il a plus que triplé atteignant 330 milliards de pesetas (17,8 milliards de francs). Cette année, les prévisions établies après les résultats des premiers mois laissent présager un trou de 409 milliards de pesetas (22 milliards de francs). Le coût total du financement du chômage en 1992 pourrait approcher les 2 000 milliards de pesetas (108 milliards de francs). Il était de 1 600 milliards en 1991.

Des chiffres qui donnent le vertige mais qui ne sont pas surprenants puisqu'en mai de mai il y avait 2 217 989 chômeurs officiellement recensés à l'INEM, soit 14,7 % de la population active. Le régime socialiste n'a donc guère le choix. Le décret-loi, déjà adopté par les députés, est actuellement en cours d'examen par le Sénat et devrait être promulgué au cours du mois de juin. Ce décret, de la durée, qui fut à l'origine de la demi-journée de grève du 28 mai, modifie le régime de l'assurance-chômage afin de tenter de réduire le déficit de l'INEM.

RESTRICTIONS • La période minimum de cotisations donnant droit à l'ouverture des droits passe de six mois à un an. Ensuite, la durée des prestations est réduite par rapport à la durée des cotisations, surtout au cours des premières années. Auparavant, il fallait par exemple quatre années de cotisations pour avoir droit à deux ans de prestations. Désormais, il en faudra six. Quant aux montants des prestations, ils seront de 70 % du montant de base des cotisations pendant six mois et ensuite de 60 % alors qu'ils étaient de 80 % pendant un semestre, puis de 70 % jusqu'à la fin de la première année et de 60 % au-delà. Enfin, le refus d'une offre d'emploi signifie l'extinction des droits alors qu'auparavant il fallait deux refus.

Le premier objectif du gouvernement est de lutter contre certaines retombées d'une politique de contrats temporaires qu'il avait pourtant contribué à mettre en place. En 1991, en effet, deux chômeurs sur trois avaient eu des contrats à durée déterminée. C'est dire que les premiers touchés par les restrictions seront les employés saisonniers. L'UGT, l'Union générale des travailleurs, n'a pas manqué de faire remarquer que « les plus faibles seront atteints », soulignant que « 80 % des contrats temporaires en 1991 étaient à durée inférieure à un an ».

Pour le ministre du travail, M. Luis Martinez Novat, la décision n'a pas été prise de « gâterie de cœur », mais il fallait « trouver un équilibre entre l'incidence sociale et la rigueur économique ». Il a fait remarquer qu'en dix ans de pouvoir socialiste le taux de couverture, c'est-à-dire le pourcentage des chômeurs qui reçoivent des subsides, est passé de 26 % (en 1982) à 62 % (en 1992). Une consolation. Désormais, le pouvoir veut éviter que « le trou » de l'INEM ne se creuse davantage. Un choix qu'il est prêt à assumer, même au prix de turbulences sociales.

Michel Boile-Richard

ACTUALITÉ

hommage en

influer l'UNEDIC.
isation du chômage
ister

urcimes, ne parvient plus à
cher son délabrement. Au po-
de Martine Aubry, ministre du
travail, qui est persuadée que
niveau français du chômage
serait en fait gonflé par la ré-
tive générale des personnes
tandis que la Grande-Bretagne
par exemple, affichait un ta-
inférieur à la réalité, ce son-
d'un phénomène exacte-
inverse.

En revanche, il faut sou-
vent admettre que le sys-
tème français ne distingue pas
les exigences qu'il impose à
chômeurs en contrepartie à
crédits sociaux offerts, la cen-
le différence de pays n'est
pas comme la Suède ou l'Al-
lemagne. De ce point de vue, le
niveau français du chôma-
ge est moins déterminé
que l'obligation d'une adap-
tation à la réalité du marché du
travail. Ce qui n'est pas le cas
de la Suède, où le chômage
est plus élevé, mais le chô-
meur est mieux protégé et
peut attendre plus long-
temps avant d'être réembauché.
En France, le chômage est
plus élevé, mais le chô-
meur est moins protégé et
peut attendre moins long-
temps avant d'être réembauché.

cit abyssal

MAINTENANT, le chômage est
devenu un véritable problème
social. Les chômeurs sont
de plus en plus nombreux et
leur situation est de plus en
plus précaire. Le chômage
est devenu un véritable problème
social. Les chômeurs sont
de plus en plus nombreux et
leur situation est de plus en
plus précaire.

RESTRICTIONS • La loi
relative au chômage, dite loi
Aubry, a introduit de nom-
breuses restrictions. Les
chômeurs doivent maintenant
faire preuve d'une certaine
mobilité géographique et
professionnelle. Ils doivent
aussi accepter des emplois
temporaires ou à temps partiel.
Ces restrictions ont pour but
de faciliter l'embauche et de
réduire le chômage.

REVENU MINIMUM • Les per-
sonnes qui ne peuvent bénéficier
de l'assurance-chômage, au-
tant qu'elles ne sont pas en
attente d'un emploi, ont droit
à un revenu minimum. Ce
revenu est fixé à 43,10 livres
par semaine. Il est destiné à
aider les chômeurs à faire face
à leurs besoins essentiels.

déroute



fait éclairante. La France
consacre 1,92 % de son PIB aux
allocations, l'Allemagne 1,16 %
et la Suède 0,67 %. A l'inverse
l'Hexagone ne dépense « que »
0,73 % de son PIB dans les
actions dynamiques de réinsertion,
contre 1,02 % pour l'Alle-
magne et 1,58 % pour la Suède.
Dans le nord de l'Europe, l'in-
démnisation va de pair avec une
démarche volontariste de prépa-
ration à l'emploi, la nécessité de
voir chacun occuper un poste de
travail étant perçue comme la
juste contribution de tout mem-
bre de la communauté à un sys-
tème de protection sociale voulu
fort. Selon le même raisonne-
ment, un chômeur devra accep-
ter de changer de métier, si le
sien n'offre plus d'avenir, ou si,
à la suite d'échecs successifs, il
devient évident qu'il ne peut
maintenir ses prétentions d'ori-
gine.

COMPORTEMENTS • En
France, la tendance aux long-
temps de chômage dans chaque
région, puisqu'on avait mis
l'accent sur les « cessations an-
ticipées d'activité » et les grandes
fournées de préretraites, répu-
tées indolores. Et ce sont
celles-là même qui, depuis peu,
sont tellement, sur la sellette,
autant pour des motifs sociaux
et économiques. Martine

Aubry dénonçait cette « faci-
lité » — que pour des préoccupa-
tions d'ordre financier, leur coût
représentant, sur 110 milliards,
28 % des dépenses de
l'UNEDIC.

Mais on touche là à la
nature culturelle, sociologique et
historique des comportements
typiquement français. C'est ce
qu'avait mis en évidence Phi-
lippe d'Iribarne dans deux
ouvrages récents, *Le Chômage
paradoxal* et *La Logique de l'hon-
neur* (1), à la suite de compari-
sons internationales. Entre
autres conclusions, il faisait
observer que le refus de la mobi-
lité, par crainte de déchoir, dans
son statut comme dans son posi-
tionnement social, expliquait
partiellement les dysfonctionne-
ments du marché du travail
français, et donc la coexistence
entre un fort taux de chômage et
une pénurie de main-d'œuvre.

De toute évidence, le régime
d'assurance-chômage participe
de cette construction qui est
devenue un équilibre de société.
Or, en raison du déficit, il va
 falloir s'attaquer à ce compro-
mis bien de chez nous.

Alain Lebaube

(1) *Le Chômage paradoxal*, édi-
tions PUF; *La Logique de l'hon-
neur*, éditions du Seuil.

Intérim et petits boulots au Japon

Suite de la page 27

Ce phénomène traduit une
double évolution. D'abord, un
changement dans les mentalités :
la jeune génération n'a plus les
mêmes dispositions (loyauté à
l'égard de l'entreprise, sens du
sacrifice) que ses aînés. Les ré-
sultats d'une enquête de l'Institut sur
la vie quotidienne de l'agence de
publicité Hakuhodo, sont signifi-
catifs. La nouvelle génération, qui a
grandi dans un Japon prospère, a
plus d'exigences : temps libre (une
aspiration qui se traduit par un
refus des heures supplémentaires)
et promotion en fonction des qua-
lifications plus que de l'ancienneté.
C'est plus la performance
individuelle que celle du groupe
d'appartenance qui mobilise
l'énergie des jeunes diplômés.

A cette évolution des men-
talités s'ajoutent une pénurie de
main-d'œuvre, surtout ressentie en
ville (tertiaire notamment), et un
soutil du patronat de continuer à

damment sur le travail saisonnier
(notamment dans le secteur auto-
mobile) et le travail en rigle (dé-
tachement de salariés de sous-trai-
tants à la maison mère) pour
adapter les effectifs à la conjonc-
ture. En d'autres termes, la flexibi-
lité de l'économie japonaise,
dépend de mécanismes d'ajuste-
ment des emplois à la périphérie
du marché (dans les PME). Le tra-
vail temporaire est en réalité sou-
vent synonyme d'emploi précaire.

A cette zone grise aux
contours imprécis du travail tem-
poraire, s'ajoute le prolifique mar-
ché des *arubaita*. Servir dans un

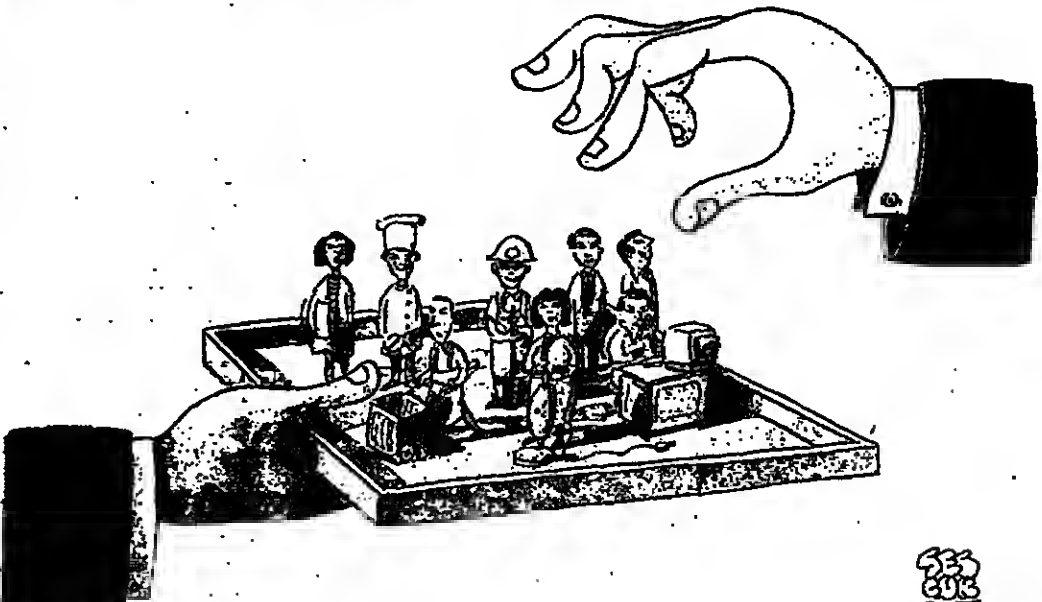
l'heure. Selon une enquête de
Recruit, 70 % des étudiants inter-
rogés faisaient des *arubaita* qui
leur rapportaient en moyenne
570 000 yens par an.

EXPERIENCE • Cette pratique,
qui permet une expérience adoles-
cente de la vie active et encourage
un goût pour l'indépendance
financière, reflète un contexte
social particulier : l'absence de
notion de sot métier. Une activité,
quelle qu'elle soit, est a priori res-
pectable : même servir des
consommations au remplissage des
cornets de frites chez un McDo-

part-timers car elles travaillent
autant que les titulaires masculins
sans bénéficier des avantages de
ceux-ci.

Emplais dévalorisés, rémuné-
rations inférieures à celles des
hommes, pratiques discrimina-
toires (telles que le « licenciement
en cas de mariage ») : en dépit de
la loi sur l'égalité devant l'emploi
de 1986, les Japonaises au travail
sont défavorisées. Au cours des
récessions, la contraction du mar-
ché du travail féminin contribue à
stabiliser le taux de chômage glo-
bal. Le poids croissant des femmes
dans le cycle de production

Un goût
pour l'indépendance
financière.



disposer d'un personnel flexible
afin d'éviter les problèmes de
suremploi. Ayant fortement réduit
l'embauche, les entreprises se tour-
nent volontiers vers le marché du
travail temporaire qui offre des
avantages certains : salaire plus
faible, pas de prime de départ, pas
de bonus et pas de pensions.

Il existe traditionnellement un
secteur du travail temporaire au
Japon : 3,5 millions de personnes
émargent sur le registre de l'em-
bauche provisoire (moins d'un an
et plus d'un mois) et 1,4 million
sur celui de l'embauche journalière
(moins d'un mois).

TRAVAIL SAISONNIER • Il
serait réducteur de donner une
présentation dualiste du marché
du travail, avec un secteur de
grandes unités où prévaut la pro-
motion à l'ancienneté, l'emploi à
vie et les avantages liés à la ges-
tion paternaliste, et un secteur de
PME caractérisé par une plus
grande fluidité. En fait, les grandes
unités de production jouent abon-

caffé, un *fast-food* ou une station
d'essence, distribuer les journaux,
réessortir les rayons des supermar-
chés, trier les lettres, porter les
colis ou, plus traditionnellement,
donner des cours particuliers sont
les travaux temporaires auxquels
se livrent la plupart des quelque 4
millions d'étudiants.

Cette pratique, autrefois impé-
rative en raison du coût de l'éduca-
tion au Japon, est devenue, avec
l'enrichissement du pays, un
moyen de gagner de l'argent de
poche : 3,6 % des étudiants tra-
vaillent pour vivre tandis que la
majorité font des petits boulots
pour s'acheter des disques, des
matras, sortir au voyage. Ils
gagnent en moyenne 1 100 yens de

nald's. On retrouve chez les *free-
lancers* l'aspiration à poursuivre au
début de leur vie adulte l'expe-
rience de l'*arubaita*.

Le marché du travail tem-
poraire est, comme auparavant,
dominé par la main-d'œuvre
féminine. L'accroissement de l'em-
ploi féminin constitue l'une des
grandes évolutions du marché du
travail au Japon. Entre 1975 et
1985, l'augmentation de l'emploi
féminin a contribué à 60 % de
l'accroissement de la population
active dont les femmes représen-
tent 40 %. Une Japonaise sur qua-
tre travaille en usine, proportion
élevée par rapport aux autres pays
industrialisés. Nombre d'entre
elles sont en réalité des pseudo

comme dans la consommation,
conjugué à la pénurie de main-
d'œuvre, incite les entreprises à
leur offrir de meilleures chances de
faire carrière.

L'emploi temporaire devient
une composante importante du
marché du travail : de maître
symptomatique, certaines agences
de travail temporaire finit bénéfi-
cier leurs affiliés d'avantages ré-
servés aux titulaires (en termes de
logement, de formation à des lan-
gues étrangères ou de vacances
organisées).

Philippe Pons

(1) 100 yens valent environ
4,20 francs.

GRANDE-BRETAGNE

Les restes du «welfare»

Les chômeurs au-dessous d'un certain
niveau de revenu peuvent obtenir le bénéfice
d'un « revenu minimum » (*income
support*). Jusqu'en 1991, an-
née fiscale, le montant de ce
soutien était de 42,45 livres par
semaine, pour un célibataire de
moins de vingt-cinq ans. Ce mon-
tant est augmenté pour un couple ou
un parent isolé, peut être cumulé
avec d'autres prestations. Enfin,
une allocation logement, un rabais
sur les impôts locaux et des allo-
cations familiales peuvent complé-
ter le revenu minimum.

Le grand nombre des bénéfi-
ciaires de ces prestations a conduit
le gouvernement à resserrer l'éven-
tail au début des années 80, afin
d'exclure les « faux chômeurs » :
suppression de la majoration pour
enfant à charge et du complément
variable lié au revenu, augmen-
tation de un à deux ans de la
période d'affiliation à la Sécurité
sociale pour bénéficier de l'allocation-
chômage (celle-ci n'est plus
versée qu'à environ un quart des
chômeurs), contrôle plus strict de
la recherche active d'un emploi.

Le financement des alloca-
tions de chômage est pris en
charge par un organisme général de
couverture sociale, lui-même
alimenté par les cotisations patro-
nales et salariales, l'*income support*
étant financé, de son côté, par le
budget de l'Etat. En 1991, l'in-
démnisation du chômage a atteint
un total de 7,36 milliards de livres
pour environ 2,6 millions de
demandeurs d'emploi à la fin de
l'année 1991.

Laurent Zecchini

(1) Une livre sterling vaut environ
10 francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACTIONNAIRES DE MATRA

Exercice 1991 :

- Résultats conformes aux prévisions
- Poursuite d'intenses efforts d'investissements et de R&D (+ de 20 % du chiffre d'affaires) pour préparer l'avenir
- Proposition de dividende : 5,50 F (hors avoir fiscal)

Information des actionnaires :
Bureau d'accueil :
5, rue Beaujon 75008 Paris.
Tél. : (1) 47.66.03.06. Minitel : 36.16 Matra

Mesdames, Messieurs,

vous êtes conviés à participer ou à vous faire représenter à
**L'Assemblée Générale Annuelle
Ordinaire de votre société**

qui se tiendra :
le jeudi 25 juin 1992 à 10 heures
à la Cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Cariou, 75019 Paris.

Si vous êtes actionnaires NOMINATIFS de MATRA, vous avez
reçu par courrier l'avis de convocation et les divers documents
permettant de participer ou d'être représentés à l'Assemblée
Générale : demande de carte d'admission, formulaire de pouvoir
ou de vote par correspondance.

Si vous êtes actionnaires au PORTEUR de MATRA et si
vous désirez participer à l'Assemblée Générale, adressez-vous
à l'établissement financier (banque, société de bourse,
intermédiaire financier...) auprès duquel vos actions sont
inscrites en compte. Vous devez avoir fait déposer 5 jours au
moins avant la date de l'Assemblée un certificat
d'immobilisation de vos actions auprès du service titres
MATRA :
ARJIL-SOCIÉTÉS 9, rue Beaujon 75008 Paris.
Tél. : (1) 47.66.01.36, qui vous fera parvenir une carte d'admission.



L'UNIVERSITÉ PARIS XII
vous propose ses DEA

ECONOMIE INTERNATIONALE et REGULATION (Dynamiques Nationales Comparées et Compétitivité)	ORGANISATION INDUSTRIELLE, INNOVATIONS et STRATÉGIES INTERNATIONALES avec l'Ecole Nationale des Mines de Paris et l'Ecole Nationale Supérieure des Ponts & Chaussées
---	--

Appuyés sur plusieurs Centres de Recherche

Centre d'Etudes des Dynamiques Internationales CEOI	Centre de Recherche en Economie Industrielle GREI
---	---

en collaboration avec le CEPREMAP

Pour tous renseignements et inscriptions :
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion - 3ème Cycle
Avenue J.B. Clément 93430 Villetaneuse - Tél. 49 49 39 19 (et mercredi)

La « brigade de Dieu »

Suite de la page 27

A dire vrai, la controverse sur la chouette n'est qu'un épisode de l'affrontement permanent aux Etats-Unis, entre écologistes et économistes concernant l'équilibre à établir entre la poursuite des développements et la protection des espèces. Les écologistes, en défendant la chouette, veulent essentiellement protéger les grandes forêts du Nord-Est abritant plus de cent espèces animales et végétales menacées d'extinction.

COMPROMIS • Ce n'est pas la première fois que la « brigade de Dieu » déroge à la stricte application de la loi de 1973, mais dans des sens différents. Ainsi, en 1979, elle était intervenue en faveur d'un minuscule poisson, avec, pour conséquence, de retarder la construction d'un barrage dans le Tennessee. A l'inverse, sa seconde intervention, avait sacrifié les grues nichant le long du fleuve Platt (Nebraska), pour permettre l'édification d'un barrage dans le Wyoming.

La décision du comité sur les chouettes est un compromis qui, par sa nature même, n'a pas satisfait les parties en litige. D'un côté, les grandes compagnies forestières, appuyées par les syndicats des travailleurs défendant vigoureusement leurs emplois, auraient souhaité poursuivre leurs activités dans la totalité des 2 300 hectares de forêt de la région. De l'autre, les écologistes, pour qui la « brigade de Dieu » annonce une « *terreur profane* » contre les forêts et l'écosystème de la région, critiquent vigoureusement Manuel Lujan, le ministre de l'intérieur chargé des parcs nationaux et de l'environnement, pour avoir proposé un plan réduisant sensiblement les restrictions à l'abattage prévues par ses propres services, dans les régions où les chouettes font leur nid.

EXTINCTION • Manuel Lujan affirme que son compromis limiterait la perte des emplois à 15 000 au lieu des 32 000 annoncés dans le projet initial. Il a des opinions bien arrêtées qui hérisseraient les écologistes. « Dieu a créé Adam et Eve, et nous sommes

« La qualité de la vie humaine décline avec le déclin de la qualité de l'écosystème... »

mus venus de là... Dieu nous a donné la domination sur les animaux, et je place l'être humain à un niveau supérieur... », a-t-il dit. En d'autres termes, il ne pense pas que toutes les espèces doivent être sauvées.

Evocant les efforts des écologistes pour protéger l'écureuil rouge (au risque de retarder la construction d'un observatoire), il a ajouté : « Personne n'a pu me dire la différence existant entre un écureuil rouge, un écureuil noir ou brun. » De l'aveu même de M. Lujan, son plan aboutira à plus long terme à l'extinction des chouettes menacées. Dans l'immédiat, leur destin dépend des tribunaux, et plus encore du Congrès, où leurs défenseurs, théoriquement en majorité, hésitent en cette année électorale à prendre une position qui les exposerait au reproche de sacrifier le bien-être, l'existence même des travailleurs, pour sauver quelques oiseaux.

Les écologistes se sentent sur la défensive, face à un gouvernement républicain favorisant les grands intérêts, lesquels, au nom du développement économique, mènent une vaste offensive contre la loi de 1973. Car celle-ci, arrivée à expiration, doit être renouvelée cette année. L'argument majeur de ses adversaires est qu'elle ne tient pas assez compte des nécessités économiques des populations.

SAUMONS • Exemple : l'inscription sur la liste des espèces en danger des saumons vivant dans les fleuves Columbia et

Snake aura de fâcheuses conséquences pour des milliers d'habitants de la région. En effet, le système envisagé pour faciliter aux saumons le passage des barrages dans leur remonte des fleuves implique l'accumulation d'eau devant ces barrages, ce qui affectera les agriculteurs, obligés de payer plus cher l'eau nécessaire à l'irrigation, ainsi que d'autres catégories de travailleurs, sans oublier les simples résidents, dont la note d'électricité augmentera de 10 %.

De même la protection envisagée pour les éperlans du delta de Sacramento (Californie), écrasés par millions dans les barrages, aboutira à des restrictions sur les stations de pompage, affectant ainsi l'approvisionnement en eau des campagnes et des villes et, indirectement, les emplois de la région du delta.

Certes, grâce à la loi de 1973, l'aigle, symbole national, qui était menacé d'extinction, vit de nouveau dans les cieux américains. Mais que penser de l'oiseau californien, le *gnat catcher* (l'attrapeur de moustiques), dont la protection des nids empêche un développement immobilier évalué à 6 millions de dollars ? On en compte un papillon argenté de l'Oregon, qui se plaît dans les régions conviviales par les constructeurs de parcours de golf ? La protection du grizzly gêne le développement routier du Wyoming, celle de la tortue de mer bouleverse les techniques de la pêche, tandis que la tortue du désert oblige les éleveurs à déplacer leurs bêtes qui se nourrissent des mêmes herbes.

Les dangers de la protection des espèces sont soulignés exagérément par les adversaires de la loi de 1973 : la coexistence entre les ours et les campeurs est fragile et périlleuse, assurent-ils, ajoutant que les Floridiens se plaignent de rencontrer parfois des alligators dans leur parc de stationnement, sinon même sur leur terrain de golf.

Mais l'argument principal des adversaires de cette loi est que son application coûte très cher. Ainsi, la protection du loup représente une dépense annuelle de 600 000 dollars (1), celle du grizzly près de 6 millions de dollars, celle de la panthère de Floride 4 millions, celle de la chouette 9 millions... Bref, au cours de ses dix-huit ans d'application, la loi a coûté 700 millions de dollars. Et cela pour des résultats limités. 41 % seulement d'espèces en danger ou menacées ont cessé de décliner ou même ont augmenté. Seize espèces (sur un total de 1 134) ont été rayées de la liste.

DIVERSITÉ • Mais les écologistes répliquent que les grands intérêts exagèrent les effets négatifs de la loi sur l'économie, sur les emplois en particulier, et que sur les quelque 34 000 projets soumis entre 1987 et 1991 aux autorités, 367 seulement ont soulevé des objections et ont dû être modifiés en conséquence, tandis que 18 ont été rejetés pour incompatibilité avec la loi.

L'enjeu est fondamental, rappellent les écologistes, pour justifier des dépenses qui, disent-ils, sont très loin de celles engagées pour la production d'armements nucléaires. Il s'agit de protéger l'écosystème et la diversité biologique, ajoutent-ils, en citant les conclusions d'un communiqué de l'agence chargée de la protection de l'environnement, selon laquelle « la qualité de la vie humaine décline avec le déclin de la qualité de l'écosystème... »

La bataille sur le renouvellement de la loi ne fait que commencer, sans issue paraît-il d'ailleurs, au vu des positions adoptées au Sommet de la Terre à Rio par l'administration américaine, laquelle a refusé de signer la convention mondiale sur la protection des espèces, en arguant de son coût pour les industriels. Mais, en tout cas, le papillon bleu du Nevada, le lézard de Californie, le crapaud du Wyoming, le pivert à crête rouge, pour ne citer que ceux-là, et bien sûr les beaux oiseaux de Hawaï, ont échappé à l'extinction.

Henri Pierre

(1) 1 dollar vaut environ 5,40 francs.

Au royaume de la voiture verte

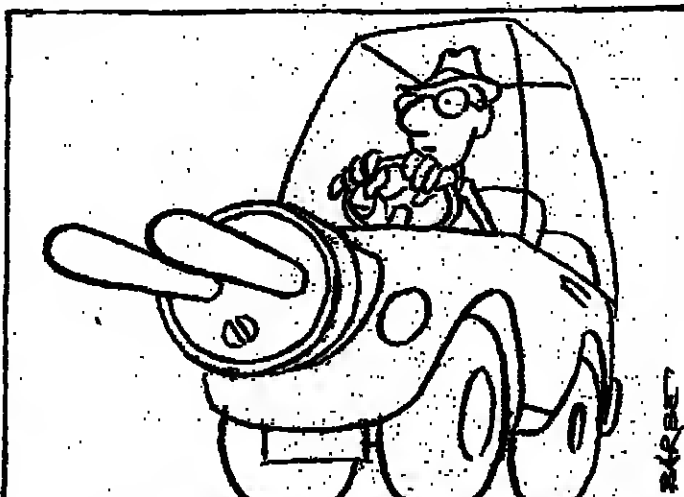
En Californie, la réglementation imposera d'ici à la fin du siècle l'usage de véhicules électriques. Les constructeurs s'y préparent

LOS ANGELES
correspondance

La Californie, où la législation anti-pollution sera de plus en plus stricte dans les dix années à venir, sera le berceau et le terrain d'expérimentation de la voiture électrique. En 1998, 2 % des véhicules mis en vente (soit 40 000 voitures) devront être « zéro-polluants ». Selon la loi ce pourcentage s'élèvera jusqu'à 10 % en 2003, soit 200 000 voitures par an ! Le lancement d'une nouvelle génération de véhicules semble toutefois poser quelques problèmes puisque la première voiture électrique, la LA 501, ne sera pas produite en série comme cela était prévu.

La firme suédoise CAT (Clean Air Transport), qui, en 1990, avait remporté le concours lancé par la ville de Los Angeles, devant Peugeot entre autres, n'a pas trouvé les quarante millions de dollars nécessaires pour commencer la construction en série.

Les grands constructeurs General Motors, Ford et Chrysler poursuivent leurs propres recherches pour produire le nou-

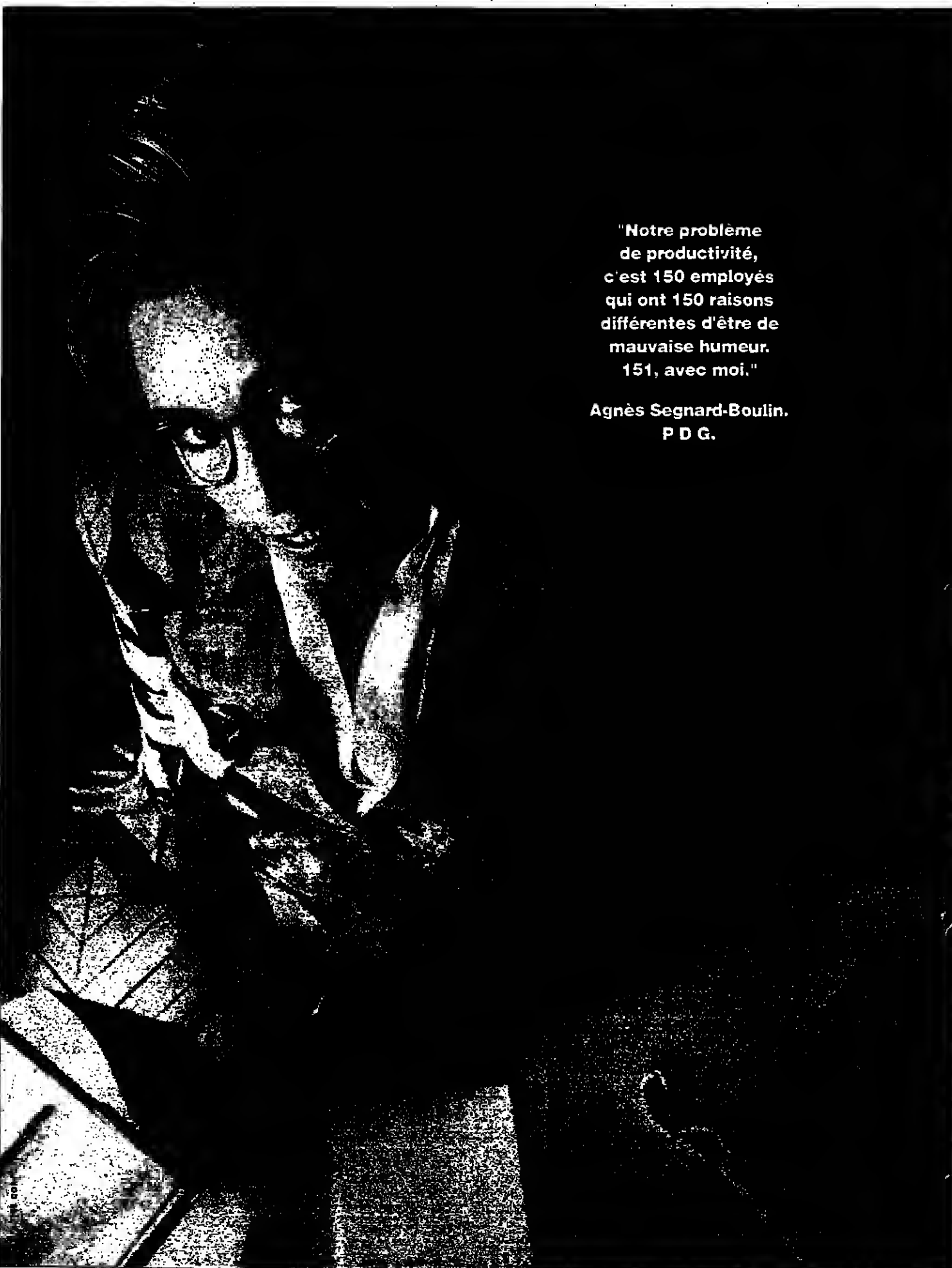


veau véhicule. GM met au point l'« Impact » - dont le coût sera de 138 000 francs - Ford l'« Ecostar », et Chrysler une voiture du type Renault Espace, le « TE Van ». Le plus important, pour le lancement de cette nouvelle voiture, est la batterie. Les trois géants ont formé un consortium, l'USABC (US Advanced Battery Consortium) en juillet 1991, pour la recherche sur la technologie de cette nouvelle batterie. L'USABC devrait prochainement annoncer quelle batterie sera choisie, entre les modèles au plomb, au sodium-soufre, au nickel, ou au zinc. La société Daimler, installée en Californie, spécialisée

dans la recherche sur les batteries au zinc, devrait remporter le marché.

Un Centre de recherche sur le véhicule électrique s'installera prochainement dans une usine Lockheed, fermée depuis les récentes coupes du budget militaire. Il sera le symbole de la reconversion de l'industrie aéronautique, qui emploierait plus de cinq cent mille personnes en Californie, et qui doit se tourner vers de nouvelles activités. Les constructeurs américains craignent l'espionnage d'un concurrent potentiel, notamment Nissan et Toyota, sur ces sites. Le nouveau marché créé par la voiture électrique leur permettrait de regagner le terrain perdu face au constructeur japonais. Comme la législation californienne sur la pollution est progressivement adoptée par les douze Etats du Nord-Est, dont celui de New-York, la Pennsylvanie et le Connecticut, la recherche pour la mise au point de la voiture électrique a connu une nette accélération ces derniers mois.

Régis Navarre



« Notre problème de productivité, c'est 150 employés qui ont 150 raisons différentes d'être de mauvaise humeur. 151, avec moi. »

Agnès Segnard-Boulin.
P.D.G.

Le meilleur facteur de productivité n'est pas le salaire, mais la bonne humeur.

Avec l'électrification de l'industrie, on peut améliorer la productivité.

50 دينار لاصول

L'ECONOMIE
ACTUALITÉ

Robert Louis-Dreyfus, redresseur de pub

Le manager français qui a sauvé Saatchi and Saatchi Company, deuxième agence mondiale de publicité, a annoncé mercredi 10 juin, à Londres, qu'il quitterait dans un an la direction générale du groupe fondé par les frères Charles et Maurice



LONDRES
correspondance

SAATCHI and Saatchi était à la une de la presse, à l'affiche partout ! Mercredi 10 juin, pour l'assemblée des actionnaires de ce géant de la publicité, Robert Louis-Dreyfus, directeur général, irradiait littéralement de plaisir. On le comprend. Lui qui a dû traverser tant de déserts est aujourd'hui couvert d'éloges par les financiers et les analystes.

Des pourparlers sont en cours entre Saatchi and Saatchi et Euro-SCG pour tenter de fusionner leurs activités d'achat d'espaces. Le milliardaire texan Ross Perot, candidat indépendant à la course pour la Maison Blanche, lui a demandé de s'occuper de sa propagande. Le premier ministre de Sa Majesté, John Major, adore Saatchi and Saatchi depuis que ses créateurs l'ont aidé à remporter la main les élections législatives du 9 avril, et il se perd aucune occasion de le faire savoir. Depuis le début de l'année, le

franchisé a raffiné une belle moisson de nouveaux contrats publicitaires prestigieux - BAT, Brown & Williamson, Toyota, Playtex. Véritable « gourou » du secteur, Neil Blackley, analyste chez le courtier James Capel, prédit un retour aux bénéfices dès l'exercice prochain. Enfin, « Robert » assiste à l'installation de son successeur, Charles Scott, le bras droit et l'ami de toujours. A la tribune, paupières mi-closées, visage impassible, le patron ne dit mot. Que faire d'autre, après tout, lorsque les hommages ne cessent de succéder aux hommages ? Gérons que Robert Louis-Dreyfus aspire tout simplement à se trouver ailleurs. Chez lui, dans sa maison de Zurich. A tailler ses rosiers.

RUMEURS • Quand les Saatchi l'ont appelé à la rescousse il y a deux ans et demi, Robert Louis-Dreyfus espérait bien que son absence de notoriété à Londres lui permettrait de faire son nouveau métier en paix. Il a rapidement déchanté. Le pont d'or qui lui a été offert, les incessantes rumeurs

de conflit avec Maurice et Charles, les fondateurs du groupe, la défection d'une partie du top management, de sombres accusations de délits d'initiés aux Etats-Unis lors de la vente d'IMS International, son ancienne société, en 1988, et enfin sa prétendue liaison avec la pulpeuse concubine Kim Basinger n'ont cessé de défrayer les colonnes des chroniqueurs.

Promu star médiatique, ce faux indifférent affirme qu'il inspire au pantoufle l'an prochain. « La compagnie est réorganisée sur une base solide. Je ne crois pas être la meilleure personne pour la guider au cours des cinq à dix prochaines années. Un style différent s'impose. En quittant Saatchi, j'aurai réalisé tous les objectifs que je m'étais fixés il y a deux ans. » Sous l'apparence de franchise, le clin d'œil est sympathiquement distant.

Des cheveux courts, grand et massif dans un jean, chemise bleue assortie, montre Swatch multicolore au poignet, une légère barbe, une bonne figure, le chef exécutif porte bien ses quarante-cinq ans. Cet homme qui en privé joue de la familiarité et de la bonhomie comme d'un camouflage a pourtant reconstruit, en deux ans, une société sur le point de s'écrouler. « A mon arrivée ici, en janvier 1990, la question était de savoir si nous pouvions survivre. J'étais totalement étranger au monde de la publicité. Ma grande peur était de ne pas être accepté par les cadres. Etranger, Français de surcroît, homme de l'extérieur... Mais, finalement, ça s'est plutôt bien passé... »

met en place une vaste opération de refinancement par le truchement d'une augmentation des actions en circulation ; il n'hésite pas à licencier 15 % du personnel, à déménager du prestigieux QG de Berkeley Square pour un immeuble banal proche d'Oxford Street, à chasser partout le gaspillage. Sa voiture ? Une Peugeot 205. Son déjeuner ? Un sandwich et un café noir.

« R-L-D » n'est pas un doux rêveur. Cet héritier d'une dynastie de banquiers et d'armateurs-accablants français possède deux traits de caractère indispensables pour s'imposer : une poigne de fer et des manières d'aristocrate. « La situation financière que j'ai découverte était pire que je ne le pensais. Au départ, j'ai commis deux erreurs : avoir sous-estimé l'effet de la récession et avoir attendu trop longtemps avant de sabrer dans les fonds généraux. »

Contraints à prendre du champ, les frères Saatchi ont dû accepter une réduction de salaire, s'engager à ne pas accorder d'entretiens à la presse et se contenter d'une activité en conso. A Maurice les contacts avec les plus grands clients, comme Mars, Procter & Gamble et British Airways ; à Charles, la conception des campagnes les plus risquées. Pour le reste, Robert Louis-Dreyfus tient les commandes, seul.

La vieille garde inféodée aux Saatchi est évincée au profit d'inconditionnels, comme Theodore Levitt, qui avait été son professeur à la Harvard Business School. Pourtant, il affirme : « Les seuls désaccords entre les Saatchi et moi ont porté sur des questions secon-

Il faut de l'intelligence, pour créer le climat le plus favorable au travail, pour offrir à chacun la lumière, le son, l'air, l'espace, l'information, la sécurité, la bonne température, en un mot le bien-être. Le besoin pour être productif, tant il est vrai que quand les gens vont, le travail va. C'est cette intelligence-là qu'offre aux chefs d'entreprise le bâtiment intelligent, une intelligence capable de dispenser à chacun équilibre et confort, et d'aller jusqu'au bout de la logique de l'entreprise en générant de réels gains de productivité.

Le meilleur facteur de productivité ne serait-il pas la bonne humeur ?

Une gestion de votre investissement sur la durée.

Une réduction des coûts de transformation des locaux supérieure à 25 %.

Une réduction des coûts de maintenance.

Une baisse sensible du taux d'absentéisme.

Une économie d'énergie qui peut aller jusqu'à 30 %.

Avec l'électricité, le bâtiment intelligent va jusqu'au bout de l'intelligence.



Une nouvelle stratégie a été définie, des contrôles financiers installés.

daire. Il faut leur rendre justice : ils m'ont laissé une totale liberté d'action.

CONVALESCENCE • Après deux ans et demi de mue le groupe n'est plus le même. Saatchi and Saatchi WorldWide et BSN ont ainsi que d'une kyrielle de compagnies annexes : KOBIS & Draft (direct mail), Rowland (relations publiques), Zenith (achat d'espaces)... La publicité fournit, après le recensement de ces dernières années, 85 % des ressources. BSN, la Société générale et bien d'autres sont les clients de la filiale française qui compte plus de 300 employés.

Pour bon nombre de spécialistes, l'erreur de Saatchi est de demeurer attaché au concept d'agence globale. « Peu-être les frères ont-ils eu tort de miser sur une publicité transfrontalière, admet Robert Louis-Dreyfus. Mais ils ont eu raison quant à la nécessité d'adopter une approche internationale. Ces derniers temps, on assiste au développement de campagnes paneuropéennes. La mondialisation se fait, mais au niveau régional. Fuji, Samsung et Playtex nous ont ainsi choisis pour vendre leur image de marque en Europe », ajoute notre interlocuteur. A ses yeux, dans dix ans, il ne restera plus que quelques gros publicitaires qui auront la moitié du marché : « L'avenir appartient à la fois aux grands groupes et aux boutiques spécialisées. Pour les firmes moyennes, il n'y a pas d'alternative entre la spécialisation ou la fusion. »

Marc Roché

PERSPECTIVES

PHARMACIE

Mariage japonais pour Roussel-Uclaf

Une première dans l'industrie pharmaceutique japonaise : le laboratoire Morishita a fusionné avec une filiale de Roussel-Uclaf.

Objectif : développer ensemble la recherche et la commercialisation

TOKYO
de notre envoyé spécial

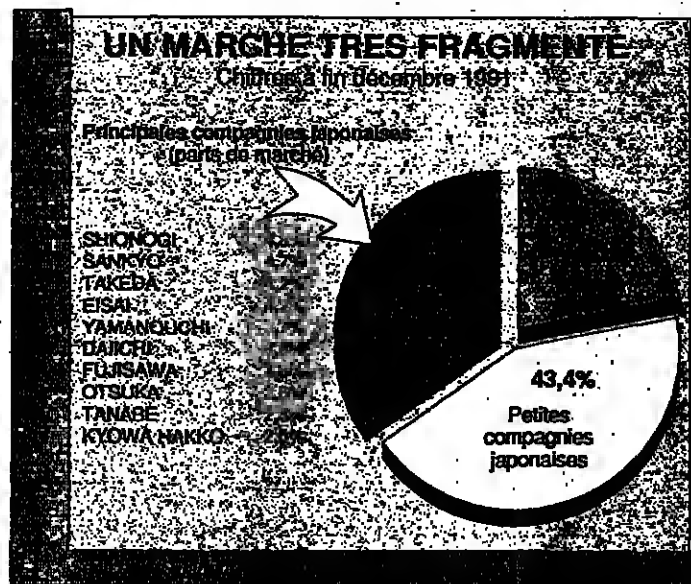
LES Japonais ont commencé à perdre leur âme ? La fusion de Roussel-Médica, une des trois filiales au pays du Soleil-Levant de Roussel-Uclaf, numéro trois de la pharmacie française (groupe allemand Hoechst), avec le laboratoire nippon Morishita (groupe Aginomoto), eura en tout cas créé une sérieuse brèche dans la culture de ce pays de l'Extrême-Orient.

C'est la première fois, en effet, qu'une entreprise pharmaceutique japonaise se marie avec une société étrangère. Pour cette union, le capital de Roussel-Médica a été augmenté de 11,4 milliards de yens, dont 3,6 milliards versés par Aginomoto et 7,8 milliards par Roussel-Uclaf. Les deux groupes se partagent ainsi à égalité 60 % du capital de la nouvelle société, Roussel-Morishita, créée le 1^{er} avril, la famille Morishita conserve 12 %, les 28 % restants se répartissant dans les portefeuilles de plusieurs grands investisseurs.

Le nouveau couple pharmaceutique franco-japonais se classera à la vingt-cinquième place sur le marché nippon du médicament, avec un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de francs, qui devrait, selon le docteur Edouard Sakiz, président de Roussel-Uclaf, doubler en cinq ans et pourrait, selon Tadashi Toba, président de Aginomoto, atteindre 10 milliards de francs en l'an 2000.

Les Japonais auront mis près d'un siècle pour passer du joint *venore* au mariage avec une firme étrangère. Si, au début des années 80, le géant américain Merck avait bien absorbé son partenaire nippon Banyu, cette opération avait été conclue dans un but de simplification juridique, après trente années de vie commune. La création de Roussel-Morishita procède au contraire de la recherche, commune, d'une nouvelle voie de croissance, pour laquelle les deux entreprises n'avaient pas le choix. Dans un pays où l'OPA n'existe quasiment pas, la firme française a dû user de séduction pour décider son interlocuteur à violer la coutume. Nouveau venu dans la pharmacie, Aginomoto, géant de l'agro-alimentaire, n'a pas longtemps résisté.

DÉFICIT • Deuxième en monde par son poids (29,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires), l'industrie japonaise du médicament reste en effet très fragmentée. Aucune de ses grandes firmes n'apparaît dans les dix premières places au classement mondial. Ayant privilégié les recherches sur la fermentation (antibiotiques) et les antiviraux (produits pour soigner le cancer), sur lesquels la découverte est capricieuse, les laboratoires japonais ont pour l'instant une capacité d'innovation plutôt moindre qu'en Occident. D'où le déficit chronique de la balance commerciale japonaise des médicaments (187 milliards de



yens pour 1989). Le rapprochement entre les firmes nationales est très difficile en raison de la dévotion du personnel à son entreprise. Aussi les dix barons japonais du médicament, qui détiennent ensemble 35 % du marché, se succèdent-ils souvent à la première place, en fonction de fortes contraintes de ce marché : d'une part les baisses autoritaires des prix imposées par les pouvoirs publics pour élargir des produits nouveaux – ce qui évite les rentes de situation –, de l'autre, les pressions des prescripteurs (généralistes, cliniques, hôpitaux), directement intéressés au produit de la vente des médicaments comme à la satisfaction de la clientèle, donc à la qualité du médicament. Pas facile dans ces conditions de se faire une place au soleil.

Face aux Japonais comme eux étrangers, Roussel-Uclaf, portant sa part de marché de 0,5 % à 1,2 %, gagne ainsi d'un coup trente-deux places au palmarès des fabricants japonais de médicaments, ce qui, selon le docteur Sakiz, aurait « exigé vingt-cinq ans de croissance interne ». L'extension

de son réseau de distribution est aussi un élément primordial, au moment où les deux partenaires se renforcent sur les produits cardiovasculaires. A cet égard, Roussel-Uclaf compte beaucoup sur le trandolapril, un nouvel anti-hypertenseur qui pourrait mettre Roussel-Morishita aux meilleures places dans cette spécialité.

BIOTECHNOLOGIES • Moderne, l'hypertension gagne en effet du terrain et le marché mondial des anti-hypertenseurs, évalué à 15 milliards de dollars, devrait doubler d'ici à 1995. Au Japon, les ventes d'anti-hypertenseurs dépassent déjà 6 milliards de dollars et pourraient s'élever jusqu'à 12 milliards d'ici trois à quatre ans. Les inhibiteurs de l'enzyme de conversion, en particulier, qui représentent 10 % des ventes, pourraient bientôt compter pour 30 %. Un véritable tapis rouge en perspective pour le Trandolapril, médicament de cette catégorie, que Roussel-Uclaf compte lancer en 1994, mais aussi pour les autres produits cardiovasculaires que les deux associés prévoient dans les quatre ans à venir.

Les autres activités des deux firmes se complètent assez heureusement. Roussel-Uclaf arrive avec de puissants antibiotiques, dont quatre au moins (le Claforan, le Rulid, l'Orélox et le Cefrom) devraient, selon les prévisions, réaliser chacun dès 1995, un chiffre d'affaires mondial de 200 millions de dollars, soit, ensemble, plus de

8 % du marché. Parallèlement, le groupe envisage de lancer au Japon un vasodilatateur cérébral (le praxylène) et un antirhumatismal. De son côté, Aginomoto va mettre sur le marché un traitement contre les hépatites, tandis que Morishita met la dernière main à toute une panoplie de compléments nutritionnels utilisables en milieu hospitalier pour les cancéreux, ainsi qu'à deux produits, destinés l'un à soigner les ulcères de l'estomac, l'autre à combattre le cancer du pancréas. Enfin Aginomoto est associé à l'indianais Bristol-Myers dans la recherche d'un traitement contre le sida.

Branché sur les médecines classiques et les biotechnologies, doté en plus d'un noyau de recherche commun, le nouveau couple pharmaceutique apparaît bien armé pour gagner le pari d'un quadruplement du chiffre d'affaires pour l'an 2000. Mais Aginomoto, même s'il ne l'avoue pas encore, espère sans doute un soutien du groupe allemand Hoechst, premier actionnaire de Roussel-Uclaf, non seulement dans la pharmacie, mais aussi dans la chimie et l'agro-alimentaire, tant au Japon qu'en Europe. En tout cas, le mariage, fruit de la longue expérience acquise par Roussel-Uclaf dans l'archipel (trente-trois ans de présence, une durée que surpasse seul l'Air liquide), offre un exemple à méditer pour les entreprises françaises.

André Dessot

DROIT

Les secrets dorés de l'arbitrage

Paris est la capitale de l'arbitrage commercial.
Une pratique mal connue mais fort rémunératrice
qui se développe avec l'internationalisation des échanges

L'ÉTÉ dernier, dans le plus grand secret, à Paris, le gouvernement a été condamné par un tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale (CCI) à verser plus d'un milliard de francs CFA (22,5 millions de francs covoiron), soit 0,57 % de son budget d'investissement, à des sociétés dépendant d'un homme d'affaires français, M. Norbert Beyard, lequel s'estime floué par la rupture d'un accord pour l'exploitation d'une plantation d'ananas dans la vallée du Kan.

Cette condamnation privée, exemple parmi cent autres, n'est pas un titre de papier : la convention de New-York de 1958 pour « la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales », ratifiée par 84 pays dont la France, donne force à cette justice privée des affaires internationales. Le tribunal d'un Etat s'interdit de juger les affaires dont les protagonistes avaient prévu, par une clause du contrat, de les soumettre à arbitrage.

L'arbitrage commercial qui règle les conflits privés n'a rien à voir avec la Cour internationale de justice à La Haye qui, elle, n'arbitre que les litiges entre Etats. Il est une « Mecque » à Paris. C'est la cour de la Chambre de commerce internationale (CCI), simple association loi 1901, créée en 1923, qui a su conquérir la confiance des commerçants du monde entier. Au début de l'année, 756 affaires d'un montant total de 20 milliards de dollars attendaient d'être réglées. Elles impliquaient 815 particuliers, sociétés ou Etats auxquels justice sera rendue par 591 arbitres de 29 pays différents.

L'arbitrage devient de plus en plus courant, montrant ainsi que la justice et le droit sont des instruments dans la guerre économique. Mais il n'a rien perdu de sa confidentialité. Rares sont en effet les affaires qui viennent au grand jour, comme celle entre l'Iran et l'Arabie saoudienne par un arbitrage de la CCI mais conclue par des négociations diplomatiques (le Monde du 29-12-91) ou encore celle opposant

constructeurs et financiers d'Euro-tunnel (le Monde du 25-4-92).

Battant en brèche la justice des Etats, l'arbitrage, prestation de service rémunérée, est une activité concurrentielle. La CCI est aujourd'hui talonnée par d'autres institutions, telles l'American Arbitration Association (ettriple A.) et la London Court of International Arbitration (LCAI), qui partagent avec elle l'essentiel des grosses affaires. En dix ans, de nouvelles organisations sont nées à Kuala Lumpur ou au Caire. D'autres déclinent, comme celle de Stockholm, traditionnellement choisie dans les affaires Est-Ouest. Un tiers seulement des contentieux sont tranchés par des arbitres *ad hoc*, officiant en dehors de toute institution.

EXPANSION • « Le marché de l'arbitrage est en pleine expansion. Il y a des milliers de nouveaux opérateurs, à l'est, qui se sont substitués aux précédents monopoles d'Etat », reconnaît Stephen R. Bond, ancien secrétaire général de la cour à la CCI. Dans quelques années, fleuriront les premiers contentieux dans les nouveaux pays de l'Est, et ce ne sera pas le moindre avantage alors que d'éviter

prévu d'aller devant un arbitre pour obtenir justice. On évitera ainsi de se retrouver sur des terres juridiques aux contours incertains, devant le juge d'un Etat s'exprimant dans une langue étrangère.

Dans la majorité des affaires traitées par la CCI, le tribunal arbitral se compose de trois arbitres : chaque partie nomme le sien, le troisième est nommé par la cour qui « supervise » le déroulement du procès. A Paris, ils sont une petite centaine, dont trente exerçant à plein temps, et forment un micro-milieu cosmopolite redoutablement rompu en droit des affaires internationales : magistrats parfois en fonctions, bâtonniers, professeurs, avocats, dont certains agrégés de lettres ou d'histoire.

La fonction est rémunératrice et beaucoup de juristes en rêvent. Payés au pourcentage du montant du litige, indemnisés des frais de transports et logement, ils voyagent aussi beaucoup. La CCI a des barèmes précis : pour un contentieux de 1 million de dollars, ils touchent 30 000 dollars (60 000 dollars pour 15 millions) ou plus « si les circonstances de l'espèce le justifient exceptionnellement nécessaire ». La cour encaisse des « frais

administratifs », plafonnés à 50 000 dollars si le litige dépasse 50 millions de dollars. Dans un arbitrage *ad hoc*, tranché en dehors de toute institution, les tarifs peuvent être plus élevés : 150 000 francs par arbitre pour 2 millions de francs en jeu.

Les arbitres ne sont pas des Salomons usant de leur sens de l'équité. Ils doivent, dans la majorité des cas, appliquer un droit. L'enjeu financier est de taille : dans une affaire pendante devant la CCI à propos d'une OPA ratée, l'application de la loi anglaise conduirait à une condamnation de 40 millions de francs au titre d'une clause de dédit, intangible en droit anglais. Si la loi française s'applique, le tribunal arbitral pourra modérer cette indemnité.

CHOISIR • Heureusement, les entreprises peuvent choisir le droit qu'elles préfèrent. « Le grand bonheur dans les contrats commerciaux internationaux c'est l'autonomie. Elle permet une grande souplesse de comportement », se réjouit Jean-Luc Monceaux, directeur des affaires juridiques à l'Aérospatiale. Les trois quarts des contrats soumis à la CCI désignent la loi applicable même

sans aucun lien avec leur transaction. Le droit français, beaucoup plus favorable à l'acheteur, ne sera pas revendiqué par un vendeur français qui préférerait une loi plus souple.

La rédaction des contrats, savoir-faire subtil, dépend des rapports de forces régnant durant les négociations. A défaut de s'entendre sur la loi d'une des deux parties, une loi tierce est choisie. « Dans une négociation avec des Coréens, nous avons choisi la loi de l'Etat de New-York pour sortir de l'impasse », témoigne Olivier Lecourt, directeur des affaires juridiques internationales chez Saint-Gobain.

Le droit suisse, prétendument neutre, est d'ailleurs curieusement choisi dans beaucoup de contrats euro-arabes, comme si la neutralité diplomatique de la Suisse désignait sur ses lois. Ce qui est faux, mais rassure. « A la demande du ministre du commerce de l'Arabie saoudite », il est même arrivé qu'un contrat entre Bouygues et un sous-traitant français pour la construction d'un nouveau complexe universitaire à Ryad soit soumis aux règles suisses. Payant leurs juges, choisissant leur loi, les commerçants inter-

nationaux se sont mis hors de la sphère des Etats, dans des eaux extra-territoriales qu'ils appellent « l'ordre transnational ». En France, une doctrine très libérale et très contestée leur donne même le pouvoir de faire la loi, la *lex mercatoria* (voir encadré).

VÉRIFICATION • Dans 90 % des cas, les sentences arbitrales sont exécutées spontanément. Autrement, il faut demander à l'Etat de les rendre exécutoires et de prêter sa force publique, les entreprises se servant alors de l'Etat comme d'un « prestataire de services ». Ce que ce dernier fait très volontiers, car plus il sera facile de contester la sentence, moins l'arbitrage sera efficace : le décret du 12 mai 1981 qui réorganise la procédure avait comme souci de promouvoir Paris comme place internationale d'arbitrage.

En une semaine, une sentence présentée devant un tribunal de grande instance reçoit l'exequatur. Le juge ne la refuse que si la sentence est « manifestement contraire à l'ordre public international ». Ce qui n'arrive jamais, mais permet de demander l'annulation devant la cour d'appel.

Il ne s'agit pas alors de refaire le procès, mais de vérifier si la sentence a été régulièrement rendue ou de plaider en appel le non-respect de l'ordre public international, beaucoup moins contraignant que l'ordre public interne. Entre 1981 et 1990, 12 recours seulement sur 74 ont abouti à l'annulation.

« Dans l'ensemble, les juges sont méfiants à l'égard de l'arbitrage, car tout ce qui leur échappe est mauvais par nature. Je crois à titre personnel, que le recours à l'arbitrage dans le commerce international est légitime pour régler les litiges importants. Devant les tribunaux étatiques, il y a une marge d'incertitude considérable », commente Jacques Lemontey conseiller à la 1^{re} chambre civile de la Cour de cassation, souvent rapporteur pour les affaires de commerce international.

Éric Ploquier

La « loi des marchands »

Il n'existe pas de droit unique spécifique aux relations commerciales internationales. Des écarts culturels importants séparent les systèmes juridiques anglo-saxons et germano-romains. D'où la difficulté de trouver des compromis dans les conventions internationales. Une convention (Vienne, 1980), « événement majeur du droit du commerce international », est certes entrée en vigueur en France en 1988. Mais elle ne concerne que les contrats de ventes internationales de marchandises.

Alore les commerçants mais plus encore leurs juges, les arbitres,

cherchent à découvrir des principes universels devant s'appliquer à l'ensemble des commerçants internationaux. Depuis trente ans, règne en France une tendance à admettre que les opérateurs de l'ordre transnational peuvent faire la loi, la *lex mercatoria* (loi des marchands). Elle met à mal le principe suivant lequel le droit est un monopole d'Etat.

Cette *lex mercatoria* serait faite de principes, de règles (parfois codifiées et universellement reconnues comme les Règles et usages du crédit documentaire dérogées par la CCI) et d'usages commerciaux mis en lumière

dans la jurisprudence arbitrale. Une affaire a été portée devant la Cour de cassation française, qui, après un débat houleux, a donné à cette *lex mercatoria* le statut de « règle de droit » (1).

« Lorsque les tribunaux se sont aperçus qu'ils ne pouvaient pas appliquer la loi de l'Etat, ils ont cherché à trouver une solution dans son domaine, la primauté sur les ordres juridiques nationaux », commente le père et promoteur de cette doctrine, Berthold Goldman.

Si la doctrine naît par fortune outre-Atlantique, elle est franchement méprisée outre-Manche. Le respect par l'arbitre

des usages du commerce international devrait suffire à corriger l'imperfection des droits étatiques. « Cette doctrine quasi mystique, inutile, dangereuse, risque de discréditer l'arbitrage », s'insurge Jean-Louis Bismuth, professeur de droit et avocat, qui s'interroge à propos des limites des pouvoirs de cet ordre transnational : « Pourquoi les arbitres n'érigeraient-ils pas la discrimination raciale en règle de la *lex mercatoria* ? »

E. P.

(1) Arrêt Valenciano, 1^{re} chambre civile, 22 octobre 1991.

Le mouvement HLM, qui tient à Strasbourg son 53^e Congrès, est l'acteur essentiel du logement social en France. Le thème central de ce congrès, « Perspectives européennes et habitat social », est dans la droite ligne du premier congrès international des habitations à bon marché, qui s'était tenu à Paris en juin 1889. C'est en 1950 que les HBM (habitations à bon marché) se transformèrent en HLM (habitations à loyer modéré). Le mouvement HLM est très lié aux collectivités locales et territoriales, et ses responsables reflètent toute la gamme des sensibilités politiques, le congrès annuel et les instances fédérales (réunies dans une union nationale) présentant un assez bel exercice de cohélation.

Aujourd'hui, les organismes d'HLM se trouvent en face de deux exigences contradictoires : accueillir prioritairement les plus démunis et diversifier les catégories sociales dans l'habitat. Et pour y parvenir, ils ont besoin de financements de plus en plus larges, au moment où la rigueur budgétaire restreint la contribution nationale et où les épargnants se laissent séduire par d'autres produits financiers que le Livret A, dispensateur, via la Caisse des dépôts et consignations, de l'essentiel des ressources du logement social.

- *Les HLM*, par E. Crivelli et J. Bourret. C'est la bible administrative et juridique de l'univers HLM. Editions de l'Actualité juridique, 17, rue d'Uzès, Paris 2^e. 1975.
- *Cent ans d'habitat social - Une utopie réaliste* par Roger Quilliot et Roger-Henri Guerrand. Albin Michel. 1989.

CHRONIQUE • par Paul Fabra

La reprise n'est pas encore pour demain

C'EST avec un scepticisme grandissant que les milieux d'affaires et de finances considèrent l'embellie annoncée par les statistiques excessivement favorables du premier trimestre. Ces chiffres correspondraient à un taux de croissance annuel de l'ordre de 4 % pour l'économie française en 1992. Ils sont en contradiction, au moins apparente, avec l'aggravation du chômage (10 % de la population active) et la chute du nombre des emplois créés. A quels indicateurs se fier ? Qui croire ?

La démarche la plus hasardeuse devant ces données discordantes consiste à chercher à les réconcilier au moyen d'une pseudo-théorie sur les nouvelles conditions de fonctionnement de l'économie française. La croissance serait désormais beaucoup moins créatrice d'emplois. Pour que le chômage cesse de s'accroître, essure-t-on, il faudrait que le PNB progresse d'au moins 3 % par an ; pour qu'il commence à se résorber, un taux de 4 % ne serait pas de trop. Cette vue pessimiste des choses pousse à interpréter paradoxalement les derniers résultats dans un sens plutôt optimiste. La tentation est grande de minimiser la portée de ceux, mauvais, qui concernent le chômage, pour ne retenir que les indices faisant état d'une reprise déjà vigoureuse de l'activité.

Comme par hasard, les idées sur lesquelles se jettent avec le plus d'enthousiasme les moyens de communication sont celles qui ont le plus grande chance d'être aisément admises. Et si elles ont le don de convaincre, c'est presque infailliblement parce qu'elles viennent à point nommé servir quelques intérêts ou justifier un préjugé ambiant. Pour masquer leur terrible échec sur l'emploi, le parti au pouvoir et le gouvernement qui en est l'émanation disposent d'un alibi inespéré. Ce n'est pas leur faute si l'économie de marché, synonyme pour eux de concurrence effrénée (ils la confondent avec le mercantilisme), se révèle de plus en plus avare d'emplois.

L'explication paraît plausible. Elle passe d'autant mieux le rampe qu'un grand nombre d'électeurs ou d'ex-électeurs de gauche pensent y trouver la confirmation de croyances auxquelles nombre d'entre eux continuent de s'accrocher. La plus tenace des illusions est celle qui s'appuie sur l'idée qu'il existe à chaque moment une certaine quantité de travail à accomplir ; que, pour sa réalisation, le plein emploi, il suffirait donc de partager cette quantité de travail entre les parties prenantes en réduisant les horaires d'activité.

Il est un autre motif pour n'accorder qu'un crédit très conditionnel à la plupart des prévisions officielles ou privées concernant cette reprise tant attendue. Les modèles sur lesquels continuent à raisonner les conjoncturalistes se ressentent encore de doctrines bâties sur la conviction que les cycles économiques sont un phénomène du passé. Qu'il en soit ainsi presque vingt ans après le déclenchement de la première récession de l'après-guerre (1974-1975) est un peu décourageant. Mais les méthodes d'investigation économique sont prisonnières de certains modes de pensée. Même si on n'y croit plus, ces derniers restent en vigueur aussi longtemps qu'ils ne sont pas remplacés.

La demande intérieure ou extérieure, l'investissement, etc., sont présentés dans les modèles comme des données agrégées dont on croit pouvoir saisir les ressorts en dehors du fonctionnement du marché (où chaque transaction est, par définition, singulière, entièrement gouvernée par la rentabilité qu'on en attend) et indépendamment des instruments financiers à travers lesquels se traduit toute opération économique. C'est ainsi que les conjoncturalistes ne tiennent compte qu'accessoirement des facteurs financiers tels que l'endettement ou la situation des fonds propres. S'ils ne les ignorent plus tout à fait, ils ne les intègrent qu'à titre subsidiaire dans leurs raisonnements.

Jamais peut-être la remarque profonde de l'inventeur de la théorie du cycle économique n'aura été mieux illustrée que de nos jours. La Française Clémentine Juglar (1819-1905) soutenait que la cause unique d'une crise est la prospérité qui l'a précédée. C'est dans les pays anglosaxons, où la récession actuelle est la plus profonde, que cet adage trouve sa confirmation la plus éclatante. La chute de l'activité y apparaît directement liée aux excès de crédits qui ont engendré la boom des années 1987-1990. Le chômage y est une conséquence directe des mesures restrictives prises par les entreprises

surrendettées ou, cas extrême, de leur mise en liquidation.

Or tout laisse entendre que les effets d'une des plus frénétiques explosions de crédits à laquelle on ait jamais assisté sont loin d'être encore résorbés. D'une certaine façon c'est seulement maintenant qu'ils commencent à s'étaler au grand jour dans toute leur ampleur. Le dépôt de bien des frères Reichmann, les plus gros promoteurs du monde, en est un exemple. L'aveuglement qu'ont montré les plus grands établissements financiers étonne parce qu'on n'aime pas croire au comportement grégaire des plus hauts responsables. L'appât du gain n'est pas toujours un bon conseiller ! D'énormes crédits ont continué à être alloués au complexe immobilier Canary Wharf, alors que déjà le marché londonien de bureaux paraissait saturé.

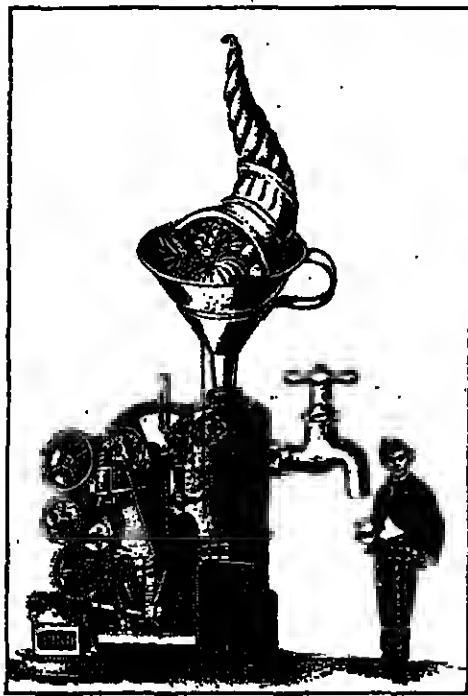
L'interpénétration des marchés est un facteur aggravant. Eurotunnel comptait sur les prêts des banques japonaises. Ces dernières, qui étaient devenues les principaux pourvoyeurs de crédits de la planète, se sont retirées. C'est elles qui avaient alimenté une spéculation ayant abouti à cette situation absurde : le patrimoine immobilier japonais, évalué au prix du marché, valait une fois et demie plus que la totalité des terrains et bâtiments situés aux États-Unis, pays vingt-cinq fois plus vastes que l'archipel nippon ! En France, Pierre Bérégovoy exhortait récemment les banques à sortir de leur réserve. Toutes sont obligées d'augmenter leurs provisions pour créances incouvrables. Mais à quel- que chose malheur est bon : elles se félicitent du retrait de leurs concurrentes nipponnes. Elles en ont profité pour augmenter leurs marges.

Deux autres circonstances rendent dépendent l'actuelle récession très différente de celles du passé – et potentiellement plus dangereuse et plus difficile à surmonter. Partout dans le monde les gouvernements sont en train de perdre la maîtrise de leurs finances publiques. Les déficits explosent, y compris en France, malgré la gestion réputée sage de Pierre Bérégovoy. La diminution des recettes fiscales et l'attitude d'employeur apparemment hors de proportion avec les effets normaux du ralentissement économique.

Le coup d'arrêt brutal donné à l'extension du crédit bancaire y est sans doute pour quelque chose mais cela, aucun Trésor public ne l'avait prévu. Leurs besoins d'emprunts sont tels que toute détente des taux d'intérêt paraît plus improbable que jamais.

UNE conséquence particulièrement négative d'un niveau élevé, sinon en hausse, du taux d'intérêt, est de placer très haut la barre pour les nouveaux investissements. Les entreprises ne les engageant qu'à condition d'en attendre un rendement très élevé. L'objectif visé est actuellement d'environ 15 %. Résultat : pour augmenter coûte que coûte leurs profits, les chefs d'entreprise pratiquent une politique de restructuration permanente. Tout se passe, comme le fait remarquer un financier parisien, Nicolas Charu, « comme si les plus durs socialement sont ceux qui obtiennent les résultats financiers les meilleurs. Fini le temps où le bon patron était celui qui obtenait un bon résultat financier et assurait le maintien de l'emploi ». Ce deuxième critère a changé de sens !

Toute récession présentait traditionnellement ceci de bon qu'elle était une période d'assainissement général. Cet aspect positif n'est évidemment pas entièrement disparu. Cependant, un facteur nouveau fait désormais peser en permanence, récession ou pas, une menace sans doute grave sur la solidité du système financier mondial. Des techniques de plus en plus complexes sont mises en œuvre pour garantir les entreprises et leurs banquiers contre l'instabilité croissante des cours, des taux de change, des taux d'intérêt. Ces opérations de couverture représentent désormais un volume gigantesque. Certains le chiffrent à un montant quarante ou cinquante fois supérieur au volume des transactions qu'il s'agit précisément de mettre à l'abri. Ces warrants, ces swaps, ces marchés de futures, etc., toutes ces opérations dites dérivées peuvent effectivement apporter des garanties presque absolues (moyennant commissions) à chaque agent économique en particulier. Mais elles sont, pour le marché pris dans son ensemble, un facteur de fragilité qu'on mesure mal : il est de plus en plus difficile de savoir qui supporte le risque final !



NICOLAS GILBERT

LIVRES

L'inévitable transition énergétique

La politique française du « tout nucléaire » n'est plus adaptée aux nouvelles données mondiales marquées par l'écologie et l'internationalisation des économies

ÉNERGIE : L'HEURE DES CHOIX
par Christian Goux.
Éditions Romilla.
131 pages, 55 F.

En 1973, dans l'urgence du premier « choc » pétrolier, la France adoptait une politique énergétique, « sa » politique énergétique, pourrait-on dire, puis- qu'elle n'a pas changé d'un iota depuis, et ne semble même plus tarder à être abandonnée. Dix-neuf ans plus tard ses objectifs – l'indépendance énergétique – et ses moyens – priorité à l'électronucléaire – font figure de tables de loi indiscutables. C'est tout juste si on a ralenti le rythme de construction des centrales atomiques lorsque le suréquipement est devenu patent. Qu'importe ! La France d'autosuffisance est devenue exportatrice de courant, se transformant peu à peu en « château d'eau » nucléaire de l'Europe, sans qu'aucun débat, aucun réexamen ne s'impose.

Pourtant, en deux décennies, l'environnement économique et politique s'est radicalement modifié. La chute des prix des hydrocarbures, le ralentissement de la demande d'énergie, le poids croissant des écologistes, les bouleversements intervenus à l'Est, l'aggravation du déséquilibre Nord-Sud, Tchernobyl et les progrès de l'intégration européenne, entre autres, devraient conduire à s'interroger : le monde énergétique a-t-il changé et changera-t-il encore beaucoup plus d'ici vingt ans ; la politique adoptée en 1973 est-elle toujours adaptée aux enjeux présents et futurs à venir ?

C'est le très grand mérite du livre de Christian Goux de poser en la question. Ce livre, petit par la taille mais grand par l'objet, reprend les conclusions d'un rapport, commandé par Pierre Bérégovoy au président de l'ATIC (Association technique de l'importation charbonnière). Préfacé par l'actuel premier ministre, alors ministre de l'économie, c'est sans doute l'un des ouvrages les plus importants, et sûrement le plus fin,

consacré à la politique énergétique française depuis une décennie.

Lors de sa sortie, l'hiver dernier, il n'a pourtant recueilli qu'un succès d'estime limité aux milieux spécialisés. Victime de son apparence et surtout de son sujet, puis- que, en osant remettre en question un « consensus » vieux de vingt ans, il faisait œuvre iconoclaste. Aujourd'hui, la conférence de Rio, qui souligne les liens indissociables entre l'énergie et l'écologie, et le débat sur l'accord de Maastricht, le replacent en pleine actualité.

RISQUE POTENTIEL. « Car que dit Christian Goux ? Que « la préoccupation environnementaliste est devenue une donnée centrale de toute politique énergétique ». Or la catastrophe de Tchernobyl et l'effet de serre ont mis en lumière l'interdépendance croissante des États : « Toute politique énergétique doit désormais intégrer intérêt national et protection du patrimoine mondial ».

Dans cette optique le nucléaire pose un problème spécifique : moins polluant à court terme que les autres énergies, il implique un risque potentiel énorme, de moins en moins toléré par les opinions. Surtout, il élimine pratiquement les pays les moins développés, faute d'une maîtrise technique suffisante, et constitue donc une énergie « discriminante », réservée aux plus riches, ce qui est difficilement acceptable pour le Sud. « Le nucléaire, écrit l'auteur, devra faire partie d'un patrimoine international ou disparaître ».

Longtemps présenté comme l'énergie du siècle prochain, l'atome apparaît donc de plus en plus comme une énergie de transition. Ce, d'autant qu'il n'a pas tenu toutes ses promesses d'un point de vue strictement économique. Les ressources en uranium ne sont guère plus abondantes que celles des autres énergies et la filière des surgénérateurs, qui devait affranchir le nucléaire de tout souci d'approvisionnement, n'est pas près d'être rentable. Ne

reculant devant aucune audace, Christian Goux, recalculant les coûts officiels publiés par la Direction de l'énergie, montre en outre que le nucléaire, contrairement à ce que l'on a dit, n'offre de ce point de vue aucun avantage évident par rapport aux énergies concurrentes (gaz ou charbon).

La politique française de monoculture nucléaire, qui a absorbé une part énorme des dépenses d'équipement – « 10 % de l'investissement industriel français depuis 1973 ont été mobilisés directement en faveur de l'énergie nucléaire. C'est beaucoup ! » – apparaît donc, dans cette perspective, largement dépassée. Même s'il n'est pas question d'y renoncer – cette solution radicale serait bien trop coûteuse – elle n'est plus justifiée que par l'argument d'indépendance énergétique nationale, lui-même battu en brèche par la construction européenne.

D'ici au siècle prochain, explique Christian Goux « les ressources n'appartiendront plus à un État mais à des entreprises » et les politiques isolées (tout nucléaire en France, tout gaz aux Pays-Bas, pro-charbon en Allemagne, etc.) seront non seulement politiquement obsoletes mais aussi économiquement inefficaces.

Conclusion : « Il faut choisir les options nationales qui offrent le plus de réversibilité possible » et développer une politique européenne intégrée afin de préparer la transition qui s'annonce. La transition du quantitatif vers le qualitatif, des énergies de stock (pétrole, gaz, charbon, nucléaire) vers les énergies de flux, renouvelables (hydraulique, solaire, géothermie, fusion thermonucléaire, etc.), encore balbutiantes mais qui, inévitablement, prendront un jour le relais.

Ces énergies seront « chères », avertit l'auteur, mais « la transition consiste à faire admettre que l'énergie peut être chère si elle garantit la protection de l'environnement ».

Véronique Maurus

NOTES DE LECTURE

La publicité est-elle un miroir aux alouettes ou l'indispensable intermédiaire qui assure la fluidité du marché entre producteurs et consommateurs ? En ces temps de pénurie publicitaire pour les médias, Marc Martin, historien de la presse et de la publicité, rappelle opportunément qu'elles ont été liées dès le départ : Théophraste Renaudot, l'inventeur de la Gazette, crée également un bureau d'adresses qui recueille les petites annonces, puis les publie dans une Feuille, dès 1633.

Les résistances à la publicité ont été plus vives en France que dans d'autres pays. Pharmaciens et médecins, représentants et petits commerçants, mais aussi journalistes et hommes politiques ont longtemps accusé la publicité de mensonge, de vol de clientèle ou de corruption de la presse par l'argent de l'industrie. Un relatif sous-développement du marché publicitaire caractérisé donc l'économie française jusqu'aux années 30.

A l'exception de l'affiche et des catalogues, grâce au rayonnement des grands magasins parisiens et à l'art de quelques grands affichistes comme Jules Chéret, Toulouse-Lautrec, Mucha ou Paul Colin.

Cependant, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la modernisation des structures économiques de la France va de pair avec le triomphe de la publicité. La profession multiplie les outils, les études de marché et de motivation, les sondages et les statistiques, alors que les organismes interprofessionnels se développent. Enfin, plusieurs groupes publicitaires français, dont Havas et Publicis, atteignent une dimen-

sion européenne, voire internationale. Une spécificité hexagonale, les centrales d'achat d'espace, apparaît.

Malgré ce dynamisme remarquable, des faiblesses structurelles marquent encore le panorama publicitaire français. La part de la presse, longtemps protégée par des dispositions législatives, subit aujourd'hui de plein fouet la concurrence de la télévision, tandis que la radio stagne et que le cinéma voit s'affaiblir son rôle de vecteur publicitaire. Et les annonceurs sont séduits par d'autres politiques de communication, comme le « hors-médias », voire le sponsoring ou le mécénat.

Utile synthèse de l'histoire de la publicité en France, le livre de Marc Martin est cependant tributaire de ses sources, essentiellement de la presse professionnelle, qui n'est pas toujours fiable. Ainsi l'auteur affirme que la publicité représentait 73 % des recettes du Monde en 1973, alors qu'elle atteignait 100 millions de francs, soit 39 % des recettes du quotidien. Ce qui était pourtant considérable.

P. E.

L'ÉTAT DE LA FRANCE 1992
La Découverte.
640 pages, 149 F.

Tous les « tuyaux » sous la main. Le Français a la triple encyclopédie. Sur ce registre se multiplient les collections. L'État de la France est déjà un classique à sa quatrième édition, celle de 1992. L'esprit reste le même mais la formule évolue. Le C.E.P.O.C. (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) s'est collaboré activement à l'opération dans ses domaines de recherche : modes et conditions de vie, qui forment les cent cinquante premières pages de l'ou-

vrage. On trouvera ensuite un « Tour de France des régions », une « Radioscopie de l'économie » (macro et micro), des analyses sur le thème « État et politique », et enfin un chapitre sur « La France dans le monde ».

Cet « observatoire » a été exhaussé pour que l'on puisse mieux regarder les tendances à moyen terme et à été illustré de photos, de cartes et de dessins. Une « compression », comme dirait le sculpteur César, qui permet de serrer un maximum de connaissances sur le sujet.

P. D.

PROSPECTIVE DANS UN MONDE TURBULENT
Dossier présenté par Sylvain Wickham.
Economie appliquée, Archives de l'ISMEA, 1991, n° 4
(11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris, p. 79-183)

Alors que l'horizon des responsables publics et privés s'est considérablement raccourci, les avancées réalisées vers un espace international décloisonné, multipolaire et globalement concurrentiel débouchent, selon Sylvain Wickham, sur une économie turbulente de marchés instables.

D'où le besoin de prospective, et d'une prospective renouvelée : au-delà des efforts pour dégrader les tendances lourdes, il s'agit désormais de mieux cerner les champs d'incertitude et de développer des pratiques méthodiques de vigilance, d'évaluer le degré de solidité ou de fragilité des états observés, de distinguer des variations réversibles des changements irréversibles, de penser l'imprévisible – et notamment les catastrophes – de prendre en compte les erreurs des acteurs et des observateurs.

M. B.

«**l'atome nucléaire**»
donnes mondiales
lisation des économies

[illegible]

Un changement nécessaire

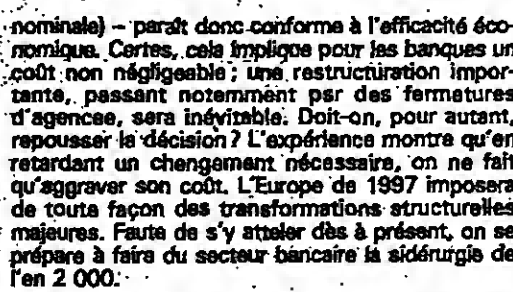
Il est vrai, en revanche, que les diverses formes de placement remplissent, selon leur durée et leur liquidité, des fonctions économiques différentes ; il est normal, en retour, que les rémunérations varient. Mais le rôle des marchés financiers est précisément de réaliser de façon efficace cette allocation. Des émissions ponctuelles, notamment fiscales ; peuvent certainement être envisagées, particulièrement dans la conjoncture actuelle d'inversion de la courbe des taux. En revanche, l'interdiction totale de rémunérer les dépôts à vue est une mesure structurelle excessive, sans proportion avec l'objectif.

Beaucoup plus sérieuses sont les préoccupations de stabilité du système financier. Le danger d'une concurrence destructrice sur le marché des dépôts, favorisant une prise de risque excessive de la part des banques, est réel, comme le montre l'exemple des Caisses d'épargne américaines. La mesure principale, certes, réside toujours dans le sérieux du contrôle et de la supervision des autorités monétaires — dont les carences, dans le cas des États-Unis, étaient patentées. Il reste que les *Savings and Loans*, offrant des taux créditeux supérieurs aux taux du marché monétaire, révélèrent une gestion pour le moins peu orthodoxe des disponibilités recueillies.

D'autant que le réglementerion a aussi des coûts économiques, croissant, là encore avec l'écart entre taux de marché et taux versés aux déposants. Il est surprenant, au demeurant, de voir à quel point ces coûts sont ignorés dans le débat actuel. Tout spécialiste d'économie industrielle le dira : le premier défaut d'une réglementation inopportune, avant même ses effets redistributifs, est d'induire des distorsions structurelles incompatibles avec l'efficacité économique. Dans le cas présent, l'interdiction de rémunérer revient à bloquer administrativement le prix d'un service fourni sur un marché par ailleurs compétitif. D'abord, en figent ainsi les positions acquises, on fausse la concurrence au détriment des nouveaux entrants; et notamment des banques étrangères. Il est d'ailleurs à craindre que les autorités communautaires ne s'efforcent de ce nivellement à toute vitesse.

Ces distorsions, conséquences directes ou indirectes de la réglementation, ont un coût énorme, mais peu visible. Elles sont spectaculaires, et donc rarement prises en compte. Elles ne empêchent : l'absence de rémunération constitue un handicap à terme, avec la persistance de circuits de financement hors marché, une source majeure d'inefficacité structurelle du secteur bancaire français.

Une rémunération des dépôts à vue à un niveau raisonnable - disons 3 à 4 points sous le marché - ne coûterait que 1 à 2 % de la masse des dépôts à vue. Les taux actuels : 5 à 6 % de rémunération.



(*) Chercheur au DELTA (laboratoire CNRS-ENS-EHESS), professeur à l'ENSAE.

Une politique d'économie d'énergie basée sur des règlements et la fixation de quotas aurait un coût plus élevé qu'une politique essentiellement fiscale. Avec la taxe, en effet, sont stimulées les économies d'énergie dont le coût est inférieur à la taxe. Avec les règlements seront obligatoires des économies d'énergie à des coûts variables selon les secteurs, car il est impossible à l'administration d'ajuster précisément ces règlements, faute d'une connaissance assez fine des divers coûts des économies d'énergie. Au total, des économies peu coûteuses seraient

Vive l'écotaxe européenne !

(*) Conseiller en environnement.

La Floride D'Un Coup De Baguette Magique.



DELTA AIR LINES
L'Amour Du Métier Nous Donne Des Ailes.

* Promotions valables du 5 juin au 30 juin 1992. Le retour doit s'effectuer avant le 21 juillet 1992 pour l'achat d'un billet en classe économique et avant le 30 juillet 1992 pour l'achat d'un billet en classe affaires. Tarif et réduction soumis à des conditions particulières de ventes et de transport. © Delta Air Lines, 1992.

**Villes de Floride desservies par
Delta Air Lines: Clearwater, Daytona
Beach, Ft Lauderdale/Hollywood, Ft Myers,
Gainesville, Jacksonville, Melbourne,
Miami, Orlando, Panama City, Pensacola,
Sarasota/Bradenton, Tallahassee,
Tampa/St Petersburg, West Palm Beach.**

**PROSPECTIVE DANS
UN MONDE TURBULENT**

[The page contains faint, illegible handwritten notes.]

سكز لمن لا يمل

L'ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Après sept trimestres de récession, l'économie britannique paraît sortir du marasme dans lequel elle s'est enfoncée à la mi-90. Préconisée par certains comme une purge indispensable, la récession éculée a-t-elle au moins eu ce mérite d'assainissement ? Le niveau du déficit commercial et son accentuation récente permettent d'en douter : au cours des douze derniers mois, le solde des échanges de marchandises affiche un déficit de 15 milliards de livres (l'équivalent de 150 milliards de francs ou 25,5 milliards de dollars).

C'est certes mieux que les montants extravagants des dernières années de croissance (24 milliards de livres en 1989) mais la récession est bien maigre au regard des efforts imposés aux Britanniques

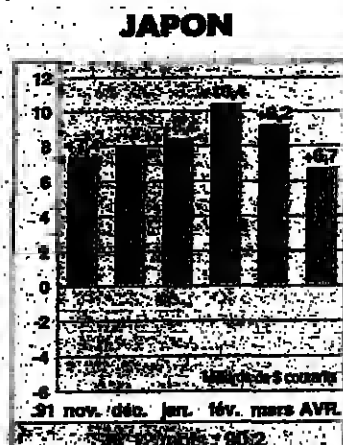
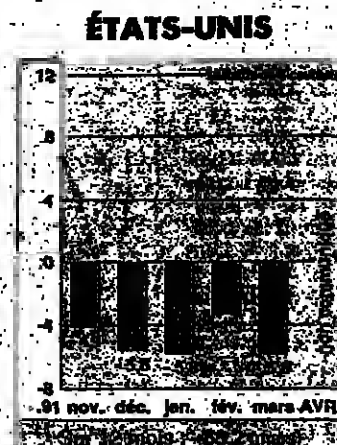
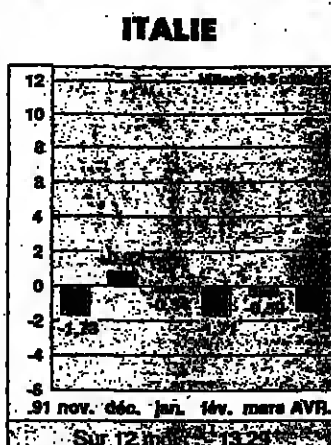
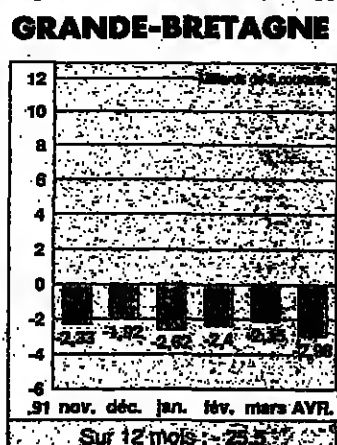
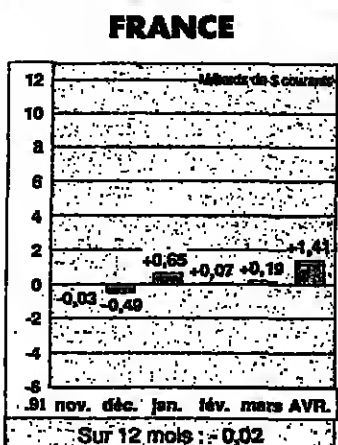
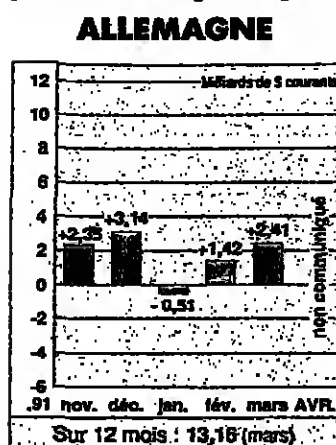
INDICATEUR • Le commerce extérieur
Des sacrifices peu payants

depuis près de deux ans. En dix-huit mois, leur consommation a diminué jusqu'à revenir à ses niveaux de la fin de 1988. Le volume de leurs investissements a chuté de 16 % depuis le début de la récession.

Le produit intérieur brut, pour sa part, s'inscrit en baisse de 4,3 % au premier trimestre 1992 par rapport à son niveau d'un deuxième trimestre

tre 1990 ayant la chute. La pénétration de l'économie est à ce point importante que même la récession la plus grave et la plus longue d'après-guerre ne permet plus de revenir à des déficits raisonnables.

Dans ces conditions, il y a de quoi s'inquiéter de la période de reprise récemment amorcée outre-Manche car celle-ci ne manquera pas d'entraîner une amplification rapide des déséquilibres commerciaux. Les déficiences structurelles de l'appareil productif pourraient ainsi réapparaître au grand jour, qui ne manquera pas à terme d'obliger à un réajustement des parts de la livre au sein du SME évité par miracle depuis son adhésion à l'automne 1990.



Soldes commerciaux exportations moins importations, en données CVS (FOB-FOB pour tous les pays, sauf le Japon, FOB-CAF) et monnaies nationales, sauf Japon (en dollars). Sources nationales

RÉGION • L'Asie du Sud-Est
Triangles de croissance

EN Asie du Sud-Est, la question du moment est celle des « triangles de croissance ». Il s'agit de l'association dynamique d'économies proches pour des opérations de développement ponctuelles. Placés sous le signe du pragmatisme, ces nouveaux pôles régionaux ont une origine triple : les organisations « formelles » d'États, telles que le « bloc indochinois » ou l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), visant à établir une coopération à grande échelle, ont globalement échoué ; l'essor des zones les plus avancées requiert des ressources en main-d'œuvre, en matières premières et en espace souvent insuffisantes à l'intérieur des frontières nationales ; enfin, cette partie du monde connaît depuis le retrait vietnamien du Cambodge, début 1989, une atmosphère de pacification qui favorise les relations économiques.

C'est pour l'ensemble formé par Singapour et ses voisins immédiats, l'État malaisien de Johor et l'archipel indonésien de Riau, qu'a été forgée, en 1989, l'expression de triangle de croissance. Une série de rencontres et d'accords entre dirigeants politiques a, depuis, organisé les synergies. L'initiative est venue de Singapour, qui voit là un moyen de réduire certains coûts ; les restrictions gouvernementales à l'emploi d'étrangers et à certaines activités polluantes y poussent aux délocalisations.

Pour Djakarta, il s'agit d'accroître l'implantation d'industries exportatrices dans d'autres secteurs que le pétrole, et de mieux intégrer entreprises publiques, groupes privés sino-indonésiens et multinationales étrangères. Pour les autorités de Johor, c'est l'occasion d'échapper à une spécialisation excessive dans l'agriculture de plantation - aux prix durablement déprimés - et à la tutelle de plus en plus tatillonne du gouvernement central.

Johor Bahru, en face de Singapour, pourrait devenir la seconde agglomération et le premier pôle industriel de Malaisie. Les promesses de l'archipel de Riau, parti de plus bas, sont spectaculaires. Si Batam produit essentiellement du matériel pétrolier et de l'électronique, l'île voisine de Bintan devrait devenir une « Caribbe » touristique en mer de Chine, cependant que Singkep se spécialiserait dans la destruction navale, Karimun dans la construction navale et le stockage pétrolier (groupe public singapourien Sembawang), et Pulau, louée entièrement par le groupe Salim, dans l'agro-alimentaire. Depuis juin 1991, Singapour peut entreprendre des aménagements visant à recueillir côté indonésien l'eau douce pour laquelle elle dépend actuellement du bon vouloir malaisien. Partout à Riau, l'Indonésie accepte exceptionnellement la propriété étrangère à 100 % (sauf pour le foncier) et, de fait, le dollar singapourien tend à remplacer la roupiah.

La place éminente que tient la cité-État chinoise dans un triangle

qui ressemblerait plutôt à un corridor représente d'ailleurs une difficulté fondamentale, Riau et Johor oeuvrant qu'à travers Singapour. D'où la méfiance à Kuala Lumpur, et à Djakarta, devant les risques de nouveaux déséquilibres entre provinces, d'un « expansionisme rampant » singapourien et d'une accentuation de la prééminence économique des communautés chinoises.

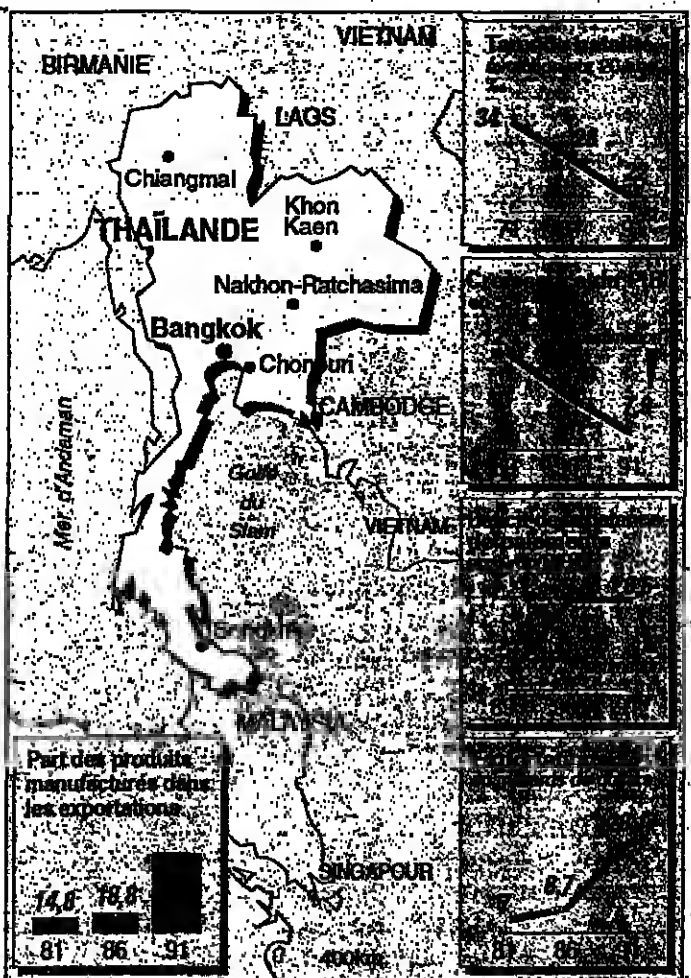
D'autres coordinations économiques transfrontalières sont en projet : le « triangle du nord », qui associerait Penang, autre pôle industriel malaisien, les produits primaires de l'est de Sumatra, les plantations et les ressources touristiques du Sud thaïlandais ; le « triangle de Bornéo », qui unirait le sultanat pétrolier de Brunei les États malaisiens de Sarawak et Sabah, plus agricoles et peuplés.

La Thaïlande se considère désormais non plus comme la ligne de front face à l'Indochine communiste, mais comme le moteur du développement de l'Asie du Sud-Est continentale. Selon un dirigeant de la Siam Commercial Bank, qui vient de s'associer à la Banque centrale du Cambodge, « l'Indochine va devenir un prolongement de notre économie intérieure ». Deux jours après l'interdiction de la déforestation en Thaïlande, en janvier 1989, le gouvernement laotien l'autorisait à nouveau sur son sol, et un accord de commerce, en février dernier, facilitait encore l'action des sociétés thaïes, qui dévastaient aussi les jungles et les bancs de poisson de Birmanie.

De ces nouvelles solidarités encore balbutiantes ressort l'image d'une régionalisation de la croissance économique. Les synergies entre zones proches révèlent une multiplication des polarités et des axes, publics ou privés. Cela ne signifie pas un désinvestissement des États : leurs initiatives restent décisives, et les sociétés qui leur sont liées, officiellement ou non, sont presque partout au premier plan ; on assiste plutôt à une diversification de leurs moyens d'intervention.

Simultanément, les « triangles » sont le produit de la croissance d'ensemble de la vaste zone extrême-orientale : Sumitomo Automotive est la première entreprise à avoir réparti ses activités entre Singapour, Johor et Batam ; les masses énormes de capitaux japonais, taiwanais et coréens conditionnent bien des fortunes locales. Enfin, tout cela traduit la tendance à la mondialisation des économies asiatiques : les multinationales européennes et américaines sont parfois pionnières (comme Thomson à Batam), et la « triangulation » est aussi un moyen pour les régions attardées de se greffer sur les réseaux majeurs de l'économie mondiale, par l'intermédiaire du relais performant que constitue Singapour.

Jean-Louis Margolin
université Strasbourg-II



PAYS • La Thaïlande
Une crise révélatrice

Le royaume traverse une crise politique, dont personne n'avait prévu la gravité. Faute de solution rapide, elle risque de déboucher sur des difficultés économiques sérieuses. Les investissements directs étrangers, en retrait en 1991 de 40 % environ sur l'année précédente, votent pour le moins attendre que la situation se clarifie. Le tourisme, première source de devises (6 % du PIB, cinq millions d'entrées en 1991), souffrira d'autant plus que la vérité commence à percer de la rapide expansion du sida. Or l'équilibre de la balance des paiements (8 milliards de dollars de déficit pour les comptes courants) se trouve de plus en plus conditionné par ces deux apports (10,5 milliards de dollars de capitaux étrangers ont été placés en 1991).

Et pourtant... L'idée se répandait depuis la bonne résistance à la dépression régionale de 1985-1986 : la Thaïlande serait le « cinquième dragon » extrême-oriental. Le PIB par tête n'avait-il pas plus que doublé depuis 1980 ? Les exportations n'avaient-elles pas triplé en cinq ans. Cause et conséquence : un afflux sans précédent, et sans égal dans la région, d'investissements étrangers - 200 millions de dollars en 1985 ; 2,4 milliards en 1990 - venus en majeure partie du Japon (également premier partenaire commercial, mais aussi des États-Unis et de Taiwan).

Les problèmes actuels révé-

lent des difficultés profondes, largement issues d'une surchauffe économique accompagnée de laisser-faire, d'incapacité à prévoir et de trafics de toutes sortes, où les clans militaires ne sont pas les derniers. Ainsi les infrastructures courent-elles sous le poids de la population et des activités, et Bangkok (7 millions d'habitants) est devenue l'une des métropoles les plus polluées, les plus bruyantes et les plus encombrées du monde.

Le reste du pays, dénué de tout vrai pôle alternatif de développement, reste à la traîne : la capitale représente 48 % du PIB pour 15 % de la population, et le revenu par habitant y est huit fois supérieur à celui du nord-est paupérisé. Les inégalités sociales se sont fortement accrues et le climat « de casino » de la récente période n'a profité qu'aux grandes familles sino-thaïes, à une mince classe moyenne, aux militaires... et à la famille royale.

L'avenir, enfin, est hypothéqué par des problèmes structurels : insuffisance de l'épargne nationale (13 % du PIB contre 44 % à Singapour), trop faible formation de cadres et de techniciens (20 % des jeunes accèdent à l'enseignement supérieur mais 9,5 % choisissent les sciences ou la technologie contre 34 % en Malaisie), destruction de l'environnement, médiocrité du personnel politique et instabilité récurrente.

J.-L. M.

SECTEUR • La moto
En accélération

CONTRAIREMENT à celles d'automobiles, les ventes de motocyclettes n'ont guère été sensibles au ralentissement économique. Cette année, elles devraient légèrement dépasser les 120 000, auxquelles s'ajoutent 200 000 cyclomoteurs non immatriculés. Le coup d'arrêt du premier trimestre 1991 a été rapidement surmonté : sur les quatre premiers mois de 1992, le marché français (le plus important d'Europe) a progressé de 7,2 % par rapport aux quatre premiers mois de 1991. L'automobile, dans le même temps, a enregistré un recul de 5,6 %.

Ce dynamisme ne repose pas seulement sur les difficultés de circulation dans les grands centres urbains. En diversifiant les modèles, les constructeurs ont élargi leur clientèle. À côté des petites cylindrées et des modèles sportifs, toujours appréciés des plus jeunes, les « trails » polyvalents, dérivés des tout-terrains, représentent le tiers des ventes, et les « customs », inspirés des motos américaines traditionnelles, 15 %, selon la Chambre syndicale des importateurs. Plus récemment, les modèles dits « basiques », plus dépouillés, ou les « machines à rétro » sont venus élargir la palette. Sans oublier les scooters, dont le succès ne se dément pas (22 % des immatriculations). Bref, il y en a pour tous les goûts et le « profil » du motard est de moins en moins typé.

Cependant, les « locomotives » du marché ont toutes un point commun : ce sont les engins saïges. En effet, malgré l'image de marque négative qu'ont pu constituer les dramatiques événements survenus en marge des Vingt-Quatre Heures du Mans moto des 25 et 26 avril derniers, le deux-roues n'a plus grand-chose d'un moyen de transport marginal destiné à des « risque-tout ».

Côté constructeurs, les japonais, qui ont installé en Europe plusieurs unités de production, tiennent toujours le haut du pavé, avec plus de 80 % des immatriculations pour les « quatre grands ».

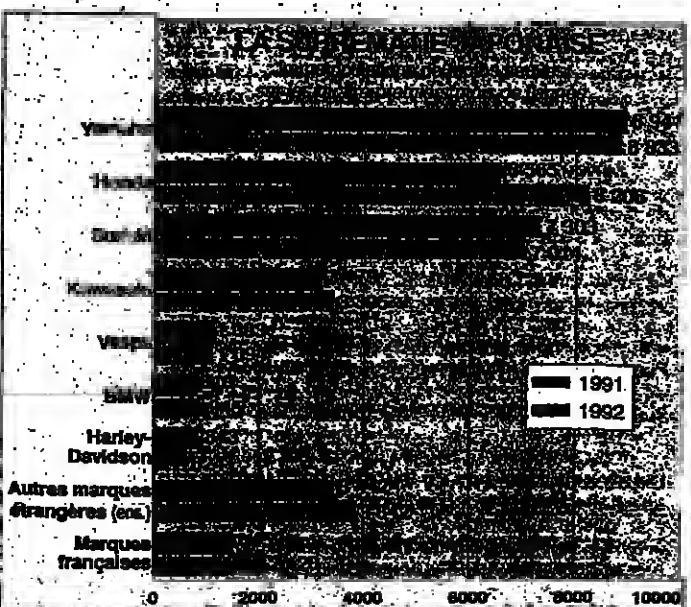
Depuis trois ans, Yamaha s'est emparé de la première place dans l'Hexagone grâce à une gamme étendue et constamment renouvelée, mais aussi grâce à son agresseur commercial.

Mais le leader mondial Honda a réussi un réajustement spectaculaire, en se concentrant sur les grosses cylindrées, en passant de soixante à quarante modèles et en misant sur des machines bien identifiées. Sur les quatre premiers mois de l'année, ses ventes progressent de 25 % par rapport aux premiers mois de l'année passée et, avec 22,7 % de parts de marché, Honda talonne Yamaha (24,4 %) et l'a même légèrement dépassé au cours du mois d'avril. « Notre démarche nous permet d'allonger la durée de vie des modèles et de proposer partout en Europe des motos identiques à des prix semblables », explique-t-on chez Honda.

Jean-Claude Olivier, président du directoire de Yamaha Motor France, n'en est guère surpris. « Honda, qui est passé en trois ans de 32 % à 21 % des parts de marché, avait davantage de chances de remonter la pente que de la redescendre. Ce qui nous intrigue, ce n'est pas d'être leader à tout prix mais de nous maintenir sur une courbe ascendante », explique-t-il.

Et les Européens ? Alors que le phénomène de mode qui avait permis à l'Américain Harley-Davidson de se hisser au sixième rang des ventes paraît s'atténuer, ils restent dans la course. Grâce à l'arrivée de deux nouveaux modèles, BMW a accru ses ventes de 16 % depuis le début de l'année. Les arguments traditionnellement mis en avant par la marque munichoise (confort, sobriété, sécurité) correspondent tout à fait aux grandes tendances du marché. Parfois même, la firme d'avance l'évolution : tous les modèles BMW sont équipés en option d'un dispositif anti-pollution mais, en 1991 et 1992, seuls deux acheteurs (dont un citoyen allemand) ont demandé ce type d'équipement.

Jean-Michel Normand



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.